

CNCD – 11.11.11

LE MONDE SELON LES FEMMES

CENTRE TRICONTINENTAL – CETRI

PROGRAMME 2017 – 2021

Présenté au cofinancement de la DGD

**Coordonner et renforcer les organisations de
la société civile pour promouvoir la
réalisation des Objectifs de développement
durable (ODD)**

Bruxelles, septembre 2016

Table des matières

A.	PARTIE I : GENERALITES.....	7
I.	Fiche générale du programme	7
II.	Description des résultats attendus (outcomes) du programme	8
III.	Budget du programme	9
1.	T1 – Budget général du programme.....	9
2.	T2 – Budget des coûts de gestion.....	16
3.	T3 – Frais d’administration	16
4.	T4 – Budget général par acteur	17
IV.	Description de la stratégie de collaboration du programme multi-acteurs	24
B.	PARTIE II : PRESENTATION DU PROGRAMME PAR PAYS	29
I.	Belgique	29
1.	Fiche pays.....	29
2.	Théorie du changement	29
3.	Analyse des risques.....	34
4.	Prise en compte des recommandations issues du dialogue stratégique.....	36
4.1.	Intégration de la spécificité de l'approche Nord/Sud.	36
4.2.	Intégration du genre de manière transversale.....	37
4.3.	Influence du CSC Nord sur les axes du programme	37
4.4.	Articulation entre le volet du programme en Belgique avec les autres CSC.....	38
4.5.	Intégration des nouveaux médias et agenda numérique dans le programme (D4D)	38
4.6.	Référence à la TOC du CSC Nord et priorisation des sous-cibles	38
4.7.	Précisions sur les synergies, complémentarités et coordination	38
5.	Recommandations par domaine d'intervention / cible stratégique commune.....	39
6.	OS	41
6.1.	OSN1	41
6.1.1.	Fiche OSN1	41
6.1.2.	Description des résultats de l’objectif spécifique	42
6.1.3.	Coûts opérationnels OSN1	45
6.1.4.	Motivation au regard des critères du CAD	46
6.1.5.	Description de la stratégie de partenariat	49
6.1.6.	Description des synergies et complémentarités	50
6.2.	OSN2	52

6.2.1.	Fiche OSN2	52
6.2.2.	Description des résultats de l'objectif spécifique	53
6.2.3.	Coûts opérationnels OSN2	56
6.2.4.	Motivation au regard des critères du CAD	57
6.2.4.1.	Description de la pertinence	57
6.2.4.1.1.	Pertinence de l'OSN1 par rapport aux cibles stratégiques du CSC :	57
6.2.4.1.2.	Pertinence des thématiques pour le développement.....	58
6.2.4.1.3.	Pertinence de l'approche Nord-Sud	58
6.2.4.2.	Description de l'efficacité.....	58
6.2.4.2.1.	Opérationnalisation des approches du CSC	58
6.2.4.2.2.	Ancrage dans la société civile et compétences	59
6.2.4.2.3.	Action coordonnée des ONG.....	61
6.2.4.2.4.	Théorie du changement, hypothèses et analyse des risques	61
6.2.4.3.	Description de la durabilité	61
6.2.4.4.	Description de l'efficacité	61
6.2.5.	Description de la stratégie de partenariat	62
6.2.6.	Description des synergies et complémentarités	62
6.3.	OSN3	68
6.3.1.	Fiche OSN3	68
6.3.2.	Description des résultats de l'objectif spécifique	69
6.3.3.	Coûts opérationnels OSN3	71
6.3.4.	Motivation au regard des critères du CAD	72
6.3.4.1.	Description de la pertinence	72
6.3.4.1.1.	Pertinence de l'OSN3 par rapport aux cibles stratégiques du CSC :	72
6.3.4.1.2.	Pertinence des thématiques pour le développement	72
6.3.4.1.3.	Pertinence de l'approche Nord-Sud	73
6.3.4.2.	Description de l'efficacité.....	73
6.3.4.2.1.	Opérationnalisation des approches du CSC	73
6.3.4.2.2.	Ancrage dans la société civile belge et compétences	74
6.3.4.2.3.	Action coordonnée des ONG.....	74
6.3.4.2.4.	Théorie du changement, hypothèses et analyse des risques	74
6.3.4.3.	Description de la durabilité	74
6.3.4.4.	Description de l'efficacité	74
6.3.5.	Description de la stratégie de partenariat	75

6.3.6.	Description des synergies et complémentarités	76
II.	République démocratique du Congo (RDC)	79
1.	Fiche pays RDC	79
2.	Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande.	80
3.	Cohérence avec le Plan Stratégique (pays X Hors-CSC)	83
4.	Théorie du Changement associée à la RDC	83
4.1	Renforcement de partenaires	84
4.2	Mise en œuvre des activités	84
4.3	Objectif : influencer la décision politique.....	85
4.4	Cibles : des décisions politiques conformes aux ODD	86
4.5	Changement souhaité	86
5.	Analyse des risques pays	87
6.	Description de la prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC	88
7.	OS	89
7.1	OS C1	89
7.1.1	Fiche OS C1	89
7.1.2	Description des résultats	91
7.1.3	T3 – Coûts opérationnels OSC 1	95
7.1.4	Motivation au regard des critères du CAD	97
7.1.4.1	Description de la Pertinence.	97
7.1.4.2	Description de l'Efficacité.	97
7.1.4.3	Description de la Durabilité.	97
7.1.4.4	Description de l'Effizienz.	98
7.1.5	Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour le pays.	98
7.1.6	Description des Synergies et Complémentarités.	100
7.2	OS C2 : Gestion durable des ressources naturelles (cible 2 CSC)	103
7.2.1	Fiche OS C2	103
7.2.2	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique C 2	104
7.2.3	Coûts opérationnels OS 2	108
7.2.4	Motivation au regard des critères du CAD	110
7.2.4.1	Description de la Pertinence.	110
7.2.4.2	Description de l'Efficacité.	110
7.2.4.3	Description de la Durabilité.	111

7.2.4.4	Description de l'Effizienz.	112
7.2.5	Description de la Stratégie de Partenariat spécifique	112
7.2.6	Description des Synergies et Complémentarités.	113
7.3	OS C3 : Gouvernance démocratique	115
7.3.1	Fiche OS C3	115
7.3.2	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique C3	116
7.3.3	T3 – Coûts opérationnels OS 3	119
7.3.4	Motivation au regard des critères du CAD	121
7.3.4.1	Description de la Pertinence.	121
7.3.4.2	Description de l'Efficacité.	121
7.3.4.3	Description de la Durabilité.	122
7.3.4.4	Description de l'Effizienz.	122
7.3.5	Description de la Stratégie de Partenariat spécifique	123
7.3.6	Description des Synergies et Complémentarités.	123
III.	SENEGAL	125
1.	Fiche pays	125
2.	Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande	126
3.	Théorie du Changement associée au pays	127
4.	Analyse des risques associée au pays 3	129
5.	Description de la prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC	131
6.	OS	132
6.1.	OS Sénégal 1	132
6.1.1.	Fiche OS S 1	132
6.1.2.	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique OS S 1	133
6.2.	OS Sénégal 2	137
6.2.1.	OS S 2	137
6.2.2.	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique OS S 2	138
6.3.	OS Sénégal 3	142
6.3.1.	Fiche OS Sénégal 3	142
6.3.2.	Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique OS S 3	142
6.4.	T3 – Coûts opérationnels OSS1, OSS2 et OSS3	145
6.5.	Motivation au regard des critères du CAD	147
6.5.1.	Description de la Pertinence.	147

6.5.2.	Description de l'Efficacité.....	147
6.5.3.	Description de la Durabilité	149
6.5.4.	Description de l'Effcience.	150
6.5.5.	Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour le pays	151
6.5.6.	Description des Synergies et Complémentarités	152
C.	PARTIE III : ANNEXES.	156
I.	Convention de collaboration.	156
II.	Convention partie prenante programme commun 2017-2021.....	157

A. PARTIE I : GENERALITES

I. Fiche générale du programme

Titre général du programme :	Coordonner et renforcer les organisations de la société civile pour promouvoir la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)		
Pays couverts par le programme :	Listes des CSC auxquels le programme veut contribuer :	CSC Nord, RDC, Sénégal	
	Listes des pays hors-CSC :		
Date de début du programme :	1er janvier 2017		
Date de fin du programme :	31 décembre 2021		
Acteur(s) accrédité(s) demandeur(s):	CNCD-11.11.11	OSC	BE84 3100 7855 7659 BBRU BE BB
	CETRI	OSC	BE16 0680 6023 2074 GKCC BE BB
	Le Monde selon les Femmes	OSC	BE24 3101 2173 9938 BBRU BE BB
Budget :	Budget total des Coûts Directs du programme :	15.446.016,85	
	Montant du subsidy :	12.356.813,48 (hors frais de structure)	
	Montant du subsidy CNCD-11.11.11 :	8.395.868,24 (hors frais de structure)	
	Montant du subsidy CETRI :	917.252,86 (hors frais de structure)	
	Montant du subsidy Le Monde selon les Femmes :	3.043.692,38 (hors frais de structure)	

Contacts	Nom	Téléphone	E-mail
Personne de contact pour la DGD pour le programme :	Arnaud Zacharie	02/250 12 30	arnaud.zacharie@cncd.be
Personne de contact du CNCD-11.11.11 :	Arnaud Zacharie	02/250 12 41	arnaud.zacharie@cncd.be
Personne de contact du CETRI :	Bernard Duterme	010/48 95 67	duterme@cetri.be
Personne de contact du Monde selon les Femmes :	Lidia Rodriguez Prieto	02/211 00 27	lidia@mondefemmes.org

Exceptions financières éventuelles :	
--------------------------------------	--

II. Description des résultats attendus (outcomes) du programme

Description des résultats attendus (outcomes) du programme 2017-2021		
Outcomes / Objectifs spécifiques	Coûts opérationnels	Acteur(s) impliqué(s) en cas de programme commun
CSC Belgique – Outcomes/OS1 : Le monde de l’enseignement intègre et développe une pratique d’ED/ECMS qui participe à éveiller le sens critique des élèves sur les ODD	1.834.147,23	CNCD-11.11.11 + CETRI +MF
CSC Belgique - OS2:Les capacités de compréhension et d’action des OSC et du public sur les ODD sont renforcées	5.280.644,05	CNCD-11.11.11 + CETRI + MF
CSC Belgique – OS3 : Les décideurs politiques sont sensibilisés aux enjeux liés à la mise en œuvre des ODD	4.941.449,06	CNCD-11.11.11 + CETRI + MF
CSC RDC – OS1 : Des OSC en organisations de femmes impliquées à différents niveaux apportent des solutions concrètes aux défis liés à l’égalité entre les hommes et les femmes, les violences de genre, les droits reproductifs et sexuels et l’empowerment des femmes en RDC.	533.026	MF
CSC RDC – OS2 : Les réseaux d’organisations de la société civile augmentent leur influence sur la décision politique en faveur d’une gestion durable des ressources naturelles	512.858	CNCD-11.11.11
CSC RDC – OS 3 : Les réseaux d’organisations de la société civile augmentent leur influence sur la décision politique en faveur d’un processus électoral démocratique	214.859	CNCD-11.11.11
CSC Sénégal – OS1 : Contribuer à coordonner des initiatives de préservation des ressources naturelles et des écosystèmes dans le Delta du Saloum pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes	102.404	MF
CSC Sénégal – OS2 : Améliorer la bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et promouvoir l’agro-écologie dans une perspective de genre	100.300	MF
CSC Sénégal – OS3 : L’institutionnalisation de l’approche genre est promue auprès des acteurs-trices de développement à travers des échanges croisés de pratiques et d’expertise entre le Nord et le Sud et dans le Sud	111.099,99	MF

III. Budget du programme

Remarque : Tous les tableaux budgétaires (T1, T2, T3, T4, T5) sont obligatoirement à fournir en format Excel.

1. T1 – Budget général du programme

Programme commun - Budget 2017-2021							Répartition par ACNG		
Pays	OS	Années	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total général	CNCD-11.11.11	CETRI	Le Monde selon les Femmes
Belgique	OSS 1	2017	-	78.725,00	271.417,90	350.142,90	292.184,36	48.758,54	9.200,00
		2018	-	74.025,00	285.821,25	359.846,25	299.154,70	52.691,55	8.000,00
		2019	-	77.975,00	294.121,11	372.096,11	309.581,71	53.614,40	8.900,00
		2020	-	67.425,00	302.222,06	369.647,06	305.091,32	54.555,74	10.000,00
		2021	-	70.525,00	311.889,91	382.414,91	316.898,90	55.516,01	10.000,00
		Total	-	368.675,00	1.465.472,23	1.834.147,23	1.522.910,99	265.136,24	46.100,00
	OSS 2	2017	2.000,00	312.045,00	674.112,19	988.157,19	559.285,00	128.822,19	300.050,00
		2018	2.000,00	339.490,00	703.276,95	1.044.766,95	605.561,22	139.048,03	300.157,70
		2019	1.000,00	349.645,00	721.111,39	1.071.756,39	626.308,94	141.447,45	304.000,00
		2020	1.000,00	338.088,00	733.585,88	1.072.673,88	628.284,05	143.894,93	300.494,90
		2021	500,00	345.567,00	757.222,64	1.103.289,64	646.898,03	146.391,61	310.000,00
		Total	6.500,00	1.684.835,00	3.589.309,05	5.280.644,05	3.066.337,24	699.604,21	1.514.702,60
	OSS 3	2017	1.000,00	121.250,00	798.070,41	920.320,41	691.239,00	17.453,41	211.628,00
		2018	-	143.076,00	832.217,54	975.293,54	745.266,92	19.026,62	211.000,00
		2019	-	138.308,56	855.149,16	993.457,72	759.143,40	19.395,76	214.918,56
		2020	1.000,00	136.940,00	874.734,63	1.012.674,63	782.902,33	19.772,30	210.000,00
		2021	-	139.473,40	900.229,36	1.039.702,76	799.191,96	20.156,40	220.354,40
		Total	2.000,00	679.047,96	4.260.401,10	4.941.449,06	3.777.743,61	95.804,49	1.067.900,96
	Total Pays CSC 1	2017	3.000,00	512.020,00	1.743.600,50	2.258.620,50	1.542.708,36	195.034,14	520.878,00
		2018	2.000,00	556.591,00	1.821.315,74	2.379.906,74	1.649.982,84	210.766,20	519.157,70
		2019	1.000,00	565.928,56	1.870.381,66	2.437.310,22	1.695.034,05	214.457,61	527.818,56
		2020	2.000,00	542.453,00	1.910.542,57	2.454.995,57	1.716.277,70	218.222,97	520.494,90

		2021	500,00	555.565,40	1.969.341,91	2.525.407,31		1.762.988,89	222.064,02	540.354,40
		Total	8.500,00	2.732.557,96	9.315.182,38	12.056.240,34		8.366.991,84	1.060.544,94	2.628.703,56
R.D.C.	OSS 1	2017	-	42.103,00	45.705,00	87.808,00				87.808,00
		2018	540,00	60.132,00	54.455,00	115.127,00				115.127,00
		2019	-	56.192,00	53.737,00	109.929,00				109.929,00
		2020	-	54.800,00	55.564,00	110.364,00				110.364,00
		2021	-	53.050,00	56.748,00	109.798,00				109.798,00
		Total	540,00	266.277,00	266.209,00	533.026,00				533.026,00
	OSS 2	2017	-	76.873,00	43.064,00	119.937,00		119.937,00		
		2018	-	64.832,00	33.382,00	98.214,00		98.214,00		
		2019	-	60.863,00	35.564,00	96.427,00		96.427,00		
		2020	-	63.994,00	36.109,00	100.103,00		100.103,00		
		2021	-	62.068,00	36.109,00	98.177,00		98.177,00		
		Total	-	328.630,00	184.228,00	512.858,00		512.858,00		
	OSS 3	2017	-	17.641,00	12.364,00	30.005,00		30.005,00		
		2018	-	31.827,00	24.000,00	55.827,00		55.827,00		
		2019	-	21.145,00	24.000,00	45.145,00		45.145,00		
		2020	-	20.055,00	24.000,00	44.055,00		44.055,00		
		2021	-	16.918,00	22.909,00	39.827,00		39.827,00		
		Total	-	107.586,00	107.273,00	214.859,00		214.859,00		
	Total Pays CSC 2	2017	-	136.617,00	101.133,00	237.750,00		149.942,00		87.808,00
		2018	540,00	156.791,00	111.837,00	269.168,00		154.041,00		115.127,00
		2019	-	138.200,00	113.301,00	251.501,00		141.572,00		109.929,00
		2020	-	138.849,00	115.673,00	254.522,00		144.158,00		110.364,00
		2021	-	132.036,00	115.766,00	247.802,00		138.004,00		109.798,00
		Total	540,00	702.493,00	557.710,00	1.260.743,00		727.717,00		533.026,00
Sénégal	OSS 1	2017	200,00	10.000,00	10.200,00	20.400,00				20.400,00
		2018	250,00	10.000,00	10.200,00	20.450,00				20.450,00
		2019	-	10.300,00	10.200,00	20.500,00				20.500,00
		2020	-	10.326,00	10.200,00	20.526,00				20.526,00
		2021	-	10.328,00	10.200,00	20.528,00				20.528,00
		Total	450,00	50.954,00	51.000,00	102.404,00				102.404,00

	OSS 2	2017	500,00	8.540,00	10.960,00	20.000,00			20.000,00
		2018	500,00	8.540,00	10.960,00	20.000,00			20.000,00
		2019	1.950,00	8.350,00	12.000,00	22.300,00			22.300,00
		2020	550,00	8.474,00	10.976,00	20.000,00			20.000,00
		2021	-	7.024,00	10.976,00	18.000,00			18.000,00
		Total	3.500,00	40.928,00	55.872,00	100.300,00			100.300,00
	OSS 3	2017	-	13.150,00	13.250,07	26.400,07			26.400,07
		2018	-	4.590,00	14.014,81	18.604,81			18.604,81
		2019	-	12.725,00	13.697,48	26.422,48			26.422,48
		2020	-	5.725,00	14.245,44	19.970,44			19.970,44
		2021	-	4.434,00	15.268,19	19.702,19			19.702,19
		Total	-	40.624,00	70.475,99	111.099,99			111.099,99
	Total Pays CSC 3	2017	700,00	31.690,00	34.410,07	66.800,07			66.800,07
		2018	750,00	23.130,00	35.174,81	59.054,81			59.054,81
		2019	1.950,00	31.375,00	35.897,48	69.222,48			69.222,48
		2020	550,00	24.525,00	35.421,44	60.496,44			60.496,44
		2021	-	21.786,00	36.444,19	58.230,19			58.230,19
		Total	3.950,00	132.506,00	177.347,99	313.803,99			313.803,99
Bolivie	OSS 1	2017	-	-	-	-			0,00
		2018	-	-	-	-			0,00
		2019	-	-	-	-			0,00
		2020	-	-	-	-			0,00
		2021	-	-	-	-			0,00
		Total	-	-	-	-			0,00
	OSS 2	2017	-	-	-	-			-
		2018	-	-	-	-			-
		2019	-	-	-	-			-
		2020	-	-	-	-			-
		2021	-	-	-	-			-
		Total	-	-	-	-			-
	OSS 3	2017	-	-	-	-			0,00
		2018	-	-	-	-			0,00

		2019	-	-	-	-			0,00
		2020	-	-	-	-			0,00
		2021	-	-	-	-			0,00
		Total	-	-	-	-			0,00
	Total Pays CSC 4	2017	-	-	-	-			-
		2018	-	-	-	-			-
		2019	-	-	-	-			-
		2020	-	-	-	-			-
		2021	-	-	-	-			-
		Total	-	-	-	-			-
Pérou	OSS 1	2017				-			0,00
		2018				-			0,00
		2019				-			0,00
		2020				-			0,00
		2021				-			0,00
		Total	-	-	-	-			0,00
	OSS 2	2017				-			-
		2018				-			-
		2019				-			-
		2020				-			-
		2021				-			-
		Total	-	-	-	-			-
	Total Pays CSC 5	2017	-	-	-	-			-
		2018	-	-	-	-			-
		2019	-	-	-	-			-
		2020	-	-	-	-			-
		2021	-	-	-	-			-
		Total	-	-	-	-			-
Total Volet CSC		2017	3.700,00	680.327,00	1.879.143,57	2.563.170,57	1.692.650,36	195.034,14	675.486,07
		2018	3.290,00	736.512,00	1.968.327,55	2.708.129,55	1.804.023,84	210.766,20	693.339,51
		2019	2.950,00	735.503,56	2.019.580,14	2.758.033,70	1.836.606,05	214.457,61	706.970,04
		2020	2.550,00	705.827,00	2.061.637,01	2.770.014,01	1.860.435,70	218.222,97	691.355,34

	2021	500,00	709.387,40	2.121.552,10	2.831.439,50		1.900.992,89	222.064,02	708.382,59
	Total	12.990,00	3.567.556,96	10.050.240,37	13.630.787,33		9.094.708,84	1.060.544,94	3.475.533,55
Grand Total CSC et Hors- CSC	2017	3.700,00	680.327,00	1.879.143,57	2.563.170,57		1.692.650,36	195.034,14	675.486,07
	2018	3.290,00	736.512,00	1.968.327,55	2.708.129,55		1.804.023,84	210.766,20	693.339,51
	2019	2.950,00	735.503,56	2.019.580,14	2.758.033,70		1.836.606,05	214.457,61	706.970,04
	2020	2.550,00	705.827,00	2.061.637,01	2.770.014,01		1.860.435,70	218.222,97	691.355,34
	2021	500,00	709.387,40	2.121.552,10	2.831.439,50		1.900.992,89	222.064,02	708.382,59
	Total	12.990,00	3.567.556,96	10.050.240,37	13.630.787,33		9.094.708,84	1.060.544,94	3.475.533,55
Frais d'évaluation ou d'audit	2017				14.872,23		7.500,00	-	7.372,23
	2018				32.193,00		23.650,00	-	8.543,00
	2019				65.795,00		52.500,00	5.000,00	8.295,00
	2020				31.091,00		22.500,00	-	8.591,00
	2021				67.440,00		52.500,00	6.500,00	8.440,00
	Total				211.391,23		158.650,00	11.500,00	41.241,23
	Taux (min 1%)				1,37%				
Autres coûts de gestion	2017	-	2.000,00	297.754,05	299.754,05		234.524,62	12.918,48	52.310,95
	2018	-	2.100,00	311.734,30	313.834,30		242.893,50	14.030,26	56.910,54
	2019	-	2.100,00	318.261,68	320.361,68		245.448,86	16.980,65	57.932,17
	2020	-	2.100,00	330.234,71	332.334,71		258.344,36	14.590,26	59.400,09
	2021	-	2.100,00	335.453,55	337.553,55		260.265,12	16.001,48	61.286,95
	Total	-	10.400,00	1.593.438,29	1.603.838,29		1.241.476,46	74.521,13	287.840,70
	Taux (max 10 + 2,2 = 12,2 %)				10,38%		11,83%	6,50%	7,57%
Coûts de Gestion	Grand Total				1.815.229,52		1.400.126,46	86.021,13	329.081,93
Total Programme	2017	-	-	-	2.877.796,85		1.934.674,98	207.952,62	735.169,25
	2018	-	-	-	3.054.156,85		2.070.567,34	224.796,46	758.793,05
	2019	-	-	-	3.144.190,38		2.134.554,91	236.438,26	773.197,21
	2020	-	-	-	3.133.439,72		2.141.280,06	232.813,23	759.346,43
	2021	-	-	-	3.236.433,05		2.213.758,01	244.565,50	778.109,54
	Grand Total				15.446.016,85		10.494.835,30	1.146.566,07	3.804.615,48
Répartition CSC / HCSC		Total Opérationnel CSC	Total opérationnel Hors CSC						

	Grand total	13.630.787,33	-	Maximum Hors-CSC autorisé :	25%
	Répartition %	100%	0%		
Taux de Coûts de Coordination du Programme Commun	Maximum autorisé	TCC demandé			
	2,20%	0,38%			

Résumé Général	Années	Total Programme	ACNG (0% - 20%)	DGD (80% - 100%)	Frais de Structure	Frais d'administration		
					7,00%			
	2017	2.877.796,85	575.559,37	2.302.237,48	201.445,78		Tranche 1	2.503.683,26
	2018	3.054.156,85	610.831,37	2.443.325,48	213.790,98		Tranche 2	2.657.116,46
	2019	3.144.190,38	628.838,08	2.515.352,30	220.093,33		Tranche 3	2.735.445,63
	2020	3.133.439,72	626.687,94	2.506.751,78	219.340,78		Tranche 4	2.726.092,56
	2021	3.236.433,05	647.286,61	2.589.146,44	226.550,31		Tranche 5	2.815.696,75
	Total	15.446.016,85	3.089.203,37	12.356.813,48	1.081.221,18	0		13.438.034,66

Résumé CNCD-11.11.11	Années	Total Programme	ACNG (0% - 20%)	DGD (80% - 100%)	Frais de Structure	Frais d'administration		
					7,00%			
	2017	1.934.674,98	386.935,00	1.547.739,98	135.427,25		Tranche 1	1.683.167,23
	2018	2.070.567,34	414.113,47	1.656.453,87	144.939,71		Tranche 2	1.801.393,59
	2019	2.134.554,91	426.910,98	1.707.643,93	149.418,84		Tranche 3	1.857.062,77
	2020	2.141.280,06	428.256,01	1.713.024,05	149.889,60		Tranche 4	1.862.913,65
	2021	2.213.758,01	442.751,60	1.771.006,41	154.963,06		Tranche 5	1.925.969,47
	Total	10.494.835,30	2.098.967,06	8.395.868,24	734.638,47	0		9.130.506,71

Résumé CETRI	Années	Total Programme	ACNG (0% - 20%)	DGD (80% - 100%)	Frais de Structure	Frais d'administration		
					7,00%			
	2017	207.952,62	41.590,52	166.362,10	14.556,68		Tranche 1	180.918,78
	2018	224.796,46	44.959,29	179.837,17	15.735,75		Tranche 2	195.572,92
	2019	236.438,26	47.287,65	189.150,61	16.550,68		Tranche 3	205.701,29
	2020	232.813,23	46.562,65	186.250,58	16.296,93		Tranche 4	202.547,51

	2021	244.565,50	48.913,10	195.652,40	17.119,59
	Total	1.146.566,07	229.313,21	917.252,86	80.259,62

	Tranche 5	212.771,99
0		997.512,48

Résumé Le Monde selon les Femmes	Années	Total Programme	ACNG (0% - 20%)	DGD (80% - 100%)	Frais de Structure
					7,00%
	2017	735.169,25	147.033,85	588.135,40	51.461,85
	2018	758.793,05	151.758,61	607.034,44	53.115,51
	2019	773.197,21	154.639,44	618.557,77	54.123,80
	2020	759.346,43	151.869,29	607.477,14	53.154,25
	2021	778.109,54	155.621,91	622.487,63	54.467,67
	Total	3.804.615,48	760.923,10	3.043.692,38	266.323,08

Frais d'administration		
	Tranche 1	639.597,25
	Tranche 2	660.149,95
	Tranche 3	672.681,57
	Tranche 4	660.631,39
	Tranche 5	676.955,30
0		3.310.015,47

2. T2 – Budget des coûts de gestion

Programme XXX - Budget 2017-2021 - Coûts de Gestion						
	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
1. Investissement	-	-	-	-	-	-
2. Fonctionnement	2.000,00	2.100,00	2.100,00	2.100,00	2.100,00	10.400,00
3. Personnel	297.754,05	311.734,30	318.261,68	330.234,71	335.453,55	1.593.438,29
3.1 Personnel local						
3.2 Expatriés						
3.3 Personnel siège	297.754,05	311.734,30	318.261,68	330.234,71	335.453,55	1.593.438,29
Total	299.754,05	313.834,30	320.361,68	332.334,71	337.553,55	1.603.838,29
4. Autres frais	14.872,23	32.193,00	65.795,00	31.091,00	67.440,00	211.391,23
4.1. Frais d'audit						
4.2. Frais d'évaluation	14.872,23	32.193,00	65.795,00	31.091,00	67.440,00	211.391,23
Grand Total	314.626,28	346.027,30	386.156,68	363.425,71	404.993,55	1.815.229,52

3. T3 – Frais d'administration

Pas d'application.

4. T4 – Budget général par acteur

CNCD-11.11.11 - Programme commun - Budget 2017-2021						
Pays	OS	Années	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total général
Belgique	OSS 1	2017	-	69.400,00	222.784,36	292.184,36
		2018	-	65.400,00	233.754,70	299.154,70
		2019	-	68.900,00	240.681,71	309.581,71
		2020	-	57.900,00	247.191,32	305.091,32
		2021	-	61.900,00	254.998,90	316.898,90
		Total	-	323.500,00	1.199.410,99	1.522.910,99
	OSS 2	2017	-	213.620,00	345.665,00	559.285,00
		2018	-	242.875,00	362.686,22	605.561,22
		2019	-	252.875,00	373.433,94	626.308,94
		2020	-	244.750,00	383.534,05	628.284,05
		2021	-	251.250,00	395.648,03	646.898,03
		Total	-	1.205.370,00	1.860.967,24	3.066.337,24
	OSS 3	2017	-	68.450,00	622.789,00	691.239,00
		2018	-	91.400,00	653.866,92	745.266,92
		2019	-	85.900,00	673.243,40	759.143,40
		2020	-	91.450,00	691.452,33	782.902,33
		2021	-	85.900,00	713.291,96	799.191,96
		Total	-	423.100,00	3.354.643,61	3.777.743,61
	Total Pays CSC 1	2017	-	351.470,00	1.191.238,36	1.542.708,36
		2018	-	399.675,00	1.250.307,84	1.649.982,84
		2019	-	407.675,00	1.287.359,05	1.695.034,05
		2020	-	394.100,00	1.322.177,70	1.716.277,70
		2021	-	399.050,00	1.363.938,89	1.762.988,89
		Total	-	1.951.970,00	6.415.021,84	8.366.991,84
R.D.C.	OSS 2	2017	-	76.873,00	43.064,00	119.937,00
		2018	-	64.832,00	33.382,00	98.214,00
		2019	-	60.863,00	35.564,00	96.427,00
		2020	-	63.994,00	36.109,00	100.103,00
		2021	-	62.068,00	36.109,00	98.177,00
		Total	-	328.630,00	184.228,00	512.858,00
	OSS 3	2017	-	17.641,00	12.364,00	30.005,00
		2018	-	31.827,00	24.000,00	55.827,00
		2019	-	21.145,00	24.000,00	45.145,00
		2020	-	20.055,00	24.000,00	44.055,00
		2021	-	16.918,00	22.909,00	39.827,00
		Total	-	107.586,00	107.273,00	214.859,00
	Total Pays CSC	2017	-	94.514,00	55.428,00	149.942,00
		2018	-	96.659,00	57.382,00	154.041,00
		2019	-	82.008,00	59.564,00	141.572,00

	2	2020	-	84.049,00	60.109,00	144.158,00
		2021	-	78.986,00	59.018,00	138.004,00
		Total	-	436.216,00	291.501,00	727.717,00
Total Volet CSC	2017	-	445.984,00	1.246.666,36	1.692.650,36	
	2018	-	496.334,00	1.307.689,84	1.804.023,84	
	2019	-	489.683,00	1.346.923,05	1.836.606,05	
	2020	-	478.149,00	1.382.286,70	1.860.435,70	
	2021	-	478.036,00	1.422.956,89	1.900.992,89	
	Total	-	2.388.186,00	6.706.522,84	9.094.708,84	
Grand Total CSC et Hors-CSC	2017	-	445.984,00	1.246.666,36	1.692.650,36	
	2018	-	496.334,00	1.307.689,84	1.804.023,84	
	2019	-	489.683,00	1.346.923,05	1.836.606,05	
	2020	-	478.149,00	1.382.286,70	1.860.435,70	
	2021	-	478.036,00	1.422.956,89	1.900.992,89	
	Total	-	2.388.186,00	6.706.522,84	9.094.708,84	
Frais d'évaluation ou d'audit	2017				7.500,00	
	2018				23.650,00	
	2019				52.500,00	
	2020				22.500,00	
	2021				52.500,00	
	Total				158.650,00	
	Taux (min 1%)				1,51%	
Autres coûts de gestion	2017	-	1.600,00	232.924,62	234.524,62	
	2018	-	1.600,00	241.293,50	242.893,50	
	2019	-	1.600,00	243.848,86	245.448,86	
	2020	-	1.600,00	256.744,36	258.344,36	
	2021	-	1.600,00	258.665,12	260.265,12	
	Total	-	8.000,00	1.233.476,46	1.241.476,46	
	Taux (max 10%+2,2%)				11,83%	
Coûts de Gestion	Grand Total				1.400.126,46	
Total CNCD-11.11.11	2017	-	-	-	1.934.674,98	
	2018	-	-	-	2.070.567,34	
	2019	-	-	-	2.134.554,91	
	2020	-	-	-	2.141.280,06	
	2021	-	-	-	2.213.758,01	
	Grand Total	-	-	-	10.494.835,30	

CETRI - Programme commun - Budget 2017-2021						
Pays	OS	Années	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total général
Belgique	OSS 1	2017	-	5.125,00	43.633,54	48.758,54
		2018	-	5.125,00	47.566,55	52.691,55
		2019	-	5.125,00	48.489,40	53.614,40
		2020	-	5.125,00	49.430,74	54.555,74
		2021	-	5.125,00	50.391,01	55.516,01
		Total	-	25.625,00	239.511,24	265.136,24
	OSS 2	2017		15.375,00	113.447,19	128.822,19
		2018	-	15.375,00	123.673,03	139.048,03
		2019	-	15.375,00	126.072,45	141.447,45
		2020	-	15.375,00	128.519,93	143.894,93
		2021	-	15.375,00	131.016,61	146.391,61
		Total	-	76.875,00	622.729,21	699.604,21
	OSS 3	2017	-		17.453,41	17.453,41
		2018	-		19.026,62	19.026,62
		2019	-		19.395,76	19.395,76
		2020	-		19.772,30	19.772,30
		2021	-		20.156,40	20.156,40
		Total	-	-	95.804,49	95.804,49
	Total Pays CSC 1	2017	-	20.500,00	174.534,14	195.034,14
		2018	-	20.500,00	190.266,20	210.766,20
		2019	-	20.500,00	193.957,61	214.457,61
		2020	-	20.500,00	197.722,97	218.222,97
		2021	-	20.500,00	201.564,02	222.064,02
		Total	-	102.500,00	958.044,94	1.060.544,94
Total Volet CSC		2017	-	20.500,00	174.534,14	195.034,14
		2018	-	20.500,00	190.266,20	210.766,20
		2019	-	20.500,00	193.957,61	214.457,61
		2020	-	20.500,00	197.722,97	218.222,97
		2021	-	20.500,00	201.564,02	222.064,02
		Total	-	102.500,00	958.044,94	1.060.544,94
Grand Total CSC et Hors-CSC		2017	-	20.500,00	174.534,14	195.034,14
		2018	-	20.500,00	190.266,20	210.766,20
		2019	-	20.500,00	193.957,61	214.457,61
		2020	-	20.500,00	197.722,97	218.222,97
		2021	-	20.500,00	201.564,02	222.064,02
		Total	-	102.500,00	958.044,94	1.060.544,94
Frais d'évaluation ou d'audit		2017				-
		2018				-
		2019				5.000,00
		2020				-
		2021				6.500,00
		Total				11.500,00
		Taux (min)				1,00%

	1%)				
Autres coûts de gestion	2017	-		12.918,48	12.918,48
	2018	-		14.030,26	14.030,26
	2019	-		16.980,65	16.980,65
	2020	-		14.590,26	14.590,26
	2021	-		16.001,48	16.001,48
	Total	-	-	74.521,13	74.521,13
	Taux (max 10%+2,2%)				6,50%
Coûts de Gestion	Grand Total				86.021,13
Total CETRI	2017	-	-	-	207.952,62
	2018	-	-	-	224.796,46
	2019	-	-	-	236.438,26
	2020	-	-	-	232.813,23
	2021	-	-	-	244.565,50
	Grand Total	-	-	-	1.146.566,07

Le Monde selon les Femmes - Programme commun - Budget 2017-2021						
Pays	OS	Années	Investissement	Fonctionnement	Personnel	Total général
Belgique	OSS 1	2017		4.200,00	5.000,00	9.200,00
		2018		3.500,00	4.500,00	8.000,00
		2019		3.950,00	4.950,00	8.900,00
		2020		4.400,00	5.600,00	10.000,00
		2021		3.500,00	6.500,00	10.000,00
		Total	-	19.550,00	26.550,00	46.100,00
	OSS 2	2017	2.000,00	83.050,00	215.000,00	300.050,00
		2018	2.000,00	81.240,00	216.917,70	300.157,70
		2019	1.000,00	81.395,00	221.605,00	304.000,00
		2020	1.000,00	77.963,00	221.531,90	300.494,90
		2021	500,00	78.942,00	230.558,00	310.000,00
		Total	6.500,00	402.590,00	1.105.612,60	1.514.702,60
	OSS 3	2017	1.000,00	52.800,00	157.828,00	211.628,00
		2018		51.676,00	159.324,00	211.000,00
		2019		52.408,56	162.510,00	214.918,56
		2020	1.000,00	45.490,00	163.510,00	210.000,00
		2021		53.573,40	166.781,00	220.354,40
		Total	2.000,00	255.947,96	809.953,00	1.067.900,96
	Total Pays CSC 1	2017	3.000,00	140.050,00	377.828,00	520.878,00
		2018	2.000,00	136.416,00	380.741,70	519.157,70
		2019	1.000,00	137.753,56	389.065,00	527.818,56
		2020	2.000,00	127.853,00	390.641,90	520.494,90
		2021	500,00	136.015,40	403.839,00	540.354,40
		Total	8.500,00	678.087,96	1.942.115,60	2.628.703,56
R.D.C.	OSS 1	2017	-	42.103,00	45.705,00	87.808,00
		2018	540,00	60.132,00	54.455,00	115.127,00
		2019	-	56.192,00	53.737,00	109.929,00
		2020	-	54.800,00	55.564,00	110.364,00
		2021	-	53.050,00	56.748,00	109.798,00
		Total	540,00	266.277,00	266.209,00	533.026,00
	Total Pays CSC 2	2017	-	42.103,00	45.705,00	87.808,00
		2018	540,00	60.132,00	54.455,00	115.127,00
		2019	-	56.192,00	53.737,00	109.929,00
		2020	-	54.800,00	55.564,00	110.364,00
		2021	-	53.050,00	56.748,00	109.798,00
		Total	540,00	266.277,00	266.209,00	533.026,00
Sénégal	OSS 1	2017	200,00	10.000,00	10.200,00	20.400,00
		2018	250,00	10.000,00	10.200,00	20.450,00
		2019		10.300,00	10.200,00	20.500,00
		2020		10.326,00	10.200,00	20.526,00
		2021		10.328,00	10.200,00	20.528,00
		Total	450,00	50.954,00	51.000,00	102.404,00
	OSS	2017	500,00	8.540,00	10.960,00	20.000,00

	2	2018	500,00	8.540,00	10.960,00	20.000,00
		2019	1.950,00	8.350,00	12.000,00	22.300,00
		2020	550,00	8.474,00	10.976,00	20.000,00
		2021		7.024,00	10.976,00	18.000,00
		Total	3.500,00	40.928,00	55.872,00	100.300,00
	OSS 3	2017	-	13.150,00	13.250,07	26.400,07
		2018	-	4.590,00	14.014,81	18.604,81
		2019	-	12.725,00	13.697,48	26.422,48
		2020	-	5.725,00	14.245,44	19.970,44
		2021	-	4.434,00	15.268,19	19.702,19
		Total	-	40.624,00	70.475,99	111.099,99
	Total Pays CSC 3	2017	700,00	31.690,00	34.410,07	66.800,07
		2018	750,00	23.130,00	35.174,81	59.054,81
		2019	1.950,00	31.375,00	35.897,48	69.222,48
		2020	550,00	24.525,00	35.421,44	60.496,44
		2021	-	21.786,00	36.444,19	58.230,19
		Total	3.950,00	132.506,00	177.347,99	313.803,99
Total Volet CSC		2017	3.700,00	213.843,00	457.943,07	675.486,07
		2018	3.290,00	219.678,00	470.371,51	693.339,51
		2019	2.950,00	225.320,56	478.699,48	706.970,04
		2020	2.550,00	207.178,00	481.627,34	691.355,34
		2021	500,00	210.851,40	497.031,19	708.382,59
		Total	12.990,00	1.076.870,96	2.385.672,59	3.475.533,55
Grand Total CSC et Hors-CSC		2017	3.700,00	213.843,00	457.943,07	675.486,07
		2018	3.290,00	219.678,00	470.371,51	693.339,51
		2019	2.950,00	225.320,56	478.699,48	706.970,04
		2020	2.550,00	207.178,00	481.627,34	691.355,34
		2021	500,00	210.851,40	497.031,19	708.382,59
		Total	12.990,00	1.076.870,96	2.385.672,59	3.475.533,55
Frais d'évaluation ou d'audit		2017				7.372,23
		2018				8.543,00
		2019				8.295,00
		2020				8.591,00
		2021				8.440,00
		Total				41.241,23
		Taux (min 1%)				1,08%
Autres coûts de gestion		2017	-	400,00	51.910,95	52.310,95
		2018	-	500,00	56.410,54	56.910,54
		2019	-	500,00	57.432,17	57.932,17
		2020	-	500,00	58.900,09	59.400,09
		2021	-	500,00	60.786,95	61.286,95
		Total	-	2.400,00	285.440,70	287.840,70
		Taux (max 10%+2,2%)				7,57%
Coûts de		Grand Total				329.081,93

Gestion					
Total Le Monde selon les Femmes	2017	-	-	-	735.169,25
	2018	-	-	-	758.793,05
	2019	-	-	-	773.197,21
	2020	-	-	-	759.346,43
	2021	-	-	-	778.109,54
	Grand Total	-	-	-	3.804.615,48

IV. Description de la stratégie de collaboration du programme multi-acteurs

Un programme qui découle intégralement des Cadres stratégiques communs

Ce programme commun vise à promouvoir la réalisation des **Objectifs de développement durable** (ODD) par le biais d'une stratégie mêlant plusieurs objectifs spécifiques en Belgique et dans quatre pays partenaires (RDC, Sénégal): sensibiliser le public scolaire aux enjeux des ODD ; informer, renforcer et mobiliser en faveur d'une citoyenneté mondiale et solidaire ; interpeller les décideuses et décideurs politiques pour qu'ils adoptent des politiques cohérentes avec l'agenda des ODD ; le renforcement mutuel des capacités entre partenaires en RDC, au Sénégal et promouvoir des échanges croisés au service des ODD, et ce avec une attention particulière à la dimension genre.

La particularité principale de ce programme est qu'il privilégie systématiquement les **synergies** et les **complémentarités** dans le cadre d'espaces de coordination formels permettant de mettre en réseau et de renforcer les organisations de la société civile et d'ainsi démultiplier l'impact des résultats visés. Dans ce cadre, l'accent est mis sur la mobilisation de l'**expertise du Sud** sur les ODD et sur la prise en compte de la **dimension genre** – à la fois abordée de manière transversale et de manière spécifique.

L'intégralité du programme commun découle des cadres stratégiques communs (CSC). En particulier, le volet Nord a pour ambition de représenter le principal programme de mise en œuvre des cibles définies dans le CSC Nord, par le biais de trois objectifs spécifiques visant les différents publics cibles de ce CSC : le public scolaire ; le grand-public et les acteurs-relais de la société civile (première et deuxième ligne) ; les décideurs et décideuses politiques (plaidoyer). Le volet Nord du programme commun vise ainsi à créer des espaces de synergies des organisations de la société civile afin de mettre en œuvre une stratégie coordonnée d'éducation au développement en faveur de la réalisation des ODD vis-à-vis de ces publics prioritaires. Le volet Sud porte quant à lui sur quatre pays prioritaires de la coopération belge non gouvernementale : la RDC, le Sénégal. Il vise à favoriser les synergies non seulement entre OSC belges, mais aussi entre OSC locales pour favoriser la réalisation des ODD et promouvoir l'égalité des sexes. **Tous les résultats et OS du programme commun découlent directement des cibles définies dans les CSC correspondants.**

La complémentarité transversale des trois ONG dans le cadre du programme commun

Ce programme n'est pas une simple addition des stratégies des trois ONG concernées. Il s'agit d'un véritable programme commun fondé sur des objectifs spécifiques et des résultats partagés. **La plus-value qu'offre le programme commun provient de la complémentarité de l'expertise spécifique apportée par chacune des trois ONG :**

- Le CNCD-11.11.11, en tant que coupole, apporte les plates-formes d'éducation au développement et de plaidoyer qu'il coordonne, ainsi que ses OSC membres, ses groupes de volontaires, ses partenaires Sud et son service de communication et d'information.
- Le Monde selon les femmes (MF), en tant qu'ONG spécialisée sur les questions de genre, apporte son expérience en termes d'éducation au développement et de renforcement des capacités des OSC du Nord et du Sud en matière d'égalité des sexes, en lien avec son réseau international d'organisations de femmes, le RAAG¹.
- Le Centre tricontinental, en tant que centre d'études au cœur d'un important réseau de chercheurs du Sud, apporte son expertise dans le renforcement des capacités des OSC, par le relais et l'analyse de « points de vue du Sud » sur les ODD, les principaux enjeux Nord-Sud et les mouvements sociaux du Sud.

¹ Réseau d'action et d'apprentissage sur le genre (RAAG), voir note Réseau fournie en annexe 15 de la Gestion des partenariats, SPMO.

Les trois ONG s'adressent ainsi à l'ensemble des OSC en y apportant des spécificités propres qui se renforcent mutuellement. Ainsi, le CNCD-11.11.11 pourra, dans ses activités de coupole, s'appuyer sur l'expertise du Monde selon les femmes pour veiller à une approche et une intégration réelle du genre et sur le Centre tricontinental pour la prise en compte de l'expertise et des points de vue du Sud. Le Monde selon les femmes et le Centre tricontinental profiteront par ailleurs de l'expertise et des pratiques du CNCD-11.11.11 en matière de mise en réseau et de coordination des OSC pour diffuser dans l'ensemble du secteur leur savoir-faire et leur expertise spécifique. Le Monde selon les femmes pourra intégrer dans ces recherches croisées l'expertise des chercheuses et chercheurs du CETRI et le CETRI pourra profiter du RAAG du MF pour croiser l'approche genre dans ses recherches. Ce programme commun a donc l'ambition, dans le cadre des CSC, de renforcer la prise en compte de la dimension genre et des expertises du Sud par les OSC et par les plates-formes d'OSC notamment coordonnées par le CNCD-11.11.11 en faveur des ODD.

Les trois ONG n'ont pas attendu ce programme commun pour collaborer et ont une longue expérience de travail en commun. L'ONG le Monde selon les femmes a été créée en 1994 sous l'impulsion d'un collectif de femmes issues du domaine de la coopération et soucieuses de l'intégration de la perspective de genre dans leur secteur. Le CNCD-11.11.11 a alors soutenu et accueilli cette initiative dans ses bureaux afin de promouvoir l'égalité des sexes dans le monde de la coopération au développement. Depuis le MF est présent dans les différentes instances du CNCD-11.11.11. Tout comme le Centre tricontinental qui collabore également de longue date avec la coupole, notamment via une convention de collaboration adoptée dans le cadre du programme 2014-2016. Ce programme commun a donc pour objectif d'exploiter ces acquis dans le cadre d'un programme commun qui permet une collaboration encore plus étroite que par le passé au service du renforcement des **synergies** et des **complémentarités** entre OSC.

La répartition des tâches par OS et résultats du volet Nord

Le volet Nord du programme se divise en trois objectifs spécifiques (OS) liés aux trois principaux publics visés par le CSC Nord, dont chaque résultat renvoie à une cible du CSC Nord. Les trois ONG du programme commun participent aux trois OS selon leurs spécificités, selon la répartition suivante :

1. OS 1 : Le monde de l'enseignement est sensibilisé aux enjeux des ODD

- **Résultat 1 : Les acteurs de l'ED/ECSM actifs en milieu scolaire se coordonnent pour proposer aux écoles et aux organisations de jeunesse une offre coordonnée et des outils pédagogiques sur les ODD**

Ce résultat implique le CNCD-11.11.11 et le Monde selon les Femmes, selon la répartition des tâches suivantes : le CNCD-11.11.11 coordonne les OSC dans le cadre de quatre LED sur les quatre premières thématiques structurantes des ODD (lutte contre les inégalités, souveraineté alimentaire, justice climatique et justice migratoire) et le Monde selon les femmes coordonne les OSC sur la thématique du genre.

- **Résultat 2 : Les élèves du primaire et secondaire sont sensibilisés aux enjeux des ODD**

Ce résultat implique le CNCD-11.11.11 et le Monde selon les femmes, selon la répartition des tâches suivantes : le CNCD-11.11.11 se charge de la production et de la diffusion de la revue « Le Monde en Classe » destinée aux écoles primaires, des collaborations, interventions et accompagnements des écoles et des classes sur base des quatre mallettes pédagogiques sur les quatre premiers thèmes structurants des ODD et le Monde selon les Femmes se charge des mêmes tâches sur base de la mallette sur la thématique du genre.

- **Résultat 4 : Les enseignants-e-s, chercheurs et chercheuses et élèves de l'enseignement supérieur sont soutenus dans leurs études, leurs activités et leurs travaux liés aux ODD**

Ce résultat implique le CNCD-11.11.11, le Monde selon les Femmes et le CETRI, selon la répartition des tâches suivantes : le CNCD-11.11.11 et le CETRI se chargent des interventions sur les différents enjeux Nord-Sud liés à la réalisation des ODD et le Monde selon les Femmes se charge des interventions sur la thématique du genre.

2. OS2 : Les OSC et les citoyens sont sensibilisés aux enjeux des ODD

- **Résultat 1 : Un réseau de citoyennes et citoyens actifs est formé et se mobilise dans le cadre de campagnes d'éducation au développement et de citoyenneté mondiale en faveur des ODD**

Ce résultat implique le CNCD-11.11.11, le Monde selon les Femmes et le CETRI, selon la répartition des tâches suivantes : le CNCD-11.11.11 se charge de l'encadrement et de la mobilisation d'un réseau d'une cinquantaine de groupes de volontaires, tandis que la production d'outils de sensibilisation et de cycles de formations sur les ODD est assurée de manière intégrée par les trois ONG selon leur expertise spécifique : l'approche globale des ODD pour le CNCD-11.11.11, la dimension genre pour le Monde selon les Femmes et les « points de vue du Sud » critiques sur les ODD pour le CETRI.

- **Résultat 2 : Les citoyennes et citoyens sont sensibilisés et se mobilisent sur les ODD**

Ce résultat implique le CNCD-11.11.11 et le Monde selon les Femmes, selon la répartition des tâches suivantes : le CNCD-11.11.11 se charge de la coordination des OSC pour la réalisation et la diffusion de campagnes communes de sensibilisation et de mobilisation citoyenne sur les ODD, des campagnes de communication via le web et les réseaux sociaux, de la publication des magazines Imagine Demain Le Monde et Mic Mag et de l'organisation de formations résidentielles, tandis que le Monde selon les Femmes se charge de la coordination des activités de sensibilisation et de mobilisation sur le genre.

- **Résultat 3 : Les OSC et autres personnes impliquées dans l'ED/ECMS renforcent leur maîtrise des enjeux des ODD**

Ce résultat implique le CNCD-11.11.11, le Monde selon les Femmes et le CETRI, selon la répartition des tâches suivantes : le CNCD-11.11.11 se charge de la publication des études « Points Sud » sur les enjeux des ODD ; le Monde selon les Femmes se charge des appuis-conseils, de la coordination du réseau d'expertise et de la promotion de l'intégration du genre dans les pratiques d'évaluation, de capitalisation et de systématisation ; le CETRI se charge de la publication de la collection « Alternatives Sud », de l'organisation de formations et de l'offre d'appui-conseil, à partir de la coordination d'un réseau de chercheurs du Sud et du relais de « points de vue du Sud » critiques.

- **Résultat 4 : Les OSC sont formés à l'approche genre et développement et à l'empowerment**

Ce résultat est principalement pris en charge par le Monde selon les Femmes qui met en place des modules de formation, réalise des outils pédagogiques et d'animation, réalise des recherches approfondies et croisées avec le Sud sur l'intégration du genre dans les ODD. Les OSC disposeront des grilles d'analyse et des méthodologies spécifiques, notamment de l'empowerment, pour intégrer l'approche genre dans leurs actions, productions et au sein de ses structures. Le CETRI contribue également à ce résultat à travers la réalisation d'études de cas, de publications et de formations sur

les mouvements de femmes dans le Sud et sur l'articulation entre les rapports sociaux de genre et la réalisation des ODD.

3. OS3 : Les décideurs et décideuses politiques sont sensibilisés aux enjeux de la réalisation des ODD

Résultat 1 : Les décideuses et décideurs politiques sont sensibilisés de façon coordonnée aux enjeux liés à la mise en œuvre des ODD

Ce résultat implique le CNCD-11.11.11, le Monde selon les Femmes et le CETRI, selon la répartition des tâches suivantes : le CNCD-11.11.11 se charge de la coordination des plates-formes d'OSC, de la participation dans les réseaux européens et internationaux d'OSC correspondants, de la veille et de la mutualisation des expertises des OSC sur les ODD, de l'association des acteurs académiques à l'analyse des enjeux des ODD, ainsi que de la production de notes politiques et des mémorandums ; le Monde selon les Femmes renforce le secteur de la coopération à travers des recherches liées au plaidoyer : il participe et coordonne des réseaux nationaux et internationaux d'expertise sur le genre qui élaborent des positions communes ; le CETRI assure le relais et la prise en compte de « points de vue du Sud » critiques dans les analyses et argumentaires sur les ODD.

Résultat 2 : L'expertise des OSC concernant la mise en œuvre des ODD est relayée vers les décideurs politiques au travers des médias

Ce résultat est pris en charge par le CNCD-11.11.11, qui assure la coordination des conférences de presse, de la diffusion des communiqués de presse, de la publication d'opinions et des partenariats médiatiques. Le CETRI contribue à ce résultat par la diffusion d'analyses et d'opinions critiques dans la presse.

Résultat 3 : Les décideuses et décideurs politiques sont influencés et appuyés dans l'élaboration des mesures de mise en œuvre des ODD

Ce résultat implique le CNCD-11.11.11 et le Monde selon les femmes, selon la répartition des tâches suivantes : le CNCD-11.11.11 coordonne les interpellations écrites, les réunions publiques d'interpellation et le lobbying sur les ODD et le Monde selon les femmes se charge des interpellations sur la prise en compte de la dimension genre.

La répartition des tâches par OS et résultats du volet Sud

La stratégie du volet Sud se décline en différents objectifs spécifiques correspondant pour chacun des pays partenaires : la République démocratique du Congo (RDC) et le Sénégal. Chaque résultat des différents objectifs spécifiques renvoie à une cible du CSC du pays concerné.

Pour la République démocratique du Congo,

Le volet RDC implique le CNCD-11.11.11 et le Monde selon les femmes, selon la répartition des tâches suivantes : l'**OSC1** est pris en charge par le Monde selon les femmes (cible sur le genre), tandis que les **OSC2** (cible sur la gestion durable des ressources naturelles) et **OSC3** (cible sur la gouvernance démocratique) sont pris en charge par le CNCD-11.11.11. Un des éléments constituant la valeur ajoutée de ce programme commun en RDC consiste en l'articulation entre le partenariat du CNCD-11.11.11 avec des réseaux nationaux et l'apport d'expertise spécifique du MF et de ses partenaires dans le domaine du genre.

Dans les trois autres pays du programme, seul Le Monde selon les femmes intervient en coopération avec des partenaires locaux. La politique de partenariat du MF, qui se base sur une démarche d'échanges croisés Nord-Sud/Sud-Sud, la mise en évidence d'enjeux communs, le fait de favoriser une approche multi-acteurs, la participation à un mouvement collectif et la valorisation des savoirs du Sud en termes d'égalité entre les femmes et les hommes est une plus-value pour le programme commun. Un mécanisme de concertation est prévu entre les trois ACNG demandeuses afin de leur permettre de partager régulièrement des informations pertinentes et également de coordonner des activités conjointes en lien avec ces partenariats selon les opportunités (intégration transversale du genre, venue d'un partenaire en Belgique, échanges dans le cadre de plateformes existantes, etc.). Le MF est un membre actif de différents espaces en Belgique, dont ceux coordonnés par le CNCD, ce qui lui permettra de valoriser ces apports au Nord également.

Au Sénégal,

- **L'OSS1 – Il existe des initiatives coordonnées de préservation des ressources naturelles et des écosystèmes dans le Delta du Saloum – et l'OSS2 - Une bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et l'agroécologie sont promues dans une perspective de genre à Guédé et Diouroup** – s'inscrivent dans l'opérationnalisation des cibles stratégiques 2 (agriculture familiale), 3 (bonne gouvernance), 5 (protection de l'environnement), ainsi que la cible 8 (empowerment des femmes et renforcement de l'égalité) du Cadre stratégique commun, qui fait aussi spécifiquement l'objet du dernier OS.
- **L'OSS3 – L'institutionnalisation de l'approche genre auprès des acteurs-trices de développement est promue à travers des échanges croisés de pratiques et d'expertise entre le Nord et le Sud et dans le Sud** - reprend des résultats en lien avec le RAAG et l'institutionnalisation du genre, y compris dans le cadre de synergies avec d'autres ACNG belges.

-

B. PARTIE II : PRESENTATION DU PROGRAMME PAR PAYS

I. Belgique

1. Fiche pays

Coûts opérationnels totaux			12.056.240,34 €	
Personne de contact	Nom	Organisation	Téléphone	Courriel
Secrétaire général	Arnaud Zacharie	CNCD– 11.11.11	02/2501230	arnaud.zacharie@cncd.be
Coordinatrice	Lidia Rodriguez Prieto	MF	02/2110027	lidia@mondefemmes.org
Directeur	Bernard Duterme	CETRI	010/489567	duterme@cetri.be

Résumé synthétique du programme en Belgique

Le programme vise à promouvoir la réalisation des **Objectifs de développement durable (ODD)** en articulant 3 objectifs spécifiques : sensibiliser le public scolaire aux enjeux des ODD ; informer, renforcer et mobiliser les citoyens, les acteurs-relais et les OSC en faveur d'une citoyenneté mondiale et solidaire ; interpeller les décideuses et décideurs politiques pour qu'ils adoptent des politiques cohérentes avec l'agenda des ODD. Ces 3 OS visent les différents publics cibles du CSC Belgique : le public scolaire et de l'enseignement supérieur ; l'opinion publique et les relais de la société civile (première et deuxième ligne) ; les décideurs et décideuses politiques (plaidoyer).

Le programme s'appuie sur une triple stratégie d'approche des publics – (i) la coordination et les synergies des OSC, (ii) le renforcement de capacités d'acteurs relais et (iii) la sensibilisation, la mobilisation citoyenne et le plaidoyer politique. Dans ce cadre, l'accent est mis sur la mobilisation de **l'expertise du Sud** sur les ODD et sur la prise en compte de la **dimension genre** – à la fois abordée de manière transversale et de manière spécifique.

Carte et localisation des interventions

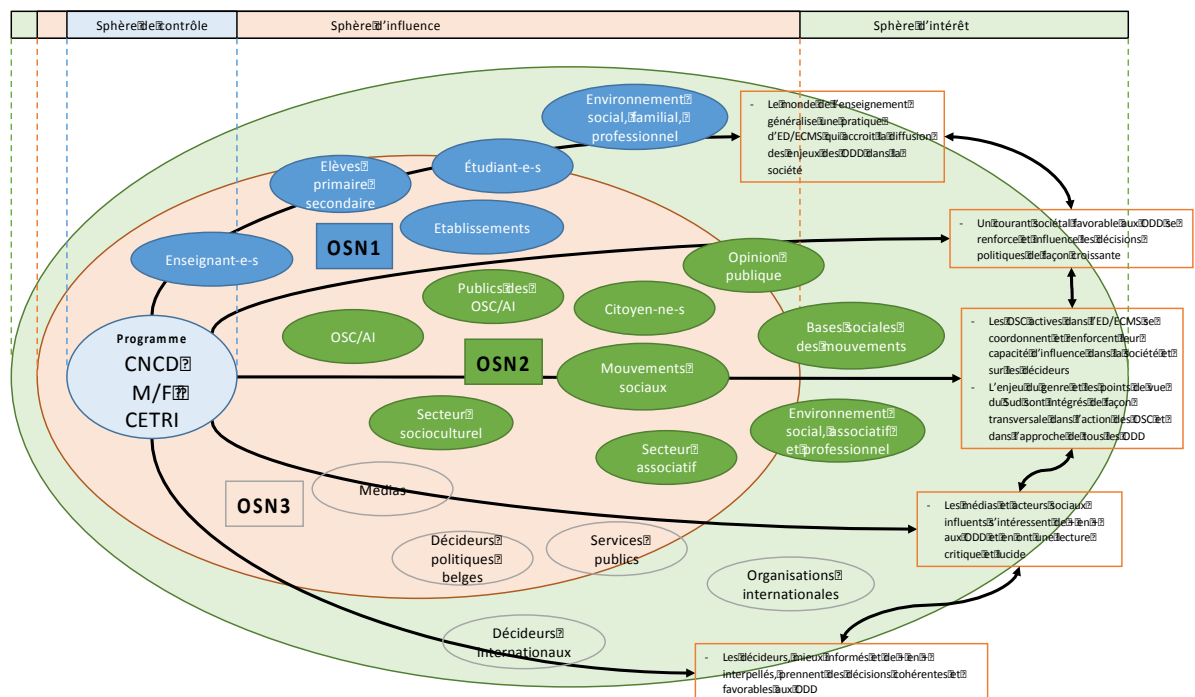


2. Théorie du changement

Le volet Belgique de ce programme commun repose sur une théorie du changement (ToC) soutenue par une analyse du contexte et des hypothèses qui sous-tendent les changements recherchés. L'analyse des risques reprise au point 1.3 est liée aux hypothèses.

La ToC du programme complète et approfondit celle présentée dans le CSC Belgique. Sa finalité est centrée sur la contribution du programme à la promotion des ODD dans la société belge en vue d'en faciliter la réalisation. Elle prend appui sur une analyse du contexte spécifique. Elle identifie clairement les acteurs qui y jouent un rôle. Elle explicite l'engrenage des changements visés et les relations causales qui y interviennent. Elle montre comment les trois objectifs spécifiques s'articulent pour contribuer à une même finalité.

Le programme se répartit en trois objectifs spécifiques (OS) liés aux trois principaux publics visés par le CSC Belgique : le monde de l'enseignement, les citoyen-ne-s (1^{re} ligne) et la société civile organisée (2^e ligne), et les décideurs politiques. Chaque OS s'appuie sur une triple stratégie d'approche des publics – (i) la coordination et les synergies des OSC, (ii) le renforcement des capacités d'acteurs-relais et (iii) la sensibilisation, la mobilisation des citoyens et le plaidoyer politique – pouvant être schématisée de la façon suivante :



Chaque OS renvoie à une cible du CSC Belgique et chaque résultat à une ou plusieurs sous-cibles.

D'abord, l'OSN1 vise à sensibiliser le public de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur aux enjeux des ODD, par le biais d'une offre coordonnée des ONG belges francophones et adaptée à chaque niveau d'enseignement autour de quatre thématiques structurantes et d'une thématique transversale : les inégalités mondiales (ODD 10), la souveraineté alimentaire (ODD 2 mais aussi présente dans les ODD 1, 12, 14 et 15), la justice climatique (ODD 13) et la justice migratoire (ODD 10 mais aussi présente dans les ODD 4, 5, 8, 16 et 18), ainsi que la thématique genre (ODD 5) qui sera traitée de manière transversale à l'ensemble des ODD. En ce qui concerne le public scolaire primaire, l'offre coordonnée s'opère notamment à travers la revue « Le monde en classe » publiée à raison de 4 exemplaires par an. La revue se centre sur les quatre thématiques structurantes en choisissant des angles d'approche spécifiques, pour chaque numéro, adaptés aux différentes catégories d'âge. La revue s'ouvre en outre à la digitalisation des contenus et des outils en créant une plateforme virtuelle pour les élèves et les enseignant-e-s. La revue a également pour objectif de refléter les outils développés par les ONG belges et de s'entourer d'un groupe d'enseignant-e-s engagé-e-s. Une mallette pédagogique centrée sur la découverte des inégalités Nord-Sud au sens large et abordant des problématiques plus spécifiques liées aux ODD sera en outre développée afin d'offrir aux enseignant-e-s du primaire une offre pédagogique coordonnée.

En ce qui concerne le public scolaire secondaire, l'offre coordonnée est élaborée dans le cadre de quatre plateformes du LED (le Lieu d'Éducation au Développement qui met en réseau les ONG d'ECMS) sur les quatre thèmes structurants. Les modalités de coordination des différents LED sont à géométrie variable pour tenir compte des contraintes des organisations et s'opèrent en étroite collaboration avec Annoncer la Couleur et Acodev. Outre la production et la diffusion de mallettes pédagogiques, il est également prévu de réaliser un cycle de formations sur les 4 thématiques à destination des enseignant-e-s et des animatrices-teurs de jeunes. Il s'agit également de sensibiliser directement les élèves du primaire et étudiant-e-s du secondaire sur les 4 thématiques et d'offrir un accompagnement pédagogique aux écoles et classes intéressées à développer des projets qui visent le continuum éducatif de la sensibilisation à la mise en action.

En ce qui concerne les étudiant-e-s du supérieur universitaire et non universitaire, des cycles de conférences-débats et d'interventions dans les cours sont organisés, en collaboration avec les instances universitaires. Des accompagnements de travaux d'étudiant-e-s et de mémoires de fin d'études liés aux thématiques des ODD sont dispensés. Des recherches sont menées en collaboration avec des centres universitaires. Un référentiel d'ECMS destiné aux enseignant-e-s sur la thématique transversale du genre est réalisé.

Ensuite, l'OSN2 vise à sensibiliser les citoyens et les citoyennes et à renforcer les compétences des relais dans la société civile (y compris les OSC) sur les enjeux des ODD, par le biais de campagnes d'ED/ECMS coordonnées visant la mobilisation citoyenne en faveur des ODD. Un résultat spécifique est prévu pour outiller les acteurs sur l'importance d'une approche transversale du genre dans les ODD et la déconstruction des stéréotypes de genre.

En ce qui concerne le public cible des citoyen-ne-s, la stratégie consiste à permettre à celles et ceux désireux de participer au changement social et politique en faveur des ODD de s'engager concrètement en tant que volontaires dans le cadre des campagnes coordonnées des OSC. Dans ce but, des outils pédagogiques sont produits, des campagnes d'information et de sensibilisation sont réalisées et un cycle de formations centré sur l'acquisition de connaissances sur les ODD et de savoir-faire utile à la mobilisation citoyenne est développé, afin de former des groupes de citoyens aux enjeux des ODD et de leur offrir un cadre coordonné leur permettant de se mobiliser efficacement en faveur de leur réalisation.

En ce qui concerne le public cible des relais de la société civile, la stratégie consiste à renforcer leurs connaissances et capacités d'analyses critiques sur les enjeux des ODD en prenant en compte le point de vue des mouvements du Sud, notamment de femmes, par le biais de la production d'études et de publications, la réalisation de recherches-action croisées, la collaboration avec des chercheurs et chercheuses du Sud, l'organisation de séminaires et de formations (y compris en ligne), l'offre d'appuis-conseils et de coaching.

Enfin, l'OSN3 vise à interpeller de manière coordonnée les décideuses et les décideurs politiques en faveur de politiques cohérentes avec la réalisation des ODD et avec les politiques internationales de promotion des droits des femmes, par le biais de la coordination de plateformes d'OSC sur les principales thématiques des ODD, de campagnes médiatiques sur l'actualité politique des ODD et de la création d'espaces coordonnés d'interpellation des décideurs politiques en faveur de politiques cohérentes avec les ODD. Afin de favoriser la mutualisation des expertises et de favoriser les synergies et les complémentarités, des plateformes thématiques et géographiques coordonnées mettent en réseau les OSC belges sur les principales thématiques des ODD. Cette mise en réseau est également assurée au niveau européen par la participation et le renforcement des réseaux d'OSC européennes correspondants (Concord, Eurodad, CAN, Wide +, etc.). Ces plateformes définissent des analyses et des argumentaires communs sur différentes thématiques en vue de les traduire en revendications politiques.

Sur cette base, les analyses et positions communes des OSC en faveur des ODD sont relayées vers l'opinion publique et le monde politique via les médias traditionnels et alternatifs, à travers des communiqués de presse, des conférences de presses, des interviews, des opinions et des actions médiatiques.

Des espaces d'interpellation politique sur les enjeux des ODD sont coordonnés par le biais d'écrits communs, d'événements publics, de lobbying et d'un memorandum commun élaboré à la veille des échéances électorales, afin de solliciter des engagements concrets de la part des décideurs politiques en faveur de la réalisation des ODD.

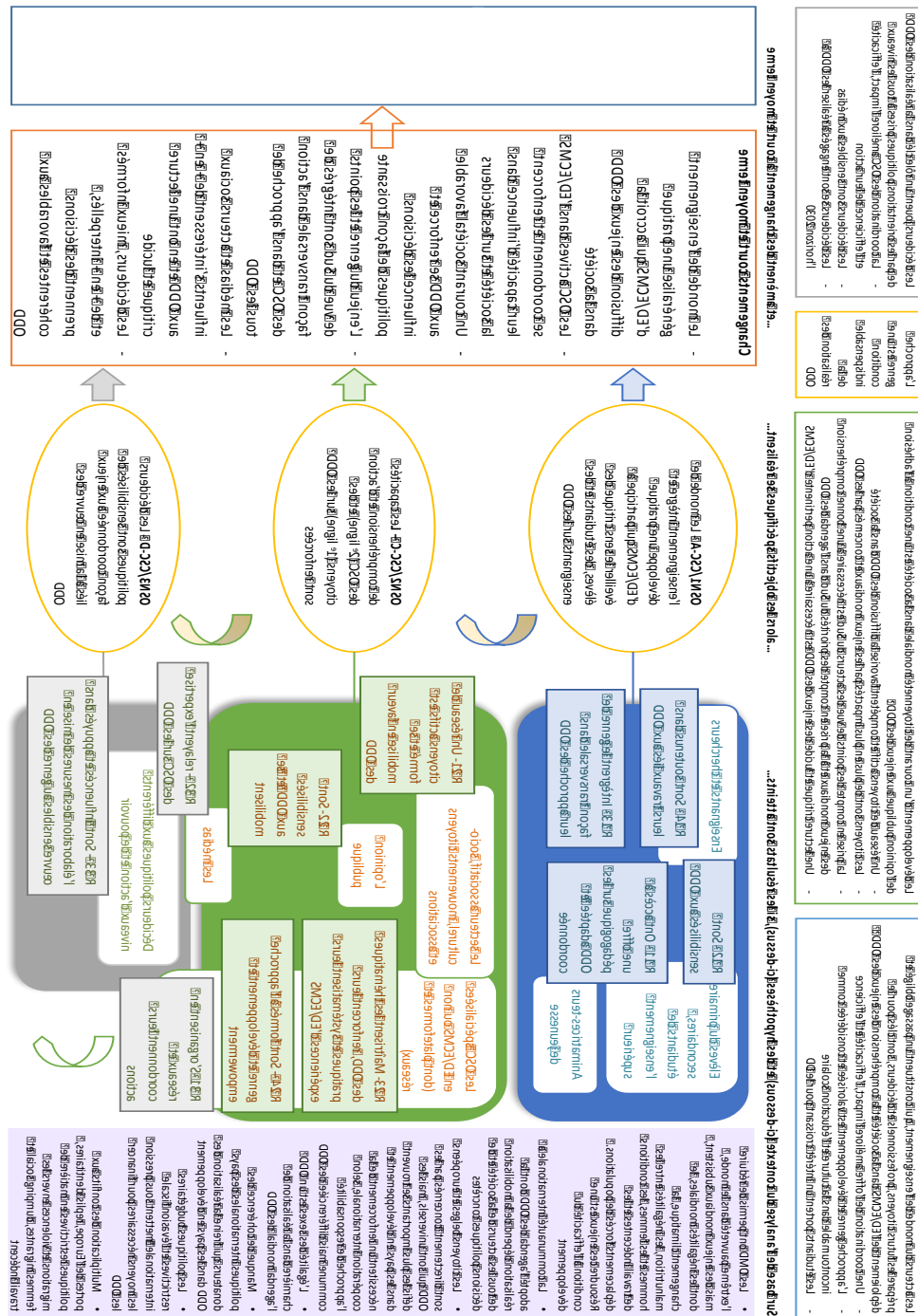
Le plaidoyer se concentre sur 8 thématiques découlant des principaux ODD, et pour lesquelles une plateforme favorisant les synergies et les complémentarités entre les OSC actives sur ces thématiques est coordonnée par le CNCD-11.11.11 (en étroite collaboration avec son homologue flamand 11.11.11) :

- ODD1 – Éliminer la pauvreté – l'efficacité de l'aide : promouvoir la réalisation de l'engagement à consacrer 0,7% du RNB belge à l'aide publique au développement, le respect des principes d'efficacité de l'aide et de la cohérence des politiques en faveur du développement (CPD) au service de l'éradication de l'extrême pauvreté, avec une attention particulière à la situation des femmes.
- ODD2 – Éliminer la faim – la Souveraineté alimentaire : la promotion de la souveraineté alimentaire, la transition vers des pratiques agroécologiques, la prise en compte de la situation particulière des paysannes, la lutte contre la spéculation alimentaire, l'accaparement des terres et les agrocarburants au service du droit à l'alimentation. Le thème concerne également les ODD 1 – Lutte contre la pauvreté ; ODD 12 – Consommation et production responsables ; 14 – Vie aquatique et 15 – Vie terrestre qui visent l'exploitation durable des ressources marines et terrestres.
- ODD5 - Égalité entre les femmes et les hommes – l'Approche genre : pour atteindre l'égalité réelle des droits entre les femmes et les hommes, la prise en compte du genre est indispensable dans les politiques internationales, en particulier de la coopération au développement, de façon à garantir que ces politiques ne renforcent pas les inégalités entre les femmes et hommes et contribuent activement au développement d'une société plus égalitaire. Les droits reproductifs et sexuels ainsi que les violences faites aux femmes (trafic d'êtres humains à travers la prostitution), sont aussi des enjeux fondamentaux dans les droits humains. Enfin, le genre doit aussi être transversal à l'ensemble des ODD. En effet, sans une compréhension préalable des rapports entre les sexes et sans une remise en question des relations sociales et de pouvoir inégalitaires qui les caractérisent, les déclarations et les traités risquent de rester lettre morte. L'égalité des sexes nécessite parallèlement à l'approche transversale un appui spécifique à l'empowerment des femmes.
- ODD8 – Une croissance économique inclusive, égalitaire et durable – le Travail décent : promouvoir l'agenda du travail décent de l'OIT et la traçabilité sociale et environnementale au sein des chaînes d'approvisionnement au service de conditions de travail décentes.
- ODD10 – Réduire les inégalités – la Justice migratoire : agir sur les causes profondes des migrations forcées en garantissant la paix et le développement, c'est-à-dire en fondant les politiques internationales permettant l'éradication des inégalités mondiales, dans le respect des droits des migrant-e-s.
- ODD13 – Lutter contre les changements climatiques – la Justice climatique : la mise en œuvre de l'accord de Paris, l'opérationnalisation de ces principes (Fonds vert pour le climat, Pertes et préjudices pour les pays vulnérables) et la mise en place d'un Plan national concerté en Belgique au service de la justice climatique.
- ODD16 – Des sociétés pacifiques et ouvertes – la démocratie et la paix : soutenir l'action de la société civile des régions partenaires en faveur de la paix, de la démocratie, du respect des droits humains (et spécifiquement des femmes, en référence à la résolution 1325) et du droit international. Ce suivi se concentrera sur les régions qui concentrent les pays prioritaires des OSC dans le cadre des CSC, à savoir l'Afrique centrale et de l'Ouest, la région Moyen-Orient/Afrique du Nord et les pays andins.

- ODD17 – Partenariat mondial pour le développement – la Justice fiscale internationale : promouvoir la mobilisation des ressources domestiques par la justice fiscale, la lutte contre les paradis fiscaux et la promotion de sources novatrices au service du financement des ODD.

Dans ce cadre, des analyses, argumentaires et mémorandums sont élaborés en commun par les différentes plateformes d'OSC aux niveaux belge et européen. Sur base de ces positions communes, des espaces cordonnés de plaidoyer sont organisés en fonction de l'actualité politique. Enfin, l'objectif général de ces 3 OS consiste à créer les conditions pour la réalisation effective des ODD.

Schéma de la ToC :



3. Analyse des risques

Estimation du risque					Gestion du risque		Suivi
Nature et source du risque	P	E	N	Résultats impactés	Traitement	Responsable timing	Responsable timing
Risques liés à la sensibilisation et à la mobilisation des publics-cibles (enseignement, 1^{re} et 2^e ligne)							
Les organisations membres ne se mobilisent pas sur les campagnes	2	3	1	22 31	Thématique choisie avec les membres au sein de la Commission Politique du CNCD-11.11.11	Responsable département campagne	Comité direction
Le réseau de volontaires ne s'intéresse que peu aux formations et ne s'élargit pas	1	4	2	21	Stratégie préparée et implication des volontaires dans les choix de thèmes et mobilisations avec le Conseil de Réseau	Responsable département campagne + coordinatrice ED	Responsable du département campagne
Les écoles se montrent moins intéressées par les collaborations avec les ONG	1	4	2	12 13 14	Partenaires identifiés très en amont	Coordinatrice ED	Responsable du département campagne
Une faible partie du corps enseignant se montre intéressé par les formations et projets écoles car les thématiques liées à l'ECMS sont reléguées dans le cours obligatoire et facultatif d'Éducation à la Philosophie et Citoyenneté.	2	4	2	12 13 14	Implication dans le plaidoyer sur l'ECMS en milieu scolaire en lien étroit avec ACODEV et ALC ainsi que les réseaux d'enseignement. Communication adaptée aux inspections scolaires.	Coordinatrice ED	Responsable du département campagne
Les ONGS membres – face à la multiplication des espaces de coordination – n'investissent que peu dans les LED thématiques	2	2	2	11	Articulation avec ACODEV et ALC afin d'améliorer les espaces de coordination en ECMS en milieu scolaire / réflexions au sein du LED extraordinaire / construction de partenariats win-win. Modulation adaptée des réunions des LEDs thématiques	Coordinatrice ED	Responsable du département campagne
La population belge francophone se replie sur elle-même et ne se mobilise que peu en faveur d'enjeux internationaux	3	3	2	21 22	Réflexions autour des nouvelles modalités d'engagement et être en lien étroit avec des mouvements sociaux innovants	Responsable du département campagne	Responsable du département campagne
Risques liés au plaidoyer							
Résurgence tensions communautaires et blocage institutionnel (Belgique)	3	5	3	31 32 33	Renforcer les alliances au niveau national (11.11.11) ; Pression pour le déblocage institutionnel ; renforcement action UE	Comité de direction An 1	CA Ans 1-4
Persistance de la crise de l'Eurozone et impact sur les décisions budgétaires	3	4	3	31 32 33	Renforcer les alliances et campagnes communes avec les réseaux et organisations UE	Plateformes et réseaux Ans 1-5	Comité direction Ans 1-5
Influence accrue des puissances émergentes dans les processus internationaux et blocage des mécanismes décisionnels	4	4	2	31 32 33	Renforcer l'expertise et les alliances avec des organisations et réseaux de la société civile dans les pays émergents	Plateformes et réseaux Ans 1-5	Coordinateurs Ans 1-5
Risques liés à la thématique genre							
La « transversalisation » de la perspective de genre est mal comprise et se dilue dans d'autres priorités pour disparaître, les moyens diminuent.	3	4	3	13 24 Tous les résultats	Sensibiliser les décideurs à la nécessité de points focaux genre et l' <i>empowerment</i> ; implication dans les espaces de prise de décision et construction d'alliances (CA coupoles et Conseil consultatif genre, implication dans PF), Offre de formations pour mieux intégrer le genre de manière transversale, stimuler la mise en place de procédures et réglementation pour la prise en compte du genre ; élaboration et diffusion de documents pertinents. Suivi notamment dans le cadre du GT plaidoyer.	GT formations	Suivi dans le cadre du GT plaidoyer, Chargée de communication et Chargées de mission impliquées
Retour en force du religieux, puissance accrue du patriarcat, des tensions dans la compréhension de la notion de	3	4	3	13 24 Tous les résultats	Mesures en lien avec la sensibilisation, la formation et le plaidoyer : travailler les argumentaires au sein de l'équipe de formatrices et aux membres des ACNG et ASC dans le groupe	GT plaidoyers et RAAG	Suivi dans le cadre des différents GT, Chargée de communication et

l'interculturel.					<i>gender coaching</i> . Mettre en place un module « croyances ». Former des alliés (dont les hommes) à l'approche de genre.		Chargées de mission impliquées
Approche naturaliste et « psychologisante » des rapports sociaux de sexe (type de résistance pour justifier les inégalités)	2	3	2	13 24 Tous les résultats	Mesures en lien avec la sensibilisation, la formation et le plaidoyer. Utilisation d'outils adaptés (grille d'Ardoine) pour mettre en contexte le rapport de genre. Création d'outils pédagogiques qui renforcent le travail de changement collectif. Élaboration des méthodologies et des grilles d'analyse, organisation de formations, élaboration des outils pédagogiques, plaidoyers Élaboration de nouvelles méthodologies d'intervention et de l'argumentation.	GT communication	Suivi dans le cadre de GT, Chargées de mission et de communication
Risques liés à l'identification et à la collecte de points de vue du Sud							
Difficulté dans l'obtention de visas pour les participant-es (partenaires) aux formations, séminaires, etc.	2	4	2	23	Procédures d'inscription, de suivi et de communication claires : indiquer aux candidat-es qu'il faut s'y prendre à temps, rédaction de lettres d'invitation si nécessaire, vérification que les dossiers soient complets ; réunions de préparation et de suivi des formations et GT Sud (partenaires). Disposer d'une liste de contacts dont les ambassades belges dans les différents pays partenaires ; présence dans des réseaux, plateformes et associations professionnelles pour l'échange d'informations pertinentes. Périodicité en lien avec le calendrier des formations et des rencontres partenaires ; point à l'OJ réunions d'équipe si nécessaire.	Chargés logistique et de mission concernés	
Un nombre grandissant d'auteurs d'analyses du Sud critiques et de qualité sur les enjeux de développement privilégient d'autres relais. Sources: des relais attractifs des analyses critiques du Sud se développent dans le monde francophone.	2	4	2	23	On peut difficilement empêcher l'émergence d'une demande concurrentielle pour les analyses du Sud de qualité. "Fidéliser" les réseaux d'auteurs du Sud (promotion de leurs travaux, invitation à conférences, visibilité des AS...). Constituer un budget afin de financer les droits d'auteurs et de (re-)gagner en attractivité Formaliser un statut de « chercheur associé » (CETRI)	Équipes Chargés d'étude	Directeur - Quand difficultés sérieuses à obtenir accord des auteurs.
Risques liés au renforcement des capacités des acteurs relais							
La demande des « acteurs ED » en formation sur les thèmes ED/ECMS faiblit malgré un maintien de l'intérêt. Source: d'autres formes d'(auto-)apprentissage sur ces thèmes prennent le pas sur les formations.	2	4	3	23 24	S'efforcer de maintenir ses propres formations attractives en les actualisant/adaptant en fonction des évaluations et des « acteurs ED » visés. Maintenir un dialogue régulier avec les « acteurs ED » au sein d'instances diverses, pour mieux cerner l'évolution des besoins. Consulter un panel d'« acteurs ED » en vue de mieux cerner leurs attentes et de renforcer l'utilité des formations. Diversifier les canaux de formation (en ligne).	Équipes Chargés d'étude	Resp. formation - Lorsque chute des inscriptions aux formations.
La participation des « acteurs ED » aux formations proposées diminue malgré un maintien de la demande en formation. Source: une offre de formation concurrente voit le jour.	2	4	3	23 24	Pas d'emprise sur l'offre de formation. S'efforcer de maintenir ses propres formations attractives en les actualisant/adaptant en fonction des évaluations et des « acteurs ED » visés. Se maintenir informé de l'offre de formation à destination des « acteurs ED ». Analyser l'offre concurrente en vue de se situer de manière complémentaire en se centrant davantage sur son cœur de métier et sa valeur ajoutée spécifiques. Collaborer avec d'autres offres de formation (CTB) Diversifier les canaux de formation (en ligne).	Équipes Chargés d'étude	Resp. formation - Lorsque chute des inscriptions aux formations.
Des « acteurs ED » estiment ne plus avoir besoin de l'appui-conseil pour renforcer leurs capacités sur les 3 thèmes prioritaires. Source: réorientation stratégique des « acteurs ED » (expertise	2	4	2	23 24	Signer des conventions de collaboration prévoyant spécifiquement un appui aux organisations sur les thèmes du programme entre 2017 et 2021. Maintenir un dialogue régulier avec « acteurs ED » au sein d'instances diverses, pour cerner l'évolution des besoins en appui-conseil. Consulter	Équipes Chargés d'étude	Comité de pilotage - Quand un moindre intérêt pour l'appui du CETRI se manifeste chez au

interne) OU apparition offre de renforcement des capacités concurrente.					les « acteurs ED » (sous conventions de collaboration) en vue d'identifier les sources de leur changement de stratégie et d'adapter son offre d'appui.		moins un « acteur ED ».
La demande de points de vue du Sud « critiques » et « de qualité » de la part des « multiplicateurs » faiblit. Source : les points de vue du Sud perdent en légitimité aux yeux des « multiplicateurs » du fait de la crise, repli, montée de nouvelles menaces...	2	4	2	23 24	Le travail consiste aussi à contextualiser les analyses du Sud pour que les « multiplicateurs » saisissent mieux les facteurs historiques et sociaux qui les sous-tendent et en perçoivent mieux la légitimité. Concertation avec autres ONG sur cette menace. Avec d'autres ONG, recentrer les messages sur la démonstration que les crises multiples n'ont pas leur source "au Sud", mais dans un système économique mondial inéquitable et non durable.	Équipes Chargés d'étude	Comité pilotage - Lorsque chute de demande et fréquentation du site est constatée.
La demande de points de vue du Sud de la part des « multiplicateurs » ne faiblit pas mais se détourne de l'offre du programme. Source : offre concurrente d'analyses du Sud se développe.	2	4	2	23 23 24	Se concentrer sur un créneau spécifique : les points de vue du Sud "analytiques" et "critiques". Sa spécificité est reconnue en Belgique francophone, les relations avec plusieurs types de « multiplicateurs » se consolident et les collaborations dans l'élaboration et la diffusion des AS se multiplient Consulter un panel de « multiplicateurs », afin de cerner les causes et d'adapter son offre. Il analyse l'offre concurrente, pour se centrer davantage sur sa valeur ajoutée spécifique..	Équipes Chargés d'étude	Comité pilotage - Lorsque chute de demande et fréquentation du site est constatée.
L'intérêt pour les publications "papier" de points de vue du Sud décroît parmi les « multiplicateurs ». Source: évolution globale de la demande en matière de format de publication de l'info.	3	4	3	21 22 23	On n'a pas de prise sur ces tendances de la demande. Développer l'offre en ligne : proposer des éditions numérisées des publications.	Équipes Chargés d'étude	Gestionnaire - En cours.

4. Prise en compte des recommandations issues du dialogue stratégique

4.1. Intégration de la spécificité de l'approche Nord/Sud.

Les thématiques abordées dans le cadre de ce programme commun sont celles des Objectifs de développement durable (ODD) qui synthétisent les défis collectifs auxquels l'ensemble de la planète est confrontée : la persistance de l'extrême pauvreté (ODD 1) et des inégalités de genre (ODD5) malgré des progrès notables dans certaines régions du monde, l'accroissement des inégalités sociales au sein des pays et entre pays (ODD 10), l'épuisement des ressources naturelles et le réchauffement climatique qui impactent de manière différenciée les populations du Nord et du Sud (ODD13), la malnutrition qui subsiste dans les régions ne disposant pas de souveraineté alimentaire (ODD2), la dégradation des conditions de travail qui maintient des travailleurs dans la précarité (ODD8), l'évasion fiscale qui freine la mobilisation des ressources domestiques pour financer les ODD (ODD17), le non-respect des principes démocratiques et la multiplication des conflits qui représentent des obstacles au développement (ODD16), les migrations internationales qui génèrent des mouvements de repli sur soi et ont pour principale cause les inégalités mondiales (ODD10). Des thématiques centrales qui permettent d'intéresser la population belge aux enjeux des ODD, car elles constituent des enjeux majeurs non seulement pour les populations du Sud, mais aussi du Nord, dans le cadre d'ODD universels. Toutefois, les ODD répondent également à l'approche de « responsabilités communes mais différenciées », afin de prendre en compte la situation particulière des pays les plus pauvres du Sud. C'est dans le respect de cette approche que le programme commun s'inscrit, afin de sensibiliser le public aux défis spécifiques des pays du Sud dans la réalisation des ODD et au rôle de la coopération internationale. Ainsi, les enjeux mondiaux liés à la réalisation des ODD ont un impact différencié selon que l'on soit un habitant des pays riches ou des pays pauvres du monde. Cet impact différencié est au cœur des thématiques d'ED/ECMS que le programme commun aborde dans les 5 années.

Dans un contexte de repli sur soi où les questions internationales sont avant tout perçues sous l'angle de la menace, la place des acteurs du Sud et la visibilité de leurs actions sont indispensables pour la mobilisation du public belge et des acteurs clefs. Chacune des organisations a construit une méthodologie spécifique pour intégrer les acteurs du Sud au programme commun. Pour le Monde selon les femmes, son réseau RAAG qui intègre ses partenaires du Sud et autres experts du Sud et du Nord sur des thématiques précises permet de réaliser des recherches liées à l'action de terrain en vue de construire des plaidoyers communs, afin de systématiser l'intégration transversale du genre et d'alimenter les contenus des formations en genre ainsi que l'accompagnement. Pour le CETRI, la relation continue avec des acteurs sociaux, des chercheurs et des centres de recherches des pays du Sud, se traduit dans les études et analyses produites et diffusées comme dans son action de formation et d'appui-conseil. Le CNCD-11.11.11 soutient quant à lui une douzaine de réseaux d'OSC du Sud et est actif dans plusieurs réseaux internationaux en lien direct avec les thématiques des ODD. Grâce à ce triple apport, par ailleurs renforcé par les partenaires Sud des OSC membres du CNCD-11.11.11 participant aux plateformes qu'il coordonne, la place des acteurs du Sud dans le cadre de réseaux internationaux d'OSC est systématiquement garantie pour l'élaboration et la mise en œuvre des activités d'ED et de plaidoyer.

La particularité du programme commun est qu'il s'appuie sur ces différentes méthodologies et les apports des différents acteurs qui collaborent avec les trois organisations pour systématiquement intégrer le point de vue des partenaires et des acteurs sociaux du Sud. L'apport de ces réseaux du Sud, incluant les partenaires du volet Sud de ce programme commun, est ainsi garanti pour chacun des résultats du programme.

4.2. Intégration du genre de manière transversale.

Le programme commun intègre le genre selon la double approche (mainstreaming de genre) : d'une part de façon transversale, chaque objectif spécifique intègre une perspective de genre, ce qui se répercute dans les actions menées ainsi que dans les outils et démarches mises en place dans les trois domaines d'intervention ; d'autre part, certains résultats attendus portent spécifiquement sur le renforcement de l'intégration du genre dans le cadre de l'ECMS en milieu scolaire (OSN1) et auprès du public de 1^{re} et 2^e ligne (OSN2). De même, dans le cadre du plaidoyer (OSN3), les plateformes coordonnées par le Monde selon les femmes ou le CNCD-11.11.11 ont pour objectif d'influencer les décisions politiques en matière de coopération internationale en y systématisant l'approche genre.

De manière plus spécifique, au niveau du secteur, un groupe d'acteurs de la solidarité internationale, coordonné conjointement par Acodev et le CNCD-11.11.11 avec l'appui du Monde selon les femmes, se met en place pour aboutir à un guide de qualité de l'intégration du genre dans les actions d'ECMS en milieu scolaire et auprès du public de 1^{re} et 2^e ligne. La capitalisation d'expériences en fera partie.

Une des particularités de ce programme commun est donc de renforcer l'intégration du genre, de manière transversale et spécifique, par l'ensemble des OSC belges, à la fois par le biais de l'expertise du Monde selon les femmes, du CETRI et des plateformes du CNCD-11.11.11 qui les met en réseau et coordonne des actions communes.

4.3. Influence du CSC Nord sur les axes du programme

De par le fait que le CNCD-11.11.11 a été co-leader avec 11.11.11 dans la réalisation du CSC Nord, la construction même des cibles stratégiques communes correspond à une vision partagée dans le secteur et au rôle de coordination que joue la coupole. Pour le CETRI et le Monde selon les femmes, leur apport spécifique en matière de genre et d'expertises du Sud a constitué un input permanent dans la réalisation du CSC Nord. Le programme commun présenté s'est fondé sur la vision partagée des 3 acteurs et la complémentarité des stratégies dans le volet Nord. Le programme commun s'est construit sur base des cibles stratégiques communes élaborées lors du CSC Nord, en mettant en avant l'apport spécifique en termes de coordination de la coupole francophone, l'expertise en genre

du Monde selon les femmes et l'expertise en recherche Nord-Sud du CETRI. Le volet Nord de ce programme commun a donc pour ambition de représenter le principal programme de mise en œuvre coordonnée des cibles du CSC Nord.

4.4. Articulation entre le volet du programme en Belgique avec les autres CSC

Le programme commun – volet Belgique – est articulé avec plusieurs CSC : outre le fait qu'il découle intégralement des cibles du CSC Belgique, il s'articule étroitement avec le CSC Travail décent et avec la totalité des CSC Sud dans le cadre des politiques intégrées dont les coupoles assurent la coordination. Concrètement, cela signifie que les priorités déclinées dans les cibles de l'ensemble des CSC sont systématiquement prises en compte dans les plateformes d'OSC coordonnées par le CNCD-11.11.11 du côté francophone, qui impliquent des dizaines d'OSC.

Le volet Sud de ce programme commun implique par ailleurs que le volet Belgique s'articule de manière particulièrement étroite avec les CSC Congo, Sénégal.

4.5. Intégration des nouveaux médias et agenda numérique dans le programme (D4D)

Les nouveaux médias numériques – les réseaux sociaux et les nouvelles modalités de construction transmédia des outils pédagogiques – sont intégrés dans chacun des objectifs de ce programme commun : dans le domaine de l'ED/ECMS en milieu scolaire, la revue « Le Monde en Classe » sera digitalisée et les outils pédagogiques se basent sur des dispositifs transmédia ; dans le domaine du public de première ligne et deuxième ligne, les réseaux sociaux sont des outils clefs d'information et de mobilisation de l'opinion publique (diffusion de « tuiles » sur les réseaux sociaux, de vidéos adaptées aux modalités d'information sur les réseaux sociaux, pétitions en ligne, etc.). En outre, à travers différentes plateformes numériques, des réseaux d'expertises thématiques internationaux alimentent les recherches, les formations et les positions de plaidoyer. De nouveaux outils numériques seront développés au cours du programme : numérisation des publications, histoires digitales sur les bonnes pratiques, etc. En plaidoyer, le monitoring des décisions politiques intègre le monitoring de la communication digitale et la sensibilisation des décideurs politiques peut inclure – quand cela s'avère pertinent – des interpellations via les réseaux sociaux dans le cadre d'un dialogue constructif.

4.6. Référence à la TOC du CSC Nord et priorisation des sous-cibles

La Théorie du Changement du programme commun est fondée sur la TOC du CSC Nord tout en précisant l'apport spécifique des trois organisations et les hypothèses sous-jacentes aux changements recherchés. Dans chaque objectif spécifique, les cibles stratégiques et les sous-cibles stratégiques auxquelles le programme contribue de manière active sont précisées.

4.7. Précisions sur les synergies, complémentarités et coordination

Ce programme commun s'inscrit dans une approche visant à assurer la coordination des OSC belges en vue de valoriser leurs complémentarités et de favoriser des synergies.

La coordination des OSC est assurée par leur mise en réseau au sein de la quinzaine de plateformes d'OSC coordonnées dans le cadre de ce programme commun. Dans le cadre de ces plateformes, les spécificités des différentes OSC sont systématiquement prises en compte afin de valoriser les complémentarités. Le programme commun a en outre pour caractéristique d'articuler les complémentarités entre les trois ONG qui le composent, afin de renforcer leur impact respectif : le rôle de coupole du CNCD-11.11.11, l'expertise en matière de genre du Monde selon les femmes et l'expertise en matière de points de vue du Sud du CETRI. Enfin, la valorisation des complémentarités dans le cadre de plateformes coordonnées a pour but de favoriser les synergies, c'est-à-dire la mise en œuvre d'actions communes entre OSC dans le respect de leurs spécificités.

Les espaces de coordination existants, leurs plans d'action et objectifs, les acteurs concernés ainsi que le rôle assumé par chacune des organisations (complémentarité) et les synergies recherchées

sont décrites dans chaque objectif spécifique de ce programme, selon la typologie communément adoptée par l'ensemble des OSC à la suite des CSC.

5. Recommandations par domaine d'intervention / cible stratégique commune

5.1. Cible stratégique commune A : ECMS en milieu scolaire (FR)

Inscrite dans la cinquième génération des modèles d'Éducation au Développement², l'approche de ce programme commun s'inscrit dans la nouvelle définition de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) qui développe des processus pédagogiques centrés sur la compréhension critique des enjeux mondiaux et promeut une prise de conscience locale et internationale dans le cadre d'alliances d'OSC. Dans le cadre de l'enseignement obligatoire et supérieur en Wallonie-Bruxelles, les actions développées dans le programme cherchent à former les acteurs clefs, à éveiller les élèves sur les enjeux d'une mondialisation juste et durable et à susciter des changements dans les valeurs et comportements des citoyens et citoyennes.

Le rapport final de l'étude réalisée par Annoncer La Couleur en 2015 identifiait plusieurs freins et leviers à l'intégration de l'ECMS en milieu scolaire. Les freins principaux concernent le fait que les missions globales de l'école ne sont pas inspectées, seules les disciplines le sont – ce qui freine l'engagement des acteurs et actrices dans des projets qui ne pourront pas être valorisés. Les démarches d'ECMS s'intègrent efficacement dans les écoles lorsqu'elles améliorent le positionnement de l'établissement sur le marché scolaire ou répondent à des dynamiques internes. Un autre constat fort était que les dispositifs d'ECMS concernent encore une minorité d'établissements scolaires. Les recommandations de l'étude ont eu un impact sur les choix stratégiques du programme :

- Participation structurelle aux groupes de travail d'ACODEV et collaboration entre coupole, fédération et Annoncer la Couleur afin de renforcer le plaidoyer du secteur sur le renforcement de l'ECMS en milieu scolaire ;
- Les LED thématiques coordonnées par le CNCD-11.11.11 sont reconfigurés en vue d'approcher des publics insuffisamment touchés par les actions d'ECMS en milieu scolaire, c'est-à-dire les écoles à indice socioéconomique faible ;
- La typologie des écoles a permis de faire évoluer l'intervention directe dans les écoles vers moins de « one shot » et de plutôt construire des projets scolaires en accompagnant des classes ou des écoles dans des projets centrés sur la solidarité internationale, en construisant ainsi des partenariats entre acteurs de l'ECMS et du monde enseignant qui favorisent des projets d'interdisciplinarité ;
- Les outils produits dans le cadre de ce programme font référence de manière explicite aux compétences des disciplines qui font l'objet d'inspection.

Le programme a par ailleurs pour objectif de coordonner les OSC sur des thématiques structurantes d'ECMS qui ne sont pas abordées dans d'autres espaces de coordination qui se chargent des aspects de plaidoyer et de définition de référentiels au niveau du secteur. Par ailleurs, un accord de collaboration a été conclu par le CNCD-11.11.11, ACODEV et Annoncer La Couleur afin de mieux coordonner les actions menées en ECMS en milieu scolaire et de renforcer leur impact.

5.2. Cible stratégique commune C : public de 1re ligne et 2e ligne

Le résultat 2.1 du second objectif spécifique concerne directement l'accompagnement d'un réseau de citoyen-ne-s actifs dans la solidarité internationale. Il s'agit de personnes intéressées par les enjeux mondiaux et désireuses de sensibiliser leur entourage sur ces questions. Ce volet poursuit un triple objectif:

² Annoncer la Couleur – HELMO, L'Éducation à la Citoyenneté Mondiale dans les écoles de l'enseignement secondaire de la Fédération Wallonie Bruxelles, Rapport Final, mars 2015, page 23.

- Susciter un engagement social auprès des jeunes qui intègre la dimension Nord-Sud en proposant des modalités de formation et de mobilisation adaptées à leurs centres d'intérêt ;
- Renforcer la formation des citoyen-ne-s pour qu'ils puissent acquérir des savoirs et des savoirs faire, car aborder le public ou son réseau social n'est pas toujours aisé sur des thématiques complexes ;
- Accompagner ce réseau de citoyen-ne-s dans l'élaboration de projets qui renouvellent et innovent en matière d'engagement dans la solidarité internationale (via la culture, etc.).

Cet accompagnement et ce renforcement d'un réseau de citoyen-ne-s sont dissociés de l'opération 11.11.11.

Le baromètre réalisé par la DGD en 2016 distingue trois types de profils en fonction de valeurs et comportements discriminants (au sens où ils permettent de distinguer des profils) : le citoyen responsable (intéressé par les questions internationales, adoptant de manière plus aisée des comportements responsables et ayant conscience de l'impact de ces choix), le conformiste ouvert (ayant un intérêt limité pour les questions internationales, sensible mais besoin d'un cadre contraignant) et les individualistes indifférents. Ces trois profils se répartissent de manière différenciée selon les segments de la population (hommes/ femmes, jeunes, origine géographique).

Le programme développe d'abord une offre destinée aux personnes responsables qui s'engagent auprès des ONG. Une offre spécifique est par ailleurs développée vers les jeunes qui portent un intérêt plus marqué pour l'actualité internationale et pour des comportements éthiques limitant les impacts négatifs de leur consommation. L'objectif est d'offrir un espace de sensibilisation et de mobilisation qui permet d'ancrer cet intérêt et d'acquérir des savoirs faire utiles pour des acteurs sociaux de la solidarité internationale. Ce travail de longue haleine auprès des citoyen-ne-s nécessite aussi une flexibilité de l'offre car on constate une mutation de l'engagement citoyen vers une plus grande diversité d'actions, un besoin plus important de réactivité et de créativité et une place plus importante laissée à la codécision.

Quant à la seconde catégorie, la stratégie visant à pouvoir sensibiliser un public qui a peu de temps mais qui semble intéressé se centre sur une offre de contenu diffusée le plus largement possible via les réseaux sociaux, les médias, les campagnes de sensibilisation. Le but est de susciter l'intérêt pour les questions internationales en donnant un accès simplifié à des éléments de contenu plus importants sans exiger d'y consacrer un temps trop important. Sans surprise, on retrouve dans ce groupe les 30-50 ans qui sont fort pris par leur vie familiale et professionnelle.

La dernière catégorie, les individualistes indifférents, se retrouve en partie dans les catégories socioéconomiques moins aisées. Peu intéressés par les questions internationales, indifférents aux impacts sociaux de leurs comportements, ils représenteraient d'après le baromètre de la DGD 25% de la population. La stratégie du programme visant spécifiquement ce public se traduit dans les alliances avec les associations ou organisations (syndicats, mutualités, etc.) qui sont en contact direct avec lui, en contribuant à apporter la dimension des interdépendances Nord Sud aux enjeux sociaux qui le mobilisent.

Il est à remarquer que les opinions relatives à la migration et à l'égalité hommes/ femmes sont des opinions très discriminantes démontrant ainsi l'intérêt de travailler sur la justice migratoire et le genre. Les questions climatiques constituent par contre une porte d'entrée intéressante car plus consensuelle entre les différentes catégories.

Le résultat 23 (OSN2) s'adresse au public de 2^e ligne, à savoir des agents multiplicateurs, constitués d'organisations de la société civile non spécialisées (mouvance associative, mouvements sociaux et d'éducation permanente, secteur socioculturel) et spécialisées (OSC ACNG) en matière de coopération et d'éducation au développement. Ce travail en amont d'études, d'analyses, de

publication, de formation et d'appui-conseil, alimente et renforce l'action d'ED/ECMS de ces acteurs sociaux et ainsi la diffusion de ses contenus dans la société.

Les cibles « C » sont intégrées à la théorie du changement et à l'analyse des risques et opportunités (cf. les hypothèses).

5.3. Cible stratégique commune D : plaidoyer

La principale recommandation de la DGD lors du dialogue stratégique, en ce qui concerne le plaidoyer, a été de clarifier les rôles de chacun dans les espaces de synergie que constituent les plateformes et réseaux. Les informations relatives à la liste et à la composition des plateformes de plaidoyer coordonnées par le CNCD-11.11.11, en étroite collaboration avec son homologue flamand 11.11.11, ainsi que le rôle que joue le programme commun dans le cadre de la coordination des espaces, sont précisés pour chaque plateforme dans la section relative à l'objectif spécifique 3. De même, une liste des réseaux européens et internationaux dont font partie les organisations qui prennent part à ce programme et du rôle qu'elles y jouent est reprise dans cette même section.

6. OS

6.1. OSN1

6.1.1. Fiche OSN1

OS	Le monde de l'enseignement intègre et développe une pratique d'ED/ECMS qui participe à éveiller le sens critique des élèves sur les ODD		
IATI			
Pays	Belgique	Cet OS est-il couvert par un CSC ?	Oui
Régions ciblées	Wallonie et Bruxelles		
Parties prenantes	Acteurs privés spécialisés en ED : OSC membres ou non de la coupole, ALC et Acodev		
	Acteurs privés non spécialisés en ED : organisations de jeunesse, réseaux et établissements d'enseignement		
	Acteurs publics non spécialisés en ED : communes et provinces organisant un réseau d'enseignement, Fédération Wallonie-Bruxelles		
Groupes cibles	- Élèves de l'enseignement primaire et secondaire - Étudiant-es de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire - Enseignant-es du primaire et des secondaires - Enseignant-es du supérieur impliqués dans la formation initiale des enseignant-es - Enseignant-es du supérieur universitaire et non universitaire - OSC membres et non membres de la coupole actives dans les espaces de coordination (LED)		
Nombre de bénéficiaires	Sur 5 années : - 21200 élèves et étudiant-e-s - 410 enseignant-e-s du primaire et du secondaire en y incluant des animateurs-trices d'organisations de jeunesse - Au moins 50 enseignant-e-s de l'enseignement supérieur (universitaire et non universitaire), de façon directe - 12 OSC participant aux LED thématiques (moyenne de 12 OSC par an) - 15 écoles en projet		
Secteur principal	99820		
Interaction des demandeurs	- Le CNCD coordonne les LED. Le Monde selon les femmes participe activement aux LED thématiques en apportant son expertise en genre - Le CETRI, le CNCD et le MF interviennent en fonction de leur expertise propre dans l'intégration et le renforcement de l'ECMS dans l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire		
Autres organisations impliquées	- OSC membres de la coupole - OSC non membres de la coupole actives dans les LED - ACODEV		

	- Annoncer la couleur - Réseaux et établissements d'enseignement - Communes - Universités et hautes-écoles
Coûts opérationnels de l'OS	1.834.147,23 €

Marqueurs Rio :

Environnement	2
RIO : désertification	1
RIO : biodiversité	1
RIO : CC adaptation	2
RIO : CC mitigation	2
Genre	2
Bonne Gouvernance	2
Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	1
HIV/Aids	0
Droits des enfants	1
Trade development	2

6.1.2. Description des résultats de l'objectif spécifique

	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification	Acteurs impliqués
Cibles stratégiques CSC	A1 – Milieu scolaire – sous-cibles A.1.1 ; A.1.4 ; A.1.6 ; A.1.7 A2 – Milieu scolaire – sous-cibles A.2.1 ; A.2.2				
Objectif spécifique	Le monde de l'enseignement intègre et développe une pratique d'ED/ECMS qui participe à éveiller le sens critique des élèves et étudiant-e-s sur les ODD				CNCD/ MF/CETRI
Hypothèses	Le monde de l'enseignement est constitué d'acteurs clés pour le déploiement de l'ED/ECMS dans la société en ce qu'il prépare les futurs citoyens et citoyennes et qu'il constitue un passage obligé pour les jeunes. Le monde de l'enseignement marque un intérêt croissant pour les ODD.				
Indicateur 11 Élèves et étudiants directement sensibilisés sur les enjeux des ODD	5.200 pour l'année 2015	12720 Indicateur cumulé	21200	Nombre total d'élèves et étudiant-e-s sensibilisés (primaire, secondaire, supérieur) Rapport d'activités	
Indicateur 12 OSC coordonnées	10	10	12		
Résultat 11	Les acteurs de l'ED/ECMS actifs en milieu scolaire se coordonnent pour proposer aux écoles et aux organisations de jeunesse une offre coordonnée et des outils pédagogiques adaptés sur les ODD				CNCD MF
Hypothèses	La coordination des acteurs de l'ED/ECMS permet d'en améliorer l'impact de par la mutualisation des expertises, des compétences et des ressources ainsi que l'efficacité et l'efficience de par la rationalisation respectivement des interventions et des moyens. Les acteurs de l'ED/ECMS, en particulier les OSC, sont ouverts au renforcement des collaborations et synergies.				
Indicateur 111 OSC membres actives des 4 LED	10	10	12	PV des LED	
Indicateur 112 Enseignant-e-s et animateurs-trices formé-e-s	80 en 2015	244	410	Liste des participant-e-s aux formations Rapport d'activités	

Résultat 12	Les élèves de l'enseignement primaire et secondaire sont sensibilisés aux enjeux des ODD			CNCD MF
Hypothèses	L'enseignement primaire et secondaire s'ouvre à l'ED/ECMS. L'instauration du cours d'éducation à la philosophie et la citoyenneté (EPC) constitue une opportunité dans ce sens.			
Indicateur 121 Projets d'écoles	0	9	15	Rapports d'activités
Indicateur 122 Élèves sensibilisés	4000	9600	16.000	Rapports d'activités
Résultat 13	Le personnel enseignant, le monde de la recherche et les élèves de l'enseignement supérieur sont soutenus dans leurs études, leurs activités et leurs travaux liés aux ODD			CNCD MF/CETRI
Hypothèses	Il y a un intérêt croissant de la part des étudiants pour les relations internationales, les rapports Nord-Sud et les enjeux mondiaux. Les étudiants se sentent concernés et se mobilisent pour l'égalité F/H et N/S. Le programme <i>campus plein-sud</i> dans les universités constitue une opportunité.			
Indicateur 131 Étudiant es du supérieur sensibilisés	1200 en 2015	3120	5200	Rapports d'activité
Indicateur 132 Accompagnements / appuis-conseils dispensés	45 interventions (CETRI 2015)	215 dont 135 avec axe genre	370 dont 220 avec axe genre	Rapports, tableaux de suivi, articles, mémoires
Conditions préalables	- Acceptation du budget - Stabilité dans le secteur de l'enseignement (paix sociale, etc...)			
Typologie des activités R11	- Coordonner, dans le cadre des LED et en collaboration avec ALC et Acodev, l'offre pédagogique sur les 4 ODD structurants (la justice climatique, les inégalités, la souveraineté alimentaire, la justice migratoire) - Produire des malettes pédagogiques sur les 4 thèmes et des outils médias de qualité, plus une mallette spécifique pour le primaire sur la découverte des inégalités Nord-Sud - Pour le primaire, concevoir et publier 4 numéros annuels de la revue « Le monde en classe » avec un contenu rédactionnel repensé sur base des 4 thèmes structurants des ODD ; digitaliser les contenus et outils disponibles sur une plateforme virtuelle pour les enseignants et les enseignantes et les élèves et construire des collaborations structurelles autour de la revue avec les OSC - Organiser des formations annuelles, pilotées par les LED thématiques, pour les enseignantes et animateurs, futurs et en fonction, aux niveaux national et provincial, sur les 4 thématiques structurantes des ODD - Proposer un projet annuel structurant et coordonné au sein du LED autour d'écoles et le cas échéant en collaboration avec des opérateurs culturels, visant prioritairement des écoles à « ISE faible » dans des communes où les OSC sont moins présentes. - Production d'outils de sensibilisation et de formations sur la thématique transversale du genre			
Typologie des activités R12	- Construire des collaborations pérennes sur les ODD avec le personnel enseignant, des écoles, des mouvements et organisations de jeunesse via des projets d'écoles			

	ou de classes - Intervenir dans les classes sur base des outils des 4 mallettes pédagogiques (R11), sensibiliser les élèves sur les 4 ODD structurants et la dimension transversale du genre en valorisant les modalités d'engagement à leur niveau - Accompagner classes et écoles dans des projets d'engagement citoyen et de mise en place d'alternatives micro - Produire et rendre accessibles des informations, des outils pédagogiques et des méthodes spécifiques sur le genre et l'empowerment des femmes - Diffuser et rendre accessibles les productions dans les médias associatifs et professionnels et via le web - Mettre en place des groupes de jeunes (F/H), pour la réflexion et mobilisation autour des questions d'égalité F/H et N/S dans le secteur
Typologie des activités R13	- Construire des collaborations pérennes avec le personnel enseignant, des instituts, des centres de recherche, des services et des facultés universitaires concernés par les ODD - Collaborer à l'organisation de conférences-débats et autres activités socioculturelles sur les campus, liées aux ODD et intervenir dans les cours liés aux enjeux des ODD - Dispenser des appuis-conseils et accompagner des travaux de recherche, TFE et mémoires sur les ODD, les mouvements sociaux du Sud, les rapports Nord-Sud et l'approche genre et développement

6.1.3. Coûts opérationnels OSN1

BUDGET OBJECTIF 1	Budget consolidé					
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Coûts opérationnels						
1. Investissement						
Equipement d'un poste de travail (ordinateur, siège, table, étagères)	- €	- €	- €	- €	- €	- €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Total 1	- €	- €	- €	- €	- €	- €
2. Fonctionnement						
Participation réseaux internationaux	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Séminaires/formations	2.225,00 €	2.725,00 €	4.875,00 €	4.375,00 €	5.425,00 €	19.625,00 €
Missions internationales	500,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €	2.500,00 €
Evénements et interpellations publiques	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Outils de sensibilisation/information/formation physiques et numériques	43.950,00 €	37.250,00 €	37.250,00 €	24.950,00 €	24.950,00 €	168.350,00 €
Actions de sensibilisation	16.000,00 €	18.000,00 €	21.000,00 €	23.000,00 €	26.800,00 €	104.800,00 €
Publications physiques et numériques	6.100,00 €	5.600,00 €	4.000,00 €	4.250,00 €	2.500,00 €	22.450,00 €
Production d'organes d'information	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Campagnes de communication	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Partenariats médiatiques	- €	- €	300,00 €	300,00 €	300,00 €	900,00 €
Déplacements/réunions	950,00 €	950,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €	4.900,00 €
Frais de documentation	100,00 €	100,00 €	100,00 €	100,00 €	100,00 €	500,00 €
Frais de traduction	375,00 €	375,00 €	375,00 €	375,00 €	375,00 €	1.875,00 €
Frais de communication, promotion et diffusion	6.775,00 €	6.775,00 €	6.825,00 €	6.825,00 €	6.825,00 €	34.025,00 €
Ordinateurs	1.750,00 €	1.750,00 €	1.750,00 €	1.750,00 €	1.750,00 €	8.750,00 €
Total 2	78.725,00 €	74.025,00 €	77.975,00 €	67.425,00 €	70.525,00 €	368.675,00 €
3. Personnel						
Responsables plaidoyer/campagne/communication	27.894,00 €	29.267,55 €	30.134,86 €	30.949,90 €	31.927,46 €	150.173,78 €
Coordinateurs et coordinatrices plaidoyer/campagne/communication	21.665,00 €	22.731,83 €	23.405,45 €	24.038,49 €	24.797,75 €	116.638,52 €
Chargés et chargées de plaidoyer/campagne/communication/formati on/étude/recherche	217.278,90 €	229.016,34 €	235.632,86 €	242.151,91 €	249.922,42 €	1.174.002,42 €
Assistants et assistantes plaidoyer/campagne/communication	4.580,00 €	4.805,53 €	4.947,93 €	5.081,76 €	5.242,27 €	24.657,49 €
Total 3	271.417,90 €	285.821,25 €	294.121,11 €	302.222,06 €	311.889,90 €	1.465.472,22 €
COUT TOTAL OBJECTIF 1	350.142,90 €	359.846,25 €	372.096,11 €	369.647,06 €	382.414,90 €	1.834.147,22 €

Programme commun - ACNG CNCD-11.11.11						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	69.400,00	65.400,00	68.900,00	57.900,00	61.900,00	323.500,00
Personnel	222.784,36	233.754,70	240.681,71	247.191,32	254.998,90	1.199.410,99
Total ACNG 1	292.184,36	299.154,70	309.581,71	305.091,32	316.898,90	1.522.910,99

Programme commun - ACNG CETRI						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	5.125,00	5.125,00	5.125,00	5.125,00	5.125,00	25.625,00
Personnel	43.633,54	47.566,55	48.489,40	49.430,74	50.391,01	239.511,24
Total ACNG X	48.758,54	52.691,55	53.614,40	54.555,74	55.516,01	265.136,24

Programme commun - ACNG Le Monde selon les Femmes						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	4.200,00	3.500,00	3.950,00	4.400,00	3.500,00	19.550,00
Personnel	5.000,00	4.500,00	4.950,00	5.600,00	6.500,00	26.550,00
Total ACNG Y	9.200,00	8.000,00	8.900,00	10.000,00	10.000,00	46.100,00

6.1.4. Motivation au regard des critères du CAD

6.1.4.1. Description de la pertinence

6.1.4.1.1. Pertinence de l'OSN1 par rapport aux cibles stratégiques du CSC :

Cibles CSC	Contribution de l'OSN1
A.1. Promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale solidaire auprès des différents groupes-cibles et agents éducatifs pertinents	
A.1.1 Accompagner les jeunes dans leurs propres projets et/ou les projets pédagogiques de l'école ou des classes, en partenariat avec les agents éducatifs scolaires, en proposant une offre de qualité et diversifiée Offre de qualité et diversifiée en thématique avec un accent sur les thématiques transversale (genre et environnement)	Résultats 11 et 12 : visent la sensibilisation des jeunes filles et garçons à travers des collaborations pérennes avec les enseignant-e-s et les institutions scolaires, une offre pédagogique et l'accompagnement de projets dans les classes et écoles.
A.1.4 Renforcer l'adhésion intrinsèque des (futurs) agents éducatifs scolaires à l'importance de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire et à l'idée qu'ils en s(er)ont des acteurs.	Résultats 13 et : s'adressent aux enseignant-e-s à travers collaborations et partenariats, offre pédagogique, formations, accompagnements de projets et travaux de recherche.
A.1.6 Assurer aux (futurs) agents éducatifs scolaires un accès à une offre de qualité et diversifiée.	Résultat 11 : coordonne l'offre pédagogique des ONG sur 5 enjeux mondiaux fondamentaux
A.1.7 Former les (futurs) agents éducatifs scolaires aux démarches, techniques et outils d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire pertinents pour leurs élèves et étudiant-e-s.	Résultat 11 : prévoit des formations annuelles pour le personnel enseignant. En intégrant la perspective de genre
A.2 Augmenter la qualité en renforçant les capacités des organisations actives dans le domaine de l'ECMS, en inscrivant leur travail dans l'agenda mondial et en stimulant la base scientifique de leur travail	
A.2.1 Organiser et participer à des formations continues (techniques, contexte scolaire, bonnes pratiques en Belgique francophone et ailleurs, etc.), évaluations et/ou études communes (effet, types d'intervention, intégration des thèmes transversaux dans les pratiques, correspondance entre ambitions éducatives et le développement sociocognitif de l'enfant, etc.).	Résultats 11 : les LED sont des lieux de coordination et de réflexion collective en collaboration avec ALC et le GPS milieu scolaire d'ACODEV. Coordination de la réflexion collective sur les contenus et méthodes de l'ED/ECMS en amont de la production d'outils. Résultat 13 : vise l'intégration du genre dans les pratiques d'ED/ECMS de l'enseignement.
A.2.2 Organiser collectivement des réflexions de fond (neutralité des actions, modalités d'intégration du genre, lien avec la récolte de fonds, approche droits de l'enfant, qualité des interventions, échanges et partenariat « N/S » dans le contexte scolaire, sur les thématiques d'ECM de manière coordonnée, etc.)	

6.1.4.1.2. Pertinence des thématiques pour le développement

L'OSN1 priorise 4 thématiques structurantes des ODD et 1 transversale qui représentent l'agenda international en matière de développement : les inégalités mondiales (ODD 10), la souveraineté alimentaire (ODD 2 mais aussi présente dans les ODD 1, 12, 14 et 15), la justice climatique (ODD 13) et la justice migratoire (ODD 10 mais aussi présents dans les ODD 4, 5, 8, 16 et 18), ainsi que l'égalité des sexes et l'empowerment des filles et de femmes (ODD 5) et l'intégration transversale du genre.

6.1.4.1.3. Approche Nord-Sud

La pertinence du travail d'ED/ECMS des trois ONG repose également sur leur approche Nord-Sud des thématiques qui inclut la participation directe d'acteurs du Sud aux analyses et interventions, en prenant en compte l'approche de « responsabilités communes mais différenciées » des ODD. Le point de vue des partenaires et acteurs du Sud est par ailleurs systématiquement pris en compte dans le cadre de cette approche visant à mettre en évidence les enjeux spécifiques auxquels font face les pays les « moins avancés ».

6.1.4.2. Description de l'efficacité

6.1.4.2.1. Opérationnalisation des approches du CSC

Cibles CSC	Approches du CSC opérationnalisées par l'OSN1
A.1. Promouvoir l'exercice de la citoyenneté mondiale solidaire auprès des différents groupes-cibles et agents éducatifs pertinents.	
A.1.1. Accompagner les jeunes dans leurs propres projets et/ou les projets pédagogiques de l'école ou des classes, en partenariat avec les agents éducatifs scolaires, en proposant une offre de qualité et diversifiée. Offre de qualité et diversifiée en thématique avec un accent sur les thématiques transversale (genre et environnement)	Résultats 11 : coordination du secteur pour la production d'une offre harmonisée et diversifiée d'outils, de formations, de processus éducatifs, de supports, de projets et propositions de mise en action. Résultat 12 : Mise à disposition des élèves et des étudiants de moyens pour favoriser leur mise en action/projet en faveur des ODD. Résultats 1.3 proposition d'outils spécifiques qui abordent les constructions sociales des rapports F/H ainsi que les stéréotypes de genre.
A.1.4. Renforcer l'adhésion intrinsèque des (futurs) agents éducatifs scolaires à l'importance de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire et à l'idée qu'ils en s(er)ont des acteurs.	Résultat14 : sensibilisation directement adressée aux (futurs) agents éducatifs scolaires à travers partenariats, collaborations et interventions diverses
A.1.6. Assurer aux (futurs) agents éducatifs scolaires un accès à une offre de qualité et diversifiée.	Résultat 11 : coordination de la production du secteur d'une offre diversifiée d'outils, de processus éducatifs, de formation et de supports, et d'en assurer la visibilité et l'accessibilité.
A.1.7. Former les (futurs) agents éducatifs scolaires aux démarches, techniques et outils d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire pertinents pour leurs élèves et étudiant-e-s.	Résultat 11 : coordination d'une offre de formation continue sur les ODD pour les (futurs) agents éducatifs scolaires, formelle et informelle, aux niveaux national et provincial.
A.2. Augmenter la qualité en renforçant les capacités des organisations actives dans le domaine de l'ECMS, en inscrivant leur travail dans l'agenda mondial et en stimulant la base scientifique de leur travail.	
A.2.1. Organiser et participer à des formations continues (techniques, contexte scolaire, bonnes pratiques en Belgique francophone et ailleurs, etc.), évaluations et/ou études communes (effet, types d'intervention, intégration des thèmes transversaux dans les pratiques, correspondance entre ambitions éducatives et le développement sociocognitif de l'enfant, etc.).	Résultats 11 : participation et collaboration avec la plateforme de gestion des connaissances d'ALC ; production et diffusion de recherches sur les ODD en partenariat avec le monde académique ; transformation des produits de recherches académiques en outils et cadres opérationnels utiles aux pratiques de terrain dans 5 ODD en milieu scolaire. Organisation de réflexions collectives de fond en amont de la production coordonnée d'outils.
A.2.2. Organiser collectivement des réflexions de fond (neutralité des actions, modalités d'intégration du genre, lien avec la récolte de fonds, approche droits de l'enfant, qualité des interventions, échanges et partenariat « N/S » dans le contexte scolaire, sur les thématiques d'ECM de manière coordonnée, etc.).	

6.1.4.2.2. Ancrage dans la société civile et compétences

Les trois ONG ont, de par leurs compétences, leur crédibilité et leur légitimité, la capacité de toucher leurs publics cibles et en particulier celui du monde de l'enseignement en Belgique.

Les six bureaux provinciaux du CNCD-11.11.11 assurent des missions d'accompagnement pédagogique de l'ECMS en milieu scolaire. Le CNCD-11.11.11 a une forte présence dans les écoles primaires et secondaires et a commencé un travail dans les hautes écoles et universités depuis 2015. Par ailleurs, ce type de sensibilisation s'inscrit de plus en plus dans une approche pérenne par rapport aux écoles – ce qui constitue l'un des axes de renforcement du programme. Cet ancrage se double d'un rôle spécifique de coordination des OSC membres et d'une part croissante d'OSC non

membres permettant de produire des outils communs et une offre coordonnée de formations à destination des enseignant-e-s. La coordination d'OSC en vue de favoriser les synergies est le cœur de métier de la coupole. Le Monde selon les femmes, depuis 2004, a créé plus de 20 outils pédagogiques (10.000 exemplaires) et d'animation pour le milieu scolaire tant pour les enseignantes que pour les élèves, ces outils ont été co-construits avec la participation du corps enseignant et des jeunes et ils ont été diffusés lors des animations dans les écoles primaires et secondaires, via Annoncer la couleur, le LED, le catalogue de la solidarité internationale en classe, où directement commandés par les écoles. Le MF a été sollicité pour élaborer des outils genre à destination du milieu scolaire. Le CETRI entretient des relations régulières de travail avec les universités et les hautes écoles : intervention dans des cours et séminaires, coorganisation de conférences et colloques, accompagnement de travaux d'étudiants et de mémoires de fin d'études. Le personnel enseignant, les chercheuses et chercheurs et les élèves représentent environ un tiers des usagers du CETRI d'après l'évaluation externe réalisée en 2016 (Sonecom). Les travaux du CETRI et les points de vue du Sud qu'il relaie sont régulièrement utilisés et référencés dans des syllabus et mémoires de fin d'études.

6.1.4.2.3. Action coordonnée des ONG

La coordination des acteurs de l'ED/ECMS en milieu scolaire (résultat 11) est un gage d'efficacité dans l'atteinte des résultats : mise en commun des compétences et des capacités d'intervention.

6.1.4.2.4. Théorie du changement, hypothèses et analyse des risques

Le programme repose sur une théorie du changement soutenue par une analyse du contexte et des hypothèses qui sous-tendent les changements voulus. Elles sont explicitées dans le schéma au point 1.4 et dans le cadre logique. L'analyse des risques spécifiques à l'intervention est également liée aux hypothèses.

6.1.4.3. Description de la durabilité

Le programme commun se charge d'intervenir à différents niveaux dans le secteur de l'enseignement. Le premier niveau concerne les élèves et étudiant-e-s qui constituent un public de futur-e-s citoyen-e-s dont on constate par ailleurs que l'intérêt pour les enjeux internationaux est croissant. Des élèves et étudiant-e-s sensibilisés, engagés et avec des compétences sur les ODD, futurs citoyen-ne-s, professionnel-le-s, sont susceptibles d'agir pour le changement, de diffuser et de mobiliser autour d'eux. Les partenariats et les collaborations avec les enseignant-e-s, le renforcement des capacités de ceux-ci en matière d'ED/ECMS (formation continue, outillage, etc.) constituent des facteurs de pérennisation de l'action dans le monde de l'enseignement.

Le second niveau concerne les établissements scolaires avec la constitution de partenariats plus pérennes sous forme d'écoles – projets dont l'objectif est de construire une collaboration incluant les élèves, les enseignant-e-s et si possible les directions scolaires. L'étude d'Annoncer la Couleur a montré tout l'intérêt de s'intéresser et d'utiliser comme levier les intérêts des établissements scolaires, soit sur le marché scolaire, soit dans le cadre de projets mobilisateurs. Cet accompagnement pédagogique se veut avant tout construit sur un processus plus long d'accompagnement ayant pour objectif de permettre aux élèves d'être eux-mêmes des acteurs de changement, soit via des petites actions de sensibilisation, soit via des microprojets valorisant les alternatives.

Le troisième niveau concerne la coordination d'OSC membres de la coupole et l'investissement vers la formation des enseignant-e-s. La coordination des OSC membres via la production d'outils, de formations et de projets scolaires permet une plus grande synergie, une offre mieux coordonnée et permet aux enseignant-e-s d'avoir accès à une information coordonnée et diversifiée des offres en ECMS en milieu scolaire. En soi, la formation d'enseignant-e-s est également un gage de pérennité, car il permet d'avoir des acteurs directs plus formés aux thématiques et plus aptes à l'inscrire dans leurs cours et l'utiliser auprès de leurs élèves.

6.1.4.4. Description de l'efficience

En matière d'efficience (mais aussi d'efficacité), les 3 ONG associées de ce programme commun rappellent qu'elles ont obtenu lors du screening un score de capacité de gestion largement supérieur au seuil exigé.

Organisation	Score de la capacité de gestion évaluée	Niveau de complexité	Capacité de gestion minimale attendue
CNCD 11.11.11	3,1/4	3,2/4	2,51/4
MF	3,5/4	1,7/4	2/4
CETRI	3,3/4	1,33/4	1,96/4

Le ratio coût/bénéficiaire global de l'OS est de 90 euros par élève/étudiant-e sensibilisé / formé).

Les ressources humaines sont la clé principale pour mener les activités de sensibilisation prévues en milieu scolaire et pour coordonner les acteurs de l'ED/ECMS qui y sont actifs. Les ressources prévues au budget se répartissent comme suit :

Responsable campagne (CNCD-11.11.11)	0,5 ETP
Coordonnatrice campagne (CNCD-11.11.11)	0,4 ETP
Chargé(e)s campagne (CNCD-11.11.11)	3,5 ETP
Chargé d'étude (CETRI)	1 ETP
Chargée de mission (formations et animations – réalisation d'outils pédagogiques - MF)	1 ETP
Assistant(e)s campagne (CNCD-11.11.11)	0,1 ETP
TOTAL	6,5 ETP

En ce qui concerne les frais de fonctionnement, sont principalement prévus : des frais de formation à destination des enseignant-e-s et animateur-trices en ECMS sur les 4 thématiques des LED, des coûts de production et diffusion d'outils pédagogiques (le Monde en Classe pour les élèves primaires, les malettes pédagogiques pour les secondaires), d'outils d'animation et de publications physiques et numériques, le développement d'une plateforme digitale pour les enseignant-e-s/animateur-rices en ECMS, des frais de réunions des 4 plateformes thématiques en ECMS – LED, des frais liés à la réalisation d'un référentiel genre pour l'ED/ECMS et un budget sur l'accompagnement des écoles qui désirent s'engager dans une mise en action en matière de solidarité internationale.

6.1.5. Description de la stratégie de partenariat

La stratégie de partenariat de la coupole francophone se concrétise tant au niveau provincial par des collaborations avec les écoles, les réseaux d'enseignement, qu'au niveau francophone via la coordination des OSC membres sur des thématiques d'ECMS en milieu scolaire. Cela se double d'un partenariat institutionnel avec ACODEV (le GPS ECMS en milieu scolaire ayant pour but d'améliorer la qualité des OSC en la matière) et Annoncer la Couleur (le programme de la CTB ayant pour objectif de renforcer l'éducation au développement en milieu scolaire). Par ailleurs, le fait d'être co-leader du CSC Nord permet une articulation régulière avec la coupole flamande 11.11.11. Les matières étant du ressort des communautés, l'échange de pratiques entre les deux coupoles stimule également la réflexion. De ce fait, la mallette pédagogique thématique existe en Flandre via la coupole 11.11.11. La revue « Le monde en classe » à destination du primaire est reconfigurée en partenariat avec Studio Globo qui en est à l'origine.

Le Monde selon les femmes (MF) s'insère dans le travail conjoint du LED Lieu d'éducation au développement du CNCD et du GT ECMS d'ACODEV et s'implique dans l'élaboration des outils pour les malettes pédagogiques et pour le catalogue "La solidarité internationale en classe 2014-2015 ». Le MF est sollicité pour des collaborations avec des communes pour des interventions dans les écoles primaires et secondaires et même dans les crèches.

Le CETRI collabore de façon récurrente avec des organismes universitaires, des hautes écoles et des enseignants du supérieur dont certaines (CED-GRIAL et CRIDIS à l'UCL, Pôle Sud à l'ULg, etc.) font

l'objet de convention de collaboration (voir ci-dessous). Ces collaborations se concrétisent dans des interventions dans des cours et séminaires, l'organisation commune et la participation à des conférences et colloques, l'appui à des travaux et mémoires de fin d'études.

6.1.6. Description des synergies et complémentarités

SYNERGIES :

- **Les LED – Lieu d'Éducation au Développement - coordonnés par le CNCD-11.11.11**

Les Lieux d'éducation au développement (LED) sont des plateformes d'ECMS coordonnées par le CNCD-11.11.11. Elles regroupent des organisations membres de la coupole ainsi que d'autres acteurs de la société civile actifs sur l'une des thématiques d'ECMS correspondant aux ODD. Les réunions sont à géométrie variable selon les projets. Chaque LED se consacre à un ODD : (i) inégalité, (ii) souveraineté alimentaire, (iii) justice climatique et (iv) justice migratoire.

Chaque LED a pour vocation la production d'une offre éducative destinée aux jeunes de 15 ans et plus. Chaque LED poursuit 4 objectifs : (i) la sélection et compilation des outils pédagogiques sur la thématique au sein d'une mallette pédagogique et la réalisation d'un outil commun, (ii) la formation du futur personnel enseignant et animateurs-trices sur ces thématiques, (iii) la coordination d'animations scolaires ou auprès d'organisations de jeunesse dans des communes à indice socio-économique faible et (iv) la promotion des outils pédagogiques. Chaque LED peut néanmoins envisager d'autres dispositifs pédagogiques additionnels. Les LED se réunissent en fonction de l'actualité des campagnes et des projets.

Synergie	LED Souveraineté alimentaire	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués ³
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Coordination	Rencontre des Continents, Quinoa, Oxfam Magasins du Monde, Oxfam Solidarité, Le Monde selon les femmes et SOS Faim (uniquement pour les événements publics)
Type	Synergie opérationnelle	
Cible st commune	A	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	(i) la sélection et compilation des outils pédagogiques sur la thématique au sein d'une mallette pédagogique et la réalisation d'un outil commun, (ii) la formation des futur-e-s enseignant-e-s et animateurs-trices sur ces thématiques (iii) la coordination d'animations scolaires ou auprès d'organisations de jeunesse dans des communes à indice socio-économique faible et (iv) la promotion des outils.	
Moyens	0,6 ETP d'un-e chargé-e de campagne + 15.700 euros (une seule réalisation de la mallette pédagogique sur 5 ans, formations, frais de réunions, et sensibilisation dans les écoles à ISE faible) par an	
Budget global	Cout RH + 15.700 euros + coût de reproduction des outils des membres du LED pris en charge par chaque membre	

Synergie	LED Justice Climatique	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Coordination	Entraide et Fraternité, Oxfam Magasins du Monde, , Oxfam Solidarité, Le Monde selon les femmes, ULB Coopération
Type	Synergie opérationnelle	
Cible st commune	A	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	(i) la sélection et compilation des outils pédagogiques sur la thématique au sein d'une mallette pédagogique et la réalisation d'un outil commun, (ii) la formation du futur personnel enseignant et animateurs-trices sur ces thématiques (iii) la coordination d'animations scolaires ou auprès d'organisations de jeunesse dans des communes à indice socio-économique faible et (iv) la promotion des outils.	
Moyens	0,6 ETP d'un-e chargé-e de campagne + 15.700 euros (une seule réalisation de la mallette pédagogique sur 5 ans, formations, frais de réunions, et sensibilisation dans les écoles à ISE faible) par an	
Budget global	Cout RH + 15.700 euros + coût de reproduction des outils des membres du LED pris en charge par chaque membre	

Synergie	LED sur la Justice migratoire
----------	-------------------------------

³ Les acteurs impliqués ne reprennent dans ce cas-ci que les organisations financées par la DGD. Vu que ce sont des plate formes qui fonctionnaient auparavant de manière biannuelle et que nous souhaitons maintenir dans la continuité, l'appel aux organisations non membres de la coupole se fera après approbation du programme.

Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Coordination	OXFAM Solidarité, CEPAG, QUINOA, Solidarité Mondiale, ULB Coopération, Bruxelles Laïque, Croix Rouge de Belgique, CNA, CEC, CSC, CIRE, CRI BW, SCI, Amnesty International, Le Monde selon les femmes, ULB Coopération, CEC
Type	Synergie opérationnelle	
Cible st commune	A	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	(i) la sélection et compilation des outils pédagogiques sur la thématique au sein d'une mallette pédagogique et la réalisation d'un outil commun, (ii) la formation des (futur-e-s) enseignant-e-s et animateurs-trices sur ces thématiques, (iii) la coordination d'animations scolaires ou auprès d'organisations de jeunesse dans des communes à indice socio-économique faible et (iv) la promotion des outils.	
Moyens	0,6 ETP d'un-e chargé-e de campagne + 15.700 euros (une seule réalisation de la mallette pédagogique sur 5 ans, formations, frais de réunions, et sensibilisation dans les écoles à ISE faible) par an	
Budget global	Cout RH + 15.700 euros + coût de reproduction des outils des membres du LED pris en charge par chaque membre	

Synergie	LED Inégalités sociales croissantes	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Coordination	Achact, Oxfam Magasins du Monde, Oxfam Solidarité, Le monde selon les femmes, Entraide et Fraternité, Caritas International, Quinoa, Solidarité Mondiale
Type	Synergie opérationnelle	
Cible st commune	A	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	(i) la sélection et compilation des outils pédagogiques sur la thématique au sein d'une mallette pédagogique et la réalisation d'un outil commun, (ii) la formation des (futur-e-s) enseignant-e-s et animateurs-trices sur ces thématiques, (iii) la coordination d'animations scolaires ou auprès d'organisations de jeunesse dans des communes à indice socio-économique faible et (iv) la promotion des outils.	
Moyens	0,6 ETP d'un-e chargé-e de campagne + 15.700 euros (une seule réalisation de la mallette pédagogique sur 5 ans, formations, frais de réunions, et sensibilisation dans les écoles à ISE faible) par an	
Budget global	Cout RH + 15.700 euros + coût de reproduction des outils des membres du LED pris en charge par chaque membre	

Synergie	GPS Monde scolaire	
Acteurs impliqués	ACODEV et Iles de Paix	ACDA, Amnesty International Belgique francophone, Annoncer la couleur, Autre Terre, Caritas, CNAPD, , Croix-Rouge de Belgique, DBA, Entraide et Fraternité, Geomoun, Handicap International, Justice et Paix, , Village du Monde, Ligue des droits de l'homme, Miel Maya Honing, Objectif Ô, Oxfam Magasins du Monde, Oxfam Solidarité, Plan Belgique, Quinoa, SCI Projets internationaux, SOS Faim, UNICEF Belgique, Via Don Bosco et WWF, Iles de Paix, Le Monde selon les femmes CNCD-11.11.11
Type	Synergie opérationnelle – Synergie organisationnelle/logistique	
Cible st commune	A	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	(i) Organiser la formation continue des (membres du personnel des) acteurs sur des sujets divers (connaissance du système scolaire, intégration de nouvelles technologies de l'information et de la communication, pratiques de suivi-évaluation, intégration du genre dans les pratiques, etc.) ; (ii) Mener, en partenariat avec Annoncer la Couleur, le plaidoyer du secteur vers les décideurs politiques du monde de l'enseignement et d'autres acteurs institutionnels clés (réseaux d'enseignement, IFC, etc.) pour intégrer de manière plus structurelle l'ECMS en milieu scolaire (Pacte d'Excellence, citoyenneté et philosophie) ; (iii) Offrir des espaces d'échanges de pratiques ; (iv) Favoriser le développement de synergies entre ONG actives en milieu scolaire.	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Coordination,	Communication des informations pertinentes, relecture, corrections, distribution du catalogue. Participation aux permanences du Salon de l'Éducation.
Moyens	2 500 €	29 x 2 500 €
Budget total	75 000 €	

Acteurs impliqués	CETRI	- Centre d'étude du développement (CED-UCL) - Groupe de recherche interdisciplinaire sur l'Amérique latine (GRIAL) - Centre de recherches interdisciplinaire. Démocratie, Institutions, Subjectivité (CriDIS- Institut IACCHOS – UCL) - Pôle Sud (ULg)
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Apport d'expertise et de points de vue du Sud sur les thématiques des ODD, l'évolution des rapports	Ouverture des cours et travaux aux thématiques des ODD et aux rapports Nord-Sud

	Nord-Sud et les dynamiques des mouvements sociaux dans le Sud. Intervention dans des cours Participation à des conférences, colloques Accompagnement de travaux d'étudiants et mémoires de fin d'études	Mise à disposition des travaux, d'étudiants, doctorants et chercheurs pour publication dans la collection <i>Alternatives Sud</i> ou sur le site du CETRI Relais et diffusion des publications du CETRI dans le cadre des cours et recherches Organisation de conférences, séminaires et colloques
Type	Synergie opérationnelle et organisationnelle	
Moyens	CETRI : ressources humaines à charge de son budget cofinancé DGD	
Cible stratégique commune	A	
Objectifs de la synergie	Renforcement mutuel sur les thématiques des ODD, les rapports Nord-Sud et les dynamiques des mouvements sociaux dans le Sud. Co-organisation de conférences et colloques. Sensibilisation des étudiants aux thématiques de la solidarité internationale, les rapports Nord-Sud et le développement.	

Synergies d'échange d'informations :

- GT ECMS (lié aux cibles stratégique communes A, C et D)**

Le GTED est le groupe de travail de la Fédération ACODEV chargé des questions relatives à l'éducation au développement(ED). Il rassemble les ONG membres d'ACODEV actives en ED et se réunit une fois par mois. Le GTED s'est donné pour missions de (i) préparer les délibérations du CA d'ACODEV pour tout ce qui a trait à l'ED; (ii) valoriser l'ED dans le champ de la coopération au développement et dans le champ socio-éducatif (iii) défendre la spécificité et le rôle des ONG en ED; (iv) renforcer la qualité du travail des ONG en ED; (v) favoriser l'échange d'informations et d'expériences entre ONG actives en ED (et d'autres acteurs).

Acteurs impliqués : Coordination, QUINOA et ACODEV Participation : CNCD-11.11.11, CETRI et M/F

COMPLÉMENTARITÉS :

- Avec la coupole flamande 11.11.11 – des échanges mensuels ont lieu entre le département campagne et de 'campagne en communicatie dienst' de la coupole néerlandophone de 11.11.11. Dans ce cadre sont abordées les stratégies en matière d'éducation au développement en milieu scolaire.
- Avec l'ONG néerlandophone Studio Globo sur la revue « Le monde en classe », le projet de la revue – autrefois commun – suit des lignes éditoriales différentes en lien avec les mutations du contexte scolaire dans chacune des communautés. Il a été décidé de conserver un espace d'échanges annuels afin d'échanger sur les bonnes pratiques et les bonnes expériences et de mutualiser ainsi l'approche via une revue éducative des thématiques d'ECMS auprès des enfants de 6 à 12 ans.

6.2.OSN2

6.2.1. Fiche OSN2

OS	Les capacités de compréhension et d'action des OSC et du public sur les ODD sont renforcées		
IATI			
Pays	Belgique	Cet OS est-il couvert par un CSC ?	Oui
Régions ciblées	Wallonie et Bruxelles		
Parties prenantes	Acteurs privés spécialisés en ED (OSC membres et non membres de la coupole) Acteurs privés non spécialisés : associations de femmes, associations locales, mouvements sociaux, associations de migrants, secteurs socioculturel et socioéducatifs.		
Groupes cibles	- Le public de 1^{re} ligne : le public concerné par les questions de citoyenneté mondiale et d'ODD - Le public de 2^e ligne : Les OSC et autres acteurs-relais de l'ECMS et des ODD, faiseurs d'opinions, médias		
Nombre de bénéficiaires	Sur 5 ans : - 45 groupes de volontaires - 2152 personnes formées - 18 OSC coordonnées sur les campagnes sur les ODD		

	- 40.000 personnes mobilisées - 2.925.752 personnes informées via nos propres canaux de communication - L'expertise de 80 OSC sur les ODD renforcée
Secteur principal	99820
Interaction des demandeurs	Les trois ONG contribuent aux différents résultats de l'OS, chacune sur base de son expertise et de son rôle spécifique (expertise genre, ODD et points de vue du Sud, étude, coordination, formation et appui-conseil)
Autres organisations impliquées	La coupole flamande 11.11.11 OSC, Associations locales, Associations, organisations et mouvements d'éducation permanente et des secteurs socioculturel et socioéducatif, Le magazine Imagine Demain Le Monde, Le quotidien l'Avenir
Coûts opérationnels de l'OS	5.280.644,05 €

Marqueurs :		
	Environnement	2
	RIO : désertification	1
	RIO : biodiversité	1
	RIO : CC adaptation	2
	RIO : CC mitigation	2
	Genre	2
	Bonne Gouvernance	2
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	2
	HIV/Aids	1
	Droits des enfants	1
	Trade development	2

6.2.2. Description des résultats de l'objectif spécifique

	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification	Acteurs impliqués
Cibles stratégiques CSC	C1-C1.1 – Public 1 ^{re} ligne C2 – Public 1 ^{re} ligne – C.2.1 ; C.2.2 C3 – Public 2 ^e ligne – C.3.1 ; C.3.3 ; C.3.7 ; C.3.8 C5 – Public 2 ^e ligne – C.5.1 ; C.5.2.				
Objectif spécifique	Les capacités de compréhension et d'action des OSC et du public sur les ODD sont renforcées				CNCD MF CETRI
Hypothèses	Le développement d'un courant de citoyenneté mondiale et de solidarité internationale dans la société est une condition à l'adhésion de l'opinion publique aux enjeux et à la réalisation des ODD				
Indicateur 21 Citoyen-ne-s sensibilisés, formés, mobilisés	697.500 en 2015	1.770.448	2.925.752	Statistiques de fréquentation des canaux de communication + nombre d'achats des magazines publiés + rapports d'activité des formations et des mobilisations	
Indicateur 22 OSC mobilisées dans les actions d'ED/ECMS	20	18	18	Rapport d'activités	
Résultat 21	Un réseau de citoyens et citoyennes actifs est formé et se mobilise dans le cadre de campagnes d'éducation au développement et à la citoyenneté mondiale sur les ODD				CNCD MF CETRI
Hypothèses	Étoffer un réseau de citoyen-ne-s actifs et compétents réparti dans différents				

	secteurs et régions de la fédération Wallonie Bruxelles constitue une des clés de la sensibilisation du public aux enjeux des ODD			
Indicateur 211 Citoyen-ne-s formés	500	1248	2152	Rapport d'activités
Indicateur 212 Groupes de citoyen-ne-s organisés	45	45	45	Rapport d'activités
Résultat 22	Les citoyens sont sensibilisés et se mobilisent sur les ODD			CNCD/MF
Hypothèses	La réalisation des ODD dépend de l'adhésion du public qui est susceptible de renforcer des campagnes coordonnées d'ECMS			
Indicateur 221 Citoyen-ne-s sensibilisés consultant les outils de communication en ligne	500.000	1.500.000	2.500.000	Google Analytics
Indicateur 222 Citoyen-ne-s mobilisés	10.000 en 2015	24.000	40.000	Rapports d'activités Revue de presse
Résultat 23	Les OSC et les acteurs-relais de l'ED/ECMS renforcent leur maîtrise des enjeux des ODD			CNCD MF CETRI
Hypothèses	Une bonne compréhension par les OSC et les acteurs-relais des ODD et de leur dimension Nord-Sud implique la prise en compte des points de vue des chercheurs et acteurs du Sud. Avoir une connaissance critique et lucide des enjeux et des acteurs est indispensable pour mener des actions pertinentes. Des pratiques de capitalisation et d'évaluation continue sont nécessaires pour approfondir la compréhension des ODD ainsi que pour améliorer l'efficacité et l'efficience des interventions de l'ED/ECMS.			
Indicateur 231 Analyses (papier et numérique) diffusées	150	450	750	Analyses diffusées, listes de diffusion, newsletters
Indicateur 232 Visites web analyses	668.379	1,8 million	3 millions	Statistiques site
Indicateur 233 Appuis-conseils dispensés aux OSC	160	420	600	Tableau de suivi
Résultat 24	Les OSC et acteurs-relais de l'ED/ECMS sont formés à l'approche genre et développement et en empowerment			MF
Hypothèses	Il existe une demande et un besoin de formation et d'appui de la part des ACNG et OSC pour intégrer le genre dans leurs institutions et dans leurs pratiques. Une approche spécifique genre est indispensable à sa prise en compte transversale dans les analyses et les pratiques.			
Indicateur 241 Personnes F/H formées aux questions de genre	1.200	5.000	8.000	Liste de participant-e-s aux formations
Indicateur 242 Nb OSC coachées sur le genre	9	45	80	Programmes de coaching Liste des OSC qui ont suivi un coaching en genre
Conditions préalables	Budget approuvé			
Typologie des activités R21	- Coordonner 50 groupes de citoyen-ne-s actifs sur les ODD - Construire des espaces récurrents de participation, discussions, formations de proximité en vue d'approfondir avec les groupes de volontaires une réflexion sur les enjeux des ODD en vue de susciter une mobilisation au niveau local - Concevoir et mettre en œuvre un cycle de formations centré sur l'acquisition de connaissances sur les ODD, ainsi que sur l'acquisition de savoir-faire utile à un mouvement de citoyens : argumentations, animation de réunions, média training, intelligence collective, animation vers le public scolaire (pédagogique) et communication via les réseaux sociaux			

	- Accompagner des groupes de volontaires qui expriment un engagement convivial et porteur de sens sur les ODD - Nouer des alliances au niveau local avec des organisations ayant un public précarisé, afin de pouvoir alimenter les réflexions communes sur des ODD qui – bien qu’ayant des impacts différenciés entre la Belgique et les pays du Sud – touchent également les populations précarisées en Belgique - Opérationnaliser des collaborations et des partenariats au niveau local avec les organisations de jeunesse, les centres culturels, les associations et les communes qui constituent des alliés précieux afin de défendre une vision positive des ODD
Typologie des activités R22	- Coordonner les OSC membres et alliées du CNCD-11.11.11 sur les thématiques des ODD - Organiser des campagnes de sensibilisation, d’information et de mobilisation citoyenne en faveur des ODD - Sensibiliser le public à travers des outils d’information propres, tant via les ventes en librairies (magazines Imagine-Demain Le Monde et MicMag) que via le web (sites web et réseaux sociaux) - Développement d’outils propres aux réseaux sociaux ayant pour objectif d’élargir la base de personnes sensibilisés aux enjeux des ODD - Organiser des formations résidentielles sur les ODD - Sensibiliser plus particulièrement un public de 18-25 ans en collaboration avec les ONG universitaires et les OSC membres actives auprès de ce public - Coordonner et participer à des activités de sensibilisation et de mobilisation sur les droits des femmes - Promouvoir des modes d’engagement des jeunes à travers le mentorat et la mise en place de groupe d’échanges des pairs, notamment sur les idées féministes
Typologie des activités R23	- Publier et diffuser les collections d’études « Point Sud » et « Alternatives Sud » sur les enjeux des ODD - Piloter la réalisation de recherches-action croisées sur les ODD - Identifier et promouvoir des acteurs sociaux et des chercheur-euse-s du Sud et collaborer avec eux dans l’analyse critique des enjeux liés aux ODD - Publier et diffuser des analyses critiques à partir de points de vue du Sud sur les enjeux liés aux ODD, entre autres en recourant aux NTIC - Organiser des cycles de formation, des conférences, des séminaires destinés à renforcer les capacités des OSC sur les ODD et le genre - Proposer des appuis-conseils dans la durée en vue du renforcement des capacités en matière de genre et d’analyse des enjeux Nord-Sud et des mouvements sociaux du Sud à partir de points de vue du Sud - Capitaliser les expériences et outils développés pour l’accompagnement à travers des dynamiques d’intervision, des comités d’accompagnement et de suivi, etc. - Promouvoir l’intégration de l’approche genre et des points de vue du Sud dans les pratiques d’évaluation, de capitalisation et de systématisation - Coordonner des réseaux d’expertise sur le genre et les enjeux Nord-Sud à partir de points de vue du Sud critiques
Typologie des activités R24	- Élaborer un diagnostic approfondi des besoins en formation en genre et accompagnement des différents types de public - Organiser des cycles de formation en genre de courte, moyenne et longue durée - Produire et diffuser des outils pédagogiques et méthodologiques pour les formations et les animations genre et développement, adaptés aux différents publics - Proposer des accompagnements dans la durée en vue de renforcer l’intégration du gendermainstreaming et du genderbudgeting, l’élaboration de stratégies et d’indicateurs genre et de campagnes non stéréotypées - Mettre en place les nouvelles technologies (TIC) pour la diffusion des outils

	- Favoriser les synergies et les collaborations pour toucher des nouveaux publics et pour approfondir des thématiques nouvelles - Réaliser des formations de formateurs-trices en Belgique et en Afrique ; constituer un réseau de formatrices et formateurs en vue de formations croisées N/S pour renforcer l'approche genre dans les politiques de coopération - Inclure et promouvoir la participation des femmes originaires du Sud, des femmes migrantes et des hommes féministes dans les actions formatives - Réaliser des études de cas, des publications et des formations sur les mouvements de femmes dans le Sud et sur l'articulation entre les rapports sociaux de genre et la réalisation des ODD
--	--

6.2.3. Coûts opérationnels OSN2

BUDGET OBJECTIF 2	Budget consolidé					
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Coûts opérationnels						
1. Investissement						
Matériel informatique et audiovisuel	2.000,00 €	2.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €	500,00 €	6.500,00 €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Total 1	2.000,00 €	2.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €	500,00 €	6.500,00 €
2. Fonctionnement						
Participation réseaux internationaux	2.000,00 €	4.400,00 €	4.400,00 €	4.400,00 €	4.400,00 €	19.600,00 €
Séminaires/formations	30.675,00 €	33.675,00 €	38.675,00 €	34.675,00 €	38.675,00 €	176.375,00 €
Missions internationales	13.500,00 €	1.500,00 €	11.500,00 €	1.500,00 €	11.500,00 €	39.500,00 €
Evénements et interpellations publiques	12.220,00 €	19.500,00 €	16.000,00 €	21.195,00 €	15.000,00 €	83.915,00 €
Outils de sensibilisation/information/ formation physiques et numériques	24.150,00 €	36.450,00 €	48.950,00 €	28.950,00 €	42.950,00 €	181.450,00 €
Actions de sensibilisation	25.950,00 €	27.145,00 €	22.375,00 €	27.368,00 €	25.042,00 €	127.880,00 €
Publications physiques et numériques	51.500,00 €	52.370,00 €	52.500,00 €	53.500,00 €	52.500,00 €	262.370,00 €
Production d'organes d'information: recherche/actions	63.600,00 €	72.600,00 €	63.600,00 €	73.600,00 €	63.600,00 €	337.000,00 €
Campagnes de communication	45.000,00 €	50.000,00 €	50.000,00 €	50.000,00 €	50.000,00 €	245.000,00 €
Partenariats médiatiques	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Déplacements/réunions	5.000,00 €	5.900,00 €	6.145,00 €	6.400,00 €	6.400,00 €	29.845,00 €
Frais de documentation	1.300,00 €	1.300,00 €	1.350,00 €	1.350,00 €	1.350,00 €	6.650,00 €
Frais de traduction	1.925,00 €	2.425,00 €	2.425,00 €	2.425,00 €	2.425,00 €	11.625,00 €
Frais de communication, promotion et diffusion	27.375,00 €	27.375,00 €	26.875,00 €	27.875,00 €	27.875,00 €	137.375,00 €
Ordinateurs / logiciel de formation online (honoraires)	7.850,00 €	4.850,00 €	4.850,00 €	4.850,00 €	3.850,00 €	26.250,00 €
Total 2	312.045,00 €	339.490,00 €	349.645,00 €	338.088,00 €	345.567,00 €	1.684.835,00 €
3. Personnel						
Responsables plaidoyer/campagne/communication	27.894,00 €	29.267,55 €	30.134,86 €	30.949,90 €	31.927,46 €	150.173,78 €
Coordinateurs et coordinatrices plaidoyer/campagne/communication	21.665,00 €	22.731,83 €	23.405,45 €	24.038,49 €	24.797,75 €	116.638,52 €
Chargés et chargées de plaidoyer/campagne/communication/formation/ étude/recherche	603.389,19 €	629.071,41 €	644.706,87 €	655.114,88 €	676.273,13 €	3.208.555,48 €
Assistants et assistantes plaidoyer/campagne/communication	21.164,00 €	22.206,16 €	22.864,21 €	23.482,61 €	24.224,31 €	113.941,27 €
Total 3	674.112,19 €	703.276,95 €	721.111,39 €	733.585,88 €	757.222,65 €	3.589.309,06 €
COUT TOTAL OBJECTIF 2	988.157,19 €	1.044.766,95 €	1.071.756,39 €	1.072.673,88 €	1.103.289,65 €	5.280.644,06 €

Programme commun - ACNG CNCD-11.11.11						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	213.620,00	242.875,00	252.875,00	244.750,00	251.250,00	1.205.370,00
Personnel	345.665,00	362.686,22	373.433,94	383.534,05	395.648,03	1.860.967,24
Total ACNG 1	559.285,00	605.561,22	626.308,94	628.284,05	646.898,03	3.066.337,24

Programme commun - ACNG CETRI						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	15.375,00	15.375,00	15.375,00	15.375,00	15.375,00	76.875,00
Personnel	113.447,19	123.673,03	126.072,45	128.519,93	131.016,61	622.729,21
Total ACNG X	128.822,19	139.048,03	141.447,45	143.894,93	146.391,61	699.604,21

Programme commun - ACNG Le Monde selon les Femmes						
Investissement	2.000,00	2.000,00	1.000,00	1.000,00	500,00	6.500,00
Fonctionnement	83.050,00	81.240,00	81.395,00	77.963,00	78.942,00	402.590,00
Personnel	215.000,00	216.917,70	221.605,00	221.531,90	230.558,00	1.105.612,60
Total ACNG Y	300.050,00	300.157,70	304.000,00	300.494,90	310.000,00	1.514.702,60

6.2.4. Motivation au regard des critères du CAD

6.2.4.1. Description de la pertinence

6.2.4.1.1. Pertinence de l'OSN1 par rapport aux cibles stratégiques du CSC :

Cibles CSC	Contribution de l'OSN2
C.1 Informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser les populations vivant en Belgique en faveur d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	
C1.1 Informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser les populations vivant en Belgique en faveur d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	Résultats 21 et 22 visent directement la sensibilisation et la mobilisation en faveur des ODD d'une partie significative de l'opinion publique en Belgique
C.2 Élargir et soutenir (Informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser) la base sociale en faveur d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	
C.2.1 Des OSC soutiennent et élargissent (informer, sensibiliser, conscientiser, mobiliser et/ou soutenir le propre mouvement bénévole/militant dans leurs actions) leur propre mouvement bénévole/militant. C.2.2 Soutenir et attirer (informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser) des (nouveaux) sympathisants (qui font partie du base sociale)	Le résultat 21 vise spécifiquement le renforcement d'un réseau de volontaires qui se mobilise en faveur des ODD
C.3 Renforcer (informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser) et/ou collaborer avec les acteurs relais en vue d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	
C.3.1 Renforcer et/ou collaborer avec acteurs sociaux, éducatifs, culturels, socio-éducatifs et socio-culturels ¹⁸ (pas les OSC qui sont actives dans la coopération au développement (y inclut l'ECM))	Les résultats 23 et 24 visent le renforcement des capacités d'acteurs-relais sur les enjeux des ODD : mouvements sociaux, secteur associatif socioculturel et socioéducatif, organisations de jeunes, société civile
C.3.3 Renforcer des acteurs des médias et/ou collaborer avec eux	Le travail avec les médias fait partie de la stratégie pour sensibiliser les publics cibles sur les ODD, particulièrement pour les résultats 22 et 23
C.3.7 Participer aux réseaux nationaux et internationaux et les renforcer	Résultat 21 : stratégie d'alliances locales ; Résultat 23 : collaborations avec acteurs et chercheurs du Sud ; Résultat 25 : développement et mise en place de réseaux d'expertises.
C.3.8 Renforcer centres d'expertise et de recherche, ici et ailleurs, et/ou collaborer avec eux	Résultat 23 : collaboration et appui à des réseaux d'expertise Résultat 24 : à travers le RAGG, un réseau d'expertises thématiques avec une perspective de genre est mis en

	place
C.5 Renforcer les OSC/AI active dans la coopération au développement (y compris l'ECM) en vue d'améliorer la contribution des organisations à l'avènement d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	
C.5.1 Renforcer les OSC/AI active dans la coopération au développement (y compris l'ECM) par la formation spécifique	Résultats 23 et 24 : formations sur les ODD pour les acteurs spécialisés en ED/ECMS
C.5.2. Renforcer les OSC/AI active dans la coopération au développement (y compris l'ECM) par des processus d'accompagnement divers	Résultats 23 et 24 : accompagnement des acteurs spécialisés en ED/ECMS

6.2.4.1.2. Pertinence des thématiques pour le développement

Voir 1.7.4.1 sur la pertinence de la thématique des ODD.

6.2.4.1.3. Pertinence de l'approche Nord-Sud

Voir 1.7.4.1 sur la prise en compte de l'approche de la responsabilité commune mais différenciée des ODD.

6.2.4.2. Description de l'efficacité

6.2.4.2.1. Opérationnalisation des approches du CSC

Cibles CSC	Approches du CSC opérationnalisées par l'OSN1
C.1 Informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser les populations vivant en Belgique en faveur d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	
C1.1 Informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser les populations vivant en Belgique en faveur d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	→ Résultats 21, 22 et 24 : des campagnes, entre autres par le biais de : - Informations / brochures / affiches / site web accessibles/ expositions / publications de soutien des campagnes et des actions - Colloques/débats/conférences - Témoignages - Actions de protestation - Workshops ponctuels - Animations - Implication des acteurs du Sud dans les formulations et les animations, témoignages, etc. - Stands de sensibilisation - Actions culturelles (film, théâtre, ...) - Réseaux sociaux - Présentation, diffusion et soutien à des alternatives de transition - Conférences de presse/ communiqués de presse/ interviews/reportages Nord et Sud. → Des formations, entre autres par le biais de : - Ateliers de rencontres et d'échanges - Appropriation, faire expérimenter/mise en lien avec des alternatives - Formations spécifiques en lien avec la demande aux outils pédagogiques → Des échanges internationaux, entre autres par le biais de : - Échanges entre homologues, citoyens, jeunes filles et garçons - Accueil et rencontres avec des partenaires du Sud - Échanges Nord-Sud sur des thèmes spécifiques → De la publication et de la promotion de recherches, entre autres par le biais de :

	- Matériel de vulgarisation - Dossiers pédagogiques - Périodiques - Publications d'informations indépendantes par le biais de sources journalistiques (site web, ...) → De la production d'outils pédagogiques sur mesure intégrant une perspective de genre
C.2 Élargir et soutenir (informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser) la base sociale en faveur d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	
C2.1 Des OSC soutiennent et élargissent (informer, sensibiliser, conscientiser, mobiliser et/ou soutenir le propre mouvement bénévole/militant dans leurs actions) leur propre mouvement bénévole/militant. C2.2 Soutenir et attirer (informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser) des (nouveaux) sympathisants (qui font partie de la base sociale)	Résultats 22 et 24 : → Campagnes → Des formations → Des échanges internationaux → Publications et recherches → Production d'outils pédagogiques → Stratégies axées sur les nouveaux volontaires, trouver de nouvelles formes d'engagement → Une newsletter → Pétitions → Préparer et accompagner l'organisation de manifestations → Groupes d'action de volontaires
C.3 Renforcer (informer, sensibiliser, conscientiser et/ou mobiliser) et/ou collaborer avec les acteurs relais en vue d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	
C3.1 Renforcer et/ou collaborer avec acteurs sociaux, éducatifs, culturels, socio-éducatifs et socioculturels	Résultats 23 et 24 : renforcement des capacités d'acteurs sociaux sensibles aux enjeux des ODD : organisations du 4e pilier/IPSI, organisations/groupes des diasporas et/ou organisations migrants, organisations environnementales, mouvements des femmes, mouvements/organisations de jeunesse, organisations culturelles, syndicats et mutualités, mouvements citoyens/sociaux, associations d'éducation permanente et associations d'éducation populaire, etc.
C3.3 Renforcer des acteurs des médias et/ou collaborer avec eux	Résultats 22, 23 et 24 : stratégie d'approche des publics
C3.7 Participer aux réseaux nationaux et internationaux et les renforcer	Résultats 21: stratégies de réseaux locaux ; résultats 24 et 25 ; stratégies de réseaux d'expertise Sud et Nord
C3.8 Renforcer centres d'expertise et de recherche, ici et ailleurs, et/ou collaborer avec eux	Résultats 23 et 24 : promotion et collaboration avec chercheurs du Sud et du Nord
C.5 Renforcer les OSC/AI active dans la coopération au développement (y compris l'ECM) en vue d'améliorer la contribution des organisations à l'avènement d'un monde équitable, solidaire, durable et égalitaire	
C.5.1 Renforcer les OSC/AI active dans la coopération au développement (y compris l'ECM) par la formation spécifique	Résultats 23 et 24 : cycles de formations et offre de formation en ligne pour les acteurs spécialisés en ED/ECMS
C.5.2. Renforcer les OSC/AI active dans la coopération au développement (y compris l'ECM) par des processus d'accompagnement divers	Résultats 23 et 24 : accompagnement, appuis-conseils et coaching des acteurs spécialisés en ED/ECMS

6.2.4.2.2. Ancrage dans la société civile et compétences

Les trois ONG ont, de par leurs compétences, leur crédibilité et leur légitimité, la capacité de toucher les publics cibles visés.

En particulier, le CNCD-11.11.11 coordonne près de 90 OSC membres et une cinquantaine de groupes de volontaires visés par les résultats de cet OS. En tant que coupole, le CNCD-11.11.11 bénéficie en outre d'une solide expérience en matière de mise en œuvre de campagnes coordonnées de sensibilisation du grand public. Il entretient également depuis plusieurs années des partenariats structurels avec des médias (magazine Imagine Demain Le Monde, magazine Mic Mag encarté dans le quotidien l'Avenir, collection d'ouvrages aux Éditions La Mulette, etc.), ainsi qu'avec des opérateurs culturels (festivals, centres culturels, cinémas, etc.). Enfin, il dispose d'un site web et de comptes sur les réseaux sociaux qui font référence en Belgique en matière de coopération internationale. Une enquête réalisée en 2015 par Dedicated Research sur un échantillon représentatif de la population montre que 75% des Belges connaissent le CNCD-11.11.11 et 20% ont identifié la campagne en cours sur la protection sociale universelle.

Le Monde selon les femmes est depuis plus de 20 ans l'ONG belge de référence en ce qui concerne l'approche genre et développement. Elle apporte ses compétences et son concours aux organisations belges impliquées dans la solidarité internationale à travers de la formation, de l'accompagnement et du coaching. Elle développe des recherches liées à l'action avec ses partenaires du Sud en appui à son travail de plaidoyer, ces recherches permettent constamment de remettre en cause et d'améliorer les contenus et outils de formation. Le MF en coordination avec d'autres organisations internationales a réalisé un document de référence pour les formatrice-eur-s en genre : « Référentiel Genre ». Le MF anime le Réseau d'action et d'apprentissage sur le genre (RAAG). L'objectif du RAAG est de promouvoir la co-construction des savoirs et d'actions sur l'égalité entre les sexes dans le Nord et le Sud et de renforcer les processus de plaidoyers pour la construction de sociétés avec justice de genre. Il pallie au manque d'échange et rend ainsi visibles les expertises sur le thème "genre" au Sud comme au Nord. Il se décline autour de trois sous objectif :

- Former un noyau d'expertise en genre dans chaque région (Europe/Afrique/Amérique Latine) pour la formation de formatrices/eurs et recherches et plaidoyers sur l'égalité des sexes.
- Renforcer les capacités des formations en genre par l'échange de méthodologies, thématiques, bonnes pratiques ainsi que la formation de formateurs/trices en genre
- Renforcer les plaidoyers dans le N/S sur les thématiques suivantes : violences de genre/droits reproductifs et sexuels/ agroécologie/changement climatique et genre/ ODD/ économie féministe/ migrations/ et autres thématiques conjoncturelles et stratégiques

Le réseau s'appuie également sur les réseaux déjà établis au Sud et connus des membres

Les travaux du CETRI, qui visent à faire entendre des points de vue du Sud et de contribuer à une réflexion critique sur les conceptions et les pratiques dominantes du développement à l'heure de la mondialisation, sont largement vulgarisés à travers des publications propres (sur le web – une moyenne de 60.000 visites mensuelles – et éditions papier – environ 3400 exemplaires diffusés par an), des articles et des interventions dans la presse écrite, audiovisuelle et numérique (une soixantaine de passages presses par an – RTBF, RTL, La Libre, Le Soir, Le Vif, etc.), des formations (une septantaine de « multiplicateurs » formés par an), des conférences (environ 2000 personnes touchées chaque année), de l'accompagnement et de l'appui-conseil (une centaine par an). Ils sont majoritairement utilisés par des acteurs bénévoles et professionnels tant de la solidarité internationale (OSC et AI) que d'autres secteurs de la société civile (éducation permanente, mouvements sociaux, secteur socioculturel, etc.), en Belgique et à l'étranger. L'évaluation externe réalisée par Sonecom en 2016 conclut que le CETRI est « *vu comme un acteur phare et singulier, qui remplit un rôle non tenu par ailleurs. C'est un expert incontournable pour qui souhaite accroître ses connaissances sur les enjeux des relations Nord-Sud. (...) l'ancrage Sud du CETRI (...) reste une identité originale (à côté des acteurs agissant dans "le concret" et des "penseurs" situés au Nord)* ».

6.2.4.2.3. Action coordonnée des ONG

La complémentarité des trois ONG partenaires du programme est un gage d'efficacité. Le CNCD-11.11.11 est une coupole de près de 90 organisations de la société civile engagée dans la solidarité internationale et anime un réseau de volontaires dans toute la partie francophone et germanophone du pays. Sa notoriété sur le terrain et médiatique facilite une large diffusion des messages de l'ED/ECMS. Le Monde selon les femmes s'adresse à l'ensemble des ACNG/OSC en apportant son expertise sur l'approche genre et développement et son réseau Nord-Sud de manière transversale sur les différentes thématiques des ODD. Le CETRI apporte les points de vue du Sud et son expertise sur les principaux enjeux des ODD, sur l'évolution des rapports Nord-Sud dans la mondialisation et sur les mouvements sociaux dans le Sud.

6.2.4.2.4. Théorie du changement, hypothèses et analyse des risques

Le programme repose sur une théorie du changement soutenue par une analyse du contexte et des hypothèses qui sous-tendent les changements visés. Elles sont explicitées dans le schéma au point 1.4 et dans le cadre logique. L'analyse des risques spécifiques à l'intervention est également liée aux hypothèses.

6.2.4.3. Description de la durabilité

L'OSN2 vise des changements durables du public vivant en Belgique en faveur des ODD par le biais de la sensibilisation du public et de la mobilisation citoyenne.

La durabilité est notamment garantie par le fait que le CNCD-11.11.11 représente une coupole d'OSC et de groupes de volontaires qui représentent deux publics ciblés par les résultats de l'OS. La formation et la mobilisation de ces acteurs dans le cadre institutionnel de la coupole garantissent que les compétences acquises au sujet des ODD seront durablement mises au service des actions communes en faveur des ODD. Le renforcement des capacités d'acteurs organisés de la société, d'organisations intermédiaires capables de démultiplier l'action d'ED/ECMS dans divers secteurs de la société et les partenariats noués avec ces organisations constituent des facteurs de pérennisation de l'action.

Un réseau d'OSC et de citoyen-ne-s qui s'étoffe, sensibilisé, formé, engagé et avec des compétences sur les ODD et l'approche genre est susceptible d'agir pour le changement, de diffuser et de mobiliser durablement autour de lui dans plusieurs secteurs de la société, dans l'environnement social et professionnel des volontaires, au sujet des ODD. Le but est de renforcer un courant dans la société favorable aux changements visés par les ODD, en vue de créer les conditions sociétales de la réalisation de ces changements.

Un suivi des formations, appuis-conseils et coaching, notamment sur le genre, sera assuré afin de vérifier l'appropriation et l'intégration durable des contenus dans les pratiques.

Enfin, le fait que l'agenda des ODD mobilise la communauté internationale à l'horizon 2030 garantit que les enjeux des ODD seront durablement à l'agenda politique et médiatique international.

6.2.4.4. Description de l'efficience

Le ratio coût/bénéficiaire global de l'OS est de 1,70 euro par citoyen-ne sensibilisé, formé ou mobilisé.

Les ressources humaines sont la clé principale pour mener les activités d'information et de sensibilisation des différents publics cibles aux enjeux des ODD. Les ressources nécessaires pour cet OS se répartissent comme suit :

Responsable campagne (CNCD-11.11.11)	0,5 ETP
Coordonnatrice campagne (CNCD-11.11.11)	0,4 ETP

Secrétaire campagne (CNCD-11.11.11)	0,5 ETP
Chargé(e)s campagne (CNCD-11.11.11)	2,5 ETP
Chargé(e)s de communication (CNCD-11.11.11)	1,5 ETP
Chef de rubrique Nord-Sud Imagine Demain le Monde (CNCD-11.11.11)	1 ETP
Chargés d'étude et diffusion (CETRI)	2,6 ETP
Chargées de mission (formations, renforcement, accompagnement OSC – outils pédagogiques, recherches - MF)	2,75 ETP
Chargé de communication (MF)	0,25 ETP
Assistant campagne et logistique (MF)	0,25 ETP
TOTAL	12,25 ETP

En ce qui concerne les frais de fonctionnement, sont principalement prévus : l'élaboration et la diffusion d'outils physiques et numériques de sensibilisation et de formation sur les ODD (frais de conception des campagnes, production d'outils de communication – affiches, spots, web et web 2.0, application mobile, capsules vidéo, etc.), des frais liés à l'organisation de modules de formations à destination des OSC (2^e ligne) en présentiel et online, des coûts de mise en page, impression et diffusion (magazines Imagine Demain le Monde, Mic Mag, Alternatives Sud/État des résistances, positions politiques, essentiels genre, déclic méthodologique, Focus genre), des activités de sensibilisation à Bruxelles et en Wallonie (expo, conférences, partenariats avec des opérateurs culturels, participation à des festivals), des cycles et des week-ends de formation sur les ODD à destination des volontaires et des publics de 1^{re} et 2^e lignes, la réalisation de courts-métrages adaptés aux réseaux sociaux (FB, Twitter, etc.) sur les thématiques de campagne, des locations de salles, catering, frais d'interprétariat et invitation d'intervenants (séminaires), des frais de réunions, des missions dans le Sud pour la réalisation d'études de cas, la traduction de contributions du Sud (anglais, espagnol, portugais...vers le français).

La complémentarité et la cohérence des activités et des productions des 3 ONG seront renforcées, particulièrement en ce qui concerne les publications et les formations selon les thématiques abordées et le type de public visé. Une planification annuelle sera réalisée dans ce sens.

6.2.5. Description de la stratégie de partenariat

La stratégie de partenariat se décline à plusieurs niveaux.

Premièrement, le partenariat entre les trois ONG du programme commun permet de valoriser les expertises spécifiques : la coordination d'OSC et de groupes de volontaires, qui représentent les principaux acteurs-relais visés par l'OS, ainsi que l'expérience en matière de campagnes de sensibilisation du grand public pour le CNCD-11.11.11 ; le renforcement des capacités des acteurs-relais en matière de genre pour le Monde selon les femmes ; le renforcement des capacités des acteurs-relais en matière d'analyse des enjeux Nord-Sud à partir de points de vue du Sud critiques pour le CETRI.

Deuxièmement, chaque campagne de sensibilisation sur une thématique spécifique des ODD est élaborée, mise en œuvre et évaluée au sein d'une plateforme spécifique d'OSC et de volontaires coordonnées par la coupole.

Troisièmement, plusieurs partenariats sont noués avec des opérateurs culturels, des médias et des associations locales pour démultiplier l'impact de la campagne commune.

Enfin, les campagnes sont organisées à l'échelle nationale et un partenariat étroit est donc noué avec la coupole flamande 11.11.11, ses OSC membres et groupes de volontaires.

6.2.6. Description des synergies et complémentarités

Synergie	Coalition d'OSC coordonnée par le CNCD-11.11.11 sur la campagne thématique d'ECMS
Type	Synergie opérationnelle
Cible str. commune	C

	Sur base des thématiques de campagne, la Commission politique de la coupole, composée d'OSC membres élues par l'AG, définit le type de coalition à mettre en place et à coordonner par le CNCD-11.11.11, afin d'intégrer les acteurs opportuns (aussi bien membres que non membres de la coupole). Un appel est lancé aux organisations membres et non membres qui désirent y participer, en coordination étroite avec la coupole flamande 11.11.11 qui est en charge de la coordination des acteurs flamands. L'objectif de ces coalitions est : • De coordonner les mobilisations citoyennes en créant des coalitions larges et représentatives de la société civile ; • De former et renforcer les volontaires et sympathisants des OSC aux enjeux des ODD ; • De sensibiliser le grand public et former les acteurs-relais sur les enjeux des ODD.	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Coordination en lien étroit avec la coupole flamande 11.11.11	En fonction des thématiques. Un appel est lancé aux organisations membres et non membres qui désirent y participer, en coordination étroite avec la coupole flamande 11.11.11 qui est en charge de la coordination des acteurs flamands. Selon les thématiques : CETRI et Le Monde selon les femmes apportent leur expertise
Moyens	0,3 ETP responsable campagne + 0,2 coordinatrice ED/ECMS + 0,2 chargé de communication + 16.000 euros (cours métrages, outils de sensibilisation, journée de lancement de campagne, exposition) + 25.000 euros (frais de campagne)	
Budget total	Coût ressources humaines + 16.000 euros frais d'outils de sensibilisation + 25.000 euros (frais de campagne) + contribution des membres du groupe	

Synergie	Commission politique du CNCD-11.11.11	
Type	Synergie opérationnelle	
Cible str. commune	cibles stratégiques communes C et D (OSN 2 et OSN3)	
	La Commission politique a pour rôle : - De coordonner la préparation des mémorandums réalisés à l'occasion des élections régionales, fédérales et/ou européennes ; - De préparer les campagnes en : - o Discutant des choix thématiques en fonction de l'actualité sociopolitique et des synergies possibles avec l'action des OSC membres et alliées ; - o Proposant des messages clés à diffuser collectivement ; - o Identifiant les alliances possibles avec d'autres organisations de la société civile, en Belgique et au niveau international ; - o Proposant des pistes de mobilisations citoyennes.	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Coordination	CETRI, Achact, ADG, CADTM, Caritas, CETRI, Oxfam Solidarité, Oxfam Magasins du Monde, CGSLB, ULB Coopération, Médecine pour le Tiers Monde, CJC, CIRE, Entraide et Fraternité, CSC, FGTB, Gresea, Solidarité Mondiale, Solidarité Socialiste, LHAC, ULB Coopération, Groupe de volontaires de Tournai
Moyens	0,5 ETP Coordinatrice plaidoyer + 0,1 ETP Responsable campagne + 0,2 ETP responsable plaidoyer + 700 euros de frais de réunion et déplacement par an	
Budget total	Frais de ressources humaines + frais de réunion	

Acteurs impliqués	CETRI	Solidarité Socialiste
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Appui-conseil en matière de systématisation et d'évaluation des pratiques relatives au travail décent et à l'économie sociale et solidaire Réalisation de dossiers « points de vue du Sud » sur ces thématiques Participation au comité d'accompagnement du programme de SolSoc	Mobilisation des partenaires Sud pour le travail de systématisation des pratiques. Organisation d'espaces de rencontres, d'échanges de pratique, de réflexion, de séminaires Nord-Sud
Type	Synergie opérationnelle et organisationnelle	
Cible str. commune	C	
Moyens	CETRI : ressources humaines à charge du budget cofinancé DGD	
Objectifs de la synergie	Renforcement mutuel sur les thématiques du travail décent et de l'économie sociale et solidaire, les rapports Nord-Sud et les dynamiques des mouvements sociaux et des partenaires dans le Sud. Opérer le lien recherches / pratiques. Prendre du recul par rapport aux expériences : systématiser et tirer des leçons. Produire des outils concrets d'appropriation pour les partenaires. Co-organisation de conférences et colloques, coréalisation de publications.	

Acteurs impliqués	CETRI	Entraide et Fraternité
Type de synergie	Synergie opérationnelle, synergie d'échange	

Cible str. commune	C / D.1.	
Objectif de la collaboration	Le CETRI collaborera avec E&F sous la forme d'un travail d'appui-conseil sur les contenus relatifs aux thématiques envisagées dans les actions d'éducation et de plaidoyer au nord d'E&F, parmi lesquels figurent les questions de rapports de genre.	
Acteurs impliqués	CETRI, E&F	
Rôle d'E&F	E&F s'engage à étayer sa démarche de plaidoyer et d'éducation au développement, notamment sur les apports et contributions du CETRI, dans les termes indiqués ci-dessus, tout au long de son programme 2017-2021.	
Rôle du partenaire	Le CETRI s'engage à appuyer, sur les contenus et par les moyens indiqués ci-dessus, l'action d'E&F en matière de plaidoyer et d'éducation dont l'action relative aux rapports de genre, tout au long de son programme 2017-2021.	
Moyens	CETRI : ressources humaines à charge du budget cofinancé DGD	E&F : 6 750 €
Plus-value de la collaboration	- Diffusion large des documents produits par le CETRI au sein des publics d'E&F - Application de l'expertise du CETRI dans des activités de plaidoyer et de mobilisation citoyenne	

Acteurs impliqués	CETRI	FIAN
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Réalisation d'une édition d' <i>Alternatives Sud</i> sur l'accès à la terre et les mouvements paysans	Apport d'expertise et de contacts sur la thématique
Type	Synergie opérationnelle et organisationnelle	
Cible str. commune	C	
Moyens	CETRI : ressources humaines à charge du budget cofinancé DGD	FIAN : 2500
Objectifs de la synergie	Coréalisation d'un dossier sur l'accès à la terre et les mouvements paysans Nord-Sud. Mise en commun de l'expertise sur le thème et des contacts/ressources dans le Sud.	

Acteurs impliqués	CETRI	Maison de l'Amérique Latine
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Participation à des conférences Rédaction d'articles et dossier sur les dynamiques des mouvements sociaux et la situation sociopolitique en Amérique latine	Organisation de conférences Mobilisation de son public Publication des textes fournis par le CETRI
Type	Synergie opérationnelle et organisationnelle	
Cible str. commune	C	
Moyens	CETRI : ressources humaines à charge du budget cofinancé DGD	
Objectifs de la synergie	Renforcement mutuel d'expertise. Co-organisation d'événements et de conférences.	

Acteurs impliqués	CETRI	Mouvement Ouvrier Chrétien
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Organisation de cycles de conférences sur l'évolution des enjeux Nord-Sud et les mouvements sociaux dans le Sud Rédaction d'articles et dossier sur les mêmes thèmes pour la revue « Démocratie »	Co-organisation des cycles de conférences Ouverture des activités d'éducation permanente sur les thématiques Nord-Sud Mobilisation de son public Diffusion des textes fournis par le CETRI
Type	Synergie opérationnelle et organisationnelle	
Cible str. commune	C	
Moyens	CETRI : ressources humaines à charge du budget cofinancé DGD	
Objectifs de la synergie	Renforcement des compétences. Diffusion élargie des thématiques de l'ED/ECMS. Co-organisation de cycles de conférences.	

Acteurs impliqués	Le Monde selon les femmes	Educaid et Via Don Bosco
Type	Synergie opérationnelle - publications, conjoints	
Cible stratégique	A2.2, B1.1, B2.5	
Objectif de la synergie	Intégration de l'approche genre par l'élaboration d'une publication sur « genre et éducation » accompagnement	
Rôle du MF	Intégration de l'approche genre, facilitation, méthodologie et bonnes pratiques	
Moyens	8 000 €	3 000
Budget total	11 000 €	

Acteurs impliqués	Le Monde selon les femmes	Oxfam magasins du Monde
Type	Synergie échange d'info et opérationnelle – échanges de bonnes pratiques, activités et formations conjoints	

Cible stratégique	A2.2, B1.1, B2.5, C5.1	
Objectif de la synergie	Intégration de l'approche genre par des formations à l'auto-diagnostic accompagné en genre-égalité femmes-hommes (Questionnaire, Focus-groupes success stories OMDM, Recommandations /métiers, Plan stratégique)	
Rôle du MF	Intégration de l'approche genre, facilitation, méthodologie et bonnes pratiques	
Moyens	1.500 €	2.100 €
Budget total	3.600 €	

Acteurs impliqués	Le Monde selon les femmes	RCN Justice et démocratie
Type	Synergie échange d'info et opérationnelle – échanges de bonnes pratiques, activités et accompagnement	
Cible stratégique	B2.5, C3, C5.2	
Objectif de la synergie	Intégration de l'approche genre dans une enquête sur la perception de la violence par les jeunes	
Rôle du MF	Intégration de l'approche genre, facilitation, méthodologie et bonnes pratiques, focus group genre et jeunes filles.	
Moyens	1500 €	5500 €
Budget total	11000 €	

Acteurs impliqués	Le Monde selon les femmes	SCI- Service civile international
Type	Synergie échange d'info et opérationnelle – renforcement	
Cible stratégique commune	A2.2, B1.1, B2.5	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Intégration de l'approche genre par la formation et l'accompagnement. Échange sur partenariats Sud + méthodologies d'éducation pour adultes ; implication partenaires dans activités de l'autre organisation lors passage en Belgique ; envoi volontaires SCI vers partenaires MF	
Rôle du MF	Intégration de l'approche genre, facilitation, méthodologie et bonnes pratiques	
Moyens	450 €	1000 €
Budget total	2000 € (plus mise à disposition des espaces de rencontre salles, bureaux...	

Acteurs impliqués	Le Monde selon les femmes	CEC- Coopération Éducation Culture
Type	Synergie échange d'info et opérationnelle – renforcement	
Cible stratégique	A1 (sauf A.1.3), A2, C1, C3	
Objectif de la synergie	Synergies au niveau de l'exécution des activités et/ou des résultats, mutualisation d'expertises, de capacités techniques et méthodologiques, échange d'informations et communication commune de certains outils et événements	
Rôles	Intégration de l'approche genre, facilitation, méthodologie et bonnes pratiques Coordination et exécution commune d'un cycle d'ateliers, de réflexions de fond et de rencontres publiques avec différentes associations, principalement de femmes issues des diasporas en Belgique, sur la thématique femmes et migrations (sous-thématique annuelle, réflexions de fond et renforcement du secteur associatif en y associant des artistes et des chercheurs-ses, etc.) Mutualisation d'expertise dans la conception de projets visant à systématiser l'approche genre (exemple : exposition pédagogique sur le hip-hop) Au niveau du secteur scolaire, chaque ONG mutualisera son expertise et communiquera les outils et publications produits, notamment sur la thématique Genre et migrations.	
Moyens	500 €	1500 €
Budget total	3000 € (plus mise à disposition des espaces de rencontre salles, bureaux, matériel ...	

Synergies au niveau provincial

Synergie	Festival Alimenterre
Type	Synergie opérationnelle – Complémentarité
Cible stratégique commune	C
Objectif de la synergie	Alerter le public sur les désordres alimentaires mondiaux, avec un focus sur les pays du Sud, mais aussi de faire découvrir des alternatives et des pistes d'actions vers un modèle agroalimentaire plus juste et plus durable La synergie porte essentiellement sur deux types d'activités à l'intérieur du Festival : - le Forum des Alternatives qui est porté conjointement avec Quinoa, Rencontre des Continents, Oxfam Magasins du monde. Ces trois organisations apportent notamment leur expertise sur la thématique des alternatives. Cette synergie s'est construite sur les complémentarités des organisations la composant. - les éditions en Wallonie : au nombre de 7 en 2016, les éditions wallonnes sont coorganisées par un groupe propre à chaque ville où a lieu une édition du Festival. Parmi elles, on peut noter le CNCD-11.11.11, Entraide et Fraternité, Iles de Paix, Autre Terre, la FUCID, FIAN pour ce qui est des ONG et une

	multitude d'autres acteurs de la société civile : la Maison du développement durable, Femmes prévoyantes socialistes, la FUGEA, la Maison de la culture d'Arlon, Nature et Progrès, Comblain en transition, etc.		
Acteurs impliqués	SOS Faim	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Coordination des décentralisations et du festival sur Bruxelles (proposition de 7 films entre lesquels les partenaires peuvent faire leur sélection, mise à disposition des outils de communication, appui pour trouver des intervenants, organisation des réunions communes, etc).	Co-organisation des décentralisations du festival dans les provinces du Brabant Wallon / Namur / Liège / Hainaut. - Choix des films avec les autres partenaires - Organisation pratique des séances + des débats + autres événements liés (ateliers, stands, dégustations, etc) - Diffusion locale (communication)	BW : Centre culturel d'Ottignies, Oxfam MDM, Maison de la Laïcité, Maison du Développement Durable, Nature et Progrès, Charleroi : Ciné Le Parc, FPS - Femmes Prévoyantes Socialistes, PAC - Charleroi, Financité, Entraide et Fraternité, Point Culture, Charleroi Centreville Namur : Cinéma Caméo - Les Grignoux, Paysans-Artisans Coopérative, Fucid Ong, Canal C (Page officielle), FUGEA, Oxfam-MDM, Empreinte, Financité, Terre-en-vue, Nature et Progrès, Mundo N, lles de Paix, Mouvement d'Action Paysanne, Entraide et Fraternité et SOS Faim. Welkenraedt : Centre culturel de Welkenraedt, Fian Belgium Fian, Province de Liège, Li Cramignon
Moyens	CNCD-11.11.11 : temps de travail pour les réunions de coordination en régions		
Budget global	Mise à disposition de salles de projection par les acteurs culturels (Centre culturel de Welkenraedt, Maison de la Culture à Arlon, Cinéma les Grignoux, Centre culturel des Chiroux, Cinéma Caméo, Centre culture d'Ottignies-LLN, ciné Le Parc à Charleroi).		

- Province de Namur

Synergie	PSIPN - Plateforme des acteurs de la Solidarité Internationale en Province de Namur			
Type	Synergie opérationnelle – Complémentarité			
Cible str. commune	C			
Objectif de la synergie	Soutien et appui aux associations et ONG de la Province de Namur actives dans la solidarité internationale (formation, échanges, information)			
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	FUCID	CASIW/WBI	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Co-Coordination (Fixer les réunions, prévenir les membres, gérer le site internet, fixer l'ordre du jour)	Co-Coordination (Fixer les réunions, prévenir les membres, gérer le site internet, fixer l'ordre du jour)	Soutien	ADG Gembloux, ALC Annoncer la Couleur, CSC Namur-Dinant, Entraide et Fraternité, Henallux, Oxfam Magasins du Monde, Solidarité Mondiale,
Moyens	0,2 ETP Chargée de campagne Namur + 1000 euros/an (frais de réunion et de formation, frais d'entretien du site web)			
Budget global	0,2 ETP Chargée de campagne Namur + 1000 euros/an (frais de réunion et de formation, frais d'entretien du site web) + contributions des membres en termes de temps RH pour les temps de réunion et de formation			

Synergie	Conférences du Samedi	
Type	Synergie opérationnelle – Complémentarité	
Cible str. commune	C	
Objectif de la synergie	Création d'une saison 2016-2017 de 10 conférences autour de la démocratie au Théâtre de Namur.	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Co-organisation	FGTB Namur, Coordination namuroise belgo-palestinienne, CAL Namur, PAC Namur, CSC Namur, MOC-CIEP, Collectif Roosevelt
Moyens	0, 1 ETP chargée de campagne Namur + 200 euros par an de frais de diffusion	
Budget global	0, 1 ETP chargée de campagne Namur + 200 euros par an de frais de diffusion + contributions des membres en termes de temps RH pour les temps de réunion et de formation	

Synergie	Tempo Color sur Namur			
Type	Synergie opérationnelle – Complémentarité			
Cible str. commune	C			
Objectif de la synergie	Organisation d'un festival de rue gratuit à Liège et Namur autour des thèmes du commerce équitable et de la protection sociale.			

Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Co-organisation	PAC, les Chiroux, Centre Culturel des Abattoirs de Bomel, les Jeunesses musicales, Ateliers 04, Annoncer la Couleur.
Moyens	0, 1 ETP chargée de campagne Namur + 200 euros par an de frais de diffusion	
Budget global	0, 1 ETP chargée de campagne Namur + 200 euros par an de frais de diffusion + contributions des membres en termes de temps RH des autres membres	

- En Hainaut

Synergie	Lasemo	
Type	Synergie opérationnelle – Complémentarité	
Cible str. commune	C	
Objectif de la synergie	Planification et organisation des contenus du village associatif et évaluation	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Participation	Lasemo – IEW – CNAPD, Société Royale Forestière de Belgique asbl ; Conseil Jeunesse Développe ; Scouts et Guides Pluraliste ; Ingénieur sans frontière; Gratte asbl ; Réseau des Consommateurs Responsables ; Conseil de la Jeunesse ; ULB-Coopération ; Femmes en milieu rurale (ACRF) ; Plateforme Prévention Sida ; Médecine pour le tiers Monde (M3M) ; MATM ; Récup'Hérons ; Alter'actifs ; Service Citoyen, Entraide et fraternité ; CREE asbl ; BEES Coop ; ALTEO, Quinoa
Moyens	0, 1 ETP chargée de campagne Hainaut + 500 euros par an de frais d'outils de sensibilisation	
Budget global	0, 1 ETP chargée de campagne Hainaut + 500 euros par an de frais d'outils de sensibilisation + contributions des membres en termes de temps RH des autres membres	

- En Luxembourg

Synergie	Plateforme du commerce équitable	
Type	Synergie opérationnelle – Complémentarité	
Cible str. commune	C	
Objectif de la synergie	Encourager les initiatives de commerce équitable dans la province (réunions mensuelles, appel à projets pour semaine du commerce équitable, soutien à la création de communes du commerce équitable).	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Participation	Oxfam MdM, la Halle de Han / Marché fermier, la Colupa, Annoncer la Couleur, Le Mouvement d'Action Paysanne, la Cellule Développement durable de la Province de Luxembourg, ACRF/ Femmes en milieu rural
Moyens	0,1 ETP chargé de campagne Luxembourg	
Budget global	0,1 ETP chargé de campagne Luxembourg + contributions des membres en termes de temps de travail	

Synergie	Coluxam	
Type	Synergie opérationnelle – Complémentarité	
Cible str. commune	C	
Objectif de la synergie	Coordination luxembourgeoise Asile et Migrations Actions: sensibilisations, journée du migrant le 18 décembre, interpellation des élus locaux	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Participation	Mouvement Ouvrier Chrétien, Annoncer la Couleur, Vie Féminine, Centre des Immigrés Namur-Luxembourg, CRI-Lux, Miroir Vagabond, Amnesty, Lire et Ecrire, Croix-Rouge Centre Herbeumont, Centre d'Action Laïque, CSC, Eneo Mouvement des Aînés, Réfugiés LGBT
Moyens	0,1 ETP chargé de campagne Luxembourg	
Budget global	0,1 ETP Luxembourg + contributions des membres en termes de temps de travail pour les réunions	

- A Liège

Synergie	Tempo Color à Liège	
Type	Synergie opérationnelle – Complémentarité	
Cible stratégique commune	C	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Festival ayant une dimension de sensibilisation et une dimension éducative. La synergie porte sur plusieurs dimensions : - Le collectif Tempo Color qui coordonne l'ensemble de l'action d'ECMS dans le cadre du festival	

	- Les points colères qui sont des interpellations directes du public lors du festival sur base de la campagne d'ECMS du CNCD-11.11.11 - Les Jeunes en Action du primaire qui se chargent de coordonner une stratégie éducative. Par le biais d'animations diverses, il s'agit d'amener les publics scolaires, ou le futur personnel enseignant, à mieux cerner les interdépendances Nord – Sud. Le leitmotiv de cette année est que nous rentrons dans l'âge du faire, l'âge où toutes et tous peuvent agir, se réapproprier leur vie, leurs actions, leurs gestes, leurs choix... - Le brunch 'Invendus mais pas perdus' : Alors que de nombreuses personnes éprouvent des difficultés à se nourrir, faute de moyens, les grandes surfaces continuent à jeter des aliments... Face à ce gaspillage, le CNCD-11.11.11 et le PAC Liège ont décidé d'agir et de mobiliser des citoyennes et des citoyens autour d'un repas convivial afin de promouvoir le don des invendus alimentaires et de valoriser les associations du secteur de l'aide alimentaire. - Les Jeunes en Action pour le secondaire et supérieur : Une exposition photographique du Tempo Color est traditionnellement le point de départ de diverses activités proposées à destination des classes et en lien avec la thématique de la campagne d'ECMS du CNCD-11.11.11	
Acteurs impliqués	CNCD-11.11.11	Autres acteurs impliqués
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Participation / coordination des points colères	ALC, jeunesse musicale, centre culturel des Chiroux, ville de liège, ateliers 04, PAC, Oxfam solidarité, latitudes jeunes, SCI, croix rouge de Belgique, cracpe, DAL, FPS, ateliers 04, Attac, Beau mur, peuple et culture, entraide et fraternité, solidarité mondiale, fgtd et ville de liège et CNCD-11.11.11 JCA primaire : MMH, CRIE, Latitudes jeunes, jeunesse musicale et CNCD-11.11.11 Invendus pas perdus : Pac, service proximité ville de liège, EFT working JCA secondaire/ supérieur : ALC, centre culturel des Chiroux et CNCD-11.11.11
Moyens	0, 3 ETP chargée de campagne Liège + 1000 euros par an de frais de diffusion + 500 euros de frais de réunion + 500 euros de frais d'outils de sensibilisation	
Budget global	0, 3 ETP chargée de campagne Liège + 1000 euros par an de frais de diffusion + 500 euros de frais de réunion + 500 euros de frais d'outils de sensibilisation + les contributions des membres en termes de temps RH pour les temps de réunion et de formation	

COMPLÉMENTARITÉS

- Avec la coupole flamande 11.11.11 – des échanges mensuels ont lieu entre le département campagne et de 'campagne en communicatie dienst' de la coupole néerlandophone de 11.11.11. Dans ce cadre sont abordées les stratégies en matière de campagne de sensibilisation. Lorsque les thématiques sont communes, les groupes de communication et campagne sont le plus souvent communs même si certaines déclinaisons peuvent différer. Les thématiques futures de campagne sont débattues ensemble avant d'être soumises au choix des membres et des volontaires.

6.3.OSN3

6.3.1. Fiche OSN3

Titre OS	Les décideurs politiques sont sensibilisés aux enjeux liés à la mise en œuvre des ODD		
IATI			
Pays	Belgique	Cet OS est-il couvert par un CSC ?	Oui
Régions ciblées	Bruxelles	Wallonie	
Parties prenantes	Organisations de la société civile : ONG de développement, associations de solidarité internationale, syndicats, mutuelles, organisations de consommateurs, organisations paysannes, ONG environnementales, mouvements de femmes, mouvements ouvriers/citoyens, ONG de droits humains, mouvements pour la paix		
Groupes cibles	OSC Médias traditionnels Décideuses et décideurs politiques aux différents niveaux de pouvoir (local, régional, national, international) et fonctions de décision (exécutif, législatif, administratif)		
Nombre de bénéficiaires	100 OSC 500 politiques 4.000.000 personnes		
Secteur principal	99820		
Interaction des	Synergie : alimentation des espaces de plaidoyer coordonnés par le CNCD-11.11.11		

demandeurs	par l'expertise du CETRI et du Monde selon les femmes
Autres organisations impliquées	Voir liste complète infra
Coûts opérationnels de l'OS	4.941.449,06 €

Marqueurs :		
	Environnement	2
	RIO : désertification	1
	RIO : biodiversité	1
	RIO : CC adaptation	2
	RIO : CC mitigation	2
	Genre	2
	Bonne Gouvernance	2
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	2
	HIV/Aids	1
	Droits des enfants	1
	Trade development	2

6.3.2. Description des résultats de l'objectif spécifique

	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification	Acteurs impliqués
Cibles stratégiques CSC	D1 ; D2 et D3 – Décideurs et décideuses				
Objectif spécifique	Les décideurs politiques sont sensibilisés de façon coordonnée aux enjeux liés à la mise en œuvre des ODD				CNCD MF/CETRI
Hypothèses	Le monde politique joue un rôle clé dans la réalisation des ODD de par les orientations politiques prises à tous les niveaux – du local au global – et leurs conséquences. L'égalité des sexes représente par ailleurs un ODD clé dans la réalisation des ODD.				
Indicateur 31 Pourcentage des dossiers prioritaires sur lesquels une influence des OSC est démontrée	50%	55%	60%	[Moyenne annuelle] Tableau des marqueurs de progrès	
Indicateur 31 Nombre des dossiers ou une intégration du genre est démontrée	10	45	70	Documents politiques et stratégiques Outils produits Grilles de suivi de plaidoyer	
Résultat 31	Les alliances d'OSC sont coordonnées afin de mettre leur expertise en commun et de promouvoir les synergies dans leur plaidoyer en faveur des ODD				CNCD MF
Hypothèses	Les analyses et revendications communes des OSC renforcent leurs capacités d'influence sur les décideuses et décideurs politiques. Elles confortent leur légitimité en représentant les différents secteurs de la société. Le développement de leur expertise est essentiel pour asseoir leur crédibilité.				
Indicateur 311 : OSC participant activement au moins une fois dans l'année aux espaces de synergie	115	115	115	Listes de membres des plateformes	
Indicateur 312 Alliances. % des plaidoyers élaborés par les plateformes	10%	50%	75%	Documents de plaidoyer, Textes communes des OSC Grilles de suivi de plaidoyer	

intègrent des revendications spécifiques des femmes. Un réseau N/S en genre existe				
Résultat 32	L'expertise des OSC concernant la mise en œuvre des ODD est relayée vers les décideuses et décideurs politiques au travers des médias			CNCD MF/CETRI
Hypothèses	Les décideurs politiques sont particulièrement sensibles aux contenus relayés par les médias traditionnels et leur influence sur l'opinion publique. Ceux-ci constituent en conséquence un canal privilégié pour les atteindre. Les médias participent également au façonnement de l'opinion publique.			
Indicateur 321 Audimat cumulé	70 millions de personnes	210 millions de personnes	350 millions de personnes	Auxipress
Indicateur 322 Nbre de passages presses	400	1200	2000	Revue presse
Résultat 33	Le monde politique est influencé et appuyé dans l'élaboration des mesures de mise en œuvre des ODD			CNCD MF
Hypothèses	Les décideurs et décideuses reconnaissent la légitimité et l'expertise des OSC et se sentent redevables vis-à-vis d'elles et de l'opinion publique qui les soutient.			
Indicateur 331 Nombre de décideurs et décideuses cumulés interpellés sur les ODD	2 400/an	5 700	9 500	Tableau des interpellations, courriers, pv de réunions
Indicateur 332 Nombre d'interpellations politiques qui ont intégré le genre (violences, prostitution, SA, etc.)	10	45	70	Notes genre Mémoires, Participation aux espaces de concertation politique, Grilles de suivi de plaidoyer
Conditions préalables	Budget attribué			
Typologie des activités R31	- Coordonner des plateformes et groupes de travail d'OSC belges sur les thématiques et les enjeux des ODD - Participer à des réseaux européens et internationaux actifs sur les ODD (Concord, CPDE, CAN, Eurodad, GTJA, Migreurop, Wide+, Marche mondiale des femmes, Lobby européen des femmes, REFH de l'OIF, S2B, ECCJ, EurAC, CIFCA, ECCP, Conseil international du FSM, GITPA, Coordination Europe Haïti etc.) - Assurer une veille rapprochée des dossiers politiques et mutualiser les expertises sur les ODD - Élaborer des analyses et des mémoires communs des OSC en faveur des ODD - Associer les acteurs académiques pour alimenter les argumentaires et les positions de plaidoyer - Intégrer les points de vue des OSC, académiques et mouvements du Sud dans les recherches et les analyses thématiques, les argumentaires et les avis à travers des stratégies Sud-Sud-Nord comme celle du réseau d'apprentissage et d'action genre - Coordonner l'élaboration de positions communes pour promouvoir l'approche genre dans les politiques de coopération au développement au sein des plateformes et réseaux			
Typologie des activités R32	- Organiser des conférences de presse - Diffuser des communiqués de presse - Publier des opinions, répondre à des interviews - Nouer des partenariats médiatiques et organiser des voyages de presse			
Typologie des activités	- Procéder à des interpellations écrites			

R33	- Publier des notes politiques et des rapports sur les enjeux des ODD - Organiser des réunions publiques d'interpellation des décideurs politiques sur les ODD - Faire du lobbying, solliciter/organiser des réunions formelles ou informelles avec des décideurs et leurs collaborateurs (ministres, mandataires, responsables de l'administration, conseillers, collaborateurs et assistants...) - Exploiter les moments clés de la vie politique (élections régionales, fédérales et européennes de 2019, élaboration des programmes gouvernementaux)
-----	---

6.3.3. Coûts opérationnels OSN3

BUDGET OBJECTIF 3	Budget consolidé					
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Coûts opérationnels						
1. Investissement						
	1.000,00 €	- €	- €	1.000,00 €	- €	2.000,00 €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Total 1	1.000,00 €	- €	- €	1.000,00 €	- €	2.000,00 €
2. Fonctionnement						
Participation réseaux internationaux	21.250,00 €	30.250,00 €	30.250,00 €	30.250,00 €	30.250,00 €	142.250,00 €
Séminaires/formations	2.000,00 €	6.500,00 €	4.000,00 €	6.500,00 €	3.000,00 €	22.000,00 €
Missions internationales	46.500,00 €	54.876,00 €	52.000,00 €	51.000,00 €	53.353,40 €	257.729,40 €
Événements et interpellations publiques	11.800,00 €	11.800,00 €	11.918,56 €	10.340,00 €	11.000,00 €	56.858,56 €
Outils de sensibilisation/information/ formation physiques et numériques	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €	1.570,00 €	5.570,00 €
Actions de sensibilisation	5.700,00 €	5.700,00 €	5.690,00 €	4.000,00 €	4.500,00 €	25.590,00 €
Publications physiques et numériques	- €	- €	- €	- €	1.500,00 €	1.500,00 €
Production d'organes d'information: recherche-actions	6.500,00 €	6.500,00 €	7.000,00 €	7.500,00 €	7.700,00 €	35.200,00 €
Campagnes de communication	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Partenariats médiatiques	11.500,00 €	11.500,00 €	11.500,00 €	11.500,00 €	11.500,00 €	57.500,00 €
Déplacements/réunions	4.700,00 €	4.650,00 €	4.650,00 €	4.500,00 €	4.750,00 €	23.250,00 €
Frais de documentation	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Frais de traduction	300,00 €	300,00 €	300,00 €	350,00 €	350,00 €	1.600,00 €
Frais de communication, promotion et diffusion	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	30.000,00 €
Ordinateurs	4.000,00 €	4.000,00 €	4.000,00 €	4.000,00 €	4.000,00 €	20.000,00 €
Total 2	121.250,00 €	143.076,00 €	138.308,56 €	136.940,00 €	139.473,40 €	679.047,96 €
3. Personnel						
Responsables plaidoyer/campagne/communication	45.943,00 €	48.205,32 €	49.633,82 €	50.976,25 €	52.586,34 €	247.344,74 €
Coordinateurs et coordinatrices plaidoyer/campagne/communication	143.582,00 €	150.652,26 €	155.116,64 €	159.312,01 €	164.343,90 €	773.006,81 €
Chargés et chargées de plaidoyer/campagne/communication/formation/ étude/recherche	564.700,41 €	587.355,95 €	603.031,42 €	615.797,96 €	633.114,14 €	3.003.999,89 €
Assistants et assistantes plaidoyer/campagne/communication	43.845,00 €	46.004,01 €	47.367,28 €	48.648,40 €	50.184,97 €	236.049,67 €
Total 3	798.070,41 €	832.217,54 €	855.149,16 €	874.734,63 €	900.229,36 €	4.260.401,11 €
COUT TOTAL OBJECTIF 3	920.320,41 €	975.293,54 €	993.457,72 €	1.012.674,63 €	1.039.702,76 €	4.941.449,07 €

Programme commun - ACNG CNCN-11.11.11						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	68.450,00	91.400,00	85.900,00	91.450,00	85.900,00	423.100,00
Personnel	622.789,00	653.866,92	673.243,40	691.452,33	713.291,96	3.354.643,61
Total ACNG 1	691.239,00	745.266,92	759.143,40	782.902,33	799.191,96	3.777.743,61

Programme commun - ACNG CETRI						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	-	-	-	-	-	-
Personnel	17.453,41	19.026,62	19.395,76	19.772,30	20.156,40	95.804,49
Total ACNG X	17.453,41	19.026,62	19.395,76	19.772,30	20.156,40	95.804,49

Programme commun - ACNG Le Monde selon les Femmes						
Investissement	1.000,00	-	-	1.000,00	-	2.000,00
Fonctionnement	52.800,00	51.676,00	52.408,56	45.490,00	53.573,40	255.947,96
Personnel	157.828,00	159.324,00	162.510,00	163.510,00	166.781,00	809.953,00
Total ACNG Y	211.628,00	211.000,00	214.918,56	210.000,00	220.354,40	1.067.900,96

6.3.4. Motivation au regard des critères du CAD

6.3.4.1. Description de la pertinence

6.3.4.1.1. Pertinence de l'OSN3 par rapport aux cibles stratégiques du CSC :

Cibles CSC	Contribution de l'OS
D.1 Renforcer la reconnaissance de notre expertise par nos groupes-cibles	
D.1.1. Renforcer notre expertise qualitative	Résultat 31 : coordination et mise en commun des expertises et capacités des OSC sur les ODD
D.1.2 Partager efficacement et qualitativement l'expertise au sein du secteur et avec les groupes cibles et les diffuser vers ces groupes	
D.2 Conclure, renforcer ou influencer des alliances sur des thèmes pertinents pour le développement	
D.2.1 Conclure, renforcer ou influencer des alliances sur des thèmes pertinents pour le développement	Résultat 31 : coordination, animation et participation à des réseaux belges et internationaux sur les ODD
D.3 Influencer et appuyer le décideurs politiques nationaux, européens et internationaux en faveur du développement durable et des droits humains	
D.3.1 Les décideurs ont accès à des informations pertinentes, compréhensibles et utilisables	Résultat 32 : information pertinente – en quantité et en qualité – des décideurs politiques sur les ODD
D.3.2 Dialoguer avec des décideurs politiques	Résultat 33 : sensibilisation des décideurs aux enjeux des ODD
D.3.3 Démontrer aux décideurs politiques le pouvoir mobilisateur et l'assise sociale des OSC sur des thèmes pertinents pour le développement.	Résultat 33 : interpellations publiques des décideurs et décideuses politiques sur les enjeux des ODD Voir aussi résultats 21 et 22 : mobilisations citoyennes

6.3.4.1.2. Pertinence des thématiques pour le développement

Voir 1.5.4.1 et l'introduction du programme sur la pertinence de la thématique des ODD. Les thématiques de l'OS couvrent ainsi les ODD 1, 2, 5, 8, 10, 13, 16, 17.

En outre, l'OS aborde la thématique transversale de la Cohérence des politiques pour le développement (CPD), qui est une condition politique à la réalisation des ODD. Si le développement des pays du Sud passe par l'augmentation des flux financiers mis à son service, ces flux ne suffiront pas si l'on ne pose pas la question de l'impact de nombreuses autres politiques sur le développement : commerce, climat et environnement, agriculture, migrations, régulation financière, etc. A cette aune, la CPD s'inscrit parfaitement dans la logique « universelle » mais « différenciée »

des ODD. Pour pouvoir agir dans ces champs politiques, il est indispensable de disposer de mécanismes de monitoring. C'est la raison pour laquelle l'OCDE recommande à ses membres la mise en place d'instruments de suivi de la cohérence des politiques pour le développement (CPD). Le gouvernement fédéral a fait montre de volontarisme à ce niveau, en inscrivant la cohérence des politiques dans la nouvelle loi de coopération au développement et en travaillant à la mise en place de plusieurs outils, dont un conseil consultatif indépendant.

Enfin, la dimension du genre (ODD5) est abordée dans sa dimension transversale.

6.3.4.1.3. Pertinence de l'approche Nord-Sud

Voir 1.5.4.1 sur la prise en compte de l'approche de la responsabilité commune mais différenciée des ODD.

6.3.4.2. Description de l'efficacité

6.3.4.2.1. Opérationnalisation des approches du CSC

Cibles CSC	Approches du CSC opérationnalisées par l'OSN3
D.1. Renforcer la reconnaissance de notre expertise par nos groupes cibles	
D.1.1. Renforcer notre expertise qualitative	Résultat 31 : - Associer les acteurs académiques pour alimenter les analyses et mémorandums des OSC - Intégrer les points de vue des OSC, académiques et mouvements du Sud dans le suivi, les recherches et les analyses thématiques, les argumentaires, les prises de position et les avis ; renforcer les stratégies Sud-Sud-Nord comme celle du RAAG, réseau d'apprentissage et d'action genre, formé par des organisations et des experts internationaux en genre - Assurer une veille rapprochée des dossiers politiques et mutualiser les expertises - Participer, activer et élaborer des recommandations pour le croisement de la perspective de genre avec les thématiques des plateformes et réseaux (par exemple : Agricongo, associations²¹, Because health, Plates-formes de plaidoyer coordonnées par la coupole)
D.1.2 Partager efficacement et qualitativement l'expertise au sein du secteur et avec les groupes cibles et les diffuser vers ces groupes	Résultat 31 : - Mettre en réseau et organiser des plateformes et groupes de travail d'OSC sur les ODD - Élaborer des analyses et des mémorandums communs des OSC en faveur des ODD - Coordonner et élaborer des positions communes sur les thématiques qui intègrent la perspective genre et des positions spécifiques pour faire avancer l'approche genre dans la coopération (droits sexuels et reproductifs, violences de genre, traite et prostitution, empowerment des femmes, accès et contrôle de ressources sociales, économiques et politiques par les femmes, budgets sensibles au genre, lutte contre les stéréotypes, genre et croyances, masculinités, rôles, intérêts stratégiques, etc.)
D.2 Conclure, renforcer ou influencer des alliances sur des thèmes pertinents pour le développement	
D.2.1. Conclure, renforcer ou influencer des alliances sur des thèmes pertinents pour le développement	Résultat 31 : - Participer à des réseaux européens et internationaux sur ces mêmes enjeux (Concord, CPDE, CAN, Eurodad, GTJA, Migreurop, Wide+, Marche mondiale des femmes, Lobby européen des femmes, REFH de l'OIF, S2B, ECCJ, EurAC, CIFCA, ECCP, Conseil international du FSM, GITPA, Coordination Europe Haïti, etc.)
D.3. Influencer et appuyer les décideurs politiques nationaux, européens et internationaux en faveur du développement durable et des droits humains	
D.3.1. Les décideurs ont accès à des informations pertinentes,	Résultat 31 - Participer au conseil consultatif et à leurs groupe de travail : genre, cohérence et développement durable

compréhensibles et utilisables	Résultat 32 : - Organiser des conférences de presse - Diffuser des communiqués de presse - Publier des opinions dans les médias - Organiser des voyages de presse Résultat 33 : - Élaborer des notes politiques et des rapports sur les ODD
D.3.2. Dialoguer avec des décideurs politiques	Résultat 33 : - Procéder à des interpellations écrites - Organiser des réunions publiques d'interpellation des décideurs politiques - Faire du lobbying, solliciter/organiser des réunions formelles ou informelles avec des décideurs et leurs collaborateurs (ministres, mandataires, responsables de l'administration, conseillers, collaborateurs et assistants...) - Saisir des moments clés de la vie politique : élections régionales, fédérales et européennes de 2019, élaboration des programmes gouvernementaux
D.3.3. Démontrer aux décideurs politiques le pouvoir mobilisateur et l'assise sociale des OSC sur des thèmes pertinents pour le développement.	Résultat 33 : - Coordonner des alliances représentatives des OSC - Organiser des mobilisations citoyennes nationales et internationales - Médiatiser l'actualité politique des ODD - Organiser des réunions publiques d'interpellation

6.3.4.2.2. Ancrage dans la société civile belge et compétences

Les trois ONG ont, de par leurs compétences, leur crédibilité et leur légitimité, la capacité de toucher leurs publics cibles. Voir 1.5.4.2.

6.3.4.2.3. Action coordonnée des ONG

La coordination des acteurs de plaidoyer est un gage d'efficacité dans l'atteinte des résultats : mise en commun des compétences et des capacités d'intervention.

6.3.4.2.4. Théorie du changement, hypothèses et analyse des risques

Le programme repose sur une théorie du changement soutenue par une analyse du contexte et des hypothèses qui sous-tendent les changements visés. Elles sont explicitées dans le schéma au point 1.4 et dans le cadre logique. L'analyse des risques spécifiques à l'intervention est également liée aux hypothèses.

6.3.4.3. Description de la durabilité

Le fait que les plateformes de plaidoyer coordonnées par le CNCD-11.11.11 soient reconnues comme les principaux lieux de mise en réseau des OSC sur les enjeux des ODD garantit une durabilité à l'action. Preuve de la plus-value que les OSC non membres de la coupole trouvent dans ces plateformes est le fait qu'elles rassemblent plus d'OSC non membres que d'OSC membres : 68 OSC non membres contre 49 OSC membres de la coupole ont ainsi participé aux plateformes de plaidoyer de la coupole en 2015.

En outre, le fait que cet OS vise à promouvoir des décisions politiques concrètes en faveur des ODD renforce la durabilité de l'action, car de telles décisions politiques sont le garant de changements structurels et durables en faveur des ODD.

6.3.4.4. Description de l'efficience

Si on se réfère à l'audience de l'OS, le ratio coût/bénéficiaire global de l'OS est de 0,54 €.

Afin de mener les activités prévues, les ressources humaines sont bien entendu la clé principale, dans le but de mettre les acteurs belges en réseau, de créer le lien avec les dynamiques européennes et internationales, de produire et diffuser l'expertise nécessaire, d'assurer la veille de l'agenda politique, d'organiser positions communes et interpellations publiques. Les ressources prévues au budget se répartissent comme suit :

Responsable du plaidoyer (CNCD-11.11.11)	0,6 ETP
Coordinatrices du plaidoyer (CNCD-11.11.11)	1,1 ETP
Secrétaire du plaidoyer (CNCD-11.11.11)	1 ETP
Chargé(e) de plaidoyer (CNCD-11.11.11)	4,95 ETP
Chargé(e)s de programmes (CNCD-11.11.11)	1,3 ETP
Coordinateur de la communication (CNCD-11.11.11)	1 ETP
Chargé(e)s de communication (CNCD-11.11.11)	0,2 ETP
Attachée de presse (CNCD-11.11.11)	1 ETP
Chargé d'étude (CETRI)	0,4 ETP
Chargés de missions (plaidoyer – réseau genre – recherches croisées – MF)	1,95 ETP
Chargée de communication (MF)	0,25 ETP
TOTAL	13,75 ETP

En ce qui concerne les frais de fonctionnement, sont principalement prévus : des frais de déplacement nationaux (PF belges) et internationaux (réseaux et sommets UE/int), un soutien aux actions de plaidoyer des réseaux européens et internationaux, des missions de rencontre des partenaires Sud, des interpellations publiques et actions médiatiques, l'organisation de conférences de presse et de voyages de presse, des coûts liés aux recherches croisées (communication, impressions, traductions, etc.).

6.3.5. Description de la stratégie de partenariat

Le CNCD-11.11.11 est, par définition, un espace de synergies et de complémentarités entre organisations de la société civile. Il met en œuvre sa mission de plaidoyer politique au travers de la coordination d'espaces multiacteurs, qui regroupent non seulement ses OSC membres, mais aussi, de plus en plus, d'une multiplicité d'autres OSC non membres de la coupole : ONG environnementales, organisations paysannes, organisations de consommateurs, mutuelles, etc.

Ces plateformes sont supervisées par la Commission politique de la coupole, qui rassemble une vingtaine de représentants des OSC membres élus par l'AG et rendant compte au CA de la coupole.

Dans ce cadre, le Monde selon les Femmes et le CETRI apportent leurs expertises spécifiques en termes de genre et d'analyse des enjeux Nord-Sud à partir de points de vue du Sud, afin de renforcer ces deux aspects dans les actions de plaidoyer des OSC belges.

Les plateformes fédérales sont coordonnées conjointement par le CNCD-11.11.11 et son équivalent flamand, la coupole flamande 11.11.11.

Enfin, pour chaque thématique de plaidoyer découlant des ODD, le CNCD-11.11.11 participe aux réseaux européens et internationaux d'OSC correspondants, afin d'inscrire son champ d'action en cohérence avec les actions de plaidoyer à l'échelle européenne et internationale. En participant à des espaces européens de mise en réseau de la société civile, le CNCD-11.11.11 se fait le relais de ses membres. L'objectif est d'une part de continuer à alimenter les réflexions au niveau belge en tenant compte des dimensions européenne et internationale ; et d'autre part d'assurer une représentation de la voix belge dans ces espaces. La plupart des réseaux pour lesquels la coupole est ainsi mandatée abordent des thématiques couvertes par les organisations belges, le rôle du CNCD-11.11.11 consistant alors à se porter en relais et en représentations. Certains de ces réseaux européens sont eux-mêmes membres de réseaux intercontinentaux. Dans ce genre de cas, le CNCD-11.11.11 concentre sa participation sur l'alimentation au niveau européen, à l'exception des sommets

internationaux, durant lesquels il prend part directement au plaidoyer coordonné au niveau international.

6.3.6. Description des synergies et complémentarités

Le tableau ci-dessous reprend la liste des plateformes, leur objectif et le rôle qu'y joue le CNCD-11.11.11 (qui ne change pas d'une plateforme à l'autre). Certaines plateformes s'organisent au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles et sont alors coordonnées par le CNCD-11.11.11 seul. Quoi qu'il en soit, le plaidoyer au niveau fédéral est systématiquement organisé en synergie entre coupoles francophone et flamande, dans une logique d'alignement mutuel.

Synergies	Plateformes de plaidoyer en Belgique, coordonnées par le CNCD-1111.11			
Type	Synergie opérationnelle et d'échange d'information			
Cible stratégique	D.3.			
Objectifs de la synergie	- Assurer l'échange d'informations et la construction d'expertise entre organisations de la société civile - Établir des positions communes en fonction de l'agenda politique et diffuser une analyse construite collectivement - Alimenter la décision politique sur base de l'expertise et des positions communes - Pour les plateformes géographiques, assurer l'échange d'informations et la recherche de synergies entre les actions menées dans chaque région			
Participation par plateforme				
Dénomination	Type acteurs	Membres	Non-Membres	Extension
Plate-forme Agenda 2030.be	ONG de développement, ONG environnementales, syndicats, mouvements de femmes	10	16	FED
<u>Membres actuels</u> : Caritas Belgique, CETRI, CGSLB, CSC, FGTB, M3M, Médecins du Monde, Oxfam Solidarité, PROTOS, Solidarité Mondiale, 11 11 11, ARES, Associations 21, Bond Beter Leefmilieu, Broederlijk Delen, CFFB, FOS, Greenpeace, IEW, Oxfam-Wereldwinkels, ONE, PLAN BE, Sensoa, TRIAS, , Unicef, Vrouwenraad <u>Coordination</u> : CNCD-11.11.11 & 11.11.11 <u>Moyens</u> : ¼ ETP + frais de réunions 100 €/an				
<u>Plate-forme souveraineté alimentaire/ Coalition contre la faim</u>	ONG de développement, organisations paysannes, ONG environnementales, organisation de consommateurs	13	15	FWB
<u>Membres actuels PFSA</u> (et groupes de travail): ADG, CETRI, CSA, CSC, Entraide et Fraternité, FGTB, FIAN, Louvain Coopération, Monde selon les femmes, Oxfam - Magasins du monde, Oxfam Solidarité, SOS Faim, Vétérinaires sans Frontières, AEFJN, CRIOC, FUGEA, IEW, MAP, Nature et progrès, PAN, RFA, Terres en Vue, Union des Agricultrices wallonnes, UNAB <u>Membres actuels CCF</u> : ADG, Caritas Belgique, CSA, Entraide et Fraternité, FIAN, Louvain Coopération, Monde selon les femmes, Oxfam - Magasins du monde, Oxfam Solidarité, SOS Faim, Vétérinaires sans Frontières, AEFJN, Broederlijk Delen, Croix-Rouge de Belgique, DBA, Oxfam-Wereldwinkels, TRIAS, Vredeseilanden <u>Coordination</u> : CNCD-11.11.11 <u>Moyens</u> : 1 ETP + frais de réunions 500 €/an				
<u>Plate-forme justice climatique</u>	ONG de développement, syndicats, ONG environnementales, mouvements citoyens	13	16	FED
<u>Membres actuels</u> : ADG, CADTM, CGSLB, CSC, Entraide et Fraternité, FGTB, M3M, Médecins du Monde, Oxfam - Magasins du monde, Oxfam Solidarité, PROTOS, ULB Coopération, SOS Faim, ACW, Apere, Associations 21, Bond Beter Leefmilieu (BBL), Broederlijk Delen, Climate Express, Climaxi, Conseil de la jeunesse francophone, Greenpeace, IEW, Natuurpunt, Oxfam-Wereldwinkels, Vlaamse Jeugdraad, Vredeseilanden, WWF <u>Coordination</u> : CNCD-11.11.11 & 11.11.11 <u>Moyens</u> : 3/4 ETP + frais de réunions 400 €/an				
<u>Plate-forme justice migratoire</u>	ONG de développement, coordinations migrations, syndicats, ONG droits humains	10	15	FED
<u>Membres actuels</u> (plateforme en cours de structuration, cf. supra) : Amnesty International, CADTM, CEPAG, CIRE, CNA-NKO, CSC, FGTB, Médecins du Monde, MEMISA, MOC, Monde selon les femmes, Oxfam - Magasins du monde, Centre Avec, Charte mondiale des migrants, CNAPD, Foyer, GAMS, KMS, Kruispunt, LDH, ORCA, Samenlevingsopbouw, SHARE, Vluchtenligenwerk, Transform <u>Coordination</u> : CNCD-11.11.11, 11.11.11, Vluchtenligenwerk, CIRÉ <u>Moyens</u> : 1 ETP + frais de réunions 500 €/an				

Plate-forme travail décent dans le commerce ⁴	ONG de développement, syndicats, mutuelles, consommateurs, ONG environnementales	9	2	FED
Membres actuels Coalition travail décent : achACT, CGSLB, CSC, FGTB, Gresea, Oxfam - Magasins du monde, Oxfam Solidarité, Solidarité Mondiale, Solidarité Socialiste, 11 11 11, FOS Membres actuels Alliance commerce : CSC, FGTB, CGSLB ; mutualités neutres, libres, libérales, socialistes et chrétiennes ; Test-achats / Test-Aankoop ; IEW, BBL ; 11.11.11 Coordination : CNCD-11.11.11 + 1 représentant CSC travail décent Moyens : 1 ETP + frais de réunions 500 €/an				
Plate-forme Justice fiscale	ONG de développement, syndicats	TBD	TBD	TBD
Membres ayant fait part de leur intérêt : CADTM, CSC, FGTB, Oxfam Solidarité (un appel formel sera lancé en 2017)				
<u>Plate-forme Afrique centrale</u>	ONG de développement, ONG droits humains, mouvement paix	19	6	FWB
Membres actuels : ADA, ADPM, CADTM, CEC, CETRI, CNA-NKO, Commission justice et paix, Entraide et Fraternité, FGTB, FAR, FONCABA, LHAC, MEMISA, MOC, Monde selon les femmes, Oxfam Solidarité, Peuples Solidaires, ULB Coopération, Solidarité Mondiale, Solidarité Socialiste, Action Damien, Amnesty International, Club Walco, GRIP, Mutualité libérale, Univers Sud Coordination : CNCD-11.11.11 Moyens : 1 ETP + frais de réunions 500 €/an				
<u>Plate-forme Amérique latine</u>	ONG de développement, syndicats	15	2	FWB
Membres actuels : Casa Nicaragua, Commission justice et paix, CSC, Dynamo International, Entraide et Fraternité, FGTB, MATM, Miel Maya, Oxfam Solidarité, Solidarité Mondiale, Solidarité Socialiste, SOS Faim, Handicap International, IRELAC, CETRI Coordination : CNCD-11.11.11 Moyens : 4/5 ETP + frais de réunions 500 €/an				
Plate-forme Moyen-Orient (& Afrique du Nord)	ONG de développement, syndicats, ONG droits humains, mouvements paix, organisation d'éducation permanente	8	14	FED
Membres actuels (Made in Illegality) : ABP, CETRI, CSC, FGTB, Intal, M3M, MEMISA, MOC, Solidarité Socialiste, Agir pour la paix, Broederlijk Delen, CGSP wallonne, CNAPD, FGTB/Centrale générale, FOS, LDH, Palestina Solidariteit, Pax Christi Vlaanderen, Pax Christi WB, upjb, Vrede, Vredesactie, CADTM Coordination : CNCD-11.11.11 & 11.11.11, Moyens : 1 ETP + frais de réunions 500 €/an				
Rôles du CNCD-11.11.11	- Animation et secrétariat des réunions, gestions de la liste d'échanges - Suivi et communication de l'agenda politique belge, UE, international - Alimentation de la plateforme sur base du travail des réseaux européens/internationaux et des échanges avec les réseaux issus des pays en développement - Coordination de l'expertise : élaboration d'études et d'analyses - Coordination du plaidoyer : élaboration de positions communes, organisation des courriers et réunions avec les décideurs politiques, communications avec les médias			
Plus-value des synergies	Démultiplication de l'impact sur la décision politique			

Synergies	Réseaux européens et internationaux				
Type	Synergie opérationnelle et d'échange d'information				
Cible stratégique	D.3.				
Objectifs de la synergie	- Assurer l'échange d'informations et la construction d'expertise entre organisations de la société civile - Établir des positions communes en fonction de l'agenda politique et diffuser une analyse construite collectivement - Alimenter la décision politique sur base de l'expertise et des positions communes - Pour les plateformes géographiques, assurer l'échange d'informations et la recherche de synergies entre les actions menées dans chaque région				
Participation par réseau					
Réseau UE	Thématique	# Membres	# Pays	Rôle institutionnel CNCD-11.11.11	Réseau international
CONCORD	Efficacité de l'aide	2600	28	Membre de l'AG, via la Plate-forme belge	CPDE
Climate Action Network Europe	Justice climatique	130	30	Membre de l'AG	CAN-International
European Network on	Justice fiscale	47	20	Membre du CA	Global Alliance for Tax

⁴ En étroite collaboration avec le CSC travail décent.

Debt and Development					Justice
Migr'EUrop	Justice migratoire	46	17	Membre du CA	/
Seattle to Brussels	Travail décent	54	17	Membre	Our World is Not for Sale
European Coalition for Corporate Justice	Travail décent	21	15	Membre de l'AG	/
Réseau européen pour l'Afrique centrale	Afrique centrale	41	11	Membre du CA	/
CIFCA	Amérique latine	33	12	Membre de l'AG	/
ECCP	MENA	43	19	Membre de l'AG	/
Rôles du CNCD-11.11.11	- Alimenter les réseaux sur base de l'expertise développée avec les organisations belges et les partenaires ; - Participer à l'élaboration des positionnements sur base de ceux des organisations belges, tels que développés dans les plateformes - Soutenir le plaidoyer vis-à-vis des instances concernées ; - Relayer les positionnements vers les représentants belges dans les institutions concernées : parlementaires européens, représentants belges au Conseil de l'UE et dans les instances internationales ; - Renforcer les réseaux via sa contribution financière et la participation aux instances de gouvernance.				
Plus-value des synergies	Démultiplication de l'impact sur la décision politique				

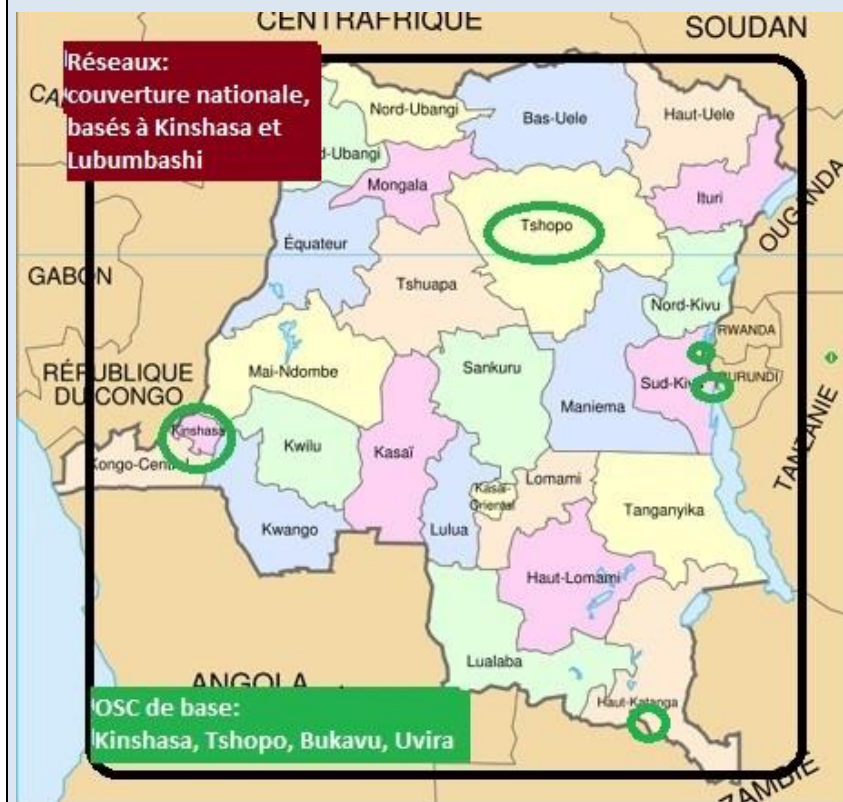
Acteurs impliqués	Le Monde selon les femmes	Réseaux et PF nationales et internationales : Associations21, Agricongo, Souveraineté alimentaire, Coalition contre la faim , LED, GTED, Because Health, Conseil Wallonie Bruxelles, Santé solidarité, Migration, Afrique centrale, Dette
Type	Synergie échange d'info et opérationnelle – renforcement et actions communes	
CSC liées	B2.5, C3, C5.2, D1.1, D1.2, D2.1, D3.1, D2.3, D3.3	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Intégration de l'approche genre par la formation et l'accompagnement. Échange sur partenariats Sud + méthodologies d'éducation pour adultes ; implication partenaires dans activités de l'autre organisation lors passage en Belgique ; envoi volontaires SCI vers partenaires MF	
Rôle du MF	Intégration de l'approche genre, facilitation, coordination, méthodologie et bonnes pratiques	
Contribution Budget	Temps de travail, logistique, partage des frais pour de séminaires communs	

Acteurs impliqués	Le Monde selon les femmes	Réseaux D'ORGANISATIONS DES FEMMES OU SPECIFIQUES « GENRE » internationales et nationales : « genre et agroécologie », AWID, WIDE+, Lobby européen des femmes, Marche Mondiale des femmes, Conseil régional EFH Bxll, CFFB commission violences, PF femmes et santé, ARGO-CCGD, Be-gender, REFH OIF, Voilà la facture.
Type	Synergie échange d'info et opérationnelle – renforcement et actions communes	
CSC liées	B2.5, D1.1, D1.2, D2.1, D3.1, D2.3, D3.3	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Intégration de l'approche genre par la formation et l'accompagnement. Échange sur partenariats Sud + méthodologies d'éducation pour adultes ; implication partenaires dans activités de l'autre organisation lors passage en Belgique ; envoi volontaires SCI vers partenaires MF	
Rôle du MF	Intégration de l'approche genre et ou la dimension Nord/Sud, coordination, présidence, facilitation, méthodologie et bonnes pratiques	
Contribution Budget	Temps de travail, logistique, mise à disposition des salles, partage des frais pour de séminaires communs	

II. République démocratique du Congo (RDC)

1. Fiche pays RDC

Coûts opérationnels totaux pour le pays :		1.260.743		
Personne de contact en Belgique:	Nom : Arnaud Zacharie	Organisation : CNCD-11.11.11	Téléphone : 02/250.12.41	E-mail : Arnaud.zacharie@cncd.be
Carte des interventions :		Résumé synthétique du programme pour ce pays (15 lignes maximum) : Ce programme vise à inscrire la démocratie, les droits humains et le développement durable dans la gouvernance en République démocratique du Congo. En assurant un renforcement des capacités d'organisations sociales de base, ainsi qu'une structuration des réseaux nationaux de la société civile, il a pour ambition de permettre à ces organisations de se coordonner pour produire des analyses et argumentaires communs et organiser des campagnes de sensibilisation de la population et d'interpellation des décideurs en faveur de l'égalité des sexes, la démocratie et la gestion transparente, durable et équitable des ressources naturelles, en vue de permettre à la RDC d'atteindre les Objectifs de développement durable. En matière de genre, le programme prévoit de travailler avec des organisations de base et les organisations de femmes en abordant les problématique des violences de genre, les droits reproductifs et sexuels, la formation et empowerment des femmes paysannes, ainsi que la participation des femmes congolaises dans des espaces de prise de décision. En matière de démocratie, il s'agira, principalement au travers du réseau AETA, d'assurer la sensibilisation de la population, des médias et des décideurs politiques sur l'importance du respect de la Constitution et du processus électoral. En matière de ressources naturelles, les trois partenaires, à savoir le RRN-RDC, le CNONGD et la Synergie Sud-Congo (anciennement Synergie Katanga), assureront un monitoring des politiques extractives, visant en particulier à vérifier que l'exploitation des ressources naturelles n'atteint pas aux droits des communautés locales, en particulier des paysans, que les taxes prévues sont effectivement prélevées et rétrocédées aux provinces et entités décentralisées et que l'exploitation des ressources naturelles bénéficient à la réalisation des Objectifs de développement durable.		



2. Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande.

Partenaire / Partie prenante 1			
Nom complet et abréviation :		Agir pour des élections transparentes et apaisées (AETA)	
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	3ème rue, 253-254 / Quartier Industriel / Kinshasa-Limete	+243(0) 99 10 08 236	aeta.network@gmail.com; info@aeta-network.org web: www.aeta-network.orginfo@aeta-network.org
Personne de contact :		Gérard BISAMBU MPANG'DE, Secrétaire exécutif	
Objectif(s) spécifique(s) :		OS 3	
Budget par Outcome :		Budget partenaire : 214.859	
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	AETA est un réseau mis en place dans le but d'assurer le monitoring des élections de 2011 sur tout le territoire de la RDC. Il s'est ensuite établi de façon permanente afin de coordonner les actions d'éducation civique et de plaider politique des organisations de la société civile dans la durée. Son rôle principal au sein de ce programme est de coordonner les actions de la société civile congolaise en matière de suivi électoral : assurer un maillage sur tout le territoire national, mettre les OSC en réseau et leur permettre de parler d'une seule voix afin de garantir le respect de la Constitution et l'organisation d'élections transparentes, pacifiques et démocratiques à tous les niveaux de pouvoir.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		2010	
Partenaire / Partie prenante 2			
Nom complet et abréviation :		Conseil national des ONG de développement (CNONGD)	
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Avenue Fayala n°3 / Quartier Mombele / Kinshasa-Limete	+243/99 37 32 004	cnongdrdc@gmail.com
Personne de contact :		Félicien MBIKAYI CIMANGA Secrétaire général	
Objectif(s) spécifique(s) :		OS 2	
Budget par Outcome :		Budget partenaire : 30.000	
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Le CNONGD est la coupole congolaise des ONG de développement, établie en 1990 et partenaire du CNCD-11.11.11 depuis cette date. Dans le cadre du présent programme, son rôle est centré sur le plaidoyer en faveur de l'élaboration et l'adoption des mesures assurant une cohérence entre les politiques extractives et agricoles, de façon à permettre que l'exploitation durable des ressources naturelles soit compatible avec l'objectif de souveraineté alimentaire. Il mènera ces activités en synergie avec le RRN, partenaire de ce programme, mais aussi avec les principales confédérations paysannes du pays, la Copaco et la Conapac, soutenues par d'autres ONG belges. Il renforce par ailleurs les actions en faveur de la démocratie et de la bonne gouvernance en soutenant les activités menées par le réseau AETA.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		1990	
Partenaire / Partie prenante 3			
Nom complet et		Réseau ressources naturelles (RRN)	

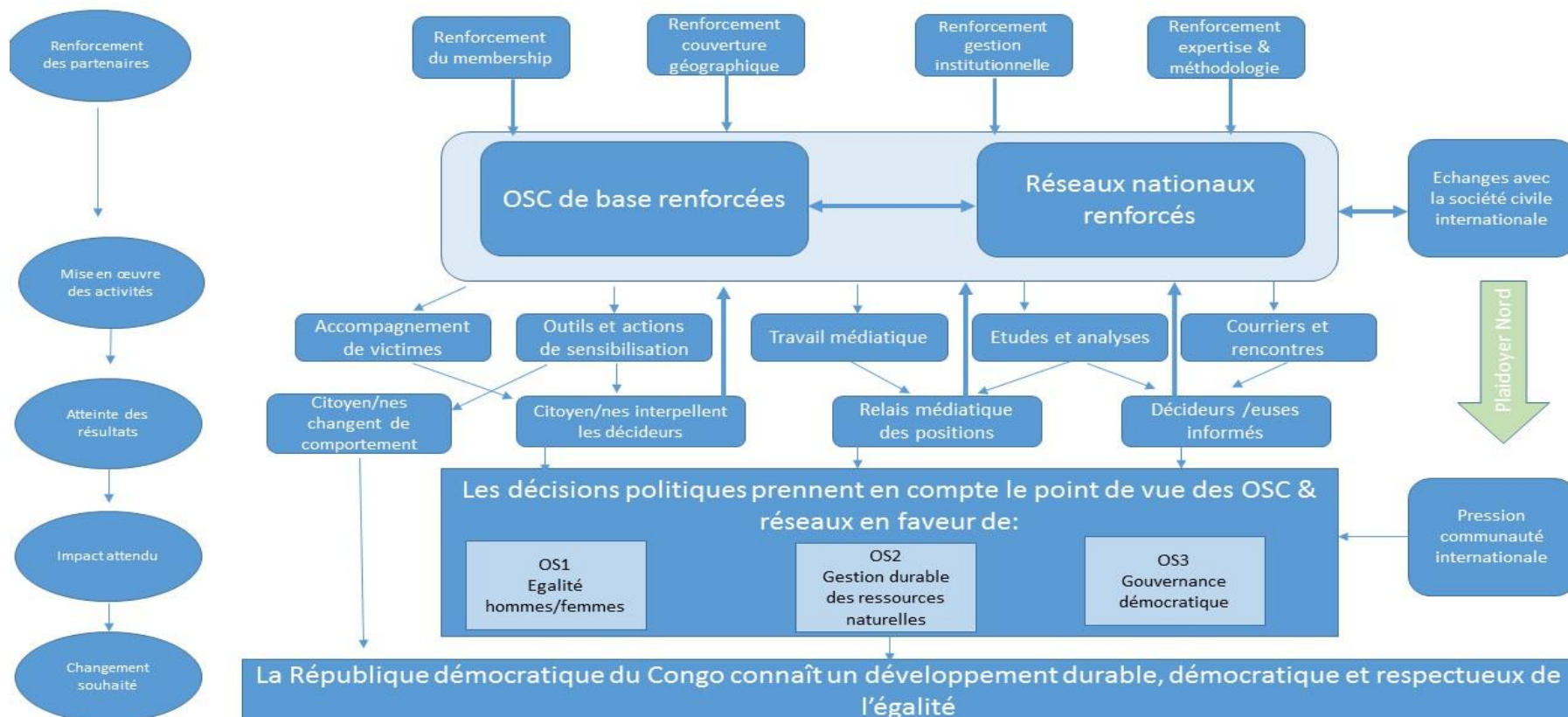
abréviation :			
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Avenue du Progrès, 251 / Quartier Bon Marché / Kinshasa-Barumbu	+243/81 81 48 539	rrncoordination@yahoo.com
Personne de contact :		Joseph BOBIA BONKAW Coordonnateur National	
Objectif(s) spécifique(s) :	OS 2		
Budget par Outcome :	Budget partenaire : 262.447		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Le RRN concentre son activité de terrain sur l'exploitation forestière. Au travers d'un maillage territorial de plus de 250 organisations réparties dans toutes les provinces, il assure un monitoring constant de cette exploitation, en diffuse les résultats et les utilise dans son plaidoyer vis-à-vis des autorités locales, provinciales et nationales. Il concentre son plaidoyer sur le maintien du moratoire sur les nouvelles concessions forestières industrielles, les réformes forestière et foncière, la lutte contre le bois illégal, la rétrocession de la taxe de superficie aux ETD, l'élaboration des édits provinciaux de partage et ou affectation de la taxe de superficie aux ETD, ainsi que la promotion des droits des communautés locales et autochtones. Le RRN participe au Comité exécutif de l'ITIE RDC.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		2008	
Partenaire / Partie prenante 4			
Nom complet et abréviation :		Synergie Sud Congo (ex-Synergie Katanga)	
Coordonnées	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Association africaine des droits de l'Homme) 195, avenue Colonel EBEYA, Gombe, Kinshasa.	+243/81 17 29 908	asadhokin@yahoo.fr
Personne de contact :		Jean Claude KATENDE jckatende@yahoo.fr +243/81 17 29 908	
Objectif(s) spécifique(s) :	OS 2		
Budget par Outcome :	Budget partenaire : 220.409		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	L'ancienne Synergie Katanga, renommée Synergie Sud Congo suite à la partition de la province, concentre son activité sur les provinces issues de l'ex-Katanga. Elle regroupe la Plate-forme des organisations du secteur minier (POM), le RRN et l'ONG nationale Asadho, qui la coordonne. Elle assure principalement un accompagnement et une assistance juridique aux victimes de l'exploitation minière, aux communautés locales et aux journalistes ; elle documente les impacts sociaux et environnementaux de cette exploitation, pour engager un dialogue avec les autorités provinciales et nationales, ainsi qu'avec les entreprises minières. Au travers du RRN et d'Asadho, elle est représentée au sein du Comité ITIE de RDC, ainsi qu'au Conseil d'administration international de l'ITIE.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :		2010	
Partenaire 5			
Nom complet et abréviation :		Si jeunesse Savait - SJS	
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	149 Mbidi commune de Bandalungwa, Kinshasa, RD Congo	+24315162633	francoise@mwasi.com et

			frmukuku@mwasi.com
Personne de contact :	Francoise Mukuku		
Objectif(s) spécifique(s) :	OS1		
Budget par Outcome :	100.060 €		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Assure la mise en œuvre, le suivi et la coordination des activités relatives à l'OS1 en travaillant en lien avec le Monde selon les femmes		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2015		
Partenaire 6			
Nom complet et abréviation :	Ligue des Organisations des Femmes Paysannes du Congo- LOFEPACO		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	9 Ave Bamate, commune Kimemi Butembo	+243997185105	lofepacordc@gmail.com
Personne de contact :	VEA KAVIRA KAGHOMA, Secrétaire Exécutive		
Objectif(s) spécifique(s) :	OSC1		
Budget par Outcome :	102 730 €		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Assure la mise en œuvre, le suivi et la coordination des activités relatives à l'OS1 en travaillant en lien avec le Monde selon les femmes		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2015		
Partie prenante 7			
Nom complet et abréviation :	Mamas for Africa asbl - MFA		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Ravenstraat 98, B-3000 Leuven	016/206343	veerle@mamasforafrica.be
Personne de contact :	Veerle DE CRAENE		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OSC1.		
Budget par Outcome :	Budget OS C1 : 217 610 €		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Assure la mise en œuvre, le suivi et la coordination des activités relatives à l'OS1 en travaillant avec ces partenaires locaux et en lien avec le Monde selon les femmes		
Date de début de la relation partenariale :	2015		

3. Cohérence avec le Plan Stratégique (pays X Hors-CSC)

Ce programme s'inscrit dans le cadre du CSC République démocratique du Congo.

4. Théorie du Changement associée à la RDC



Explication

La logique de construction du programme en République démocratique du Congo peut être déclinée de la façon suivante :

4.1 Renforcement de partenaires

Ce programme a pour ambition de permettre le renforcement des organisations de la société civile (OSC) en République démocratique du Congo, dans les domaines de la gouvernance démocratique, de la gestion des ressources naturelles et du genre.

Les organisations ciblées sont, d'une part, des réseaux nationaux regroupant les OSC autour d'enjeux précis et, d'autre part, des organisations réalisant un travail de proximité et de terrain.

Les réseaux nationaux avec lesquels le partenariat sont envisagés sont ceux avec lesquels le CNCD-11.11.11 a fonctionné en partenariat au cours des trois années précédentes : le Conseil national des ONG de développement (CNONGD), le Réseau ressources naturelles (RRN), la Synergie Sud Congo (ex-Synergie Katanga rebaptisée suite à la partition de ladite province), ainsi que la Plate-forme Agir pour des élections transparentes et apaisées (AETA). A ces quatre réseaux s'ajoute un travail de concertation avec la CONAFED (Comité National Femme et Développement), partenaire du Monde selon les femmes qui ne sera pas financé dans le cadre de ce programme mais chargé d'alimenter en genre les réseaux dont il est membre, en particulier le CNONGD et AETA.

Afin d'assurer la durabilité du renforcement des partenaires, il importe premièrement de mettre l'accent sur le développement des capacités méthodologiques et en termes d'expertise (au travers de formations, de la réalisation en partenariat d'enquêtes, d'études et de rapports, d'actions communes de plaidoyer et d'un échange permanent entre acteurs du Sud et entre acteurs Nord et Sud).

Dans un Etat fragile comme la RDC, il importe aussi de renforcer les OSC en tant qu'institutions capables d'affirmer une parole autonome par rapport à l'espace politique. Cela passe par un renforcement des capacités de gestion institutionnelle (formalisation des processus de décision, gestion des relations entre gouvernance et structure opérationnelle, tenue d'une comptabilité rigoureuse et transparente, etc.). Cela passe aussi, en particulier pour des réseaux d'ambition nationale, au vu de l'immensité du territoire congolais, par un renforcement du membership et de la couverture géographique. Concernant cette dernière, un accent particulier devra être mis dans le cadre du présent programme sur la mutation nécessaire à la suite du démembrement des provinces historiques de la RDC, effectif depuis peu. L'animation des réseaux et la création de synergies entre acteurs est donc un résultat attendu en soi dans le cadre de ce programme.

Ce volet de renforcement des partenaires ne s'inscrit pas dans une logique unilatérale qui verrait uniquement les ONG du Nord responsables du renforcement des OSC du Sud. Le renforcement de capacités d'une organisation commence par ses processus internes, qui doivent être soutenus, en ce compris les échanges entre les OSC de base et les réseaux dont elles sont membres. Il passe ensuite par les dynamiques locales de renforcement mutuel : c'est ainsi qu'un espace d'échange entre réseaux nationaux est prévu pour leur permettre d'échanger sur leurs réalités respectives. Enfin, des échanges entre partenaires du Nord et du Sud permettent un renforcement mutuel des capacités – le plaidoyer des OSC belges sur la RDC se nourrissant des analyses et mémorandums des OSC congolaises.

4.2 Mise en œuvre des activités

La dynamique de renforcement des capacités n'est pas une fin en soi. Il s'agit d'un moyen permettant aux OSC de mener leurs activités vis-à-vis de leur publics-cibles. Ce programme vise en particulier à renforcer les activités suivantes:

ETUDES ET ANALYSES

Les OSC et réseaux basent leur travail externe sur le développement d'une expertise en mettant en relation leur expérience construite sur le terrain en dialogue permanent avec les citoyens et communautés locales, d'une part, et une connaissance théorique construite par la recherche et les échanges au sein des réseaux nationaux et internationaux, d'autre part. Cette expertise est notamment valorisée dans la publication d'études et d'analyses alimentées par les données de terrain, qui servent de base à une bonne partie des activités, en particulier celles orientées vers le plaidoyer politique.

Les réseaux financés entre 2014 et 2016 ont chacun été responsables de l'élaboration d'une étude d'état des lieux sur le sujet sur lequel ils se concentrent : liens entre agriculture familiale et extraction minière et état des lieux des cas d'accaparement des terres par le CNONGD, conséquences de l'extraction minières sur la santé des communautés locales par la Synergie Sud Congo, la traçabilité de l'extraction forestière et le recensement de l'exploitation illégale du bois par le RRN et le monitoring du travail de la CENI et du respect de la Constitution par AETA. L'objectif dans les prochaines années sera d'exploiter les résultats de ces études dans les actions de sensibilisation, d'information et de plaidoyer afin de promouvoir la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) en RDC.

ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES

Les OSC, grâce au financement octroyé par la DGD, mènent une action d'accompagnement dans la durée au bénéfice des personnes et communautés affectées par les conséquences, d'une part, de la gestion non durable des ressources naturelles et, d'autre part, des violences faites aux femmes. Cet accompagnement se fait au travers de l'inventaire des cas de violations des codes minier et forestier, des droits humains, d'un appui juridique aux victimes <http://mamasforafrica.be/fr/que-faisons-nous/maison-de-la-femme/>

SENSIBILISATION DE LA POPULATION

Au-delà de l'accompagnement des victimes, c'est l'ensemble de la population congolaise qui est visée par le présent programme, au travers de formations offertes et démultipliées par les réseaux nationaux et les OSC membres à travers le pays, mais aussi de la présence dans les médias, en particulier communautaires. L'objectif de ces activités est de permettre aux citoyen-nes de prendre conscience de leurs droits et obligations et des ressources dont ils disposent pour exiger la mise en œuvre des ODD en RDC, en particulier la démocratie, une gestion durable des ressources naturelles et l'égalité entre les femmes et les hommes.

TRAVAIL MEDIATIQUE

Ce travail visant directement certaines catégories de la population est renforcé par l'action vis-à-vis des médias, qui vise un double objectif : informer les citoyens, ainsi que relayer les positions et analyses de la société civile, afin de viser indirectement les décideurs politiques.

INTERPELLATION DES DECIDEURS : COURRIERS, RENCONTRES, ETC.

Enfin, sur base de la mise en réseau des OSC, de la mobilisation citoyenne, de la reconnaissance et de la médiatisation de leur expertise, les OSC acquièrent la légitimité suffisante pour être identifiés par les décideurs politiques (locaux, provinciaux, nationaux et internationaux) en tant qu'interlocuteurs permettant d'alimenter la décision politique. Par l'envoi de mémorandums, de courriers, par l'organisation d'entretiens directs avec les décideurs, ainsi que la participation à des espaces officiels d'interlocution entre dirigeants et sociétés civiles, du niveau local à l'international, ils ont la possibilité d'informer les décideurs sur les faits observés dans le cadre de leur action de terrain, ainsi que leur analyse de la situation et leurs recommandations. Ces recommandations sont également communiquées aux autorités belges et européennes par le CNCD-11.11.11 et le Monde selon les Femmes.

4.3 Objectif : influencer la décision politique

L'ensemble de ces actions menées tant par les organisations de base que par les réseaux qui les coordonnent doit mener au changement attendu par le programme : à travers la reconnaissance de

leur expertise et de leur représentativité, ce programme vise à renforcer l'influence des OSC, afin que les décisions politiques à tous les niveaux de pouvoir prennent en compte leur point de vue en faveur de la réalisation des ODD en RDC.

Cette action est renforcée par la pression de la communauté internationale, notamment celle du Gouvernement belge et de l'Union européenne, en faveur du respect des engagements internationaux de la RDC en matière de genre, de gestion des ressources naturelles et de démocratie. Cette pression est elle-même le résultat d'une action concertée entre partenaires du Sud et du Nord, et donc indirectement de l'OS N3 (Volet Belgique) du présent programme, au travers duquel les trois organisations participant au présent programme influencent elles-mêmes leurs propres institutions dirigeantes.

4.4 Cibles : des décisions politiques conformes aux ODD

Ce travail d'influence vise à son tour à ce que la République démocratique du Congo respecte ses engagements internationaux dans les domaines définis, afin de s'orienter vers l'atteinte des cibles définies dans le cadre du CSC, que l'on peut reformuler plus spécifiquement dans le cadre de ce programme de la manière suivante:

- OS1 : un renforcement de l'égalité entre les hommes et les femmes, tant au travers de politiques spécifiques que d'une prise en compte transversale de cette dimension dans tous les domaines de la vie publique;
- OS2 : une gestion durable des ressources naturelles, c'est-à-dire respectueuse des limites environnementales, créatrices d'emplois décents, respectueuse des communautés locales et contribuant au développement du pays, notamment au travers du paiement et de la rétrocession des taxes devant alimenter le budget de l'Etat ;
- OS3 : une gouvernance démocratique, qui respecte la Constitution en garantissant l'organisation d'élections transparentes, apaisées, pluralistes, ainsi que l'exercice des droits civils et politiques, notamment les libertés d'expression et d'association.

4.5 Changement souhaité

Au-delà du fait de renforcer l'influence des OSC sur la décision politique dans les domaines précis sur lesquels ce programme se concentre, l'action prétend contribuer à l'atteinte de l'ensemble des cibles définies dans le CSC et donc à la réalisation des Objectifs de développement durable par la RDC

En effet :

- La transversalité de la dimension genre ne doit plus être démontrée ; il ne sera pas possible d'atteindre les Objectifs de développement durable, en particulier l'éradication complète de la pauvreté et de la faim, si une attention spécifique n'est pas apportée à la diminution des inégalités entre les hommes et les femmes ;
- Etant donné l'importance du domaine extractif dans la composition du PIB congolais, ainsi que sa contribution actuelle et potentielle au budget de l'Etat, il est clair que seule une gestion durable des ressources naturelles pourra entraîner un effet de levier suffisant pour assurer le développement économique et le financement de l'accès universel à la santé, à l'éducation ou encore à l'eau et à l'assainissement ;
- Comme l'a tristement démontré l'Histoire de l'Afrique centrale et de la RDC en particulier, la démocratie, la paix et le développement sont trois dimensions absolument nécessaires l'une à l'autre ; si la RDC ne poursuit pas sur le chemin démocratique qu'elle a pris à partir des Accords de paix de 2002 et des élections de 2006, le risque est énorme de la voir sombrer à nouveau dans la violence, annihilant par là-même tous les progrès économiques et sociaux enregistrés au cours de la dernière décennie.

5. Analyse des risques pays

Explications :											
Probabilité	1	Improbable	Effets	1	Négligeable	Niveau de risque	1	Bas	Impact résultat	Identifier sur quel(s) résultat(s) le risque aurait de l'impact. Utilisez ici la numérotation du cadre logique	
	2	Possible		2	Petit		2	Moyen			
	3	Probable		3	Moyen		3	Haut			
	4	Presque sûr		4	Grand		4	Extrême			
				5	Sérieux						
Estimation du risque					Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)					Suivi du risque	
Source et nature du risque		Probabilité	Effets	Niveau risque	Impact résultat	Traitement	Responsable	Timing	Responsable	Quand	
Querelles de leadership internes à la société civile et remise en cause des logiques de synergies		3	4	4	2 & 3	Mise en place d'une approche et d'une gestion participative des réseaux, dialogue permanent entre partenaires, création d'un espace d'échange entre leaders de réseaux, responsabilisation et valorisation du travail des membres, renforcement des mécanismes intra-interprovinciales et nationale	Secrétariats des réseaux	2017-2021	Instances des réseaux CNCD-11.11.11	2017-2021	
Instrumentalisation de la société civile par le pouvoir/ les partis politiques		3	5	3	2 & 3	Mise en place de mécanismes de reddition de comptes des représentants officiels de la SC dans les organes de dialogue avec les pouvoirs publics vis-à-vis des réseaux; mise en place d'un cahier des charges de redevabilité; concertations régulières, procédures de suspension ou d'exclusion pour les membres ne respectant pas le cahier des charges ⁵	Représentants des réseaux dans la CENI et l'ITIE; Secrétariats des réseaux	2017-2021	Instances des réseaux	2017-2021	
Décalage entre les synergies nationales et la réalité locale		3	4	2	2 & 3	Ateliers provinciaux impliquant les organisations locales; ateliers nationaux impliquant les organisations provinciales; mise en place d'outils de communication interne via sites web & internet	Secrétariats nationaux et points focaux en province	2017-2021	Coordination des réseaux	2017-2021	

⁵ Ce risque est clairement le plus aigu en période de remise en cause des acquis démocratiques, en particulier dans le cadre de l'OS 3. Les tentatives d'instrumentalisation de la société civile, tant par le pouvoir que par l'opposition, se multiplient. Les réseaux partenaires ont cependant démontré à de nombreuses reprises leur capacité à le gérer, notamment dans le cadre des tensions créées par l'organisation du Dialogue national en 2016.

Conflits dans les zones couvertes par l'action	4	4	3	2 & 3	L'action de terrain étant menée par les organisations locales à la base, elle se poursuit même en temps de résurgence des conflits. Traitement: actions de soutien et de mise en évidence des conflits par les coordinations nationales et le partenaire Nord	Points focaux, organisations locales	2017-2021	Coordination des réseaux	2017-2021
La méconnaissance de leurs droits et la fragilité de la position des femmes en RDC	3	3	2	1	Des activités de formations et informations sont mis en place par les différents partenaires	Monde selon les femmes et ses partenaires en RDC	2017-2021	Monde selon les femmes	2017-2021
Risque de change	4	3	3	1-2-3	Un taux de 1,1 \$ / 1€ a été appliqué, mais l'évolution est difficile à prévoir. Les budgets en \$ seront réadaptés annuellement en fonction de l'évolution de taux	Partenaires Nord et Sud	2017-2021	Monde selon les femmes	2017-2021

6. Description de la prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC

La prise en compte des recommandations formulées quant au CSC République démocratique du Congo a été la suivante:

- Le présent programme présente une théorie du changement commune aux organisations concernées (CNCD-11.11.11 et Monde selon les femmes), basée sur la complémentarité entre le travail de coordination des réseaux nationaux d'OSC et le travail de terrain réalisé par les OSC de base qui en sont membres. Comme convenu lors du CSC, l'application de la théorie du changement sera progressive: un dialogue est ainsi prévu avec les partenaires de l'OS C1 (genre), de façon à basculer en cours de programme vers la méthodologie des marqueurs de progrès, de la même manière que les autres partenaires (OS C2 et C3) avaient fait évoluer leur méthodologie après le démarrage du programme précédent.
- Le programme répond directement à trois cibles stratégiques du CSC. Celles-ci ont été appropriées et précisées dans la théorie du changement (cf. Supra).
- Les complémentarités et synergies sont précisées par OS.
- Les thèmes transversaux "genre" et "environnement" font ici l'objet d'une approche spécifique au travers de deux objectifs spécifiques, ainsi que transversale, avec leur prise en compte dans chaque domaine d'action.

7. OS

7.1 OS C1

7.1.1 Fiche OS C1

Outcome (Anglais ou Espagnol ou Français) :		Des OSC en organisations de femmes impliquées à différents niveaux apportent des solutions concrètes aux défis liés à l'égalité entre les hommes et les femmes, les violences de genre, les droits reproductifs et sexuels et l'empowerment des femmes en RDC.			
Outcome (Français et/ou Néerlandais) :					
IATI activity identifier :					
Pays :		RDC	Cet outcome/objectif est-il couvert par un CSC ?		Oui
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :		Subnational admin level 1	subnational admin level 2	subnational admin level 3	Localité
Partenaires locaux ou parties prenantes :	Partenaire 1	Lofepaco			Kinshasa/Sud Kivu , Tshopo
	Partenaire x	Si Jeunesse savait			Kinshasa
	Partenaire y	Mamas for Africa			Sud Kivu, territoires d'Uvira et Fizi
Autre localisation de l'intervention :					
Groupe-cible :		- Femmes et organisations de femmes et de femmes paysannes - Prestataires de santé - Ministère de la santé		- ACNG - Organisations paysannes - Acteurs de développement en RDC et en Belgique	
Nombre de bénéficiaires :	R1 et 2 : jeunes femmes bénéficiaires de soins post avortement ; 72 prestataires de soins de santé ; 30 personnes représentant le programme national de la santé des ados et jeunes (PNSA), la société des gynécologues et obstétriciens du Congo (SCIGO), le ministère provinciale de la santé, les ONG travaillant dans la santé de la reproduction) R3 : 1500 victimes basées sur le genre ; 12 intervenants locaux R5 et R6 : 25 OP, 200 femmes paysannes des OP R7 : Les acteurs de développement au Nord et au Sud ; Les ANCG belges en RDC ; Les OSC et organisations de femmes en RDC ; Des institutions publiques en RDC				
Secteur principal :					
Interactions des demandeurs :		La plus-value de la politique de partenariat du M/F qui se base sur une logique d'échanges croisés Nord-Sud/Sud-Sud d'expertise dans le domaine du genre sera valorisée dans le programme commun.			

	Un mécanisme de concertation entre les trois ACNG demandeuses leur permettra de partager régulièrement les informations pertinentes et de coordonner des activités conjointes selon les opportunités (venue d'un partenaire en Belgique, échanges dans le cadre de plateformes existantes, intégration transversale du genre).
Autres organisations impliquées :	Alliance AGRICONGO
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :	533.026

Markers :			
Environnement	1	Genre	2
RIO : désertification	0	Bonne Gouvernance	2
RIO : biodiversité	0	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	2
RIO : CC adaptation	0	HIV/Aids	1
RIO : CC mitigation	0	Droits des enfants	1

7.1.2 Description des résultats

	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification	Acteur(s) impliqué(s)
Cible(s) stratégique(s)	CSC 1 CSC 4 : 4E				
Outcome / Objectif spécifique X (A/E/F)	Des OSC et organisations de femmes impliquées à différents niveaux apportent des solutions concrètes aux défis liés à l'égalité entre les hommes et les femmes, les violences de genre, les droits reproductifs et sexuels et l'empowerment des femmes en RDC.				LMSF LOFEPACO Mamas Africa SJS Agricongo
Hypothèses	L'RDC évolue vers une gouvernance plus démocratique et Il existe un climat politique stable				
Indicateur 1 - SMART	Il existe une grande inégalité entre hommes et femmes ainsi que des violences de genre à tous les niveaux et tous les secteurs en RDC et les services pour répondre aux besoins des femmes sont insuffisant et déficients.	Des acteurs actifs dans les domaines des violences de genre, les droits reproductifs et sexuels ainsi que l'empowerment des femmes ont été renforcés et outillés pour donner des services de qualité aux femmes congolaises	Des services de qualité sont disponibles pour les femmes congolaises dans les domaines des violences de genre, leurs droits reproductifs et sexuels et les femmes ont amélioré leurs conditions et positions	Rapports annuels	
Résultat 1	R.1 (SCAC) : Les prestataires de soins de santé sont outillés pour apporter des soins de qualité post avortement				MF SJS
Hypothèses	- Ouverture des prestataires de santé pour aborder et surpasser les préjugés concernant les soins complets après avortement (SCAC) - Des jeunes femmes font confiance aux structures de santé				
Indicateur 1	Les prestataires de santé ne comptent pas avec des principes claires et harmonisés pour prodiguer des soins post-avortement de qualité	40% des prestataires de santé ont élaboré et signé une charte pour prodiguer des soins post-avortement de qualité sans stigmatisation	70% des prestataires de santé ont élaboré et signé une charte pour prodiguer des soins post-avortement de qualité sans stigmatisation	Documents de chartes signes Rapports annuels	
Indicateur n	Les prestataires de santé ne sont pas outillés ni formés pour donner des soins post	40% des prestataires de santé sont formés et outillés pour donner des soins post-avortement de	70% des prestataires de santé sont formés et	Listes de présences Evaluation des séances de	

	avortement de qualité	qualité	outillées pour donner des soins post-avortement de qualité	formations	
Résultat 2	R.2 (SCAC): Des meilleures connaissances en matière SCAC des quartiers de Kinshasa sont disponibles ainsi qu'un espace virtuel pour les jeunes (f/h) de ces quartiers et apportent aux plaidoyers pour faire passer la loi sur la santé de la reproduction.				
Hypothèses	- Ouverture au Parlement pour faire passer la loi sur la santé de la reproduction				
Indicateur 1	Il existe peu d'information et données concernant les SCAC	1 diagnostique et recherche action est disponible concernant les SCAC dans 3 zones de santé	Les données du diagnostic et recherche-actions sont disponibles et médiatisés	Document du diagnostic Document de la recherche action Rapports	
Indicateur n	La loi pour la santé de la reproduction n'est pas encore passée au Parlement	2 plaidoyers et 2 campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux sur la loi pour la santé de reproduction ont été réalisés	1 réseau d'acteurs clés a été créé et des consultations politiques ont été menées pour faire passer la loi	Rapports Campagne sur le réseau	MF SJS
Résultat 3	R.3 (VBG) : Les prestataires sont outillés pour donner une prise en charge de qualité pour les femmes victimes de violences sexuelles et autres violences de genre dans la province du Sud Kivu (territoires de Fizi et Uvira)				
Hypothèses	La situation sécuritaire et l'infrastructure permet aux intervenants d'appui de faire des missions de terrain pour renforcer les compétences des intervenants locaux et pour intervenir dans la prise en charge psychosociale des bénéficiaires si opportun. Le besoin de prise en charge persiste. L'hôpital de Panzi a suffisamment de ressources et disponibilité pour continuer à prendre en charge les bénéficiaires au plan médical, condition pour pouvoir effectuer un travail psychosocial				
Indicateur 1	Prise en charge psychosociale de 50 femmes et victimes indirectes en 2016	300 femmes et victimes indirectes auront bénéficié d'une prise en charge psychosociale	500 femmes et victimes indirectes auront bénéficié d'une prise en charge	Statistiques (registre de MFA)	
Indicateur 2	- Le niveau des compétences des intervenants locaux à Uvira est faible	- Le niveau des compétences des intervenants locaux à Uvira sera satisfaisant.	- Le niveau des compétences des intervenants locaux à Uvira sera bon.		
	-				
Résultat 5	R.5 (ANPC) : L'Académie Nationale Paysanne au Congo a contribué à professionnaliser et autonomiser les femmes paysannes et à améliorer leurs position au sein des Organisation				LOFEPACO MF

	Paysannes intégrantes d'Agricongo				AGRICONGO
Hypothèses	- Il existe un financement suffisant pour que l'ANPC puisse réaliser ses objectifs ; - Le climat politique et social en RDC permet la mobilisation des femmes paysannes ;				
Indicateur 1	Représentation des femmes dans les organes de décision des OP est de 25%	Représentation des femmes dans les organes de décision des OP est de 27%	Représentation des femmes dans les organes de décision des OP est de 30%	Rapports annuels Organigrammes des OP	
Indicateur 2	L'ANPC n'est pas encore tout à fait fonctionnelle et ne compte pas avec le financement nécessaire	L'ANPC améliore son fonctionnement avec les noyaux de communications, la mise en place d'un réseau de communication et échange de bonnes pratiques et des modules de formations à jours	L'ANPC est fonctionnel et dispose des capacités nécessaires pour organiser des formations pour les femmes des OP dans les 3 provinces	Liste de présences Rapports Réseau formel	
Résultat 6	R.6 (ANPC) : Les bonnes pratiques et connaissances en genre ont contribué aux plaidoyers pour l'accès et contrôle des ressources des femmes paysannes et l'intégration de la dimension genre au sein des OP d'Agricongo				LOFEPACO MF AGRICONGO
Hypothèses	- Il existe un financement suffisant pour que l'ANPC puisse réaliser ses objectifs ; - Le climat politique et social en RDC permet la mobilisation des femmes paysannes ;				
Indicateur 1	5% des OP d'Agricongo ont établi une stratégie/politique genre	45% des OP d'Agricongo ont établi une stratégie/politique genre	70% des OP d'Agricongo ont établi une stratégie/politique genre	Documents des politiques/stratégies genre Rapports annuels	
Indicateur n	Il n'existe peu d'action d'interpellation des autorités provinciales pour améliorer l'accès et contrôle des ressources par les femmes et leur position au sein des institutions	6 actions d'interpellation des autorités provinciales ou nationales sont formulées et négociées	9 actions d'interpellation des autorités provinciales ou nationales sont formulées et négociées	Rapports annuels Actes	
Résultat 7	R.7 (Synergies/Raag) L'institutionnalisation de l'approche genre a été promu auprès des acteurs-trices de développement à travers des croisés de pratiques et d'expertise entre le Nord et le Sud et dans le Sud.				MF et ces partenaires financiers et stratégiques
Hypothèses	- Les acteurs de la coopération belge, leurs partenaires dans le Sud et les acteurs de la société civile sont ouverts à l'intégration du genre dans leurs institutions et leur programme ; - Les financements sont suffisants pour les questions de genre ; - La situation politique du pays et l'environnement sont favorables.				
Indicateur 1	Le RAAG ^[1] est fonctionnel et permet	Au moins 20 personnes (h/f) sont inscrits et actifs	Entre 40-50 membres (h/f)	Données sexo-	

^[1] Réseau d'action et d'apprentissage sur le genre (RAAG), voir Note Réseau fournie en annexe 15 de la Gestion des partenariats, SPMO.

	un échange d'information, d'expertise, d'outils et de bonnes pratiques en genre entre les différents acteurs de développement	dans le réseau/ pays	inscrits actifs/ pays	spécifiques sur la fréquentation de plate-forme online ; documents disponibles en ligne.
Indicateur 2	Les ACNG ne sont pas/peu outillés ni formés en genre	40% des ACNG et leurs partenaires sont outillés et renforcés dans leurs capacités d'intégration du genre	70% des ACNG et leurs partenaires sont outillés et renforcés dans leurs capacités d'intégration du genre	Programmes, organigrammes, enquêtes disponibles
Indicateur 3	Il n'existe pas de bilan annuel de l'état de réalisation des cibles stratégiques en lien avec le genre	50% des ACNG a répondu à l'enquête annuelle sur l'état de la réalisation de la CSC genre	80% des ACNG a répondu à l'enquête annuelle sur l'état de la réalisation de la CSC genre	Enquêtes ; Relevé des actions genre ; Analyses des données
Conditions préalables :	Paix et sécurité en RDC Environnement favorable ; Financements suffisants.			
Typologie des activités :	R1 et R2 : Formations ; Plaidoyers et campagnes de sensibilisation ; Sondages et recherche-action ; Elaboration et mise en marche réseau virtuel ; Elaboration d'outils R3 : Prise en charge psychosociale des femmes ; Organisation des groupes de soutien (cycle de 10 sessions avec 10-12 participantes en moyen) ; Médiation familiale ; Suivi individuel des femmes et victimes indirectes ; Renforcement des compétences des intervenants de base et d'appui ; Ateliers de formation et d'échange ; Coaching. R5 et R6 = Former les points focaux de communication des noyaux provinciaux de l'ANPC sur les NTIC ; Elaborer et mettre à jour un plan stratégique commun et un plan de communication de l'ANPC ; Produire des bulletins semestriels des réalisations de l'ANPC comme réseau virtuel et les diffuser auprès des Organisations partenaires de l'Agricongo en RDC ; Elaborer un mapping /cartographie des organisations partenaires et leurs activités au sein des faïtières au niveau des provinces couvertes par les OP partenaires d'Agricongo (couplée au diagnostic des besoins en formation) ; Mettre en place une équipe outillée des formatrices sur les différents modules de formation ; Faciliter sur demande les formations modulaires dans les Provinces ; Réaliser un Diagnostic participatif sur le genre (audit genre) dans les organisations partenaires ; Organiser des ateliers thématiques sur le Genre et les Violences de genre ; Monitoring des violences basées sur le genre dans les 3 Provinces ; Collecte des données sur les thèmes de plaidoyer retenus ; Elaboration de la stratégie de plaidoyer et dépôt de la note de plaidoyer R7 : Sensibilisations et formations ;Echanges de savoirs et de pratiques ; Suivi et accompagnement institutionnel ; Elaboration d'outils sur le genre ; Enquêtes et recherches thématiques ; Organisation d'évènements conjoints ; Coordination du RAAG ; Renforcement de capacités à travers l'utilisation de différentes méthodes (accompagnement, formations thématiques, mise à disposition de recherches, participation au réseau RAAG) ; etc.			

7.1.3 T3 – Coûts opérationnels OSC 1

Programme commun - Budget 2017-2021 - CSC 2 - OSS 1

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires	60.908,00	96.867,00	82.504,00	89.839,00	90.282,00	420.400,00
Investissement		540				540 €
Fonctionnement (Frais liés à l'organisation des activités de plaidoyer, de formation et de recherche)	28.103	55.032	42.192	48.700	48.250	222.277 €
Personnel (chargés de programme, animateurs, comptable)	32.805	41.295	40.312	41.139	42.032	197.583 €
2. Collaborations	3.000 €	3.000 €	3.000 €	3.000 €	3.000 €	15.000 €
Investissement						
Fonctionnement	1.600	1.600	1.600	1.600	1.600	8.000 €
Personnel	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	7.000 €
3. Bureau local						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
4. Siège (OSC1R7)	23.900 €	15.260 €	24.425 €	17.525 €	16.516 €	97.626 €
Investissement						
Fonctionnement	12.400	3.500	12.400	4.500	3.200	36.000 €
Personnel	11.500	11.760	12.025	13.025	13.316	61.626 €
Total CO :	87.808,00	115.127,00	109.929,00	110.364,00	109.798,00	533.026,00
Investissement	-	540,00	-	-	-	540,00
Fonctionnement	42.103,00	60.132,00	56.192,00	54.800,00	53.050,00	266.277,00

Personnel	45.705,00	54.455,00	53.737,00	55.564,00	56.748,00	266.209,00
-----------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	-------------------

Partenaires						
Total Partenaire 1 : SJS	23.050	27.400	15.600	21.210	12.800	100.060 €
Total Partenaire 2: LOFEPACO	17.495	27.940	16.490	17.540	23.265	102.730 €
Total Partenaires :	40545 €	55340€	32090 €	38750 €	36065€	202790€

Collaborations (synergies)						
Total Collaboration MFA (partie prenante)	20.363	41.527	50.414	51.089	54.217	217.610 €
Total Collaboration 1	900	900	900	900	900	4.500 €
Total Collaboration 2	900	900	900	900	900	4.500 €
Total Collaboration 3	700	700	700	700	700	3.500 €
Total Collaboration 4	500	500	500	500	500	2.500 €
Total Collaborations :	3.000 €	3.000 €	3.000 €	3.000 €	3.000 €	15.000 €

Programme commun - ACNG Le Monde selon les Femmes						
Investissement	-	540,00	-	-	-	540,00
Fonctionnement	42.103,00	60.132,00	56.192,00	54.800,00	53.050,00	266.277,00
Personnel	45.705,00	54.455,00	53.737,00	55.564,00	56.748,00	266.209,00
Total ACNG Y	87.808,00	115.127,00	109.929,00	110.364,00	109.798,00	533.026,00

7.1.4 Motivation au regard des critères du CAD

7.1.4.1 Description de la Pertinence.

Le outcome 1 : « Les OSC en organisations de femmes impliquées à différents niveaux apportent des solutions concrètes aux défis liés à l'égalité entre les hommes et les femmes, les violences de genre, les droits reproductifs et sexuels et l'empowerment des femmes en RDC » contribue de manière cohérente avec la CSC 1 et à toutes les approches de cette cible. Il se centre sur les problématiques les plus pertinentes identifiées tant dans l'ACC comme dans le CSC de l'RDC, à savoir, les thématiques de droits des femmes, la lutte contre les violences de genre, la participation des femmes aux instances de prise de décisions, l'autonomie et l'empowerment des femmes ainsi que l'intégration et l'institutionnalisation du genre dans les différents acteurs du développement actif en RDC. Les résultats prévus dans l'OS1 de ce programme ainsi que toutes les activités prévues pour atteindre ces résultats s'inscrivent dans les approches communes du CSC1 du pays et sont donc pertinentes pour contribuer à une égalité de genre en RDC ainsi que pour répondre aux besoins et intérêts stratégiques des femmes en RDC.

7.1.4.2 Description de l'Efficacité.

Les partenaires choisis par le MF dans le cadre de ce programme sont des organisations de base avec une grande expertise et expérience dans les thématiques et problématiques qu'elles abordent. Ainsi, elles vont développer des actions concrètes pour arriver à réaliser des résultats qui sont en cohérence avec les approches identifiées dans le CSC1 et CSC 4:

- Résultat 1, 2 3 et 4 donnera réponse aux violences de genre et les droits de femmes : 1C, 1A, 4E
- Résultat 5 et 6 à la participation des femmes aux instances de décisions : 1B , 1D
- Résultat 7 à l'intégration du genre dans les OSC et ACNG : 1^E

7.1.4.3 Description de la Durabilité.

L'OS1 contribue de manière pertinente et efficace à l'impact voulu avec ce programme car elle met l'accent sur l'égalité entre hommes et femmes et l'empowerment des femmes, conditions nécessaires pour un développement durable et reconnu aussi ainsi par les ODD.

Durabilité technique

Les résultats et activités prévus dans l'OS1 viendront fortifier des organisations et des acteurs de développement dans l'intégration de la dimension genre au niveau organisationnel et programmatique, ce qui va contribuer à une durabilité technique des OSC et ACNG et contribuer à que leurs actions tiennent en compte les inégalités existantes entre femmes et hommes. Elles vont aussi fortifier et outiller les différents acteurs impliqués avec des outils d'analyse du genre pour que les organisations de base aient les connaissances et les outils nécessaires pour offrir des services de qualité aux femmes, que ce soit dans les formations, les services de santé et/ou des plaidoyers. Une fois les acteurs outillés et formés, les services offerts aux femmes auront amélioré leur qualité et prendront en compte les besoins et intérêts stratégiques de femmes, surtout pour les femmes victimes de violences de genre et des femmes ayant besoin des soins-post avortements.

Durabilité financière

Les différents partenaires du MF en RDC sont des organisations de base avec une trajectoire professionnelle de longue haleine avec des partenariats financés avec plusieurs donateurs internationaux. A l'issue de ce programme, ce partenaires auront acquis plus de professionnalité et d'expérience, ce qui les permet de négocier avec d'autres donateurs. Néanmoins, les actions et objectifs dans ce programme visent aussi à donner une pérennité financière des actions financées par :

- a) les formations, qui visent l'autonomisation des femmes paysannes congolaises pour fortifier leur condition et position au sein de la société en RDC
- b) des actions de plaidoyers pour impliquer les institutions étatiques (Ministère de la santé) et autres institutions responsables pour prendre en charge le coût des services de base

Durabilité sociale

La durabilité sociale résulte du fait que l'intervention est basée sur la valorisation des initiatives locales et des processus d'empowerment et de professionnalisation des femmes ce qui aura comme effet qu'elles vont pouvoir améliorer tant leurs conditions mais surtout leurs position au sein des organisations et institutions. Ainsi, elles pourront occuper des postes de décisions ce qui contribue à la durabilité sociale. Aussi va-t-on fortifier des prestataires de santé pour leur permettre de dispenser des services de qualité aux femmes congolaises, surtout en matière de santé reproductive et sexuelle et violences de genre. Ceci contribuera à une durabilité sociale dans ces domaines.

Stratégie de désengagement à l'issue de l'intervention (Exit Strategy) et conditions de durabilité

Le M/F et ses partenaires veillent à prendre en compte la durabilité des résultats dans la planification et la mise en œuvre de programmes ou projets communs.

En même temps, le changement requis pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes est tel qu'il implique de travailler sur les changements de mentalité, d'attitude, de comportements et de pratiques sur des périodes beaucoup plus longues que celles habituellement prise en compte pour un projet.

De manière générale, le M/F n'encourage pas la dépendance financière des partenaires. En même temps, étant donné la similarité des enjeux au Nord et au Sud, il a intérêt à construire des relations de partenariat sur le long terme, qui peuvent prendre ou non la forme de partenariats financiers.

7.1.4.4 Description de l'Efficienne.

Les moyens financiers demandés dans le cadre de ce programme correspondent aux besoins identifiés par les partenaires pour la mise en place et l'exécution des activités prévues en vue d'obtenir les résultats espérés dans ce programme. En pourcentage, on peut voir que du total du budget :

- Investissement : 7% du total
- Fonctionnement : 63%% du total
- Personnel : 29% du total

On peut conclure que la grande partie du budget demandé (63%) va au financement des activités prévues dans ce programme. Ceci dénote une claire efficience pour obtenir les résultats prévus dans le programme.

Le Monde selon les femmes a été récemment évalué et ses résultats sont excellents, tant dans sa gestion des partenaires (4/4), que dans sa gestion stratégique (4/), son score de gestion général est de 3,5/4 largement en dessous de ce qui était demandé par rapport à sa complexité.

Les demandes et sollicitations pour les synergies est assez important en RDC, ceci nous permettras d'augmenter le résultat recherché car nous aurons aussi un impact sur les bénéficiaires des autres acteurs de la coopération belge en RDC.

7.1.5 Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour le pays.

La vision, la mission et les principes d'action du Monde selon les femmes (M/F) se basent sur des valeurs de respect des droits humains, d'égalité, de solidarité, de justice sociale, de diversité, de responsabilité, de durabilité et d'engagement.

Le M/F agit pour la construction d'un mouvement mondial en faveur d'un développement solidaire et durable fondé sur l'égalité hommes-femmes. Il promeut le féminisme en tant que lutte sociale pour l'égalité dans laquelle les femmes sont des actrices et des citoyennes engagées et solidaires.

Le Monde selon les femmes (M/F) collabore de manière suivie avec différentes organisations d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique des Grands lacs et d'Amérique latine à travers des partenariats basés sur une vision commune et déterminés par des objectifs communs.

Les projets soutenus répondent à des critères précis, tant au sujet du type d'intervention, la méthodologie adoptée et pour ce qui est de la démarche, qui se veut participative et de co-responsabilité.

A travers ces partenariats, l'objectif du Monde selon les femmes est donc de contribuer au processus d'*empowerment* des femmes du Sud et de faire en sorte que les acteurs/actrices de développement intègrent mieux l'approche de genre dans leurs pratiques – au Nord et au Sud. Le M/F veut aussi mettre en valeur le rôle des femmes comme actrices sur les plans politique, économique, social et culturel, dans les mobilisations sociales et la production de savoirs. Le Monde selon les femmes partage avec ses partenaires du Sud, la même approche de l'*empowerment* à la fois individuelle (acquisition d'une plus grande autonomie, renforcement de l'estime de soi et de la capacité de faire des choix de vie) et collective (capacité d'un groupe d'influencer le changement des rapports de genre au niveau de la société).

Les interventions du Monde selon les femmes auprès de ses partenaires du Sud se concrétisent à travers trois grands axes:

- des projets de développement durable, d'économie solidaire et de lutte contre les violences faites aux femmes ;
- la formation et à la sensibilisation sur l'importance de l'intégration du genre dans les projets de développement ;
- le travail de recherche en réseau et de plaidoyer.

Suite à une évaluation que l'on a réalisée avec son partenaire Conafed en RDC, Le Monde selon les femmes a décidé de se désengager de ce partenaire financé tout en gardant des liens avec cette organisation dans le cadre du Réseau du MF – RAAG (voir rapport annuel 2015).

Deux nouveaux partenaires et une partie prenante ont été sélectionnées selon les critères définis dans le document de stratégie et gestion des partenariats du MF fourni dans le cadre du screening (pour plus de détails, voir: Document de référence: politique et gestion des partenariats fourni pour le screening)

Les partenaires sélectionnés pour ce nouveau programme sont connus par le MF de par les réseaux auxquels le MF participe ainsi que par des collaborations ponctuelles dans le passé avec eux. On connaît donc la qualité de leur travail et de leurs compétences.

7.1.6 Description des Synergies et Complémentarités.

Synergie/complémentarité n.1	« PASPOR » : « Programme d'appui à la structuration, au plaidoyer et à la professionnalisation des producteurs agricoles familiaux organisés en République Démocratique du Congo ».
Type	Synergie opérationnelle
CSC et approche du CSC liées	2A/5A/5B/5D/5E
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	L'Alliance Agricongo AAC a formulé six objectifs spécifiques (OS) et six résultats communs qui ont chacun un lien envers les approches et synergies tels que mentionnés dans les chapitres 2 et 3 par rapport aux cibles stratégiques communs 2 et 5 et 1 du CSC : 1. <i>OS 1 (lead par BD)</i> : Les OPA et leur faîtière provinciale, membre de CONAPAC, s'organisent et se renforcent sur le plan organisationnel. 2. <i>OS 2 (lead par SOS Faim)</i> : Les OPA et leurs faîtières provinciales et nationales agissent en synergie en tant qu'acteur politique fort pour une meilleure défense des intérêts des producteurs agricoles familiaux en RD Congo. 3. <i>OS 3(lead par VECO)</i> : La force économique des filières est intégrée dans la structuration et dans l'autofinancement du mouvement paysan à long terme. 4. <i>OS 4 (lead par Le Monde Selon es Femmes)</i> : Les OPA et leur faîtière provinciale, membre de CONAPAC, contribuent au renforcement de la position socio-économique et politique des femmes au niveau des ménages agricoles, des OPA à la base et de leurs communautés. 5. <i>OS 5 (lead par WWF et ULB Coop)</i> : Les OPA et leurs membres évoluent vers des pratiques durables agricoles qui contribuent au maintien de l'environnement. 6. <i>OS 6 (Lead par Caritas)</i> : CONAPAC et ses membres provinciaux assurent la circulation de l'information pertinente et fiable entre les différents niveaux local, provincial et national.
Acteurs Impliqués	Les 17 ONG ⁶ de l'Alliance AgriCongo (AAC)
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Pour la mise en œuvre de synergies à travers la mise en commun des efforts au niveau des activités et budgets, les membres de l'AAC combinent, dans la mesure du possible, une responsabilité géographique avec une responsabilité thématique. La synergie s'opère essentiellement grâce au partage et à la capitalisation sur des thématiques communes. Chaque ONG

⁶ Broederlijk Delen, Caritas, CODEART, CongoDorpen, CSA, Diobass, Louvain Coopération, Monde Selon les Femmes, Oxfam WereldWinkels, Oxfam Solidariteit, RCN-justice&démocratie,, Solidarité Socialiste, SOS Faim, Trias, ULB-Coopération, Vredeseilanden, WWF.

	continuera à appuyer ses propres partenaires paysans (OPA au niveau local, provincial, national) mais des carrefours paysans nationaux (et provinciaux dans le possible) seront organisés tous les ans pour capitaliser les meilleures pratiques de ces appuis.	
Contribution financière	Le MF a prévu un montant pour son partenaire direct, la Lofepaco, dans son programme et prévoit un montant dans le cadre de la convention de partenariat PASPOR.	
Budget total	Les membres de l'AAC ont prévu les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de cette synergie dans leurs budgets respectifs. Le budget détaillé avec les contributions des membres de l'AAC et l'opérationnalisation seront transmis avec la convention de partenariat liant les membres de l'AAC dans le cadre du PASPOR.	
Synergie/complémentarité n°2	Enseignement de l'histoire générale de l'Afrique et de la RDC. Application numérique, recherche et formation au service de la citoyenneté.	
Type	Synergie opérationnelle	
CSC et approche du CSC liées	1A, 1E, 3A, 3D, 8C, 9C, 9G.	
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Echange d'informations en vue de renforcer mutuellement les actions de formation et les partenariats avec les organisations locales ; partage de bonnes pratiques et partage d'expérience ; renforcement de l'approche genrée du projet ;	
Acteurs Impliqués	Le Monde selon les femmes et CEC	
Rôles, devoirs, tâches à remplir	• Tout au long du programme : échange d'informations et concertation pour le renforcement des actions de CEC et de LMSF avec le même partenaire : Si jeunesse savait. Mise en lien avec certaines écoles partenaires de SJS pour le projet de CEC. • Mutualisation d'expertise et mise en relation avec des partenaires du Monde selon les femmes : SJS et l'Académie paysanne (ANPC). • En 2^e partie du programme : intégration de l'outil numérique sur l'Histoire générale de l'Afrique développé par CEC dans les réflexions et les formations de LMSF avec les partenaires SJS et l'ANPC. • Suivi du projet de CEC par LMSF afin de renforcer l'approche genre.	
Contribution financière	500 euro	
Contribution matérielle	Mise à disposition des moyens matériels disponibles des 2 ONG	
Budget total	6,000 euro	

Synergie/complémentarité 3	Genre et Justice
Type	Synergie informationnelle
CSC et approche du CSC liées	CSC 1 , 7 approches communes : 1A / 1B/ 7F / 7G / 7H
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	Partage d'information et échange de documentations et analyses sur le genre et la corruption, le genre et les abus de pouvoir, le genre et les modes alternatifs de règlement des conflits.
Acteurs Impliqués	RCN et Le Monde selon les femmes
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Chaque ACNG communique à l'autre les documents, analyses, rapports dont elle dispose sur les thématiques mentionnées dans les objectifs. Chaque ACNG partage ses contacts utiles, invitations à conférences, séminaires etc. sur les thématiques pré-citées Régulièrement, l'une des 2 ACNG peut proposer à l'autre une réunion d'échange plus ciblée sur une des thématiques pré-citée pour une analyse conjointe d'une situation, mener une réflexion commune etc.
Contribution financière	Chaque organisation dispose des fonds pour la réalisation de cette activité et finance l'activité pour ses partenaires.

Synergie/complémentarité 4	
Type	Synergie informationnelle
CSC et approche du CSC liées	CSC1 1B 1D 1 ^E ; CSC5 5A 5D 5E
Objectif de la synergie/ de la complémentarité	MSLF, OSB et CSA vont échanger des informations sur leurs programmes qu'ils mettront en œuvre et qui concernent des champs d'activités différents mais néanmoins complémentaires, à savoir l'appui au système coopératif pour le CSA, l'appui aux organisations de base membres de la Lofepaco pour OSB et le soutien aux actions de plaidoyer pour le leadership féminin pour le MSLF
Acteurs Impliqués	Collectif Stratégies Alimentaires (CSA), Oxfam Solidarité (OSB) et le Monde selon les femmes (MSLF)
Rôles, devoirs, tâches à remplir	MSLF, OSB et CSA se concerteront plus particulièrement sur le renforcement de capacités de la Lofepaco afin d'éviter tout chevauchement dans les interventions respectives. Afin de rechercher ces complémentarités, des réunions trimestrielles seront organisées entre les 3 ACNG et ce, en plus des échanges qui auront lieu au sein de l'Alliance AgriCongo
Contribution financière	Chaque organisation dispose des fonds pour la réalisation de cette activité et finance l'activité pour ses partenaires.

7.2 OS C2 : Gestion durable des ressources naturelles (cible 2 CSC)

7.2.1 Fiche OS C2

Outcome (Anglais ou Espagnol ou Français) :		Les réseaux d'organisations de la société civile augmentent leur influence sur la décision politique en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles			
Outcome (Français et/ou Néerlandais) :		Netwerken van maatschappelijke organisaties verhogen hun invloed op de politieke besluitvorming ten gunste van duurzaam beheer van natuurlijke hulpbronnen			
IATI activity identifier :					
Pays :		RDC	Cet outcome/objectif est-il couvert par un CSC ?		Oui
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :		Subnational admin level 1	subnational admin level 2	subnational admin level 3	Localité
Partenaires locaux ou parties prenantes :	CNONGD	Couverture nationale			
	RRN	Couverture nationale			
	Synergie Sud Congo	Haut-Katanga, Lualaba, Haut-Lomami, Tanganyika			
Autre localisation de l'intervention :					
Coordonnées GPS :	Nom Partenaire / Lieu	Longitude :		Latitude :	
Groupe-cible :		Organisations de la société civile (membres des réseaux) ; Journalistes et défenseurs de droits humains ; Leaders communautaires et chefs coutumiers ; Communautés locales et autochtones des zones d'exploitation ; Population (groupe des jeunes, des femmes) ; Autorités publiques locales, provinciales et nationales ; Partenaires internationaux : FMI, Banque mondiale, UE, pays partenaires ; Comité exécutif national et Conseil d'administration international de l'ITIE			
Nombre de bénéficiaires :		75.000.000 habitants de la République démocratique du Congo			
Secteur principal :		151 (15150 & 15111)			
Interactions des demandeurs :					
Autres organisations impliquées :		120 organisations membres d'AETA ; 256 organisations membres du RRN ; 19 organisations membres du Réseau Lubumbashi (hors RRN) ; 565 organisations membres du CNONGD			
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :		512.856,10			

Markers :			
Environnement	2	Genre	1
RIO : désertification	0	Bonne Gouvernance	2
RIO : biodiversité	1	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	0
RIO : CC adaptation	1	HIV/Aids	0
RIO : CC mitigation	0	Droits des enfants	0

7.2.2 Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique C 2

Pays : RDC	
CSC RDC > CS 2: Garantir une préservation et gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles afin de contribuer au bien-être humain et à une plus grande équité sociale.	
Objectif spécifique:	
Les réseaux d'organisations de la société civile augmentent leur influence sur la décision politique en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles	
Partenaires: RRN, CNONGD ; Synergie Sud Congo	
Base line qualitative:	
Le programme 2014-2016 a permis une première phase de renforcement de l'action des partenaires. Il a notamment appuyé l'élaboration d'études sur l'accaparement des terres à des fins d'exploitation minière, la perception et rétrocession des taxes liées à l'exploitation du bois, ainsi que les dommages sociaux et environnementaux causés par l'exploitation minière dans les communautés locales. Ces études serviront de base au plaidoyer des années à venir. Le partenariat doit maintenant leur permettre de passer à l'étape supérieure à savoir: former les communautés locales à l'exercice autonome de leurs droits; renforcer l'influence effective auprès des décideurs; appuyer les autorités décentralisées pour qu'elles œuvrent localement à la protection des droits ; renforcer la prise en compte transversale du genre.	
Indicateur OS: Pourcentage des marqueurs de progrès atteints au niveau de l'objectif spécifique	
Baseline 2016: 15% ; Valeurs cibles: An 3: 30% ; An 5: 50%	
Marqueurs de progrès OS C2 - Le programme prévoit que les partenaires :	
1 /permettent aux communautés locales de connaître et de revendiquer par elles-mêmes leur droits en liens avec la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement	Base : 0% ; An 3 : 25% ; An 5 : 60%
2) surveillent de manière indépendante les activités forestières et extractives et aient une influence démontrée dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des mécanismes de transparence	Base : 20% ; An 3 : 40% ; An 5 : 60%
3) sensibilisent les communautés et les autorités décentralisées pour qu'elles œuvrent localement de manière	Base : 20% ; An 3 : 40% ; An 5 : 60%

autonome et durable à la protection des droits (notamment des défenseurs des droits humains)	
4/ se dotent d'une politique genre au sein de leur réseau et plaident l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau politique	Base : 0% ; An 3 : 25% ; An 5 : 60%
Sources de vérifications: Résultat des revues, des évaluations, des publications, des études, etc.	
Résultat 1 : Les réseaux renforcent leurs capacités institutionnelles	
Baseline qualitative	
- Le CNONGD est un réseau national qui a des points focaux dans toutes les anciennes provinces. Les CRONGD et leurs organisations membres sont arrivés à forger un véritable dialogue constructif avec tous les acteurs majeurs (gouvernement provincial, entreprises minières, société civile, universités et députés provinciaux) pour le développement agricole. Ce travail devrait être capitalisé au niveau national. - Le RRN compte des points focaux et organisations membres qui sont présentes sur le terrain y compris dans les zones forestières difficilement accessibles. Les noyaux d'observations provinciaux regroupent les membres de la société civile, les représentants des communautés locales et des administrations. La relation entre le secrétariat et les membres peut cependant encore être clarifiée. - La Synergie Sud Congo intègre désormais les points focaux de Kolwezi, Likasi, Kipushi, ainsi que les représentants des communautés locales et de radios communautaires. Ceci rapproche le réseau de la base pour défendre les droits des communautés et défenseurs des droits. Le défi de coordonner un réseau de réseaux fait partie des réflexions afin de trouver des réponses au moment où les problèmes se posent.	
Indicateur Résultat 1: % de réalisation de marqueur de progrès (MP) au niveau du résultat 1	
Baseline 2016: 20% ; Valeurs cibles: An 3 => 80% / an 5 => 80%	
Marqueurs de progrès: Le programme prévoit que les partenaires :	
1 / actualisent et rendent efficaces les textes de base (statuts, règlement intérieurs, code de bonne conduite et éthique) et investissent dans les renforcements des capacités tenant compte des besoins réels.	
2/ disposent d'un document stratégique incluant des mesures pour le développement de leur réseau y compris la recherche de l'autonomie financière.	
3/ favorisent les mécanismes de transparence, de contrôle et de redevabilité aussi bien au niveau de la coordination nationale que des points focaux.	
Sources de vérifications: Revues de résultats, évaluations, publications, études, etc.	
Résultat 2 : Les partenaires renforcent la mise en réseau des OSC pertinentes et leur couverture territoriale	
Nos organisations partenaires et leurs membres respectifs, en collaboration avec les organisations de la société se structurent, harmonisent leurs positions et coordonnent leurs efforts en faveur de la consolidation de la gouvernance minière et forestière et de la protection de l'environnement grâce à la contribution efficace et pertinente. Ils assurent la représentativité et la couverture sur l'étendue du territoire en tenant compte de la décentralisation et les nouvelles provinces.	

Baseline qualitative
Les points focaux existent dans les anciennes provinces mais celles-ci ont été démembrées. Le défi pour les organisations de la société civile est de renforcer les points focaux existants, de mettre en place les antennes dans les nouvelles provinces et d'assurer la structuration et l'harmonisation sur l'étendue du territoire.
Indicateur résultat 2 : % de réalisation de marqueur de progrès MP mises en réseaux pour tous les partenaires
Baseline: 25% ; Valeur cibles: année 3 : => 50% / année 5 : => 80%
Marqueurs de progrès - Le programme prévoit que les partenaires :
1/ déterminent et appliquent les stratégies d'élargissement de leur représentation en fonction du démembrement des provinces et renforcent la mise en réseau et la structuration des organisations du secteur.
2/ mettent en place ou occupent des espaces de concertations multi-acteurs (intégrant les femmes et les jeunes) et stimulent des échanges et des synergies entre leurs membres et d'autres acteurs.
3/ mènent des campagnes de mobilisation sur tout le territoire en vue d'influencer les décideurs quant à la responsabilisation sociale/redevabilité et initient quelques actions ou s'y impliquent.
Sources de vérifications: Journal des Outcomes, publications, études, rapports
Résultat 3 : Les réseaux renforcent et diffusent leur expertise
Nos organisations partenaires et leurs membres respectifs, ainsi que d'autres organisations travaillant dans la protection de l'environnement et la gestion des ressources minières et forestières produisent des analyses techniques qu'ils diffusent et qui sont utilisées par d'autres acteurs. Ils créent des alliances pour avoir plus de l'influence et intègrent les remarques dans leurs analyses, rendent compte aux communautés qui fournissent les informations.
Base line qualitative
Des enquêtes sont menées et des informations récoltées. Celles-ci doivent être comparées et fiabilisées notamment par le travail avec d'autres acteurs (chercheurs, journalistes et..). Les communautés locales qui fournissent les informations doivent être mieux informées du traitement de ces données et de leurs publications. Il est important d'avoir des réseaux nationaux dont les sièges sont à Kinshasa où se prennent les décisions, mais ces réseaux nationaux ne peuvent tirer leur légitimité que de leur représentativité sur le terrain. Leurs organisations membres sont présentes au niveau local et font un travail de proximité avec les populations. Ce travail est encore trop peu valorisé par les réseaux nationaux.
Indicateur Résultat 3 : % de réalisation de marqueur de progrès "diffusion de l'expertise" pour tous les partenaires
Baseline : 25% ; Valeurs cibles: Année 3 => 60% / an 5 => 80%
Marqueurs de progrès - Le programme prévoit que les partenaires:
1/ produisent des études basées sur des observations factuelles, confrontées à une analyse de qualité scientifique.
2/ diversifient les outils de communications et augmentent leur audience (médias, numérisation, sms, radio communautaire, livret de témoignages etc.).
3/ mènent des actions d'information sur la protection de l'environnement, la prévention/mitigation des risques de catastrophes naturelles auprès des communautés, des autorités locales et entreprises.
Sources de vérifications: Outcome journal des partenaires, évaluations, rapports, études, publications etc.

Résultat 4: Les réseaux interpellent de manière coordonnée les décideurs politiques
Les organisations partenaires et leurs membres respectifs, ainsi que d'autres organisations travaillant dans la protection de l'environnement et la gestion des ressources minières et forestières se renforcent, s'informent, se forment et accroissent leurs compétences, améliorent les capacités de plaidoyer et s'investissent dans le suivi et l'application des lois garantissant les droits des communautés locales.
Baseline:
Malgré les moyens limités et les distances énormes, les réseaux de la société civile et leurs membres informent et accompagnent les populations et les autorités locales. Toutefois, ils doivent renforcer leur approche stratégique, améliorer les capacités de plaidoyer et de dialogue institutionnel par le renforcement des compétences techniques, capacités de compréhension et d'analyses, et capitaliser les rapports des autres acteurs de la société civile locale.
Indicateur:
Résultat 4 : % de réalisation de marqueur de progrès "interpellation" pour tous les partenaires
Baseline: 25% ; Valeurs cibles: Année 3 => 50% / an 5 => 70%
Marqueurs de progrès: Le programme prévoit que les partenaires :
1/ élaborent des propositions concertées pour renforcer les lois, décrets sur la gouvernance des ressources naturelles.
2/ soient reconnus par les décideurs politiques locaux et nationaux en tant qu'interlocuteurs légitimes concernant les ressources naturelles.
3/ se dotent d'un guide d'évaluation de l'impact de leur action de sensibilisation et de plaidoyer politique.
Sources de vérifications : Outcome journal des partenaires, évaluations, études.
Conditions préalables:
• La paix règne sur toute l'étendue du territoire. • Les partenaires restent unis à la sortie des résultats du « dialogue » en cours et ont des moyens humains et financiers pour définir des stratégies coordonnées à l'échelle nationale et régionale. • La liberté d'action de la société civile (libertés d'association et d'expression) est garantie. • Les partenaires mettent en place des stratégies innovantes de renforcement des capacités institutionnelles et de communication avec leurs membres et les organisations à la base et construisent des synergies avec d'autres acteurs.
Typologie des activités:
• R1: formations en synergie avec les partenaires de la coupole flamande 11.11.11, tenue des réunions des instances nationales • R2: formations à destinations des points focaux nationaux, missions de terrain visant à renforcer les dynamiques locales • R3: réalisation et publication d'études de terrain; conférences de presse, communiqués • R4: courriers, réunions, séminaires, participation aux espaces officiels de dialogue entre pouvoir et société civile

7.2.3 Coûts opérationnels OS 2

Programme commun - Budget 2017-2021 - CSC 2- OSS 2

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires	119.936,37	98.213,66	96.426,64	100.102,72	98.176,71	512.856,10
Investissement						0 €
Fonctionnement	76.873	64.832	60.863	63.994	62.068	328.629 €
Personnel	43.064	33.382	35.564	36.109	36.109	184.227 €
2. Collaborations						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
3. Bureau local						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
4. Siège						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
Total CO :	119.936,37	98.213,66	96.426,64	100.102,72	98.176,71	512.856,10
Investissement						0 €
Fonctionnement	76.873	64.832	60.863	63.994	62.068	328.629 €
Personnel	43.064	33.382	35.564	36.109	36.109	184.227 €

Partenaires

Total Partenaire 1 : CNONGD	30.000	-	-	-	-	30.000 €
Total Partenaire 2: RRN	49.045	49.686	55.036	53.257	55.422	262.447 €
Total Partenaire 3: Synergie Sud Congo	40.891	48.527	41.391	46.845	42.755	220.409 €
Total Partenaires :	119.936 €	98.214 €	96.427 €	100.103 €	98.177 €	512.856 €

Programme commun - ACNG CNCD-11.11.11						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	76.872,73	64.831,84	60.863,00	63.993,63	62.067,62	328.628,82
Personnel	43.063,64	33.381,82	35.563,64	36.109,09	36.109,09	184.227,28
Total ACNG CNCD-11.11.11	119.936,37	98.213,66	96.426,64	100.102,72	98.176,71	512.856,10

7.2.4 Motivation au regard des critères du CAD

7.2.4.1 Description de la Pertinence.

Les activités menées dans le cadre de cet objectif spécifique sont centrées sur l'atteinte de la cible 2 du CSC, à savoir « garantir une préservation et gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles afin de contribuer au bien-être humain et à une plus grande équité sociale ».

Il s'agit ici, en particulier, de renforcer la mise en réseau du plaidoyer en faveur d'une gestion durable des ressources forestières (RRN) et minières (Synergie Sud Congo), ainsi que sa compatibilité avec le développement d'une agriculture familiale durable (CNONGD).

En renforçant trois des principaux réseaux de la société civile actifs dans le monitoring de la gestion des ressources naturelles, l'action doit contribuer au développement d'une expertise citoyenne permettant d'exiger la redevabilité des autorités publiques et des acteurs privés.

Selon le rapport remis par la RDC à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) pour l'année 2014, « les revenus générés par le secteur extractif totalisent un montant de 1 770 millions US\$ pour l'année 2014. La contribution directe au budget de l'Etat totalise un montant de 1 141 millions US\$ représentant 64,5% des revenus générés par le secteur. » Agir sur la durabilité de l'exploitation des ressources naturelles est donc un levier majeur pour contribuer au développement à long terme de la RDC.

Le mode d'action prévu (mise en réseau des organisations de la société civile, développement et diffusion d'expertise, plaidoyer vis-à-vis des décideurs économiques et politiques) est en phase directe avec les approches en particulier 2D et 2E, telles que définies dans le CSC.

7.2.4.2 Description de l'Efficacité.

Au-delà de la pertinence du thème lui-même et des choix de partenariat, l'objectif spécifique a été défini en fonction de son efficacité dans la contribution à la cible commune. En effet, les réseaux d'organisations de la société civile constituent *per se* des espaces de construction de synergies et de complémentarités entre acteurs, dont l'impact est nettement supérieur à la somme des parties. En témoigne la participation du RRN aux instances de l'ITIE, qui n'a de sens que par le mandat qui lui est donné par ses organisations membres.

Les réseaux partenaires n'accompagnent pas à proprement parler les communautés à la base, ce sont leurs organisations membres qui s'en chargent. Par contre, ces réseaux suscitent les espaces de réflexion, il dynamise les concertations et les synergies, ils favorisent la mise en réseau, la participation et l'implication de la société civile dans les espaces de dialogue avec les décideurs politiques et les entreprises pour que les priorités de la société civile soient prises en compte.

La mise en réseau est donc en soi un outil en faveur de l'efficacité des actions (ce qui a d'ailleurs été la raison d'être de l'élaboration des CSC). En agissant comme caisses de résonance des actions locales menées par les ONG locales, auprès des médias nationaux, des acteurs privés, des décideurs politiques nationaux et de la communauté internationale, ces réseaux permettent de faire évoluer les politiques publiques congolaises en faveur d'une plus grande durabilité. En témoigne leur influence, dans les années passées, sur le maintien du moratoire imposé à l'exploitation forestière, sur le processus de révision des contrats miniers ou la révision du code foncier.

L'objectif spécifique est donc réaliste : à condition que l'espace d'action de la société civile soit maintenu durant les cinq années à venir (eu égard aux menaces qui pèsent actuellement sur la démocratie), lesdits réseaux ont toutes les cartes en main pour voir se renforcer leur influence sur la décision politique. L'une des conditions de ce renforcement est cependant le maintien d'une vie associative dynamique en leur sein, raison pour laquelle le renforcement institutionnel et le maillage local ont été érigés en résultats. Pour toute organisation de base, la vie institutionnelle (tenue des assemblées générales, conseil d'administration, voire de réunions de comités locaux) est un rouage important, mais uniquement sous la forme de support à l'organisation des activités. Pour les coupes et réseaux concernés par ce volet du programme, il s'agit là d'espaces de création de

synergies et de renforcement indispensable pour la légitimité de leur action : sans le soutien de leurs organisations membres, la base même de leur légitimité est remise en cause.

Par ailleurs, le programme entend renforcer les convergences de vision, stratégies et méthodes de travail entre les réseaux eux-mêmes, telles que développées tout au long du programme précédent. Au-delà des liens bailleurs-bénéficiaires, il y a une réelle volonté de travailler ensemble dans la transparence, de s'entraider et de se renforcer mutuellement, afin d'améliorer l'efficacité des actions. Ces réseaux et le CNCD-11.11.11 profitent des leurs espaces de dialogue pour se renforcer mutuellement, y compris sur les sujets sensibles des luttes de leadership, le partage des expériences dans la gestion d'un réseau.

7.2.4.3 Description de la Durabilité.

Dans le cadre de cet objectif spécifique, l'impact attendu est le renforcement de la législation congolaise en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles, à savoir : un renforcement des droits des communautés locales dans les codes minier, foncier et forestier, ainsi que dans leurs arrêtés d'application ; une mise en œuvre plus effective des législations existantes ; la perception effective des taxes sur l'exploitation des ressources et sa restitution aux provinces et autorités locales, telle que prévue dans la Constitution. S'il est évident, étant donné la situation de départ, que la mise en place d'une gouvernance effective de la gestion des ressources naturelles au service de la population prendra bien plus que les 5 années du présent programme, il est à tout le moins envisageable de progresser dans cette direction, grâce à la réelle influence des partenaires sur la décision politique, due à leur expertise et à leur base sociale.

En ce qui concerne la viabilité de l'intervention elle-même, elle fait peu de doute : les trois partenaires sélectionnés sont reconnus pour leur maîtrise technique des dossiers concernés (à nouveau, leur participation à des instances de gouvernance nationales et internationales en est un indicateur objectivement vérifiable, de même que leur couverture médiatique) ; ils disposent d'une importante stabilité financière, due en particulier à la diversification de leurs sources de financement ; en matière de durabilité sociale, étant donné qu'ils n'agissent pas d'abord en interaction directe avec les bénéficiaires finaux de leurs actions, il convient surtout de mettre en évidence que le programme entend surtout renforcer l'appropriation de leurs interventions par leurs organisations membres, qui constituent leur principal groupe cible. A ce titre, le programme précédent a d'ailleurs déjà permis un renforcement du maillage local au travers d'une mise en commun des ressources au niveau provincial : certains points focaux sont mis en commun entre le RRN et le CNONGD, en particulier.

Le renforcement de la gouvernance des ressources naturelles constitue un défi d'une telle importance et un chantier à tellement long terme qu'il ne saurait être question de désengagement à court terme. Il ne s'agit pas ici d'action directe auprès des communautés locales mais principalement de plaider auprès des autorités politiques. Néanmoins, il importe de souligner que l'action a justement pour but, entre autres, de permettre à l'exploitation des ressources naturelles de profiter à la population et de contribuer aux finances publiques congolaises pour qu'à terme, celles-ci disposent des moyens suffisants pour financer elles-mêmes le monitoring de leurs propres politiques.

Par ailleurs, un dialogue permanent est instauré entre partenaires, dont la transparence a été soulignée lors de l'évaluation externe commanditée en année 3 du programme précédent. L'objectif est d'éviter des situations de brusque rupture du partenariat, préjudiciables aux institutions concernées, donc à l'action elle-même. Au cas où une stratégie de sortie est envisagée vis-à-vis de l'un des partenaires en cours de programme, le dialogue devra permettre d'assurer la recherche d'autres sources de financement. Il faut d'ailleurs noter que, si le soutien de la DGD a permis un très utile renforcement desdites actions, celles-ci sont inscrites à long terme au plan stratégique des réseaux concernés, qui ont démontré leur capacité à nouer des partenariats avec divers types de partenaires financiers pour mener à bien leurs actions.

Enfin, soulignons que le renforcement du maillage local, au travers des CRONGD et des points focaux provinciaux, est aussi un gage de durabilité : ces noyaux locaux d'acteurs fonctionnent bien souvent sans beaucoup de moyens au niveau local et n'existent pas grâce aux financements extérieurs, même si ceux-ci viennent les renforcer. Ils sont une garantie de résilience et de pérennité même dans des situations extrêmement difficiles, comme l'ont montré les sociétés civiles de l'est du pays tout au long des conflits des 20 dernières années.

7.2.4.4 Description de l'Efficienne.

Les moyens financiers demandés dans le cadre de ce programme correspondent aux besoins identifiés par les partenaires pour la mise en place et l'exécution des activités prévues. En pourcentage, 60 % du budget couvrent des frais d'activités, 40 % des coûts de personnel de nos partenaires.

En ce qui concerne les frais de fonctionnement, sont principalement prévus des ateliers de formation, des actions de plaidoyer et de sensibilisation, des actions et campagnes médiatiques, des publications, des frais de réunions et de déplacements, des frais de bureau et de communication.

Les coûts de personnel concernent la coordination et représentation des actions, la gestion de projet/plaidoyer au niveau national et provincial et du personnel de support (gestion administrative, financière et logistique).

Le CNCD-11.11.11 a été évalué dans le cadre du screening et ses résultats sont excellents en termes de gestion des partenariats (4/4) et gestion stratégique (4/4). Son score de gestion générale est de 3,1/4 bien au-dessus de ce qui était demandé par rapport à sa complexité.

7.2.5 Description de la Stratégie de Partenariat spécifique

Les partenaires ont été sélectionnés en 2013, dans le cadre d'une discussion stratégique menée par les instances du CNCD-11.11.11, donc avec les ONG et syndicats francophones, en concertation étroite avec la coupole flamande 11.11.11. Ils ont été choisis sur base de leur représentativité, de leur pluralisme et de leur expertise sur la question des ressources naturelles, ainsi que d'une recherche de complémentarité et de synergies entre l'action des organisations membres et celles de la coupole.

Cette collaboration ayant été évaluée positivement et les résultats attendus ayant jusqu'à présent été atteints (voir rapports annuels 2014 et 2015), il a été décidé de prolonger les partenariats.

Le Réseau ressources naturelles regroupe 250 organisations de base sur l'ensemble du territoire congolais. Il a, dans le cadre du programme 2014-2016 soutenu par la DGD au travers du CNCD-11.11.11, mis en place des noyaux provinciaux d'observation le long du fleuve Congo de façon à assurer le monitoring de l'extraction du bois dans les provinces forestières. C'est un acteur reconnu nationalement et internationalement, qui dispose d'une réelle capacité d'influence sur les autorités congolaises, notamment via sa participation au Comité exécutif de l'ITIE RDC.

La Synergie Sud-Congo est en particulier active dans les provinces issues du démembrement de l'ex-Katanga. Elle regroupe la plate-forme POM (partenaire de la coupole flamande 11.11.11), l'antenne provinciale du RRN et l'ONG nationale Asadho. Cette synergie dispose d'une importante reconnaissance non seulement auprès des autorités locales et provinciales, mais aussi auprès des acteurs privés, comme un relais crédible des préoccupations des communautés locales. Elle est doublement représentée au sein du Comité exécutif de l'ITIE RDC, via le RRN et l'Asadho ; cette dernière organisation est par ailleurs présente au Conseil d'administration international de l'ITIE.

Le CNONGD est la coupole des ONG de développement en RDC ; partenaire du CNCD-11.11.11 depuis sa création en 1990, il a connu ces dernières années un renforcement institutionnel axé

notamment sur un meilleur fonctionnement de ses instances de gouvernance, qui fonctionnent au travers de comités régionaux d'ONG membres (CRONGD), eux-mêmes représentés à l'AG et au CA nationaux. Il a profité du programme 2014-2016 pour développer une expertise particulière sur les questions d'accaparements des terres, notamment liés à l'exploitation minière et forestière. Il agit en complémentarité avec ses ONG membres, dont une partie est financée par la DGD au travers des ONG belges, notamment membres du CNCD-11.11.11. Les organisations membres appuient les communautés locales dans la production familiale durable et se structurent autour des CRONGD pour mener un plaidoyer local, ensuite coordonné au niveau national par le CNONGD. Le CNONGD est donc par définition un espace de synergies entre partenaires congolais des ONG belges, agissant non seulement dans le cadre de la cible 2, mais aussi, dans le présent cadre, de la cible 5 et, plus largement, de l'ensemble des cibles du CSC.

Un parcours de renforcement des capacités a été mis en place, en synergie avec la coupole flamande, et sera prolongé dans les années à venir : il s'agit de permettre aux réseaux concernés de renforcer leurs compétences institutionnelles et de gestion, avec l'appui de la CTB. Dans le cadre du présent programme, l'accent sera particulièrement mis sur la mise en réseau entre organisations et entre provinces, facteur clé du succès de réseaux pluralistes dans un pays de la taille de la RDC.

7.2.6 Description des Synergies et Complémentarités.

Partenaires stratégiques	Opérationnalisation de la synergie - indiquant exactement les activités et processus qu'on implémentera; et qui fera quoi; et qu'est-ce que on envisage avec cette activité/processus/initiative (des 'résultats' opérationnels, au-dessous des objectifs stratégiques)?
Cible stratégique 2: Garantir une préservation et gestion durable de l'environnement et ses ressources naturelles	
Acteurs	2.1. CNCD-11.11.11 & 11.11.11
sommaire	.CNCD-11.11.11 et 11.11.11 sont complémentaires dans le choix des partenaires et activités dans le cadre des ressources naturelles. Exemple au Katanga : POM est un partenaire direct de 11.11.11 et fait partie du réseau Katanga (sud Congo) qui est partenaire du CNCD-11.11.11. Ces partenaires se renforcent mutuellement.
Rôles spécifiques de CNCD-11.11.11 et 11.11.11	- Echanger les informations au moment de la planification de mise en œuvre pour éviter le doublon de financement dans le cadre de POM et Réseau Katanga - Encourager les partenaires à être complémentaires dans leur travail - Faire l'audit commun - Continuer sur l'élan du trajet de renforcements des capacités commun commencé avec le support de la CTB - Renforcer les partenaires respectifs dans leurs expertises d'analyses techniques, de plaidoyer et de diffusion d'information - Sensibiliser le partenaire respectif sur l'importance de travailler en réseau et de laisser jouer à chaque constituant son rôle (la coupole-réseau d'un part et les membres de l'autre part) - Augmenter la légitimité des réseaux et les renforcer ainsi que leurs points focaux dans les provinces en renforçant leur lien avec la base à travers notamment le renforcement de leurs membres : chacun a un rôle complémentaire à jouer.
	2.2. CNCD-11.11.11 (CNONGD, RRN, Réseau Katanga (Sud Congo), Solidarité socialiste (partenaire local CENADEP), Dynamo internationale (partenaire le CATSR)
Rôles spécifiques du CNCD-11.11.11, Dynamo-internationale et Solsoc	Chacune des organisations, avec ses partenaires, contribuera : au partage d'analyses et d'expériences, récolte d'informations et construction d'argumentaire pour les plaidoyers mais aussi des textes et

	propositions aux décrets, lois, et. Au développement de stratégies communes A la mise en relation des partenaires locaux et renforcement des collaborations
	2.3. CNCD-11.11.11 et l'Alliance AgriCongo (AAC)
Rôles spécifiques	Le CNCD-11.11.11 renforce les réseaux nationaux et les points focaux dans les provinces (RRN, CNONGD, Réseau Sud Congo) qui sensibilisent les communautés locales, les paysans, par rapport à leurs droits en liens avec la gestion des ressources naturelles (foncier, forestier, minières) En concertation avec le partenaire CONAPAC (Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo) et ses membres provinciaux, l'AAC continuera de travailler au sein de la synergie, désignée « PASPOR » : « Programme d'appui à la structuration, au plaidoyer et à la professionnalisation des producteurs agricoles familiaux organisés en République Démocratique du Congo ». La synergie s'opère essentiellement grâce au partage et à la capitalisation sur des thématiques communes. Chaque ONG continuera à appuyer ses propres partenaires paysans (OPA au niveau local, provincial, national) et réseaux de la société civile, mais, les échanges d'informations au moment de planification pourront permettre d'augmenter la légitimité des réseaux et des organisations paysannes et les renforcer ainsi que leurs points focaux dans les provinces en renforçant leur lien avec la base à travers notamment le renforcement de leurs membres : chacun a un rôle complémentaire à jouer.

7.3 OS C3 : Gouvernance démocratique

7.3.1 Fiche OS C3

Outcome (Anglais ou Espagnol ou Français) :		Les réseaux d'organisations de la société civile augmentent leur influence sur la décision politique en faveur d'un processus électoral démocratique			
Outcome (Français et/ou Néerlandais) :		Netwerken van maatschappelijke organisaties verhogen hun invloed op de politieke besluitvorming ten gunste van een democratisch electoraal proces			
IATI activity identifier :					
Pays :		RDC	Cet outcome/objectif est-il couvert pas un CSC ?		Oui
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :		Subnational admin level 1	subnational admin level 2	subnational admin level 3	Localité
Partenaires locaux ou parties prenantes :	AETA	Couverture nationale			
Autre localisation de l'intervention :					
Coordonnées GPS :	Nom Partenaire / Lieu	Longitude :		Latitude :	
Groupe-cible :		Organisations de la société civile (membres des réseaux) ; Journalistes et défenseurs de droits humains ; Leaders communautaires & chefs coutumiers ; Communautés locales et autochtone ; Population (groupe des jeunes, des femmes) ; Autorités publiques locales, provinciales et nationales; Partenaires internationaux : ONU, UE, pays partenaires ; Commission électorale nationale indépendante (CENI)			
Nombre de bénéficiaires :		75.000.000 habitants de la République démocratique du Congo			
Secteur principal :		151 Gouvernement et société civile, général 15150 Participation démocratique et société civile			
Interactions des demandeurs :					
Autres organisations impliquées :		• 120 organisations membres d'AETA, incluant CNONGD et Asadho			
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :		214.859,09			
Markers :					
Environnement	1	Genre	1		
RIO : désertification	0	Bonne Gouvernance	2		
RIO : biodiversité	0	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile (SGMNI)	0		
RIO : CC adaptation	0	HIV/Aids	0		
RIO : CC mitigation	0	Droits des enfants	0		

7.3.2 Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique C3

Pays : RDC
CSC RDC > CSC.7 Renforcer la gouvernance à tous les niveaux politiques et améliorer le respect des droits humains et soutenir la mise en œuvre de la parité.
Objectif spécifique:
Les réseaux d'organisations de la société civile augmentent leur influence sur la décision politique en faveur d'un processus électoral démocratique
Partenaires et zones d'interventions : AETA, couverture nationale
Base line qualitative:
Avec l'appui du programme 2014-2016, le partenaire AETA a utilisé son expertise technique pour analyser le processus et le calendrier électoral. Les avis techniques et études font l'objet d'un large de soutien au sein de la société civile et contribuent à renforcer l'unicité de la vision et des objectifs d'action. AETA travaille en synergie avec de nombreuses autres organisations, telles que les Eglises et les mouvements citoyens, dans le respect de la spécificité de chacun. AETA coordonne le cadre de concertation qui rassemble les organisations de la société civile et la CENI pour tenter d'harmoniser les analyses et points de vue sur le processus électoral. Lors des différents dialogues organisés par les décideurs politiques, AETA est la référence pour les analyses et contributions de la société civile. Les principaux défis pour les années à venir viendront du contexte national tendu, du fait du non-respect des échéances électorales. Celui-ci risque, au mieux, de renforcer les tensions internes à la société civile congolaise quant à la stratégie à adopter ; au pire, de voir le pays perdre ses acquis démocratiques, voire retomber dans la spirale de la violence.
Indicateur: Pourcentages des marqueurs de progrès du partenaire réalisés au niveau de l'objectif spécifique .
Baseline : 25% ; Valeurs cibles: Année 3: 35% / an 5: 60%
Marqueurs de progrès OS C3 – Le programme prévoit que le partenaire :
1 /permette aux communautés locales de connaître de revendiquer par elles-mêmes leur droits démocratiques. Baseline : 0% ; Valeurs cibles: Année 3: 30% / an 5: 60%
2 / surveille de manière indépendante le processus électoral et ait une influence démontrée dans l'élaboration et la mise en œuvre du calendrier. Baseline 2016 :25%. Valeurs cibles: Année 3: 40% / an 5: 65%
3 / sensibilise les communautés et les autorités décentralisées pour qu'elles œuvrent localement de manière autonome et durable à la protection des droits des populations civiles, notamment des défenseurs des droits humains. Baseline : 0 %. Valeurs cibles: Année 3: 30% / an 5: 60%
4/ se dote d'une politique genre au sein de leur réseau et plaident l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau politique Baseline : 0%. Valeurs cibles: Année 3: 30% / an 5: 60%
Sources de vérifications: Résultat des revues, des évaluations, des publications, des études, etc.
Résultat 1 : Le réseau renforce ses capacités de gestion institutionnelle
Baseline qualitative
AETA est née, forte de l'expérience électorale de 2006, par la volonté des organisations de la société civile congolaise agissant tant au niveau provincial que national à coordonner leurs efforts en faveur de la consolidation de la démocratie, grâce à la contribution efficace et pertinente à l'amélioration du processus électoral. Elle a été mise sur pied dans un contexte sociopolitique de tensions concernant le respect du délai constitutionnel à la fin de la première mandature

du pouvoir en place. Un tel contexte ne pouvait que conditionner les préoccupations de ses membres pour l'accomplissement de ses missions au détriment de son organisation et de sa gouvernance interne. Le réseau a malgré tout réussi à se renforcer, mais il doit désormais pérenniser sa structuration, sa vision et sa gestion interne.
Indicateur Résultat 1 : % de réalisation de marqueur de progrès "institutionnel"
Baseline : 20/% ; Valeurs cibles : année 3 = 50% ; année 5= 70%
Marqueurs de progrès: Le programme prévoit que le partenaire :
1 / actualise et rende efficaces ses textes de base (statuts, règlement intérieurs, code de bonne conduite et éthique) et investisse dans le renforcement des capacités tenant compte des besoins réels.
2/ dispose d'un document de référence incluant des mesures pour le développement du réseau et son adaptation au contexte, tout en garantissant son indépendance, y compris la recherche de l'autonomie financière.
3/ favorise les mécanismes de transparence, de contrôle et de redevabilité aussi bien au niveau de la coordination nationale que des points focaux.
Sources de vérifications: Revues de résultats, évaluations, publications, études, etc.
Résultat 2 : Le partenaire renforce la mise en réseau des organisations pertinentes et assure leur couverture territoriale.
Baseline qualitative
Le défi pour AETA est de renforcer les points focaux existants, de mettre en place les antennes dans les nouvelles provinces et assurer la structuration et l'harmonisation sur l'étendue du territoire. Les points focaux de l'AETA devront faire l'inventaire des espaces de concertations multi-acteurs qui existent dans les rayons d'action et s'y investir. Mettre en place des espaces de concertation là où ils n'existent pas et en assurer la coordination. AETA devra veiller à ce que les points focaux contribuent au programme commun (vision, mission).
Indicateur Résultat 2 : % de réalisation de marqueur de progrès "mise en réseau"
Baseline: 25% ; Valeur cibles: année 3 : => 60% / année 5 : => 70%
Marqueurs de progrès: Le programme prévoit que le partenaire :
1/ détermine et applique les stratégies d'élargissement de sa représentation en fonction de la nouvelle cartographie du pays et renforce la mise en réseau et la structuration des organisations du secteur.
2/mette en place ou occupe des espaces de concertation multi-acteurs (intégrant les femmes et les jeunes) et stimule des échanges et des synergies entre ses membres et les autres acteurs.
3/ mène des campagnes de mobilisation sur tout le territoire en vue d'influencer les décideurs quant au respect du processus électoral.
Sources de vérifications: Outcome journal, évaluations, publications, études, rapports, etc.
Résultat 3 : Les réseaux actifs dans le plaidoyer électoral renforcent et diffusent leur expertise
Baseline qualitative
AETA produit des analyses techniques dont la qualité est reconnue et qui sont utilisées par d'autres acteurs. Le défi principal consiste, dans un contexte polarisé, à faire entendre un message basé sur des analyses techniques plutôt que sur des positions tranchées dans un sens ou dans l'autre.
Indicateur Résultat 3 : % de réalisation de marqueur de progrès "expertise"
Baseline 2016: 25% ; Valeurs cibles: Année 3 => 60% / an 5 => 70%

Marqueurs de progrès - Le programme prévoit que le partenaire :
1/ produisent des études basées sur des observations factuelles, confrontées à une analyse de qualité scientifique.
2/ diversifient les outils de communications et augmentent leur audience (médias, numérisation, sms, radio communautaire, livret de témoignages etc.).
3/ mènent les actions de sensibilisation, de mobilisation sur les principes de la gouvernance démocratique en intégrant les enjeux du cadre législatif auprès de leurs membres et de l'opinion publique.
Sources de vérifications : Outcome journal des partenaires, évaluations, publications, études etc.
Résultat 4 > Les OSC actives dans le plaidoyer électoral interpellent de manière coordonnée les décideurs politiques
Baseline:
Le contexte oblige souvent les organisations de la société civile à commenter les décisions prises par les politiques, le temps et les moyens font souvent défaut pour mener le plaidoyer et soutenir des politiques pertinentes, examiner et évaluer l'impact des politiques et législations existantes afin de documenter les meilleures pratiques. AETA est depuis plusieurs années l'un des principaux interlocuteurs des pouvoirs publics en matière de suivi électoral. Cependant, l'évolution du contexte représente une double menace sur cette légitimité: menace de la part du pouvoir en place, qui tend à discréditer, voire à menacer les acteurs critiques; menace interne à la société civile, qui peine à rester unie face à la dégradation du climat interne.
Indicateur Résultat 4 : % de réalisation de marqueur de progrès "interpellation"
Baseline 2016: 25% ; Valeurs cibles: Année 3 => 50% / an 5 => 60%
Marqueurs de progrès - Le programme prévoit que le partenaire :
1/ élabore des propositions concertées pour assurer la poursuite d'un processus électoral démocratique, apaisé et garantissant l'alternance.
2/soit reconnu par les décideurs politiques locaux et nationaux en tant qu'interlocuteur légitime concernant la question électorale.
3/ se dote d'un guide d'évaluation de l'impact de leur action de sensibilisation et de plaidoyer politique.
Sources de vérifications: Outcome journal des partenaires, évaluations, études
Conditions préalables:
• La paix règne sur toute l'étendue du territoire. • Les partenaires restent unis à la sortie des résultats du « dialogue » en cours et ont des moyens humains et financiers pour définir des stratégies coordonnées à l'échelle nationale et régionale. • La liberté d'action de la société civile (libertés d'association et d'expression) est garantie. • Les partenaires mettent en place des stratégies innovantes de renforcement des capacités institutionnelles et de communication avec leurs membres et les organisations à la base et construisent des synergies avec d'autres acteurs.
Typologie des activités:
• R1: formations en synergie avec les partenaires de la coupole flamande 11.11.11, tenue des réunions des instances nationales. • R2: formations à destinations des points focaux nationaux, missions de terrain visant à renforcer les dynamiques locales. • R3: réalisation et publication d'études de terrain; conférences de presse, communiqués. • R4: courriers, réunions, séminaires, participation aux espaces officiels de dialogue entre pouvoir et société civile.

7.3.3 T3 – Coûts opérationnels OS 3

Programme commun - Budget 2017-2021 - CSC 2- OSS 3

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires	30.004,55	55.827,27	45.145,45	44.054,55	39.827,27	214.859,09
Investissement						0 €
Fonctionnement	17.641	31.827	21.145	20.055	16.918	107.586 €
Personnel	12.364	24.000	24.000	24.000	22.909	107.273 €
2. Collaborations						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
3. Bureau local						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
4. Siège						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
Total CO :	30.004,55	55.827,27	45.145,45	44.054,55	39.827,27	214.859,09
Investissement						
Fonctionnement	17.641	31.827	21.145	20.055	16.918	107.586 €
Personnel	12.364	24.000	24.000	24.000	22.909	107.273 €

Partenaires						
Total Partenaire 1 : AETA	30.005	55.827	45.145	44.055	39.827	214.859
Total Partenaires :	30.005 €	55.827 €	45.145 €	44.055 €	39.827 €	214.859 €

Programme commun - ACNG CNCD-11.11.11						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	17.641	31.827	21.145	20.055	16.918	107.586 €
Personnel	12.364	24.000	24.000	24.000	22.909	107.273 €
Total ACNG CNCD-11.11.11	30.004,55	55.827,27	45.145,45	44.054,55	39.827,27	214.859,09

7.3.4 Motivation au regard des critères du CAD

7.3.4.1 Description de la Pertinence.

L'action proposée est la mise en œuvre directe des approches 7C et 7E telles que définies dans le CSC : afin de garantir l'atteinte de la cible, à savoir un renforcement de la gouvernance à tous les niveaux politiques, le respect des droits humains et la mise en œuvre de la parité, il est indispensable de renforcer les réseaux d'organisations de la société civile pour leur permettre de gagner ou de garder la légitimité nécessaire pour servir d'interlocuteurs face aux décideurs politiques.

L'action vise directement au renforcement du réseau Agir pour des élections transparentes et apaisées (AETA), mis en place en 2011 pour assurer l'observation de l'organisation des élections et qui s'est depuis établi dans la durée. AETA est le réseau le plus large et pluraliste d'OSC en matière de suivi du processus électoral. Il s'agit du principal acteur en la matière avec la CENCO (Conférence épiscopale). Il agit par ailleurs en synergie étroite avec les mouvements citoyens nés autour de la lutte pour le maintien de la démocratie (Lucha, Filimbi, ainsi que le Front citoyen, coordonné par le président de l'Asadho, partenaire du CNCD-11.11.11 dans le cadre des activités liées aux ressources naturelles). AETA est représentée au sein de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), en charge de l'organisation des élections.

Le maintien d'un calendrier électoral le plus proche possible de celui prévu par la Constitution, avec l'organisation d'élections à tous les niveaux de pouvoir au plus tard en 2017, ainsi que l'alternance prévue dans la loi fondamentale, sont des préalables indispensables à l'atteinte de l'ensemble des autres cibles. En effet, comme le montre le cas du Burundi, le non-respect des règles démocratiques risque d'entraîner la RDC dans une dérive conflictuelle, mettant gravement en danger les maigres acquis des dix dernières années en termes de développement.

Renforcer une voix autonome et pacifique de la société civile pour informer la population (7D) et dialoguer avec les autorités politiques (7E) contribuera sans aucun doute à l'atteinte de la cible fixée dans le cadre du CSC.

7.3.4.2 Description de l'Efficacité.

La stratégie d'intervention contribue directement à la mise en œuvre des approches 7D et 7E du cadre stratégique commun RDC. Elle constitue même la clé de voûte de la logique des CSC, à savoir la construction de synergies et de complémentarités au travers du renforcement des réseaux de la société civile locale.

Afin de promouvoir une gouvernance démocratique efficace, l'ACC et le CSC ont en effet mis en évidence la nécessité d'une société civile qui soit à la fois unie et autonome vis-à-vis des décideurs politiques (pouvoir en place comme opposition). Dans le contexte mouvant de la RDC, cet objectif est indispensable, mais n'en est pas moins rendu difficile par la tension politique ambiante, en particulier l'assimilation de toute forme de contestation à l'opposition politique.

Depuis sa création en 2011, le réseau AETA a démontré son efficacité, en particulier à garder son cap institutionnel et politique en dépit des turbulences contextuelles. La colonne vertébrale de ses actions de sensibilisation et de plaidoyer peut se résumer autour des idées suivantes : indépendamment de l'évaluation qui peut être menée des politiques du gouvernement Kabila, la Constitution doit être respectée et l'alternance garantie ; les élections démocratiques doivent avoir lieu à tous les niveaux de pouvoir, afin d'ancrer la démocratie dans le quotidien de la population congolaise.

L'influence d'AETA sur la décision politique n'est plus à démontrer. Ainsi, le recul de la majorité présidentielle dans sa tentative de modifier la Constitution pour supprimer la limitation du nombre de mandats a été le résultat de l'action conjointe de la société civile organisée, coordonnée au sein d'AETA, des églises, et de nouveaux mouvements sociaux issus directement de la lutte pour l'alternance (Lucha, Filimbi). Afin d'assurer un maximum de concertation entre les différents types d'acteurs, dans le respect de la spécificité de chacun, un Front citoyen a été lancé, sous la coordination du président de l'ONG Asadho, partenaire du CNCD-11.11.11.

La méthodologie proposée pour la période 2017-2021 s'inscrit donc dans la continuité de celle qui a prévalu jusqu'ici : alimentation des actions par la production d'analyses techniques, actions

coordonnées de sensibilisation de la population, déclinées par les organisations membres dans les différentes provinces, médiatisation des positions, dialogue constructif avec les instances dirigeantes et la communauté internationale, dont AETA est un interlocuteur reconnu (cf. les auditions aux parlements belge et européen, la rencontre avec le Secrétaire d'Etat américain, par exemple).

7.3.4.3 Description de la Durabilité.

L'intervention a pour impact attendu de garantir le respect de la Constitution congolaise, au travers de l'organisation d'élections démocratiques, transparentes et apaisées à tous les niveaux de pouvoir, ainsi que l'alternance politique prévue par la même Constitution.

Il est évident que l'action d'AETA ne pourra garantir seule l'atteinte de ce résultat, comme le démontre le triste exemple du Burundi, où malgré l'action concertée de société civile et les pressions internationales, le président Nkurunziza a persévéré dans ses velléités antidémocratiques, jusqu'à plonger son pays dans le chaos.

Néanmoins, l'action part du principe que la pression conjointe de la société civile locale, relayée par les médias, et de la communauté internationale (en particulier de la Belgique, cible de plaidoyer de la Plate-forme Afrique centrale du CNCD-11.11.11 et de son homologue flamand, et l'Union européenne, cible d'EurAC, dont le CNCD-11.11.11 est membre) est un vecteur indispensable pour atteindre ce résultat.

En matière de durabilité technique, il suffit de consulter les analyses techniques produites par AETA (disponibles sur son site web) et le nombre de recensions par des organes congolais et internationaux pour constater la maîtrise par le partenaire. La principale garantie de pérennité de l'accompagnement des bénéficiaires réside dans le fait qu'AETA représente un réseau lui-même constitué de réseaux et d'organisations qui accompagnent les bénéficiaires partout dans le pays.

En termes de durabilité financière, le financement par la DGD du partenariat avec le CNCD-11.11.11 doit permettre de renforcer les actions, mais AETA a été lancée au départ sans soutien financier extérieur, car ses membres estimaient indispensable d'assurer le monitoring du processus électoral. La plate-forme dispose par ailleurs de financements institutionnels extérieurs qui garantissent sa stabilité, notamment de la part de l'*Open Society Institute* d'Afrique du Sud (OSISA).

En matière de durabilité sociale, le programme est basé sur une complémentarité entre un travail de plaidoyer de haut niveau et des actions de sensibilisation à la base par les organisations sociales locales. La conviction d'AETA est en effet que la démocratie ne pourra se maintenir à long terme que si la population congolaise s'approprie ses règles. C'est la raison pour laquelle, par exemple, des actions de diffusion en masse d'outils de vulgarisation de la loi électorale sont prévues.

Le CNCD-11.11.11 bâtit un partenariat qui contribue au renforcement des réseaux nationaux pour qu'elles accompagnent la structuration progressive des points focaux dans les provinces et des organisations à la base dans les provinces, districts et dans les villes. L'objectif à moyen et long terme est de voir émerger des groupes de pression structurés à la base avec des leaders au niveau local et provincial, compétents et capables d'influencer les politiques locales, nationales afin qu'elles intègrent les priorités et les droits des populations qu'ils rendent comptes à celles-ci. Les leaders et les populations parmi lesquelles les femmes et les jeunes devraient participer à la vie publique, faire connaître les lois qui le protègent et dénoncer les lois qui fragilisent leurs droits.

Dans un Etat fragile tel que la RDC, il ne saurait être question de désengagement à court terme pour le type d'intervention prévu ici. Cependant, si pour une raison ou une autre, le financement par la DGD devait prendre fin, le CNCD-11.11.11 dispose de fonds propres suffisants pour assurer un financement minimum en attendant la recherche d'autres financements. De plus AETA dispose de la stabilité suffisante et d'une reconnaissance institutionnelle qui garantissent qu'elle ne dépend pas entièrement de son partenariat avec le CNCD-11.11.11 pour mener ses actions.

7.3.4.4 Description de l'Efficiences.

Les moyens financiers demandés dans le cadre de ce programme correspondent aux besoins identifiés par le partenaire pour la mise en place et l'exécution des activités prévues. En pourcentage, 49 % du budget couvrent les coûts d'activités et 51 % des coûts de personnel de notre partenaire.

En ce qui concerne les frais de fonctionnement, sont principalement prévus des ateliers de formation, des actions de plaidoyer et de sensibilisation, des actions et campagnes médiatiques, des publications, des frais de réunions et de déplacements, des frais de bureau et de communication.

Les coûts de personnel concernent la coordination et représentation de l'action, un webmaster pour l'animation du site web interactif d'AETA et du personnel de support (chargé des finances, assistant administratif et chauffeur).

Le CNCD-11.11.11 a été évalué dans le cadre du screening et ses résultats sont excellents en termes de gestion des partenariats (4/4) et gestion stratégique (4/4). Son score de gestion générale est de 3,1/4 bien au-dessus de ce qui était demandé par rapport à sa complexité.

7.3.5 Description de la Stratégie de Partenariat spécifique

Comme souligné aux points précédents, la stratégie de partenariat pour ce volet se centrera sur la plate-forme AETA, même si les trois autres réseaux partenaires peuvent y contribuer indirectement. AETA est un réseau mis en place dans le but d'assurer le monitoring des élections de 2011 sur tout le territoire de la RDC. Il s'est ensuite établi de façon permanente afin de coordonner les actions d'éducation civique et de plaidoyer politique des organisations de la société civile dans la durée. Son rôle principal au sein de ce programme est de coordonner les actions de la société civile congolaise en matière de suivi électoral : assurer un maillage sur tout le territoire national, mettre les OSC en réseau, leur fournir des analyses et des argumentaires solides et leur permettre de parler d'une seule voix afin de garantir le respect de la Constitution et l'organisation d'élections transparentes, pacifiques et démocratiques.

Un parcours de renforcement des capacités a été mis en place, en synergie avec la coupole flamande, et sera prolongé dans les années à venir : il s'agit de permettre aux réseaux concernés, y compris AETA, de renforcer leurs compétences institutionnelles et de gestion, avec l'appui de la CTB. Dans le cadre du présent programme, l'accent sera particulièrement mis sur la mise en réseau entre organisations et entre provinces, facteur clé du succès de réseaux pluralistes dans un pays de la taille de la RDC.

7.3.6 Description des Synergies et Complémentarités.

Cible stratégique 7: Renforcement organisationnel des réseaux et d'organisations de droits humains (DH)	
Acteurs	7.1. CNCD-11.11.11 et 11.11.11
Sommaire	CNCD-11.11.11 et 11.11.11 ont des choix complémentaires par rapport à la cible stratégique Gouvernance Démocratique. Les deux coupoles ont un partenaire commun et les accords seront faits pour le renforcement de ce partenaire.
Rôles spécifiques de deux coupoles	- Faire une planification commune de mise en œuvre du programme pour éviter les doublons dans les dépenses (mutualiser certaines dépenses) et dans la réalisation des activités. - Informer AETA de travail que les membres des deux coupoles font avec leurs partenaires au Congo dans le domaine de gouvernance démocratique. - Relayer le plaidoyer de l'AETA auprès de la Belgique et de l'UE. - Faire l'audit commun du partenaire. - Continuer sur l'élan du trajet de renforcements des capacités commun commencé avec le support de la CTB. - Proposer le même format de rapportage. - Planifier le plus possible les mêmes dates de mission sur le terrain dans le but de faire les ateliers communs avec AETA.

	- Renforcer le partenaire dans son travail de coordination avec ses membres pour : renforcer son expertise d'analyses techniques, de plaidoyer et de diffusion d'information et ses capacités de sensibilisation et éducation civique à travers ses points focaux et organisations membres pour accompagner les communautés locales à mieux connaître leurs droits et les revendiquer.
	<u>7.2. CNCD-11.11.11 et FONCABA</u>
Rôles spécifiques CNCD-11.11.11 et FONCABA	CNCD-11.11.11 veut renforcer les réseaux d'organisations des droits humains et les appuie dans leur travail de lobbying. FONCABA appui la formation des cadres DH et des leaders DH permanents des groupes à la base des OSC partenaires en leadership, lobbying et plaidoyer afin d'accompagner efficacement des femmes et des hommes -en présence des responsables locaux- à connaître les droits humains ainsi que les mécanismes de leur défense et à une participation citoyenne de défense de leurs droits sociaux, économiques et culturel en vue de la promotion de la construction des systèmes de bonne gouvernance dans une approche «genre, droits et environnement ». CNCD-11.11.11 et FONCABA s'informent de leurs intentions à ce niveau et se mettent autour de la table avec leurs partenaires pour planifier les activités concrétisant la complémentarité.

III. SENEGAL

1. Fiche pays

Coûts opérationnels totaux pour le pays :		313 803,99 €		
Personne de contact en Belgique pour la DGD pour le pays :	Nom : Stefania Del Zotto	Organisation : Le Monde selon les femmes (MF)	Téléphone : +32 (0) 2 2230512	E-mail : stefania@mondefemmes.org lidia@mondefemmes.org

Résumé synthétique du programme pour ce pays

A travers ce programme au Sénégal, le MF et ses partenaires Enda Graf Sahel et Enda Pronat visent à renforcer les initiatives de lutte contre les effets du changement climatique, promouvoir l'agroécologie et l'approche genre pour une meilleure gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, le renforcement de l'économie locale à travers la diversification des activités, la mobilisation des actrices des communautés villageoises pour davantage d'égalité au quotidien et pour la co-construction de politiques de gestion durable des ressources. Des échanges entre partenaires permettront un renforcement de capacités mutuelles.

Ils contribueront également à une meilleure prise en compte du genre de la part des ACNG belges et leurs partenaires à travers des initiatives de suivi de la cible stratégique genre, la diffusion d'information, l'échange de savoirs et de pratiques, l'organisation de formations et l'accompagnement institutionnel, notamment à travers la coordination du Réseau d'action et d'apprentissage sur le genre (RAAG) et sa plate-forme en ligne.

Les activités seront principalement mises en œuvre dans le Delta du Saloum, à Diouroup (bassin arachidier), Guédé (vallée du fleuve Sénégal) et à Dakar (niveau national).

Carte du pays avec localisation des interventions

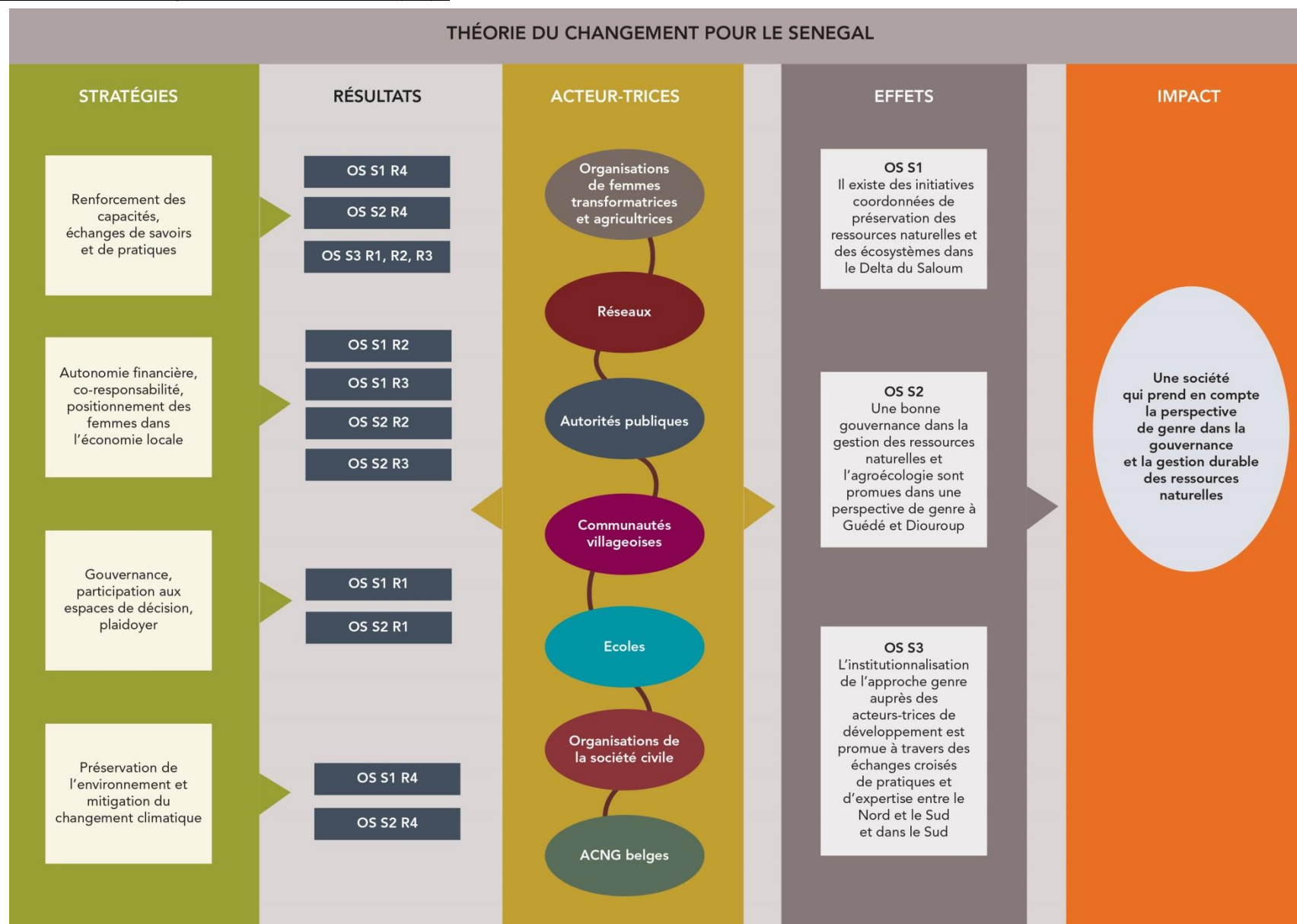


2. Liste des partenaires et parties prenantes connus au moment de la demande

Partenaire1			
Nom complet et abréviation :	Enda Graf Sahel		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	Cité Millionnaire, Dakar	+221 33 827 20 25	endagrafsahel@endagrafsahel.org
Personne de contact :	Emmanuel Seyni Ndione, Secrétaire Exécutif		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS S 1 Contribuer à la coordination d'initiatives de préservation des ressources et de l'écosystème dans le Delta du Saloum pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes		
Budget par Outcome :	Budget OS 1 : 102.404€		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Assure la mise en œuvre, le suivi et la coordination des activités relatives à l'OS1 en travaillant en lien avec le Monde selon les femmes ; participe à l'OS 3.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2008 (relation formelle)		

Partenaire 2			
Nom complet et abréviation :	Environnement Développement Action pour la Protection des Terroirs (Enda Pronat)		
Coordonnées :	Adresse :	Téléphone :	E-mail :
	54, rue Carnot, BP 3370 DAKAR	+221 33 889 34 39	pronat@endatiersmonde.org
Personne de contact :	Mariam Sow, Secrétaire Exécutive		
Outcome(s) / Objectif(s) spécifique(s) :	OS S 2 Améliorer la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles (RRNN) et promouvoir l'agroécologie dans une perspective de genre dans les communautés villageoises de Diouroup et de Guédé		
Budget par Outcome :	Budget OS 2 : 100.300€		
Description synthétique du rôle du partenaire pour chaque Outcome :	Assure la mise en œuvre, le suivi et la coordination des activités relatives à l'OS2 en travaillant en lien avec le Monde selon les femmes ; participe à l'OS 3.		
Date de début de la relation partenariale avec l'ACNG :	2008 (relation formelle)		

3. Théorie du Changement associée au pays



Explication narrative de la théorie du changement :

Le changement à long terme auquel ce programme veut contribuer est d'avoir au Sénégal 'une société qui prend en compte la perspective de genre dans la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles'. Ce qui veut dire qu'à tous les niveaux de la société et dans toutes les sphères de prise de décisions, on doit prendre en compte les inégalités existantes entre hommes et femmes, surtout celles concernant l'accès et le contrôle des différentes ressources, qu'elles soient naturelles, productives, financières, technologies, éducatives ou la ressource temps entre autres. Pour ce faire, le programme prétend mettre en marche différentes stratégies qui vont contribuer à l'empowerment des femmes et filles, tant au niveau individuel comme collectif, et la prise de conscience par les différents acteurs impliqués dans la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles et productives d'intégrer la dimension genre dans leurs actions, programmes et politiques.

Ainsi, une première stratégie veut **renforcer les capacités de gestion et l'échange des savoirs et des bonnes pratiques** pour que les femmes puissent non seulement améliorer leur statut et avoir accès aux postes de décision mais aussi obtenir des savoirs pratiques pour diversifier leurs revenus et avoir une indépendance économique. Une fois ces savoirs acquis, une deuxième stratégie, qui viendra renforcer la première, est la mise en pratique de ces savoirs pour que cette diversification de leur production soit mise en place et les femmes puissent **améliorer leur positionnement dans l'économie locale**. On veut aussi **impliquer les hommes** pour leur faire prendre conscience de la nécessité de la coresponsabilité dans le rôle reproductif et leur responsabilité au sein de tâches ménagères et éducatives. Les acteurs impliqués pour la mise en marche de ces deux premières stratégies sont les organisations de femmes transformatrices et agricultrices, les communautés villageoises et les écoles entre autres.

Pour **arriver à une gouvernance avec égalité de genre, la promotion d'une gestion durable des ressources naturelles et productives et la mise en place de stratégies de mitigation face au changement climatique**, le programme veut mettre en place des processus de plaidoyers et de sensibilisation pour que les femmes puissent être élues et présentes dans les instances stratégiques et locales de prise de décision, des activités de reboisement et des plaidoyers pour faire passer et appliquer un 'Décret sur l'accès aux ressources halieutiques' pour la population locale et surtout pour les femmes qui subissent énormément d'inégalités dans cette filière productive. Pour l'exécution de ces stratégies, on impliquera les autorités publics, les réseaux existants d'organisations sociales et de femmes et les ANCG belges. Un élément clé pour la mise en réseau sera le Réseau d'Apprentissage et Action en Genre – RAAG du Monde selon les femmes qui compte avec une plateforme online 'mondefemmes-raag.org' qui pourra interconnecter les différents acteurs impliqués pour permettre plus d'efficacité. Cet outil numérique viendra renforcer aussi les autres stratégies pour atteindre l'OS 3 qui a comme but l'institutionnalisation de l'approche genre est la promotion auprès des acteurs-trices de développement à travers des échanges croisés de pratiques et d'expertise entre le Nord et le Sud et dans le Sud'.

4. Analyse des risques associée au pays 3

Explications :														
Probabilité	1	Improbable	Effets			1	Négligeable	Niveau de risque			1	Bas	Impact résultat <td rowspan="5">Identifier sur quel(s) résultat(s) le risque aurait de l'impact. Utilisez ici la numérotation du cadre logique</td>	Identifier sur quel(s) résultat(s) le risque aurait de l'impact. Utilisez ici la numérotation du cadre logique
	2	Possible				2	Petit				2	Moyen		
	3	Probable				3	Moyen				3	Haut		
	4	Presque sûr				4	Grand				4	Extrême		
						5	Sérieux							
Estimation du risque						Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)					Suivi du risque			
Source et nature du risque			Probabilité	Effets	Niveau risque	Impact résultat	Traitement	Responsable	Timing	Responsable	Quand			
Environnemental : aggravation des effets des changements climatiques qui renforcerait la dégradation des écosystèmes dans le Delta du Saloum (dont avancée de la mer)			3	5	3	R4	Renforcer la capacité d'adaptation des populations, la résilience des écosystèmes et préparer à un déplacement de population.	Enda Graf Sahel	Continu	Etat, populations et collectivités locales, partenaires	Continu			
Environnemental : aggravation des effets des changements climatiques (hivernage déficitaire, pauses pluviométriques, inondations, etc.) qui renforcerait la dégradation des écosystèmes et pourrait conduire à une mauvaise production agricole			4	4	4	2	Renforcer la capacité d'adaptation des populations, la résilience des écosystèmes et d'autres alternatives économiques.	Enda Pronat	Continu	Enda Pronat et les animateurs de l'UCT et de NGT	Continu			
Environnemental : Pression économique liée à la pauvreté qui pousse les populations à exploiter de manière non rationnelle les ressources naturelles			4	3	2	4	Appui à la mise en place de conventions locales de GDRN avec les populations et de diversifier les activités économiques pour réduire la pression sur l'environnement	Enda Pronat	Continu	Comités villageois de gestion des conventions locales, Service des Eaux et Forêt, mairie, sous-préfet (et Enda Pronat)	Continu			
Economique : Les activités économiques de la pêche (transformation, etc.) mises en place ne			2	2	2	R2	Le projet propose une diversification des activités	Enda Graf		Equipe de projet et les populations	Tout au long du			

permettent pas une meilleure qualité de vie (notamment en lien avec la concurrence internationale et la diminution des ressources)					économiques pour les femmes et les hommes, des échanges de bonnes pratiques et des échanges de produits.	Sahel			projet
Economique : Les agricultrices et transformatrices ont des difficultés d'accès au matériel et aux crédits, ce qui limite le potentiel d'évolution de leur production	4	3	2	2	D'autres projets (WFD et peut être AFD) viendront renforcer ce projet avec des appuis en matériel agricole et des lignes de crédits qui seront orientés en priorité vers les femmes.	Enda Pronat	Avant les campagnes agricoles	Enda Pronat et les animateurs de l'UCT et de NGT	Suivi des campagnes. Evaluation annuelle
Politique : La difficulté de mettre en application les différentes lois, politiques, plans	3	3	2	R1	Campagne de plaidoyer auprès des décideurs et des ateliers de renforcement de capacité pour une application des plans et politiques	Enda Graf Sahel		Equipe de projet Organisations partenaires	Tout au long du projet
Politique : La réforme foncière adopte le principe d'immatriculation généralisée des terres (privatisation) qui risque de marginaliser les populations rurales les plus pauvres dans l'accès aux terres	4	2	2	1	Le projet accompagnera les résistances paysannes pour l'accès à la terre (sensibilisation et défense de leurs droits, etc.)	Enda Pronat	Avant et après l'adoption de la loi	Enda Pronat, les élu-e-s et les autorités villageoises	Continu
Culturel : Les résistances culturelles et religieuses contre l'égalité entre les femmes et les hommes augmentent	2	3	1	R3	Le choix du projet de travailler avec les hommes, les femmes, les religieux, les notables, les leaders sensibles au genre concourt à son acceptation	Enda Graf Sahel et Enda Pronat	Continu	Enda Graf Sahel, Enda Pronat et les animateurs locaux	Continu
Social : Résistance des populations envers les nouvelles initiatives/technologies apportées par le projet	1	5	1	2	Implication des populations dans le diagnostic et l'identification des initiatives/ technologies	Enda Pronat	Avant et pendant planification/ch. année	Enda Pronat et les animateurs locaux	Continu
Social : Résistance des groupes cibles face à l'intégration effective du genre	2	3	2	OSS3	Sensibilisation, diffusion d'information, de recherches et d'études, échanges d'expérience, formations	MF, Enda Graf Sahel et Enda Pronat	Continu	MF, Enda Graf Sahel et Enda Pronat	Continu

5. Description de la prise en compte des recommandations formulées dans le cadre du Dialogue Stratégique lié à un CSC

- **Synergies** : différentes synergies ont été identifiées et seront opérationnalisées dans le cadre de ce programme – voir ci-dessous.
- **Suivi des thématiques transversales** : le MF et ses partenaires ont prévu des activités qui permettront de contribuer au suivi de la cible stratégique 8 relative à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment à travers l'OS3, dont l'échange d'informations, des échanges de savoirs et de pratiques, l'accompagnement institutionnel et la coordination du Réseau d'action et d'apprentissage sur le genre (RAAG) et sa plate-forme en ligne.
- **Parcours d'amélioration** : Le MF et ses partenaires s'engagent à participer aux différentes initiatives et réunions prévues dans ce cadre.

6. OS

6.1. OS Sénégal 1

6.1.1. Fiche OS S 1

Outcome:		OS S 1 Contribuer à coordonner des initiatives de préservation des ressources naturelles et des écosystèmes dans le Delta du Saloum pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes			
Pays :		Sénégal	Cet outcome/objectif est-il couvert par un CSC ?		Oui
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :		Région	Département	Commune	Localité
Partenaires locaux ou parties prenantes :	Partenaire 1 Enda Graf Sahel	Fatick	Foundiougne et Fatick	Fimela et Dionewar	
Groupe-cible :		Femmes transformatrices des ressources naturelles (coquillages, poissons, fruits et légumes) ; Réseau des Femmes de la Pêche Artisanale au Sénégal (REFEPAS), pêcheurs ; producteurs-productrices de céréales et leurs organisations			
Nombre de bénéficiaires :		1200 femmes et hommes dans le secteur de la pêche, de l'agriculture et leurs organisations			
Secteur principal :		Aires marines protégées, 15170, 313, 1150.			
Interactions des demandeurs :		La plus-value de la politique de partenariat du MF qui se base sur une logique d'échanges croisés Nord-Sud/Sud-Sud d'expertise dans le domaine du genre sera valorisée dans le programme commun. Un mécanisme de concertation entre les trois ACNG demandeuses leur permettra de partager régulièrement les informations pertinentes et de coordonner des activités conjointes selon les opportunités (venue d'un partenaire en Belgique, échanges dans le cadre de plateformes existantes, intégration transversale du genre).			
Autres acteurs et organisations impliqués :		Acteurs sénégalais : Ministères des pêches, Ministère de l'environnement, Conseil départemental de Fatick, Préfecture de Niodior, Préfecture de Fimela, Services des Pêches, Services des eaux forêts, Commune de Dionewar, Palmarin et Fimela, Comités de gestion des ressources des 3 communes, Aire Marine Protégée Communautaire de Sangomar, CLPA des communes de Dionewar et Fimela ; Réseau EFA (Entrepreneuriat Féminin et Adaptation climatique), IUPA (Institut Universitaire de Pêche et d'Aquaculture), le Réseau de l'association africaine des éco-maires. Le programme renforcera les partenariats initiés dans le cadre du FSP « genre et économie », en particulier avec le GRET, AVSF au Sénégal autour de la gestion des ressources naturelles et le programme GENDDER financé par l'AFD. ACNG belges impliquées dans les synergies/complémentarités (voir ci-dessous).			
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :		102 404€			

6.1.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique OS S 1

Enda Graf Sahel	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification	Acteur(s) impliqué(s)
Cible(s) stratégique(s)	3 Assurer une bonne gouvernance et une démocratie participative et inclusive, afin que les organisations publiques et privées puissent remplir leurs responsabilités auprès des populations rurales et urbaines, y compris les plus vulnérables et en rendre compte 5 Favoriser une meilleure protection de l'environnement et une gestion durable des ressources naturelles par les acteurs locaux 8 Promouvoir l' <i>empowerment</i> des femmes et renforcer l'égalité entre femmes et hommes dans les différents secteurs d'intervention				
Outcome / Objectif spécifique OS S 1	Contribuer à coordonner des initiatives de préservation des ressources naturelles et des écosystèmes dans le Delta du Saloum pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes				
Hypothèses	Les rapports de genre restent au cœur des politiques internationales, nationales et locales Il existe une volonté de contrer l'avancée de la mer, conséquence du changement climatique et d'actions anthropiques. Les résistances sociales, religieuses et culturelles face à l'égalité de genre n'augmentent pas.				
Indicateur 1 : L'implication des hommes aux tâches ménagères atteindra 20% à la fin du projet	Les initiatives du care restent entre les mains des femmes L'égalité de genre demeure faible	Un début de participation des hommes aux initiatives du care	Les initiatives du Care ont augmenté de 20%	Rapports d'enquête en fin de chaque phase et diffusion	Enda Graf Sahel
Indicateur 2 : 35% des intervenant-es dans la zone développent des synergies	Une pluralité d'intervenantes sur les mêmes sites sans aucune cohérence	20% des partenaires intervenants dans la zone développent des synergies	35 % des partenaires intervenants dans la zone développent des synergies	Rapports des réunions de comité de pilotage et de concertation Rapports d'activités PV des réunions communales	ENDA GRAF, PARTENAIRES, ELUS LOCAUX
Résultat 1	La participation des femmes dans les espaces de gestion et de décision est améliorée				
Hypothèses	Les renforcements de capacité contribuent à faire évoluer la situation et les inégalités de genre diminuent ; Il existe une volonté pour que les règles de gestion impliquent mieux la question du genre.				
Indicateur 1 : Augmentation de 30% du nombre de femmes dans les instances de gouvernance et dans les postes stratégiques (Bureau municipal, bureau exécutif	Même s'il y a parité, les femmes sont faiblement représentées dans les bureaux exécutifs et elles sont absentes des structures de gouvernance (AMPC)	Les femmes représentent 15% des membres des bureaux exécutifs	Les femmes représentent 30% des membres des bureaux exécutifs	PV d'installation des instances de gouvernance	ENDA GRAF, SERVICES DECONCENTRES-AUTORITES ADMINISTRATIVES ET LOCALES

COGERN, Comité de Plage, dans les CLPA, AMPC)					
Résultat 2	Les initiatives en cours développées par 500 femmes dans les localités cibles sont renforcées par de nouvelles activités de diversification.				
Hypothèses	Les jeunes hommes et femmes développent des initiatives de diversification économique promues pour améliorer leur position économique et sociale.				
Indicateur 1 : Augmentation de 20% des revenus au niveau des activités de production individuelles et des ménages ; augmentation de 25% du chiffre d'affaires des unités	La base line a montré que les femmes ont des revenus faibles (35 000F/mois) ; Les unités de transformation ont des chiffres d'affaires mensuels de 300 000F.	Les revenus des femmes ont augmenté de 10% Le chiffre d'affaires des unités de 15%	Les revenus des femmes augmentent de 20% Les chiffres d'affaires des unités de 25%	Rapports d'enquête ; Cahier de recettes avec progression ventes.	ENDA GRAF
Indicateur 2 : De nouvelles activités pour les hommes et les femmes sont créées pour la diversification des sources de revenus	La baseline a montré que l'essentiel des activités tournent autour de l'exploitation des produits halieutiques et forestiers	Création de 4 nouvelles activités Riziculture Aquaculture Mécanique hors-bord Maraîchage	Création de 4 nouvelles activités pour 70% de femmes et 30% d'hommes	Les rapports de suivi ; suivi des ventes des 4 nouveaux produits.	ENDA GRAF
Résultat 3	Les hommes et les femmes sont co-responsables des différents rôles au sein des familles.				
Hypothèses	La reconstitution de la cohésion sociale passe par une meilleure valorisation du rôle des femmes au sein des familles et de la communauté.				
Indicateur 1 Augmentation de 25% du nombre d'hommes qui participent aux activités reproductives après 5 ans	Les hommes du groupe cible ne participent pas aux activités reproductives	10% des hommes du groupe cible participent aux activités reproductives	25% des hommes du groupe cible participent aux activités reproductives	Rapport d'enquête et de sondage et sa diffusion	ENDA GRAF
Résultat 4	Les capacités d'adaptation et de résilience des hommes et des femmes face au changement climatique et à la dégradation des écosystèmes sont renforcées				
Hypothèses	La dégradation des ressources naturelles n'est pas qu'un problème écologique, c'est aussi la résultante des problèmes de dérégulation sociale ; La promotion d'une alternative d'économie verte basée sur l'exploitation durable des ressources où les femmes et les hommes sont au cœur de la gestion des ressources, concourt à la restauration des écosystèmes et à l'adaptation au changement				

	climatique.				
Indicateur 1 : Les superficies des écosystèmes de mangroves, de forêts ainsi que les vasières des zones cibles dans le Delta du Saloum ont augmenté de 125 ha à la fin du projet	Une régression avancée des écosystèmes de mangrove, de forêt et des vasières	Un reboisement de 60 ha de forêt et un ensemencement de 15ha de vasière	Reboisement de 100 ha et ensemencement de 25ha de vasières	Rapport d'activité, suivi forestier Photos diachroniques	ENDA GRAF-EAUX ET FORETS –AMP-POPULATIONS
Indicateur 2 : au moins une revendication portée par le REFEPAS pour l'accès aux ressources halieutiques est acceptée par les décideurs publics.	Une précarité des femmes pour l'accès aux ressources Un projet de Décret sur l'accès aux ressources halieutiques pour les femmes est en cours d'élaboration.	Sensibilisation des décideurs politiques pour l'application du Décret	L'accès et le contrôle des ressources halieutiques est effectif pour les femmes transformatrices du Sénégal	Le Décret d'application ; documents de plaidoyer auprès décideurs ; Les coupures de presse.	ENDA-REFEPAS-ADEPA-Direction des Pêches
Conditions préalables :					
Typologie des activités :	RÉSULTAT 1 A1 : Formation en leadership politique A2 : Atelier d'échange A3 : Foras avec les hommes sur l'importance de la place des femmes dans les instances de gestion A4 : Emissions radios A5 : Formation dans le cadre des prochaines élections locales, législatives RESULTAT 2 Théâtre forum Appui au développement de nouvelles initiatives économiques (riziculture-aquaculture) Faciliter la recherche de débouchés (mise en relation avec d'autres zones) Formation en dynamique organisationnelle et lien dans les chaines de valeur Développement de métiers liés à la pêche (formation de mécaniciennes/ciens hors-bord) Ateliers d'échange Organisation d'événements pour valoriser le territoire et ses produits RESULTAT 3 Séance d'alphabétisation affective pour une meilleure implication des hommes dans les rôles reproductifs Activités extra scolaires estime de soi Ateliers d'échange Recherche action sur la co-responsabilité et l'identité masculine Centre ado (écoute-conseil) au profit des jeunes filles et des garçons				

Publications

RESULTAT 4

Ateliers d'échange

Recherche-action

Plaidoyer auprès des décideurs sur l'accès aux ressources halieutiques pour les femmes

Appui à l'accès et au contrôle des ressources naturelles (forestières, mangroves...)

Protection et régénération des écosystèmes face au CC

Education genre et environnement

Utilisation de procédés écologiques (foyers améliorés-biogaz).

6.2. OS Sénégal 2

6.2.1. OS S 2

Outcome :		OS S 2 Améliorer la bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et promouvoir l'agroécologie dans une perspective de genre		
Pays :		Sénégal	Cet outcome/objectif est-il couvert par un CSC ?	Oui
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :		Régions	Arrondissements	Départements
Partenaires locaux ou parties prenantes :	Partenaire 2 : Enda Pronat	St Louis et Fatick	Damadji Saré et Tattaguine	Podor et Fatick
Groupe-cible :		Guédé et Diouroup		
Nombre de bénéficiaires :		Femmes et hommes des communautés ciblées, productrices, élues, autorités locales		
Secteur principal :		125 élues, 500 productrices, 5 écoles et 16 villages dans 5 communes (3 à Guédé et 2 à Diouroup)		
Interactions des demandeurs :		Agriculture, gouvernance, 15170, 311, 1150		
Autres acteurs et organisations impliqués:		La plus-value de la politique de partenariat du MF qui se base sur une logique d'échanges croisés Nord-Sud/Sud-Sud d'expertise dans le domaine du genre sera valorisée dans le programme commun. Un mécanisme de concertation entre les trois ACNG demandeuses leur permettra de partager régulièrement les informations pertinentes et de coordonner des activités conjointes selon les opportunités (venue d'un partenaire en Belgique, échanges dans le cadre de plateformes existantes, intégration transversale du genre).		
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :		Intervenants sénégalais: GRAFOSEN (groupement sur les droits des femmes autour du foncier), l'Observatoire de la parité dans le domaine des activités d'agroécologie, CRAFS (cadre de réflexion et d'action pour le foncier au Sénégal), l'Observatoire sur la parité (ONP), FENAB (Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique) et RNFRS (Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal) ; ACNG belges impliquées dans des synergies/complémentarités (voir ci-dessous).		
		100 300€		

6.2.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique OS S 2

Enda Pronat	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification	Acteur(s) impliqué(s)
Cible(s) stratégique(s)	2 Promouvoir un modèle agricole performant (production végétale, animale et halieutique), basé sur l'agriculture familiale et priorisant les besoins et rôles spécifiques des femmes et des jeunes, qui améliore la souveraineté alimentaire et rend les territoires ruraux du Sénégal socialement, économiquement et écologiquement viables 3 Assurer une bonne gouvernance et une démocratie participative et inclusive, afin que les organisations publiques et privées puissent remplir leurs responsabilités auprès des populations rurales et urbaines, y compris les plus vulnérables et en rendre compte 5 Favoriser une meilleure protection de l'environnement et une gestion durable des ressources naturelles par les acteurs locaux 8 Promouvoir l'<i>empowerment</i> des femmes et renforcer l'égalité entre femmes et hommes dans les différents secteurs d'intervention				
Outcome / OS S 2	Améliorer la bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et promouvoir l'agroécologie dans une perspective de genre				
Hypothèses	Les rapports de genre restent au cœur des politiques internationales, nationales et locales ; la Stratégie Genre nationale en cours de révision sera appliquée ; Le Cadre National d'Investissement Stratégique pour la Gestion Durable des Terres permet d'inverser durablement la tendance à la dégradation des terres dans tous les écosystèmes pour une productivité durable ; Le transfert de compétences aux collectivités locales en matière d'agriculture et d'hydraulique, prévu par l'Acte 3, permettra une meilleure gouvernance ; Les résistances sociales, religieuses et culturelles concernant l'égalité entre les femmes et les hommes n'augmentent pas.				
Indicateur 1 : le nombre de décisions prises en faveur des intérêts des femmes et de l'agroécologie au sein des conseils municipaux et des comités villageois	En 2016 Diouroup : dotation par la mairie de moulins pour alléger les travaux des femmes Guédé : réfection du marché local et de la maternité	Les communes négocient au moins 1 partenariat pour renforcer les activités de production agroécologique et de transformation des femmes	Diouroup et Guédé : une ligne budgétaire pour soutenir l'entrepreneuriat féminin a été votée	Convention de partenariat ; budgets communaux	Enda Pronat
Indicateur 2 : A Guédé : le nombre d'hectares que les femmes productrices contrôlent augmente	En 2016 : les femmes de Lérabé occupent et contrôlent 16 ha	En 2019 : les femmes de Lérabé occupent et contrôlent 30 hectares	En 2021 : les femmes de Lérabé occupent et contrôlent 60 hectares	Rapports de suivi et d'évaluation Enda Pronat, PV de conseil municipal, accords d'utilisation de la terre	
Indicateur 3 :	Les femmes de Diouroup n'ont	Sur 300 femmes	Sur 500 femmes	Conventions locales	

A Diouroup, le nombre de parcelles agricoles contrôlées par les femmes	pas de titres de régularisation foncière	sensibilisées au moins 50 obtiennent des titres de régularisation foncières	sensibilisées, au moins 100 obtiennent des titres de régularisation foncière	validées par le sous-préfet, registre foncier des communes, PV des eaux et forêts	
Résultat 1	La représentation des femmes et la prise en compte de leurs intérêts dans les espaces de gestion et de décision au niveau municipal est améliorée				Enda Pronat
Hypothèses	La loi sur la parité sera appliquée aux prochaines élections locales en 2019, il y aura autant d’hommes que de femmes parmi les élu-e-s municipaux ; Dans les bureaux municipaux le nombre de femmes représentées augmente ; La future réforme foncière prendra en compte les comités villageois paritaires dans la gouvernance foncière ; Suite aux élections locales de 2019, la parité est appliquée dans les bureaux municipaux de Guédé et Diouroup.				
Indicateur 1 : le nombre de femmes qui prennent la parole et font des propositions pendant les réunions augmente	Diouroup, seules 4 sur 20 conseillères prennent régulièrement la parole ; A Guédé, 10 sur 20 prennent régulièrement la parole ; Dans les 2 zones, les bureaux des conseils municipaux ne sont pas paritaires.	A Diouroup, 35% des conseillères prennent régulièrement la parole. A Guédé, 50% des conseillères prennent régulièrement la parole.	A Diouroup, 50% des conseillères prennent régulièrement la parole. A Guédé, 75% des conseillères prennent régulièrement la parole.	PV des réunions des conseils municipaux	
Résultat 2	Le positionnement des femmes dans l’économie locale est renforcé par la diversification des activités, l’amélioration de productivité et la promotion de la biodiversité				Enda Pronat
Hypothèses	Les femmes développent des initiatives de diversification économique qu’Enda Pronat appuie ; leur position sociale s’améliore grâce à l’augmentation de leurs revenus, à leur contribution et leur présence visible dans l’économie locale ; La productivité augmente, comme cela a déjà été le cas dans des projets précédents.				
Indicateur 1 : Augmentation des rendements du riz à Diouroup	500 kg/ha/an	600 kg/ha/ an	700 kg/ha/an	Fiches de suivi des rizicultrices et rapport d'évaluation de campagne	
Indicateur 2 : Nombre de spéculations cultivées par les femmes productrices du GIE à Guédé	3 spéculations : choux, oignon et piment	5 spéculations cultivées	6 spéculations cultivées	Fiches de suivi des productrices	
Résultat 3	Amélioration du partage des tâches reproductives au sein des communautés				
Hypothèses	La cohésion sociale passe par le rééquilibrage des rapports de pouvoir inégaux au sein des familles et de la communauté ;				

	Le groupe cible est sensibilisé aux questions de genre ; Pour une vraie co-responsabilité au sein des communautés, les femmes et les hommes doivent être en mesure de partager les tâches reproductives et d’assumer des activités exercées habituellement par l’autre sexe ; Les résistances au changement pourront être surmontées.					
Indicateur 1 : nombre d’hommes participant aux activités reproductives dans les deux zones augmente	Diouroup : et Guédé : 5% des hommes participent aux activités reproductives	Diouroup et Guédé : 10% d’hommes sont sensibilisés aux enjeux du partage des tâches reproductives	Diouroup et Guédé : 15% des hommes sensibilisés participent aux tâches reproductives	Rapport d'enquête, témoignages	Enda Pronat	
Indicateur 2 : nombre de femmes qui exercent des tâches habituellement exercées par des hommes à Guédé (ex. entretien pompes) augmente	0	3% des 100 productrices sensibilisées	6% des 200 productrices sensibilisées formées et actives	Rapports semestriels d'Enda Pronat		
Résultat 4	Les capacités d’adaptation, mitigation et de résilience des hommes et des femmes face au changement climatique et à la dégradation des écosystèmes sont renforcées					
Hypothèses	Les groupes cibles sont sensibilisés aux impacts du changement climatique sur leur vie et leur écosystème ; Il existe une motivation des populations pour préserver l’environnement ; En améliorant les conditions économiques des populations, la pression de ces dernières sur les ressources naturelles diminue ; La mise en place de règles de gestion par les villageois-e-s contribue à limiter l’exploitation abusive des ressources naturelles.					
Indicateur 1 : augmentation du nombre de groupes mixtes impliqués continuellement dans les conventions –locales à Diouroup	5 villages engagés dans la convention de Fayil	11 villages engagés dans les conventions (Senghor)	15 villages engagés dans les conventions locales	Rapports semestriels d'Enda Pronat et PV de la mairie de Diouroup		
Indicateur 2 : augmentation du nombre de groupes mixtes impliqués continuellement dans des activités de régénération	1 école (Guédé Diéri)	2 écoles et 4 GPF	5 écoles et 6 GPF	Rapports semestriels d'activités et de suivi d'Enda Pronat		

de l'environnement à Guédé				
Conditions préalables :	A Guédé, la SAED réalise de nouveaux aménagements hydro-agricoles ; A Diouroup, les conventions locales sont validées et reconnues formellement par la mairie et la sous-préfecture pour permettre leur application ; Les élections locales sont maintenues en 2019.			
Typologie des activités :	R1 : Ateliers d'information des femmes et des hommes sur la réforme foncière et la gouvernance des RN			
	R1 : Journées d'échanges avec les élues et autres femmes leaders pour renforcer leur leadership et leurs capacités de plaider dans les instances de gouvernance			
	R2 : Etude/capitalisation pour mesurer l'apport des femmes dans l'agroécologie et les difficultés particulières qu'elles rencontrent (à publier dans le web)			
	R2 : Formation des femmes et des hommes sur l'entretien mécanique des pompes hydro-agricoles à Guédé			
	R2 : Recherche-Action-formation sur le système de riziculture intensif et la mécanisation à Diouroup			
	R2 : Visite d'échange entre GPF sur les pratiques agroécologiques et la diversification des cultures à Guédé			
	R2 : Suivi de la campagne agricole			
	R3 : Formation sur les droits et devoirs civiques et familiaux à Diouroup			
	R3 : Journées de sensibilisation et visites à domicile pour encourager les H et les F à revoir leurs rôles au sein des familles et des communautés à Guédé et Diouroup ;			
	R3 : Visites d'échange avec d'autres organisations où les femmes ont des capacités de leadership confirmées ;			
	R3 : Diagnostic pour l'Introduction du genre à l'école à Guédé			
	R3 : Utilisation de jeux de rôle pour faciliter l'identification des inégalités de genre à l'école et avec les adultes			
	R4 : Appuyer les communautés dans l'élaboration et/ou la diffusion de plans de gestion et de conventions locales de GDRN			
	R4 : Formations techniques sur des méthodes de régénération de l'environnement (Régénération naturelle assistée, lutte contre la salinisation, pépinières forestières,...)			
	R4 : Sensibilisation sur la valorisation des déchets ménagers auprès des communes (tri et recyclage des matières organiques)			
	R1, R2 et R4 : Animation d'émissions radio sur le genre, la gestion durable des RN, la réforme foncière			

6.3. OS Sénégal 3

6.3.1. Fiche OS Sénégal 3

Outcome :		OS S3 L'institutionnalisation de l'approche genre est promue auprès des acteurs-trices de développement à travers des échanges croisés de pratiques et d'expertise entre le Nord et le Sud et dans le Sud	
Pays :		Sénégal	Cet outcome/objectif est-il couvert par un CSC ?
Province(s) / Etat(s) ciblé(s) :		Pays	
Partenaires locaux ou parties prenantes :	Partenaire 1	Enda Graf Sahel	
	Partenaire 2	Enda Pronat	
Groupe-cible :		ACNG belges et leurs partenaires au Sénégal ; acteurs du développement ; organisations de la société civile.	
Nombre de bénéficiaires :		• Environ 20 ACNG • 20 expertes et experts en genre pour les formations • 60 participants à des focus group recherches • 200 pour les formations actrices et acteurs de la coopération, responsables projets, etc. • 1500 personnes pour l'accès à l'information	
Secteur principal :		15170, 1150	
Interactions des demandeurs :		La plus-value de la politique de partenariat du MF qui se base sur une logique d'échanges croisés Nord-Sud/Sud-Sud d'expertise dans le domaine du genre sera valorisée dans le programme commun. Un mécanisme de concertation entre les trois ACNG demandeuses leur permettra de partager régulièrement les informations pertinentes et de coordonner des activités conjointes selon les opportunités (venue d'un partenaire en Belgique, échanges dans le cadre de plateformes existantes, intégration transversale du genre).	
Autres acteurs et organisations impliqués :		ACNG belges et leurs partenaires impliqués dans des synergies (voir tableaux ci-dessous), participants au RAAG.	
Coûts opérationnels de l'outcome/objectif spécifique (total) :		111.099€	

6.3.2. Description des résultats Outcome / Objectif Spécifique OS S 3

MF et ses partenaires	Baseline	An 3	An 5	Sources de vérification	Acteur(s) impliqué(s)
Cible(s) stratégique(s)	Cible stratégique commune 8 : Promouvoir l’empowerment des femmes et renforcer l’égalité entre femmes et hommes dans les différents secteurs d’intervention				
Outcome / OS	L’institutionnalisation de l’approche genre est promue auprès des acteurs-trices de développement à travers des échanges croisés de pratiques et d’expertise entre le Nord et le Sud et dans le Sud				Le MF et ses partenaires
Hypothèses	Les acteurs de la coopération belge, leurs partenaires dans le Sud et les acteurs de la société civile sont ouverts à				

	l'intégration du genre dans leurs institutions et leur programme ; Les financements sont suffisants pour les questions de genre ; La situation politique du pays et le contexte sont favorables pour le développement d'initiatives en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.				
Indicateur 1 :	Le genre est présent dans le CSC et il y a une attente vis-à-vis du MF pour accompagner des processus d'institutionnalisation du genre	Au moins 40% des acteurs de développement accompagnés par le MF ont intégré la dimension genre au niveau institutionnel et/ou programmatique	Au moins 70% des acteurs de développement accompagnés par le MF ont intégré la dimension genre au niveau institutionnel et/ou programmatique	Programmes, organigrammes, enquêtes disponibles	
Résultat 1	Le RAAG ⁷ est fonctionnel et permet un échange d'information, d'expertise, d'outils et de bonnes pratiques en genre entre les différents acteurs de développement				Le MF, ses partenaires financiers et stratégiques
Hypothèses	Il existe un intérêt, de la motivation et de la disponibilité pour participer au RAAG; L'accessibilité Internet ne fait pas défaut.				
Indicateur 1 :	La Plate-forme est conçue comme un espace d'échange virtuel des membres du réseau	Au moins 20 personnes (h/f) sont inscrits et actifs dans le réseau/ pays	Entre 40-50 membres (h/f) inscrits actifs/ pays	Données sexo-spécifiques sur la fréquentation de plate-forme online ; documents disponibles en ligne.	
Résultat 2	Un bilan annuel de l'état de réalisation des cibles stratégiques en lien avec le genre est disponible				Le MF, ses partenaires, les ACNG belges
Hypothèses	Les ACNG et leurs partenaires ont un intérêt, sont motivés et participent à l'enquête annuelle.				
Indicateur 1 :	Le genre figure dans le CSC, une amélioration est prévue	50% des ACNG a répondu à l'enquête annuelle	80% des ACNG a répondu à l'enquête annuelle	Enquêtes ; Relevé des actions genre ; Analyses des données	
Résultat 3	Les ACNG et leurs partenaires sont outillés et renforcés dans leurs capacités d'intégration du genre				
Hypothèses	Il existe un intérêt, de la motivation et de la disponibilité pour participer à des activités sur le genre en synergie.				
Indicateur 1 :		Nombre des membres d'organisations qui ont participé aux formations en	Nombre des membres d'organisations qui ont participé aux formations en	Listes des formations auxquelles les membres ont participé	

⁷ Réseau d'action et d'apprentissage sur le genre (RAAG), voir Note Réseau fournie en annexe 15 de la Gestion des partenariats, SPMO.

		genre	genre		
Indicateur 2 :		Nombre d'organisations qui ont été outillées pour intégrer le genre dans leurs activités	Nombre d'organisations qui ont été outillées intégrer le genre dans leurs activités	Relevé des méthodes utilisées pour l'outillage ; Liste annuelle d'activités réalisées.	
Conditions préalables :	Paix et sécurité ; Environnement favorable ; Financements suffisants.				
Typologie des activités :	Sensibilisations et formations ; Echanges de savoirs et de pratiques ; Suivi et accompagnement institutionnel ; Elaboration d'outils sur le genre ; Enquêtes et recherches thématiques ; Organisation d'évènements conjoints ; Coordination du RAAG ; Coordination d'une base de données et de connaissances virtuelle ; Renforcement de capacités à travers l'utilisation de différentes méthodes (accompagnement, formations thématiques, mise à disposition de recherches, participation au réseau RAAG) ; etc.				

6.4. T3 – Coûts opérationnels OSS1, OSS2 et OSS3

Cette partie reprend tous les objectifs mis en œuvre au Sénégal par le MF et ses partenaires.

Programme commun - Budget 2017-2021 - CSC 3 - OSS 1

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires	20.400 €	20.450 €	20.500 €	20.526 €	20.528 €	102.404 €
Investissement (matériel destiné à l'agriculture)	200	250	-	-	-	450 €
Fonctionnement (organisation de formations, ateliers et frais de diffusion/communication, plaidoyer)	10.000	10.000	10.300	10.326	10.328	50.954 €
Personnel (coordination, animation, comptabilité)	10.200	10.200	10.200	10.200	10.200	51.000 €
2. Collaborations	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
3. Bureau local						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
4. Siège						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
Total CO :	20.400 €	20.450 €	20.500 €	20.526 €	20.528 €	102.404 €
Investissement	200	250	-	-	-	450
Fonctionnement	10.000	10.000	10.300	10.326	10.328	50.954
Personnel	10.200	10.200	10.200	10.200	10.200	51.000

Partenaires

Total Partenaire 1 :	20.400	20.450	20.500	20.526	20.528	102.404 €
Total Partenaires :	20.400 €	20.450 €	20.500 €	20.526 €	20.528 €	102.404 €

Programme commun - ACNG Le Monde selon les Femmes

Investissement	200	250	-	-	-	450
Fonctionnement	10.000	10.000	10.300	10.326	10.328	50.954
Personnel	10.200	10.200	10.200	10.200	10.200	51.000
Total ACNG Y	20.400,00	20.450,00	20.500,00	20.526,00	20.528,00	102.404,00

Programme commun - Budget 2017-2021 - CSC 3 - OSS 2

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires	20.000 €	20.000 €	22.300 €	20.000 €	18.000 €	100.300 €
Investissement (achat de matériel agricole)	500	500	1.950	550		3.500 €

Fonctionnement (organisation de formations, journées d'échange et de sensibilisation, recherche-action)	8.540	8.540	8.350	8.474	7.024	40.928 €
Personnel	10.960	10.960	12.000	10.976	10.976	55.872 €
Chargée de la zone de Guédé	5.480	5.480	6.000	5.488	5.488	27.936 €
Chargée de la zone de Diouroup	5.480	5.480	6.000	5.488	5.488	27.936 €
2. Collaborations	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
3. Bureau local						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
4. Siège						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
Total CO :	20.000 €	20.000 €	22.300 €	20.000 €	18.000 €	100.300 €
Investissement	500	500	1.950	550	-	3.500
Fonctionnement	8.540	8.540	8.350	8.474	7.024	40.928
Personnel	10.960	10.960	12.000	10.976	10.976	55.872

Partenaires						
Total Partenaire 1 :	20.000	20.000	22.300	20.000	18.000	100.300 €
Total Partenaires :	20.000 €	20.000 €	22.300 €	20.000 €	18.000 €	100.300 €

Programme commun - ACNG Le Monde selon les Femmes						
Investissement	500	500	1.950	550	-	3.500
Fonctionnement	8.540	8.540	8.350	8.474	7.024	40.928
Personnel	10.960	10.960	12.000	10.976	10.976	55.872
Total ACNG Y	20.000,00	20.000,00	22.300,00	20.000,00	18.000,00	100.300,00

Programme commun - Budget 2017-2021 - CSC 3 - OSS 3

	2017	2018	2019	2020	2021	Grand total
Coûts opérationnels						
1. Partenaires						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
2. Collaborations	2.000 €	1.340 €	1.575 €	1.475 €	1.700 €	8.090 €
Investissement						
Fonctionnement	750	90	325	225	250	1.640 €
Personnel	1.250	1.250	1.250	1.250	1.450	6.450 €
3. Bureau local						
Investissement						
Fonctionnement						
Personnel						
4. Siège	24.400 €	17.265 €	24.847 €	18.495 €	18.002 €	103.009 €
Investissement						

Fonctionnement	12.400	4.500	12.400	5.500	4.184	38.984 €
Personnel	12.000	12.765	12.447	12.995	13.818	64.025 €
Total CO :	26.400,00	18.605,00	26.422,00	19.970,00	19.702,00	111.099,00
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	13.150,00	4.590,00	12.725,00	5.725,00	4.434,00	40.624,00
Personnel	13.250,00	14.015,00	13.697,00	14.245,00	15.268,00	70.475,00

Collaborations (synergies)						
Total Collaboration 1	500	200	475	200	500	1.875 €
Total Collaboration 2	300	300	300	200	200	1.300 €
Total Collaboration 3	400	200	300	275	250	1.425 €
Total Collaboration 4	400	240	300	400	400	1.740 €
Total Collaboration 5	400	400	200	400	400	1.800 €
Total Collaborations :	2.000 €	1.340 €	1.575 €	1.475 €	1.750 €	8.140 €

Programme commun - ACNG Le Monde selon les Femmes						
Investissement	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	13.150,00	4.590,00	12.725,00	5.725,00	4.434,00	40.624,00
Personnel	13.250,00	14.015,00	13.697,00	14.245,00	15.268,00	70.475,00
Total ACNG Y	26.400,00	18.605,00	26.422,00	19.970,00	19.702,00	111.099,00

6.5. Motivation au regard des critères du CAD

Cette partie concerne les trois OS pour le Sénégal.

6.5.1. Description de la Pertinence

Ce programme s'inscrit dans les priorités des Objectifs du développement durable des Nations Unies, prend en compte les éléments de contexte de l'Analyse contextuelle commune et les cibles stratégiques communes définies par les ACNG belges pour le Sénégal. Il se base sur des données disponibles, ainsi que sur l'expérience et l'expertise du MF et de ses partenaires sénégalais.

CAD Mainstream : marqueurs

Environnement	0	1	2
Désertification (Rio)	0	1	2
Biodiversité (Rio)	0	1	2
CC- Changement Climatique Adaptation (Rio)	0	1	2
CC –Changement Climatique Mitigation/ Prévention (Rio)	0	1	2
Genre	0	1	2
Bonne Gouvernance	0	1	2
SGMNI santé génésique maternelle néonatale et infantile	0	1	2
HIV /AIDS	0	1	2
Droits des enfants	0	1	2
Trade development	0	1	2

6.5.2. Description de l'Efficacité

Le genre, le développement durable, l'agroécologie et la bonne gouvernance sont des thématiques prioritaires pour chacun d'entre eux. La stratégie d'intervention, les zones d'intervention, les activités planifiées et les capacités de gestion disponibles permettront de contribuer aux cibles stratégiques identifiées ci-dessus.

Approches communes du CSC	Contribution du programme	Résultats concernés
2A	Renforcer les capacités techniques, organisationnelles, entrepreneuriales et de plaidoyer	Résultats 2 et 4 de l'OS S1 Résultat 2 de l'OS S2
2C	Améliorer la disponibilité, le contrôle et la gestion durable des facteurs de production	Résultat 2 de l'OS S2
2F	Renforcer les liens entre zones rurales et urbaines	Résultat 2 de l'OS S1
2G	Augmenter la capacité de résilience des populations face aux changements structurels	Résultat 4 de l'OS S1 – Résultats 2 et 4 de l'OS S2
2H	Mener un plaidoyer auprès des autorités locales et nationales et des PTF	Résultats 1 et 4 de l'OS S1
3C	Promouvoir la gouvernance territoriale inclusive par l'animation de cadres locaux de concertation	Résultat 1 de l'OS S2
3D	Renforcer l'implication et la participation active des femmes dans la gouvernance territoriale	Résultat 1 des OS S1 et OS S2
3F	Renforcer la participation des femmes à des postes de responsabilité dans les organisations	Résultat 1 des OS S1 et OS S2
3G	Renforcer les organisations paysannes, rurales, de femmes, de jeunes pour qu'elles puissent atteindre leurs objectifs sociaux	Résultats 2 et 3 de l'OS S1
4A	Promouvoir l'égalité du genre et la levée des discriminations spécifiques dont les femmes font l'objet	Résultat 3 de l'OS S2
4D	Renforcer la connaissance et la capacité d'application des conventions internationales, des Lois nationales et locales dans la protection des droits	Résultat 4 de l'OS S1 et Résultats 1 et 3 de l'OS S2
5A	Contribuer à la structuration et au réseautage d'organisations dans le but d'améliorer la gestion de l'environnement et des ressources naturelles	Résultats 1 et 4 de l'OS S1
5B	Appuyer les actions de restauration et de gestion durable des ressources naturelles	Résultat 4 des OS S1 et OS S2
5C	Renforcer la capacité des acteurs locaux à veiller sur l'impact des interventions sur l'environnement	Résultats 1 et 4 de l'OS S1
5D	Promouvoir l'implication des femmes et des jeunes dans la programmation, mise en œuvre et évaluation des actions de gestion et préservation des ressources ainsi que toutes formes de résilience au changement climatique	Résultat 2 -3-4 de l'OS S1, Résultat 4 de l'OS S2
5E	Favoriser la diffusion de pratiques de gestion rationnelle des ressources naturelles	Résultat 4 des OS S1 et OS S2
7A	Améliorer la qualité, l'offre et l'accessibilité à tous les niveaux d'éducation/formation/alphabétisation	Résultats 2 et 3 de l'OS S1
7D	Promouvoir l'innovation et améliorer les activités de recherche	Résultat 3 de l'OS S1
8	Promouvoir l' <i>empowerment</i> des femmes et renforcer l'égalité entre femmes et hommes dans les différents secteurs d'intervention	Résultats 1, 2,3 de l'OS S3
8A	Effectuer une analyse genre et incorporer l'analyse de genre dans le cycle de projet	Résultat 3 de l'OS S1, Résultat 2 de l'OS S2

8B	Promouvoir l'égalité de genre au sein des organisations partenaires et incorporer perspectives du genre dans les projets	OS S3
8C	Renforcer l'empowerment des femmes et des jeunes filles	Résultat 2 et 3 de l'OS S1, Résultat 3 de l'OS S2

6.5.3. Description de la Durabilité

Viabilité de l'intervention, du point de vue de :

Durabilité technique

Ce programme est conçu par des organisations qui disposent d'expérience, d'expertise et dans le cadre d'un partenariat qui a fait l'objet d'une évaluation positive lors du programme précédent. Par ailleurs, le MF dispose d'une bonne capacité de gestion, notamment en termes de gestion stratégique, financière et des partenariats (voir résultats screening et documents SPMO soumis à cette occasion).

La durabilité technique est assurée par le fait que tout au long de la phase d'exécution du projet, les partenaires du MF veilleront à renforcer les capacités des publics cibles bénéficiaires afin de les amener à leur autonomisation ; si bien qu'à la fin du projet, ils pourront eux-mêmes conduire leurs propres activités sans l'accompagnement de l'ONG.

Durabilité financière

La pérennité financière des actions financées dans le cadre du programme passe à la fois par :

- les formations, qui visent l'autonomisation des associations membres en matière d'intégration de l'approche genre (tout en favorisant la circulation des pratiques dans la société sénégalaise);
- le renforcement des bénéficiaires, par la responsabilisation et l'autonomisation à la fois économique, sociale et environnementale, pour marquer une avancée vers une pérennisation à moyen et long terme des filières et activités soutenues
- l'implication des autorités publiques. Les actions déjà réalisées ont amorcé un dialogue en continu avec les autorités publiques.

La durabilité financière consiste aussi à valoriser le cofinancement d'autres projets, notamment le programme GENDDER, de créer des synergies avec d'autres partenaires intéressés par les thématiques du genre et de l'environnement. Aussi, les bénéficiaires pourront eux-mêmes assurer la prise en charge de certaines postes de dépenses, par exemple les coûts de fonctionnement de leurs structures de gestion.

Durabilité sociale

La durabilité sociale résulte du fait que l'intervention est basée sur une approche de long terme qui implique les communautés dans leur ensemble et valorise les initiatives locales. Elle repose aussi sur une démarche de recherche-action-appropriation et une forte implication des bénéficiaires, qui est importante pour ancrer les changements de mentalité et de comportements. Les actions mises en œuvre mettent aussi un accent fort sur les échanges entre acteurs à la base, l'implication des structures institutionnelles, la mise en place et l'animation de cadres d'échange et de négociation.

Stratégie de désengagement à l'issue de l'intervention (Exit Strategy) et conditions de durabilité

D'une part, le MF et ses partenaires veillent à prendre en compte la durabilité des résultats dans la planification et la mise en œuvre de programmes ou projets communs. D'autre part, le changement requis pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes est tel qu'il implique de travailler sur les changements de mentalité, d'attitude, de comportements et de pratiques sur des périodes beaucoup plus longues que celles habituellement prise en compte pour un projet.

De manière générale, le MF n'encourage pas la dépendance financière des partenaires. En même temps, étant donné la similarité des enjeux au Nord et au Sud, il a intérêt à construire des relations de partenariat sur le long terme, qui peuvent prendre ou non la forme de partenariats financiers.

D'ailleurs, cette volonté de continuer à interagir avec des organisations semblables en vue d'un renforcement mutuel et d'actions communes autour de problématiques partagées se reflète dans son programme 2014-2016 avec la création d'un réseau genre (RAAG), dont le MF assurera la coordination également dans le cadre du présent programme.

Enda Graf Sahel : le changement induit à la fin du projet au niveau social, politique, économique et environnemental permettra de responsabiliser progressivement les bénéficiaires. Ce projet met davantage l'accent sur la formation, l'appui l'organisation, le leadership. Ces actions auront pour conséquences :

- Des organisations solides capables de prendre le relais ;
- Une implication des bénéficiaires dans la consolidation de leurs activités économiques ;
- l'implication des bénéficiaires dans les instances décisionnelles sera effective
- capacité à dialoguer et négocier pour intégrer le genre,
- plaidoyer pour l'égalité.

Le programme mettra l'accent sur le dialogue et la négociation des tensions entre les femmes et les hommes et entre les institutions et la société civile dans tous les projets, afin que les modifications des perceptions, des rôles et des responsabilités femmes/hommes suscitées par les nouvelles activités soient plus durables. Les campagnes de sensibilisation, les débats publics et le plaidoyer auprès des autorités locales, en lien avec les mouvements sociaux locaux, auront également une large place dans les activités dans la recherche d'une plus grande crédibilité et légitimité de l'intégration du genre dans les instances de gouvernance des communautés locales.

En termes sociaux et de partenariat, l'objet du programme est précisément de renforcer les connaissances et les compétences des équipes sur les aspects de genre, et notamment sur genre et développement durable, de partager les outils et compétences sur les questions de genre spécifiques et d'assurer leur pleine appropriation. Enda Pronat, en tant que membre de la société civile des pays du Sud, travaille à l'autonomisation à long terme des organisations populaires appuyées, à travers le renforcement de leurs capacités techniques, financières, organisationnelles, de négociation et de plaidoyer.

L'appropriation du public cible participera de la durabilité du programme.

6.5.4. Description de l'Effcience.

Les moyens financiers demandés dans le cadre de ce programme correspondent aux besoins identifiés par les partenaires pour la mise en place et l'exécution des activités prévues en vue d'obtenir les résultats espérés dans ce programme dans une optique de rationalisation et optimisation. En pourcentage, on peut voir que du total du budget :

- Investissement : 8% du total
- Fonctionnement : 44%% du total
- Personnel : 47% du total

Le Monde selon les femmes a été récemment évalué et ses résultats sont excellents, tant dans sa gestion des partenaires (4/4), que dans sa gestion stratégique (4/4), son score de gestion général est de 3,5/4 largement en dessous de ce qui était demandé par rapport à sa complexité.

Les demandes et sollicitations pour les synergies est assez important au Sénégal, ceci nous permettra d'augmenter le résultat recherché car nous aurons aussi un impact sur les bénéficiaires des autres acteurs de la coopération belge au Sénégal.

6.5.5. Description de la Stratégie de Partenariat spécifique pour le pays

La vision, la mission et les principes d'action du Monde selon les femmes (MF) se basent sur des valeurs de respect des droits humains, d'égalité, de solidarité, de justice sociale, de diversité, de responsabilité, de durabilité et d'engagement.

Le MF agit pour la construction d'un mouvement mondial en faveur d'un développement solidaire et durable fondé sur l'égalité hommes-femmes. Il promeut le féminisme en tant que lutte sociale pour l'égalité dans laquelle les femmes sont des actrices et des citoyennes engagées et solidaires.

Le Monde selon les femmes (MF) collabore de manière suivie avec différentes organisations d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique des Grands lacs et d'Amérique latine à travers des partenariats basés sur une vision commune et déterminés par des objectifs communs.

Les projets soutenus répondent à des critères précis, tant au sujet du type d'intervention, la méthodologie adoptée et pour ce qui est de la démarche, qui se veut participative et de co-responsabilité.

Au Sénégal, l'objectif du MF est de renforcer de manière transversale l'approche genre chez ses partenaires dans une perspective de droits humains. Les enjeux de développement durable, que ce soit dans le secteur de l'agriculture et/ou de la pêche, touchent de manière spécifique les femmes et les hommes. Ils nécessitent de répondre à des besoins pratiques ainsi que de mettre en place des stratégies pour faire avancer les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes dans les différentes sphères, non seulement économique et politique mais également sociale et familiale.

A travers ces partenariats, l'objectif du Monde selon les femmes est donc de contribuer au processus d'*empowerment* des femmes du Sud et de faire en sorte que les acteurs/actrices de développement intègrent mieux l'approche de genre dans leurs pratiques – au Nord et au Sud. Le MF veut aussi mettre en valeur le rôle des femmes comme actrices sur les plans politique, économique, social et culturel, dans les mobilisations sociales et la production de savoirs. Le Monde selon les femmes partage avec ses partenaires du Sud, la même approche de l'*empowerment* à la fois individuelle (acquisition d'une plus grande autonomie, renforcement de l'estime de soi et de la capacité de faire des choix de vie) et collective (capacité d'un groupe d'influencer le changement des rapports de genre au niveau de la société).

Les interventions du Monde selon les femmes auprès de ses partenaires du Sud se concrétisent à travers trois grands axes:

- des projets de développement durable, d'économie solidaire et de lutte contre les violences faites aux femmes ;
- la formation et à la sensibilisation sur l'importance de l'intégration du genre dans les projets de développement ;
- le travail de recherche en réseau et de plaidoyer.

Pour plus de détails, voir: Document de référence: politique et gestion des partenariats fourni pour le screening.

Pour ce qui est de ses partenaires, l'objectif global d'ENDA Pronat est d'œuvrer pour une promotion du développement rural durable en Afrique de l'Ouest, en accompagnant les communautés de base dans la gestion écologique de leurs ressources et l'appropriation de la gouvernance de leurs terroirs. Pour ENDA Graf Sahel, il s'agit d'œuvrer au processus d'*empowerment* des femmes du secteur de la transformation des produits halieutiques, à travers le développement d'activités

génératrices de revenus mais également la défense collectives de droits et protections sociales dans le secteur ainsi que la transformation des rapports de genre au sein de la collectivité de pêcheurs.

6.5.6. Description des Synergies et Complémentarités

Synergie/complémentarité 1					
Type	Synergie d'échanges d'information et opérationnelle				
Cibles stratégiques communes	2; 3, 3C, 3D, 3F, 3G; 5, 5D; 7; 8, 8A, 8B, 8C, 8D				
Objectif de la synergie	Promouvoir l'empowerment des femmes et renforcer l'égalité entre femmes et hommes par l'échange sur des bonnes pratiques et la mutualisation de l'expertise. Valoriser les expériences concrètes de plusieurs ACNG pour améliorer l'impact genre des interventions. Mutualisation des renforcements de capacités : ouverture des formations thématiques d'intérêt commun au bénéfice des partenaires respectivement appuyés, ouverture des séminaires et conférences d'intérêt commun. Mutualisation des bonnes pratiques par des visites de sites.				
Acteurs Impliqués	MF	ADG	Broederlijke Delen (BD)	WSM	APEFE
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Informar les ACNG belges des activités de formation ou autres organisées par le MF aux Sénégal. Partager son expertise sur le sujet avec BD et ses partenaires et explorer les possibilités des actions de plaidoyer et de sensibilisation en synergie. Echanger des informations sur des bonnes pratiques.	Echange d'expérience et de témoignages pour nourrir des échanges techniques organisation de rencontres annuelles entre praticiens (issus des équipes des ACNG, de leurs partenaires ou des bénéficiaires)	Faciliter la participation des points focaux genre de ses partenaires aux formations organisées par le MF et ses partenaires et au réseau genre du MF ; promouvoir la participation de MF et ses partenaires aux ateliers et autres activités pour la promotion de l'équité de genre organisés par BD et/ou ses partenaires ; Explorer les possibilités des actions de plaidoyer et de sensibilisation en synergie ; Echanger des informations sur des bonnes pratiques.	Echanger des informations sur des bonnes pratiques (ateliers d'apprentissage)	Renforcement de capacités des entreprises féminines dans les zones ciblées (Niayes, Grande côte, Petite côte) : techniques dans la transformation agroalimentaire ; managériales et entrepreneuriales ; Sensibilisation à l'approche genre Accompagnement au changement socio-culturel engendré par l'émancipation et l'autonomisation économiques des femmes entrepreneures
	Cible stratégique 8, approches 8B et 8C : - Echange d'expérience et de témoignages; - Organisation de rencontres annuelles entre praticiens				

	- Mise à disposition d'expertise pour dispenser les formations, animer les ateliers thématiques. - Participation des acteurs bénéficiaires du renforcement de capacités.				Dans le cadre de la synergie avec APEFE et Exchange Expertise
Contribution financière ou matérielle	5000€	Voir programme de BD	Voir programme d'ADG	Voir programme de WSM	Voir programme d'APEFE
Budget total	Voir les programmes des partenaires.				

Synergie/complémentarité 2		
Type	Synergie d'échanges d'information et opérationnelle	
Cibles stratégiques communes	2 ; 5 ; 6 ; 8	
Objectif de la synergie	A travers leurs partenaires locaux présents dans la région de Fatick, Solidagro et MF échangeront des informations pertinentes en lien avec leurs programmes en cours, leurs thématiques, leurs expériences ; Dans le cadre d'activités conjointes, Solidagro et MF, à travers leurs partenaires locaux, amélioreront l'efficacité de leurs actions à l'intention de leurs publics cibles.	
Acteurs Impliqués	MF	Solidagro
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Partager la planification de ses actions dans la région de Fatick. Partager des documents, études, évaluations, etc. ayant trait aux cibles stratégiques 2; 5; 8 plus précisément (genre et équité ; document technique pertinent sur l'agro-écologie ; promotion des semences paysannes).	Partager la planification de ses actions dans la région de Fatick. Partager : - Rapports d'évaluation de ses programmes de sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest ; - Informations sur le processus de prise en charge du problème de la salinité des sols dans la région de Fatick ; - Résultats de recherche sur le fonctionnement des conventions locales sur l'environnement dans la région de Fatick ; - Partage avec LMSF des outils et documents sur le volet Eau-Hygiène-Assainissement ; - tout autre document technique sur la l'agro-écologie.
	Plaidoyer pour l'accès à la terre pour les femmes et les jeunes : Solidagro et MF mettront ensemble leurs moyens pour organiser des formations, des actions de mobilisation, de sensibilisation, de concertation, de médiation. Solidagro et MF s'engagent à échanger sur leurs outils et méthodes de plaidoyer. Le programme de Solidagro, à travers le partenaire CNCR, prendra en charge des consultations juridiques dans les villages d'intervention de MF ; Promotion des semences paysannes : MF et Solidagro faciliteront les échanges d'expériences dans la conservation, la préservation et la multiplication de semences paysannes ; MF et Solidagro mutualiseront leurs moyens dans les formations, les visites d'échange, les actions de plaidoyer pour la promotion des semences paysannes. Agro-écologie : Solidagro et MF mutualiseront leurs moyens pour les formations et les visites d'échanges.	

	Renforcement des capacités des membres des OCB : le programme de Solidagro, à travers le partenaire ELS, s'engage à intégrer la supervision de l'alphabétisation fonctionnelle dans certains villages d'intervention de MF.	
Contribution financière ou matérielle	3000€	Voir programme de Solidagro
Budget total	Voir les programmes des partenaires.	

Synergie/complémentarité 3		
Type	Synergie d'échanges d'information et opérationnelle	
Cibles stratégiques communes	8	
Objectif de la synergie	Intégration du genre	
Acteurs Impliqués	MF	Sensorial Handicap Cooperation (SHC)
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Echange d'informations et invitation aux activités organisées à l'intention des ACNG belges et leurs partenaires au Sénégal ; accompagnement pour l'intégration du genre (structure, activités, stratégie) auprès des partenaires sénégalais de SHC ; promotion des échanges entre partenaires de part et d'autres.	Echange d'informations sur les activités organisées par SHC et ses partenaires ; Promotion de la participation aux activités organisées par le M/F ; promotion des échanges entre partenaires de part et d'autres.
Contribution financière ou matérielle	2000€	Voir programme de SHC
Budget total	Voir les programmes des partenaires.	

Synergie/complémentarité 4		
Type	Synergie d'échanges d'information et opérationnelle	
Cibles stratégiques communes	8	
Objectif de la synergie	ULB-Coopération et le Monde selon Les Femmes entendent se renforcer mutuellement dans les domaines du genre et de l'agroécologie.	
Acteurs Impliqués	MF	ULB Coopération
Rôles, devoirs, tâches à remplir	Le MF et ses partenaires échangent des informations sur les activités organisées sur le genre au Sénégal ; Le MF suivra Enda Pronat dans les activités de cette dernière en accompagnement des partenaires et bénéficiaires de ULB-C° ; Le MF conseillera ULB-C° sur sa	ULB-C° financera les prestations d'Enda Pronat en matière de genre auprès des bénéficiaires ; ULB-C° apportera les moyens à ses partenaires pour qu'ils s'intègrent dans les réseaux et plateformes en lien avec le Genre au Sénégal.

	stratégie genre.	
Contribution financière ou matérielle	2000€	Voir programme d'ULB C°
Budget total	Voir les programmes des partenaires.	

Synergie/complémentarité 5		
Type	Synergie d'échanges d'information et opérationnelle	
Cibles stratégiques communes	3A, 3C, 3D, 3E, 8	
Objectif de la synergie	Echos Communication et le MF visent à proposer au Conseil Départemental de Kaolack et les acteurs de la société civile du département une formation et accompagnement sur la budgétisation sensible au genre.	
Acteurs Impliqués	MF	Echos Communication (EC)
Rôles, devoirs, tâches à remplir	EC se charge de l'organisation de la formation/atelier avec ses partenaires à Kaolack et la société civile ; Le MF (et/ou ses partenaires) envoie une personne-ressource pour former et accompagner un atelier de 3 jours avec les parties prenantes de la budgétisation du département de Kaolack. L'association fournit les supports papier à la formation ; EC donne un feed-back à MF sur le suivi de l'atelier ; Chaque organisation prend en charge une partie des coûts de la formation. Le MF informe EC, ses partenaires et les représentants du Département de Kaolack des activités publiques portant sur la thématique du budget sensible au genre qui se déroulera sur le territoire sénégalais pendant la durée du programme.	
Contribution financière ou matérielle	2000€	Voir programme d'EC
Budget total	Voir les programmes des partenaires.	

C. PARTIE III : ANNEXES.

I. Convention de collaboration.

II. Convention partie prenante programme commun 2017-2021